

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 78 - 79

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1991

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Sommaire

- **Turquie : ELECTIONS LEGISLATIVES ANTICIPEES**
- **Irak : COMBATS AUTOUR DE KIRKOUK**
- **BILAN DE L'AIDE DE LA C.E.E. AUX REFUGIES KURDES**
- **RETRAIT DE LA FORCE MULTINATIONALE DEPLOYEE A LA FRONTIERE TURCO-IRAKIENNE POUR PROTEGER LES KURDES D'IRAK**
- **NOUVELLE INTERVENTION TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **ENVOI DE LIVRES ET FOURNITURES SCOLAIRES AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

Turquie : Elections législatives anticipées

LE gouvernement turc, dont la légitimité était sérieusement contestée par les partis de l'opposition et une large fraction de l'opinion, a décidé d'organiser le 20 octobre des élections législatives anticipées. Le parti gouvernemental ANAP du président Özal, quoique majoritaire au Parlement où il détenait 292 sièges sur 450, avait, lors des élections municipales de 1990, obtenu à peine 28% des suffrages. Depuis, les sondages faisaient apparaître un déclin continu de son influence dans l'opinion. Le nouveau Premier ministre Mesut Yilmaz a finalement décidé de relever le défi de l'opposition et de convoquer les électeurs au moment le plus opportun pour son gouvernement.

Tous les partis politiques turcs, allant de l'extrême droite néo-fasciste (le MÇP du Colonel Türkeş) à la gauche marxiste (le S.P. de D. Perinçek), en passant par les partis de droite (l'ANAP de M. Yilmaz et le

DYP de S. Demirel), du centre gauche (le SHP d'E. İnönü et le D.S.P. de B. Ecevit) et les fondamentalistes musulmans (le RP de N. Erbakan) ont pu se présenter à ces élections intervenant 11 ans après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 qui avait mis «entre parenthèses» la vie parlementaire. La Constitution et la loi relative aux partis politiques interdisant aux Kurdes d'avoir leurs propres partis politiques, de nombreux militants kurdes ont pu se regrouper au sein du parti légal HEP (Parti populaire du Travail), créé par des parlementaires kurdes expulsés du SHP (Parti populiste social-démocrate) en raison de leur participation à une conférence internationale sur l'identité kurde organisée en octobre 1989 à Paris par l'Institut kurde. Cependant, comme une disposition du code électoral prive tout nouveau parti ayant tenu son premier congrès moins de 6 mois avant les élections de la possibilité de présenter ses propres candidats, le HEP qui n'avait réuni son congrès qu'en juin 1991, a dû conclure une alliance avec

le SHP pour ne pas être exclu du scrutin. Cette alliance ne lui a permis de présenter que 27 candidats dans une partie des provinces kurdes où les chances du SHP étaient nulles. Les circonscriptions turques abritant un important électorat kurde (Istanbul, Izmir, Adana, Mersin, Ankara etc.) ont été exclues de cet accord.

En dépit de toutes ces restrictions et du quadrillage militaro-policiier du Kurdistan, toujours soumis à l'état de siège, pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, un parti légal à dominante kurde pouvait se présenter devant les électeurs. A l'issue du scrutin, 22 de ses 27 candidats ont été élus parlementaires. A Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan, 7 sièges sur 8 sont allés au HEP, à Batman, métropole pétrolière, 3 sur 3, à Sirmak 3 sur 3, à Siirt 3 sur 3, à Adiyaman 4 sur 4, à Tunceli 2 sur 3. Pour la première fois aussi une femme kurde, Leyla ZANA, épouse de l'ancien maire de Diyarbakir, a été élue parlementaire. La plupart des nouveaux élus kurdes sont des militants de la nouvelle génération. Les patriotes kurdes de la génération précédente n'ont pu se présenter aux élections, les uns se trouvant en exil, souvent déchus de leur citoyenneté, d'autres toujours en prison ou, pour ceux qui ont été libérés à la faveur de l'amnistie d'avril 1991, privés à vie de leurs droits civiques et politiques en vertu de l'article 12 de la Constitution turque qui considère comme «imprescriptible» le crime de séparatisme. Les résultats des élections, qui ont une valeur de test en grandeur réelle, doivent donc être considérés dans ce contexte. L'impact du patriotisme kurde trouverait certainement une traduction beaucoup plus puissante si le peuple kurde pouvait choisir en toute liberté ses représentants.

Dans l'ensemble de la Turquie, les élections du 20

octobre ont sanctionné le parti gouvernemental de la Mère Patrie (ANAP) qui avec 24,01% des voix a, par rapport au scrutin de 1987, perdu 12,28% et 177 sièges. Le Parti de la Juste Voie (DYP) de l'ancien premier ministre Demirel, émerge, avec 27,03% des suffrages et 178 sièges sur 450, comme le premier parti du pays, tandis que l'alliance SHP-HEP arrive en troisième position avec 20,75% des voix et 88 sièges sur 450. La coalition du Parti de la Prospérité (fondamentaliste) et de l'extrême-droite (MÇP) a obtenu 16,88% des voix et 62 sièges.

La Turquie entre donc à nouveau dans une période de coalition. Les milieux d'affaires se déclarent en faveur d'une coalition de deux partis de la droite libérale ANAP-DYP qui totalisent 51,04% des voix et 293 sièges sur 450. Mais l'ANAP a exclu une telle alliance, se disant déterminée à assurer le rôle de principal parti de l'opposition. Cependant, l'idée d'une coalition DYP-SHP, chargée de la démocratisation des structures du pays, fait son chemin. La question kurde restera au cœur de toute entreprise de démocratisation. Soumises aux fortes pressions internes et externes, les autorités turques seront amenées à réviser leur politique kurde. Cette révision, pour être crédible, devrait toucher un ensemble de lois et plusieurs dispositions anti-kurdes de la Constitution imposée par les militaires. Ceux-ci majoritaires au sein du Conseil de Sécurité nationale, instance suprême du pays pour les «question sensibles» de sécurité et de politique étrangère, laisseront-ils le gouvernement civil procéder aux réformes nécessaires ? Le gouvernement osera-t-il entreprendre la démilitarisation de la société et de la vie politique ? Sans un contrôle de l'appareil militaire et policier, véritable Etat dans l'Etat, le gouvernement civil, quelles que soient ses intentions risque de connaître des déboires.

Voici les principaux résultats des élections du 20 octobre 1991, exprimés sous forme de tableaux :

	1991	1987
Inscrits	29.978.837	26.340.265
Votants	25.157.089	24.621.518
Taux de participation	83,92%	93,47%
Suffrages exprimés	24.416.526	23.961.552

Tableau 1 : Participation aux élections législatives de 1991 et de 1987.

Parti	1991		1987		Evolution
	Voix obtenues	%	Voix obtenues	%	
DYP	6.600.644	27,03	4.589.530	19,15	+7,88%
ANAP	5.862.639	24,01	8.896.504	36,29	-12,28%
Coalition SHP-HEP	5.066.546	20,75	5.944.537	24,81	-4,06%
Coalition PR-MÇP	4.121.292	16,88	2.599.677	10,84	+6,04%
DSP	2.624.310	10,75	2.044.680	8,53	+2,22%
SP	108.374	0,44	—	—	+0,44%

Tableau 2 : Répartition globale des voix dans l'ensemble de la Turquie.

Voix et sièges obtenus

Département	Nb de Sièges	SHP-HEP		DYP		ANAP		RP-MÇP		DSP	
		%	Siège	%	Siège	%	Siège	%	Siège	%	Siège
Adiyaman	4	27,15	4	24,87	—	20,29	—	24,88	—	2,42	—
Batman	3	52,71	3	14,71	—	16,00	—	15,30	—	0,90	—
Bingol	3	17,95	—	27,78	1	17,94	—	34,67	2	1,28	—
Bitlis	3	21,88	—	13,97	—	31,22	2	29,14	1	2,90	—
Diyarbakir 1	5	38,02	4	25,09	1	17,99	—	13,30	—	3,44	—
Diyarbakir 2	3	71,61	3	10,49	—	6,65	—	9,64	—	0,99	—
Elazig	4	15,49	—	33,79	2	18,60	2	29,25	2	2,37	—
Erzincan	3	33,32	2	12,81	—	28,80	1	22,02	—	2,66	—
Erzurum 1	4	5,36	—	31,29	1	21,72	—	37,46	3	3,73	—
Erzurum 2	3	14,14	—	28,54	1	17,42	—	36,31	2	2,91	—
Gazi Anteb 1	6	29,44	4	25,93	2	18,58	—	16,80	—	8,80	—
Gazi Anteb 2	3	25,48	1	30,31	2	20,29	—	19,34	—	4,20	—
Hakkari	2	19,03	—	29,60	1	43,03	1	6,34	—	1,04	—
Kars	5	31,09	3	26,97	2	16,91	—	7,07	—	17,20	—
Malatya	6	26,28	1	6,56	—	41,48	4	22,58	1	2,93	—
Mardin	5	53,99	5	17,12	—	18,43	—	8,73	—	1,30	—
Mus	3	42,30	3	14,73	—	17,52	—	23,61	—	1,35	—
Siirt	3	39,52	3	18,98	—	18,27	—	20,55	—	1,83	—
Sirnak	3	62,16	3	14,81	—	18,43	—	2,58	—	1,11	—
Tunceli	2	57,90	2	3,42	—	10,72	—	5,60	—	1,63	—
Urfa 1	4	19,88	—	28,44	2	24,27	1	24,56	1	2,50	—
Urfa 2	3	21,79	—	35,43	2	29,96	1	9,96	—	2,78	—
Van	5	22,30	1	26,47	2	26,26	1	22,52	1	1,76	—

Tableau 3 : Répartition des voix et sièges obtenus dans les provinces kurdes par les principaux partis.

Abréviations :

ANAP : Anavatan Partisi (Parti de la Mère Patrie), du président Özal, droite libérale.

SHP : Sosyaldemokrat Halkçi Parti (Parti Populiste social-démocrate), d'E. İnönü, affilié à l'Internationale Socialiste.

DSP : Demokratik Sol Parti (Parti de la Gauche démocratique), de l'ancien Premier ministre B. Ecevit, centre-gauche.

DYP : Dogru Yol Partisi (Parti de la Juste Voie), de l'ancien Premier Ministre S. Demirel, droite libérale.

HEP : Halkin Emek Partisi (Parti populaire du Travail), à dominante kurde.

MÇP : Milliyetçi Çalışma Partisi (Parti du Travail Nationaliste), du Colonel A. Türkeş, néo-fasciste.

RP : Refah Partisi (Parti de la Prospérité), du N. Erbakan, islamiste.

SP : Sosyalist Partisi (Parti Socialiste) de D. Perinçek, marxiste-léniniste.

Irak : Violents affrontements dans la région de Kirkouk

LA situation continue d'être très instable au Kurdistan irakien. Si la trêve décrétée en avril dernier dans la «zone de sécurité» instaurée par les Alliés au-dessus du 36ème parallèle est généralement respectée, il n'en va pas de même au sud de cette «ligne rouge» où des affrontements meurtriers ont, à plusieurs reprises, opposé les forces kurdes aux troupes gouvernementales.

Ainsi, le 7 septembre, les forces de Bagdad ont ouvert le feu avec des armes lourdes et automatiques sur des dizaines de milliers de réfugiés kurdes voulant, à l'approche de l'hiver, regagner leurs foyers dans la ville de Kirkouk, sous contrôle gouvernemental. Le régime irakien qui emploie tous les moyens pour arabiser totalement cette métropole pétrolière kurde s'oppose au retour des réfugiés tout en rasant de nouveaux quartiers kurdes de la ville. Cela a vu et a vu des observateurs de l'ONU présents sur place. Dans ce climat lourd et tendu la moindre incident dégénère vite en affrontement armé, faisant de nouvelles victimes dans les rangs d'une population civile déjà si éprouvée. Selon les estimations des observateurs du Haut-Commissariat des réfugiés présents sur le terrain, les premiers combats autour de Kirkouk et Chamchamal ont fait «plusieurs dizaines de victimes dans les rangs kurdes». De son côté, le Front du Kurdistan affirme avoir réussi à «neutraliser la majorité des soldats des 848ème et 827ème régiments de l'armée irakienne, engagés dans cette attaque contre les Kurdes. Le 10 septembre, les affrontements ont cessé mais les Kurdes originaires de Kirkouk n'ont pas été autorisés à regagner leur ville.

L'ONU, qui estime à 150.000 le nombre de réfugiés kurdes ayant fui Kirkouk, affirme ne pas être en mesure d'imposer à Bagdad le retour de ces réfugiés dans leur foyer. D'autres réfugiés, originaires de Sinjar, Khaniquine et Mandali, actuellement sous contrôle

irakien, n'ont pas pu non plus regagner leurs foyers. Ces réfugiés constituent avec les habitants des villes totalement détruites de Halabja, Qala Diza, Seyid Sadeq et Penjwîn, la fraction la plus fragile et démunie de la population civile kurde, celle qui faute d'abris et de secours va, selon toute vraisemblance, payer le plus lourd tribut aux rigueurs de l'hiver.

Du 4 au 8 octobre de nouveaux combats meurtriers ont éclaté dans les localités de Kifri et du Kalar ainsi qu'autour de Barika, Arbat, Nassir et Chamchamal. Des milliers de civils — 87.000 selon l'antenne de Médecins Sans Frontière - Belgique, plus de 10.000 selon le HCR — ont dû fuir les zones de combat. Les nouveaux affrontements auraient fait 180 morts, plus de 1000 blessés par les tirs d'artillerie et de mortier, selon M. Jabar Farman, commandant de la 1ère armée du Kurdistan. Le 8 octobre, un cessez-le-feu a pu être conclu entre les dirigeants militaires du Front du Kurdistan et des représentants de l'armée irakienne. Selon les termes de l'accord, les troupes gouvernementales devront quitter la ville de Kifri, située à une centaine de kilomètres au sud de la ville de Souleymanieh et retourner à leurs positions initiales. Les soldats capturés par les combattants kurdes — plus de 1000 — seront libérés immédiatement, à l'exception de quelques officiers irakiens gardés en gage jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques kurdes. Le matériel militaire — camions et armes — saisi par les Kurdes sera rendu à l'armée.

Nul ne sait combien de temps pourrait tenir ce nouveau cessez-le-feu, en l'absence d'un règlement politique toujours hors de vue. Les alliés ont annoncé leur intention de retirer fin octobre la force multinationale symbolique déployée à la frontière turco-irakienne pour la protection des Kurdes. Une présence aérienne sera maintenue pour quelque temps sur la base turque d'Incirlik située à 750 km. de la frontière.

Nouvelles interventions de l'armée turque au Kurdistan Irakien

LE 11 octobre, en pleine campagne électorale l'aviation turque a bombardé 5 villages du Kurdistan irakien. Cette nouvelle agression sur le territoire d'un pays voisin, en violation du Droit international, a fait au moins 3 morts et 35 blessés parmi les civils déjà si éprouvés du Kurdistan irakien. Selon un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan, la majorité des blessés ont été brûlés lors de l'incendie de leurs tentes près des villages en construction de Banik et Begowa, au nord-est de Zakho. Les villages de Chilan, Suria et Siar ont également souffert des bombardements des avions turcs.

Il s'agit de la deuxième opération aérienne turque menée en toute impunité au Kurdistan irakien depuis le début du mois d'août. Censées «anéantir définitivement les camps du PKK», ces attaques n'ont en fait affecté que les civils kurdes irakiens, selon les témoignages des O.N.G. occidentales présentes dans la région.

Intervenant une semaine après les violents affrontements qui ont opposé l'armée irakienne aux combattants kurdes, près de Souleymanieh, l'agression turque ne fait que renforcer le sentiment d'isolement de la population kurde. Seule l'Allemagne s'est élevée contre l'intervention turque. Le gouvernement de Bonn a menacé de «suspendre son aide militaire à la Turquie, au titre de l'OTAN, si ce pays continue à violer aussi massivement les droits de l'homme en bombardant des camps kurdes dans le nord de l'Irak». «L'OTAN est une alliance destinée à défendre des valeurs communes, qui doivent être respectées par chacun de ses membres» a notamment affirmé le secrétaire d'Etat à la Défense Ottfried Hennig

dans une interview au quotidien *Neue Osnabrucker Zeitung*. «On ne peut tout simplement pas accepter qu'un partenaire de l'Alliance atlantique fasse ce que nous reprochons au dictateur irakien, c'est-à-dire le bombardement de villages kurdes» a ajouté M. Hennig, avant de conclure : «La Turquie a enfreint grossièrement les engagements qu'elle a souscrits dans le cadre de la CSCE. La CSCE ne peut pas non plus se taire.»

En vérité la CSCE a pu se taire, tout comme les principaux pays occidentaux qui avaient su se déclarer très sourcilieux pour d'autres transgressions de frontières. En représailles à une nouvelle attaque de militants du PKK contre trois postes frontières près de Çukurca, attaque qui le 24 octobre avait fait 17 morts dans les rangs turcs, l'armée turque a lancé le 25 octobre une nouvelle opération aérienne et terrestre dans le Kurdistan irakien. Selon le Parti démocratique du Kurdistan, les avions F-104 et les hélicoptères Apache turcs ont bombardé plusieurs villages kurdes irakiens tuant deux civils et en blessant quinze autres. «Il n'y a pas de bases du PKK, ni dans les villages bombardés ni aux alentours. De plus, la plupart de ces villages sont situés à plus de 30 km. au sud de la frontière turque» a souligné le porte-parol du PDK.

Cette nouvelle intervention au Kurdistan irakien qui a, selon l'état-major turc, mobilisé jusqu'à 6000 soldats turcs n'a pas eu de résultat probant pour Ankara qui déclare vouloir «anéantir une fois pour toutes les bases des brigands séparatistes». A force d'entendre régulièrement la même rengaine militaro-nationaliste, aussi tonitruante qu'inefficace, l'opinion turque elle-même ne semble plus croire aux vertus de la «manière forte» pour régler le problème kurde en Turquie.

Un bilan de l'aide de la C.E.E. aux réfugiés kurdes

Lors de l'exode kurde d'avril dernier, la C.E.E. avait décidé d'apporter une aide massive pour secourir les réfugiés kurdes. Nous reproduisons ci-dessous les principaux extraits du rapport établi le 18 septembre par la Commission sur l'utilisation des fonds alloués (voir le texte intégral du rapport en page 31-35 du bulletin) :

Le taux d'utilisation des crédits de l'opération «réfugiés Irakiens» atteignant 100%, la Commission soumet

à l'autorité budgétaire l'état d'exécution des aides communautaires.

Etat des actions engagées par la Commission depuis le 3 mars 1991

La Commission a géré un total de 105 millions d'écus (5 millions mobilisés le 3 mars 1991 sur ressources

existantes, 100 millions mobilisés le 12 mars suite à la décision du Conseil européen du 8 mars 1991).

A la fin du mois de juillet, la Commission avait engagé la totalité de ces 105 millions d'écus à travers 5 types de canaux :

- 1- Nations-Unies (PAM, HCR) : 27,5 millions
- 2- Croix Rouge (CICR, Ligue, CR nationales) : 20,6 millions
- 3- ONG : 42,8 millions
- 4- Actions conjointes avec Etats Membres : 13,3 millions
- 5- Achats directs : 0,8 million.

La répartition approximative par pays est la suivante : 39% pour la Turquie et la frontière Turquie-Irak, 59% pour l'Iran et la frontière Iran-Irak.

Ces actions ont permis de financer 337 vols humanitaires et l'envoi de 107 camions transportant notamment 64.342 tentes, 1.508.000 couvertures et 44.309 tonnes d'aliments.

En plus, un contrôle strict des dépenses encourues a permis d'identifier déjà plus de 13 millions d'écus

autorisés mais non dépensés, dont 6,76 millions ont déjà été réalloués. Au total, la Commission considère que les actions mises en œuvre depuis la réunion du Conseil européen du 8 avril constituent un résultat très satisfaisant tant du point de vue budgétaire (mise à disposition des fonds en 3 jours) que du point de vue opérationnel sur le terrain (71% des 100 millions d'écus engagés en 20 jours et 100% dans les trois mois). (...).

Du point de vue du rythme d'engagement et d'exécution des aides communautaires, la Commission considère qu'il a correspondu à la nature de l'urgence : l'engagement d'une forte proportion des crédits dans les 3 premières semaines a permis de sauver des vies humaines et de stabiliser la situation des réfugiés.

Le succès de cette phase initiale a permis ensuite d'ajuster les opérations aux conditions rencontrées sur le terrain (saturation de certains canaux) et de diriger l'aide communautaire en suivant le mouvement des réfugiés jusqu'à leur retour dans leurs régions d'origine.

Les dégagements non encore réaffectés seront gardés en réserve pour d'autres actions de première urgence. (...).

Action de l'Institut Kurde en faveur des enfants du Kurdistan Irakien

A PRÈS avoir, tout au long de l'exode kurde, concentré ses efforts sur les actions de mobilisation, de sensibilisation de l'opinion, de mobilisation des ONG humanitaires, de fourniture de services (interprètes, traducteurs, guides, documentations, etc.) et sur l'aide d'extrême urgence à la population civile, l'Institut kurde se spécialise désormais dans l'action éducative en faveur des enfants du Kurdistan. Il s'agit de susciter des initiatives pour aider à la scolarisation des enfants, à remettre en état des écoles, en particulier dans les régions les plus touchées par les destructions, à leur fournir du mobilier scolaire, des livres, cahiers, crayons, etc.

Une première opération conjointe de l'Institut Kurde et de la Fondation France-Libertés consistant en l'envoi de 15 tonnes de livres en langue kurde et de fournitures scolaires pour 30.000 enfants a pu être menée à bien début octobre. L'UNESCO et le syndicat LO de Norvège ont également participé à cette action. La contribution de l'Institut à cette opération a été de 22.910 volumes

pour un montant total de 896.370 FF. 18.449 volumes sont des livres, manuels et revues édités directement par l'Institut kurde, ils ont été offerts gracieusement. 4861 livres d'enfant ont dû être achetés aux maisons d'édition kurdes de Suède.

Ces livres et fournitures ont été distribués directement par la mission de l'Institut dans 11 localités de la province de Duhok, ainsi qu'à Ranya, à Halabja et à Shaqlawa, couvrant ainsi du Nord au Sud du Kurdistan irakien certaines des villes les plus démunies. Cependant les besoins sont immenses. Notre mission a constaté que dans la quasi-totalité des villes visités les écoles manquaient de bancs scolaires, de tableaux noirs, voire de portes et fenêtres, de manuels, de cahiers. Les enseignants kurdes nous ont fait parvenir 63 manuels scolaires à réimprimer d'urgence afin d'assurer cette année l'enseignement primaire et secondaire. Nous allons (la Fondation France-Libertés et l'Institut Kurde), dans un premier temps, réimprimer 7 manuels de l'école primaire, à raison d'un manuel par classe, plus un livre de grammaire. Le tirage global prévu est de

260.000. Ce convoi programmé pour début janvier apportera aussi 100.000 cahiers, crayons et stylos billes aux enfants kurdes. La Fondation France-Libertés envoie également des bottes, des anoraks, de la farine protéinée aux enfants kurdes ainsi que des portes, des fenêtres, des bancs scolaires, des chauffages pour les écoles du Kurdistan.

La réalisation de ce programme indispensable pour assurer l'avenir des enfants kurdes nécessite des moyens financiers importants qui dépassent nos ressources propres et les dons collectés à ce jour (408.650F) par l'Institut. Tous ceux qui souhaitent contribuer à cette action peuvent adresser leurs dons à l'Institut kurde, avec la mention «SOS Kurdes». Nous tenons à remercier d'avance tous les donateurs de leur solidarité.

Nouvelles publications de l'Institut

L'Institut kurde vient d'éditer 4 nouvelles cassettes vidéo en langue kurde. Il s'agit des pièces de théâtre interprétées par le Théâtre kurde de Tbilissi (Géorgie) qui s'était rendu en tournée à Paris, en juin dernier, à l'invitation de l'Institut kurde. Ces cassettes sont disponibles en VHS-PAL et VHS-SECAM.

A signaler également la parution début novembre aux éditions Complexe, de *la République kurde de 1946*, la traduction française de la célèbre monographie de William Eagleton, *The Kurdish Republic of 1946*, publiée d'abord chez Oxford University Press. L'édition française a été réalisée avec le concours de l'Institut Kurde.

EN BREF LA REVUE DE PRESSE

MISERE ET REPRESSION : Témoignage sur le drame du Kurdistan : un Kurde raconte ce qu'il a vu dans son pays où il n'était pas retourné depuis 30 ans : villages détruits, rien à manger pour le peuple, mais les palais de Saddam sont intacts et bien gardés. (*L'Humanité*, 3 septembre 1991), p.1.

TURQUIE : DES INDEPENDANTISTES KURDES ONT ENLEVE 5 OCCIDENTAUX DANS L'EST DU PAYS. (*Le Monde*, 3 septembre 1991), p.2.

REBELLES KURDES : Attaque en Turquie. (*Le Courrier*, 21 septembre 1991), p.3.

DE RETOUR D'IRAK. La décision est prise : une aide immédiate pour la reconstruction de 500 habitations. (*24 Heures*, 17 septembre 1991), p.3.

IRAK : KURDES. (*Libération*, 14 septembre 1991), p.3.

LA TURQUIE S'EMBOURBE AU KURDISTAN. Escalade militaire, hésitations politiques. (*Le Monde Diplomatique*, Septembre 1991), p.4.

TURQUIE : Un train attaqué, deux policiers tués. (*24 heures*, 4 septembre 1991), p.6.

ENCORE DES MORTS au Kurdistan turc. Trois Américains, un Anglais et un Australien kidnappés par des rebelles kurdes. (*The European*, 6 septembre 1991), p.7.

SOIREE KURDE, L'Association Le Haut Bosc a organisé une soirée à laquelle participaient des réfugiés du Kurdistan, mais aussi 170 Français. (*La Croix du Midi*, 8 septembre 1991), p.7.

PISE : LE PRESIDENT COSSIGA REND HOMMAGE AUX MILITAIRES ITALIENS DE RETOUR DU NORD DE L'IRAK ET DE LA TURQUIE où ils ont pris part à la mission de paix et de secours aux Kurdes. (*Corriere della Sera*, 8 septembre 1991), p.7.

REPRISE DES COMBATS AU NORD DE L'IRAK. (*Le Figaro*, 11 septembre, *Libération*, 10 septembre 1991), p. 6 & 8.

SADDAM POURSUIT LE MASSACRE DES KURDES. Les hélicoptères de l'ONU interdits dans le ciel de l'Irak. Plusieurs dizaines de morts dans la zone de Kirkouk où les réfugiés veulent à nouveau vivre. (*France-Soir*, 10 septembre 1991), p.8.

IRAK : L'ARMEE AFFRONT LES KURDES. (*La Montagne*, 10 septembre, *Charente Libre*, 10 septembre, *Quotidien de la Réunion*, 10 septembre 1991), p.9 & 10.

KURDES CONTRE TROUPES IRAKIENNES. Affrontements près de Kirkouk. Saddam Hussein, malgré ses déboires, n'a pas hésité à reprendre les armes pour défendre les champs pétrolifères du Kurdistan. Le Front kurde comptait sur les alliés pour forcer le passage. (*La République des Pyrénées*, 10 septembre, *24 heures*, 11 septembre 1991), p.10 & 11.

NOUVELLE EPREUVE DE FORCE AU KURDISTAN. Des combats opposent depuis plusieurs jours l'armée de Saddam Hussein aux combattants kurdes dans la région de Kirkouk. (*Le Figaro* 11 septembre, *Courrier Picard* 11 septembre 1991), p.12.

VIOLENTS COMBATS DANS LE NORD DE L'IRAK.

Echec des négociations entre Bagdad et les Kurdes. L'ENJEU DE KIRKOUK. (*Le Monde*, 11 septembre 1991), p.13.

KURDISTAN IRAKIEN : RETOUR AU CALME. (*La Tribune le Progrès*, 11 septembre 1991), p.14.

LE KURDISTAN DE NOUVEAU MEURTRI. (*Centre Presse Aveyron*, 11 septembre 1991), p.15.

LES KURDES FACE A SADDAM HUSSEIN. (*Le Quotidien de la Réunion*, 11 septembre 1991), p.15.

IRAK : COMBATS MEURTRIERS AUTOUR DE KIRKOUK. Des accrochages violents se déroulent dans le nord de l'Irak entre les forces de Saddam Hussein et les Kurdes. Des dizaines de victimes. (*Nord Matin*, 11 septembre 1991), p.16.

SADDAM FRAPPE AU KURDISTAN. L'armée irakienne s'en prend aux réfugiés. De très violents combats se sont déroulés au nord de Kirkouk. La marche du retour de centaines de milliers de Kurdes stoppée par les soldats de Bagdad. (*L'Humanité*, 11 septembre 1991), p.17.

KURDISTAN : BAGDAD JOUE L'APAISEMENT. Les combats entre forces irakiennes et peshmergas avaient apparemment cessé lundi soir à Kirkouk. (*Libération*, 11 septembre 1991), p.17.

BRAS DE FER POUR KIRKOUK. Des combats se déroulent depuis trois jours au cœur de la région pétrolière que Bagdad et les Kurdes se disputent depuis quatre mois sur le papier. (*La Croix*, 11 septembre 1991), p.18.

KURDES : Les dossiers à la préfecture. Depuis lundi, les dossiers des vingt-cinq Kurdes qui ont observé une grève de la faim cet été sont examinés à la préfecture. A la clé, peut-être, le statut de réfugié politique. (*Le Berry Républicain*, 11 septembre 1991), p.19.

IRAK : FIN DES AFFRONTEMENTS DANS LE NORD DU PAYS. Le PDK de M. Barzani met en cause l'action d'«opportunistes» kurdes. (*Le Monde*, 12 septembre 1991), p.20.

SEIZE MORTS DANS LES COMBATS ENTRE KURDES ET ARMEE IRAKIENNE. (*Nord Matin*, 12 septembre 1991), p.20.

SADDAM CONTINUE DE TRICHER. (*International Herald Tribune*, 12 septembre 1991), p.20.

UNE CINQUANTAINE DE KURDES MANIFESTENT contre la dictature en Turquie. (*Ouest-France*, 13 septembre 1991), p.20.

SOLIDARITE : RETOUR DE MISSION. Huit Gapençais et leur aumônier reviennent d'une opération humanitaire au Proche-Orient. (*Dauphiné Libéré*, 12 septembre 1991), p.21.

PRISON FERME POUR AIDE AUX KURDES. «Nous ne pouvons nous taire face à une telle condamnation» : par la voie d'un communiqué de presse, la Commission Tiers-monde de l'Eglise catholique exprime son indignation suite à la condamnation d'une femme ayant soutenu les «Kurdes d'Obwald». (*Le Courrier*, 4 septembre 1991), p.22.

UTILISER LA FORCE, POUR QUE SADDAM TIENNE PAROLE. (*International Herald Tribune*, 13 septembre 1991), p.22.

LES KURDES EN IRAK : «Nous sommes ici chez nous». (*Témoignage Chrétien*, 14 septembre 1991), p.23.

BAGDAD AUTORISE LE SURVOL DES HELICOPTERES DES NATIONS UNIES. (*International Herald Tribune*, 17 septembre 1991), p.25.

LES KURDES S'EFFORCENT D'EMPECHER LE RETRAIT DES TROUPES ALLIEES DE LA FRONTIERE TURQUE. (*The Financial Times*, 18 septembre 1991), p.25.

BUSH, EXASPERE PAR L'IRAK, EST PRET A ENVOYER DES AVIONS POUR FAIRE RESPECTER LES CLAUSES DU Cessez-le-feu. (*International Herald Tribune*, 19 septembre 1991), p.26.

KURDISTAN DE TURQUIE : Contacts sur la prolongation de la mission des forces alliées en Turquie. (*A.F.P.*, 20 septembre 1991), p.27.

LES USA FONT PRESSION SUR L'IRAK, mais s'abstiennent de fournir une escorte aérienne aux hélicoptères des Nations Unies. (*International Herald Tribune*, 20 septembre 1991), p.27.

DU MUSCLE ET DE LA DIPLOMATIE, pour forcer Saddam à s'incliner. (*International Herald Tribune*, 20 septembre 1991), p.28.

L'ARMEE TURQUE POURSUIT DES GUERILLEROS KURDES EN IRAN, selon un quotidien turc. (*El País*, 21 septembre 1991), p.29.

TURQUIE : ATTAQUE KURDE. Un raid contre des policiers «spéciaux». (*24 Heures*, 21 septembre 1991), p.29.

KURDES : L'ARMEE TURQUE EN IRAN. (*Le Quotidien de Paris*, 21 septembre 1991), p.29.

LES KURDES VOUDRAIENT CONNAITRE LA SIM-

PLE VERITE, à propos de l'utilisation des 59 millions de livres récoltés lors de la campagne intitulée «Simple Truth campaign for Kurdish refugees». Or M. Jeffrey ARCHER, organisateur de la campagne, a annulé pour la deuxième fois sa visite au Kurdistan irakien. «Nous aurions pu faire tant de choses avec juste un million !... On a l'impression qu'Archer a récolté les fonds, et puis, au contraire de Bobby Geldof, les a oubliés...» (*The Observer*, 22 septembre 1991), p.30.

LES CONSEILLERS DE BUSH DIVISES SUR LA POLITIQUE VIS A VIS DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 22 septembre 1991), p.30.

OPERATION «REFUGIES IRAKIENS». Utilisation des fonds. (*Commission des Communautés Européennes*, 18 septembre 1991), p.31.

LE BOUCLIER AERIEN, DESTINE A PROTEGER LES KURDES, autorisé à rester en Turquie. (*International Herald Tribune*, 24 septembre 1991), p.36.

BUSH SE FAIT PLUS DUR ET AVERTIT SADDAM : NE FAITES PAS LE MAUVAIS CALCUL. La crise est, dit-il, «très sérieuse». Les Nations Unies ordonnent à l'Irak de libérer ses 44 Inspecteurs. (*International Herald Tribune*, 25 septembre 1991), p.36.

CHARGES D'ASSURER LA PROTECTION DES KURDES IRAKIENS, les effectifs terrestres alliés s'apprêtent à quitter la Turquie. (*Le Monde*, 25 septembre 1991), p.38.

TENSION AUTOUR DU NUCLEAIRE IRAKIEN, Saddam provoque, Bush s'irrite. Le Conseil de sécurité sommait, hier, l'Irak de relâcher les experts des Nations unies, bloqués à Bagdad et accusés d'espionnage. (*Le Figaro*, 25 septembre 1991), p.38.

L'IRAK DEFIE LES NATIONS UNIES ET REFUSE DE LIBERER L'EQUIPE DES INSPECTEURS NUCLEAIRES, bloquée à Bagdad sur un parking. (*International Herald Tribune*, 26 septembre 1991), p.39.

COMMENT OBLIGER L'IRAK A CEDER ? (*International Herald Tribune*, 28-29 septembre 1991), p.39.

LA FORCE NUCLEAIRE IRAKIENNE : IMMENSE, PLUS SOPHISTIQUEE QU'ON NE LE PENSAIT ET TRES BIEN PROTEGEE. Les Etats-Unis refusent toute négociation à propos de la libération des inspecteurs nucléaires. (*International Herald Tribune*, 28-29 septembre 1991), p.40.

BAGDAD RETIRE LES TROUPES QUI CERNAIENT LE PARKING OU ETAIT RETENUE L'EQUIPE D'INSPECTEURS. «TRICHER, PUIS FAIRE RETRAITE», lorsque les menaces se font trop fortes : c'est

la stratégie de Saddam. (*International Herald Tribune*, 28-29 septembre 1991), p.41.

CES DRÔLES D'AUVERGNATS. Mainsat est —ou plutôt était— un village presque mort. Avec un peu moins de 130 000 habitants, la Creuse est la lanterne rouge des départements français les moins peuplés, derrière la Lozère. Comme les autres villages du département —certains ont perdu 200 habitants en dix ans— Mainsat est habité par une majorité de personnes âgées. Mais, depuis un an soixante nouveaux venus redonnent vie au village. (*Peuples du Monde*, Septembre-Octobre 1991), p.42.

«LES PEUPLES PUNIS» D'UNION SOVIETIQUE. Le legs des déportations de Staline se perpétue. (*Helsinki Watch Report*, Septembre 1991), p.45.

RENCONTRE. Une Trouvillaise chez les Kurdes. (*Ouest-France*, 2 octobre 1991), p.47.

ACTION HUMANITAIRE : SOUTIEN AU PEUPLE KURDE. (*Dépêche du Midi*, 2 octobre 1991), p.47.

QUAND LES USA AIDENT SADDAM A REFAIRE SURFACE. (*International Herald Tribune*, 4 octobre 1991), p.48.

BAGDAD ROUVRE LA CHASSE AUX KURDES. (*L'Aurore*, 9 octobre 1991), p.48.

UN MOIS POUR LES SAUVER. 800.000 Kurdes ne passeront pas l'hiver sans aide. L'aventurier Patrice Franceschi veut mobiliser la Bourgogne. (*Le Bien Public*, 5 octobre 1991), p.49.

IRAK-KURDES : LE PDK, parti kurde d'Irak, appelle les Nations Unies à intervenir. (*A.F.P.*, 8 octobre 1991), p.51.

LES KURDES FUIENT VERS L'IRAN, A MESURE QUE LES COMBATS S'INTENSIFIENT EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 8 octobre 1991), p.51.

IRAK : LES KURDES REPRENENT LA ROUTE DE L'EXODE. Sur le terrain, les experts de l'ONU poursuivent leurs missions. (*Nice Matin*, 9 octobre 1991), p.52.

LES KURDES ET LES CHIITES A NOUVEAU SOUS LES BOMBES. Saddam Hussein mate ses minorités. (*Ouest France*, 9 octobre 1991), p.52.

NOUVEL EXODE AU KURDISTAN. 87.000 Kurdes fuient les combats qui ont opposé Peshmergas et soldats irakiens pendant trois jours. (*Libération*, 9 octobre 1991), p.53.

APRES QUATRE JOURS DE COMBATS MEURTURIERS, Bagdad négocie avec les rebelles kurdes. (*L'Indépendant*, 9 octobre 1991), p.53.

LES INSPECTEURS DES NATIONS UNIES DECOUVRENT LE CENTRE NERVEUX DU PROGRAMME D'ARMEMENT NUCLEAIRE IRAKIEN, un organisme de recherches scientifiques, Al Atheer, à environ 65 km au sud de Bagdad. (*International Herald Tribune*, 9 octobre 1991), p.54.

HIVER 91 : 800.000 KURDES EN DANGER DE MORT. (*Ouest France*, 10 octobre 1991), p.54.

CESSEZ-LE-FEU DANS LE KURDISTAN. Baisse de tension avec les Kurdes, mais l'ONU maintient sa pression... (*Le Journal d'Ile de la Réunion*, 10 octobre 1991), p.55.

LA TENSION DIMINUE ENTRE BAGDAD ET LE KURDISTAN, L'ONU maintient sa pression pour démanteler l'arsenal nucléaire. (*Dépêche de Dijon*, 10 octobre 1991), p.56.

SADRUDDIN INQUIET. Combats dans le nord de l'Irak. (*Le Courrier*, 10 octobre 1991), p.57.

KURDISTAN : 400 VICTIMES après 4 jours de combats meurtriers. Négociations. (*Le Courrier*, 9 octobre 1991), p.57.

EXODE AU KURDISTAN. (*La Croix*, 10 octobre 1991), p.57.

KURDISTAN : Pression sur Bagdad. (*Le Courrier*, 10 octobre 1991), p.57.

IRAK : APRES QUATRE JOURS DE COMBATS INTENSIFS UN NOUVEAU CESSEZ-LE-FEU A ETE CONCLU ENTRE LES REBELLES KURDES ET L'ARMEE. (*Le Monde*, 10 octobre 1991), p.58.

LA TURQUIE BOMBARDE DES BASES KURDES EN IRAK. Les Nations Unies élargissent leur contrôle sur le programme d'armement nucléaire irakien. (*International Herald Tribune*, 12-13 octobre 1991), p.59.

L'AVIATION TURQUE BOMBARDE LE KURDISTAN IRAKIEN. (*Charente Libre*, 12 octobre 1991), p.59.

NEGOCIATIONS DE BAGDAD SUR LE KURDISTAN. Les Kurdes y voient un échec. Après cinq mois de discussions sur l'autonomie du Nord de l'Irak, aucune percée n'a été réalisée. La zone pétrolière de Kirkouk est au cœur du problème. Pendant ce temps, l'aviation turque lance des bombes au napalm sur la région. (*24 Heures*, 12-13 octobre 1991), p.60.

IRAK : L'AVIATION D'ANKARA BOMBARDE LE

NORD DU PAYS. Des Kurdes, cibles de la Turquie. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 12 octobre 1991), p.61.

LA TURQUIE BOMBARDE DES BASES KURDES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 12 octobre 1991), p.61.

BOMBARDEMENT AU NAPALM : l'aviation turque a lancé hier un raid contre les positions kurdes proches de la frontière : trois morts, 35 blessés, civils pour la plupart. (*Dauphiné Libéré*, 12 octobre 1991), p.62.

IRAK-TURQUIE : RAID AERIEN TURC SUR LE KURDISTAN IRAKIEN. Les avions d'Ankara, qui ont bombardé des villages autour de Zakho, visaient les bases arrières des indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan. (*Libération*, 12 octobre 1991), p.63.

3000 SOLDATS TURCS ATTAQUENT LES CAMPS KURDES INSTALLES AU NORD DE L'IRAK. (*El Pais*, 13 octobre 1991), p.63.

LES KURDES IRAKIENS ACCUSENT LA TURQUIE DE LES BOMBARDER AU NAPALM. (*El Pais*, 13 octobre 1991), p.64.

EN 45000 PAGES, COMMENT L'IRAK A TROMPE LE MONDE SUR SES OBJECTIFS NUCLEAIRES. (*International Herald Tribune*, 14 octobre 1991), p.65.

A UNE SEMAINE DES ELECTIONS LEGISLATIVES, l'aviation turque a effectué de nouveaux raids en territoire irakien contre les «séparatistes kurdes». (*Le Monde*, 14 octobre 1991), p.66.

L'ARMEE TURQUE RECIDIVE EN IRAK. (*Libération*, 14 octobre 1991), p.66.

LA TURQUIE ATTAQUE SES REBELLES KURDES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 14 octobre 1991), p.66.

ATTAQUE TURQUE CONTRE DES KURDES : CRISE ROUVERTE. (*LE COURRIER*, 14 octobre 1991), p.67.

LE REMORDS KURDE (*24 Heures*, 14 octobre 1991), p.67.

LES DIVERGENCES ENTRE LES MOUVEMENTS KURDES S'ACCENTUENT. (*Le Monde*, 15 octobre 1991), p.68.

LE PRESIDENT OZAL PENSE GAGNER DES VOIX EN BOMBARDANT LES BASES KURDES A L'INTERIEUR DE L'IRAK. LES KURDES DE TURQUIE PRIS SOUS LE TIR CROISE DES ELECTIONS. (*The Financial Times*, 15 octobre 1991), p.68.

RETOUR DU KURDISTAN (*Dauphiné Libéré*, 15 octobre 1991), p. 69.

LES FONDAMENTALISTES EN HAUSSE DANS TOUT LE PAYS. LE PKK demande aux 12 millions de Kurdes de voter pour les sociaux-démocrates turcs. Le calvaire des prisonniers à Diyarbakir. (*El Pais*, 15 octobre 1991), p. 69-70.

IRAK : DEPLORANT L'INDIFFERENCE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, LES KURDES S'ATTENDENT A DE NOUVEAUX AFFRONTMENTS. (*Le Monde*, 16 octobre 1991), p. 71.

LA CRISE KURDE ACCENTUE LE DESENCHANTEMENT DU PARTI DE LA MERE PATRIE. L'opposition turque accuse le gouvernement de bombarder le nord de l'Irak pour des raisons électoralistes. (*El Pais*, 16 octobre 1991), p. 72.

OZAL FACE AU PROBLEME KURDE. (*L'Alsace*, 16 octobre 1991), p. 72.

OZAL ET LES KURDES. «Je réglerai absolument le problème kurde, ceci est le dernier service que je rendrai à mon pays.» (*La Croix*, 18 octobre 1991), p. 73.

LES KURDES SANS ABRIS PASSERONT-ILS L'HIVER ? TOUT LE MONDE S'EN FOUT. (*La Truffe*, 18 octobre 1991), p. 73.

SOUVENEZ-VOUS DES KURDES. LEUR SOUFFRANCE S'ACCENTUE. (*International Herald Tribune*, 18 octobre 1991), p. 74.

COMMERCE A ZAKHO. (*El Pais*, 18 octobre 1991), p. 75.

QUE SONT DEVENUES LES PROMESSES DE WASHINGTON ? Les Kurdes dénoncent l'oubli des Occidentaux. (*El Pais*, 18 octobre 1991), p. 75.

ELECTIONS LEGISLATIVES EN TURQUIE : LE SYNDROME KURDE. ULTIME MANOEUVRE ELECTORALE OU COUP DE TETE DES MILITAIRES ? Quoi qu'il en soit, les raids de l'aviation turque, les 11 et 12 octobre derniers, contre des bases kurdes en Irak, n'empêcheront probablement pas la défaite du parti de Turgut Ozal aux élections législatives du 20 octobre. (*Témoignage chrétien*, 19 octobre 1991), p. 76.

TURQUIE - KURDES. APRES LE MILITAIRE, L'HUMANITAIRE. (*GAMK*, 18 octobre 1991), p. 77.

LA GRANDE MISERE DES REFUGIES KURDES. A l'approche de l'hiver, 135000 personnes vivent encore sans abri dans les montagnes de la région de Penjouine,

dans le nord de l'Irak. (*Le Monde*, 19 octobre 1991), p. 78.

L'IRAK, PAR MESURE DE REPRESAILLES, ARME DESORMAIS LES KURDES DE TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 21 octobre 1991), p. 79.

COLERE DE BONN. L'ALLEMAGNE PREND LA DEFENSE DES KURDES. Le gouvernement allemand a menacé lundi de suspendre son aide militaire à la Turquie, si elle continue à violer «aussi massivement les droits de l'homme». (*24 Heures*, 15 octobre 1991), p. 79.

LA BELLE MOISSON D'AUTOMNE DE TALABANI. Le leader de l'UPK revient d'une tournée dans les principaux pays de la coalition anti-Saddam. Exceptionnellement bien reçu, il en tire espoir pour l'avenir. (*Libération*, 22 octobre 1991), p. 80.

LA MONTEE DU «PROBLEME KURDE». (*Le Monde*, 22 octobre 1991), p. 81.

COMBATS AU KURDISTAN IRAKIEN. MOURIR POUR KIRKOUK. (*Jeune Afrique*, 23-29 octobre 1991), p. 82.

AVEC FANFARONNADE, SADDAM PROGRAMME SA SURVIE A LONG TERME. (*International Herald Tribune*, 21 octobre 1991), p. 83.

LES AVIONS TURCS EFFECTUENT DES RAIDS AU DESSUS DES KURDES EN IRAK. (*The Financial Times*, 26 octobre 1991), p. 83.

COMITE FRANCE-KURDISTAN. DES REFUGIES TOUJOURS EN ATTENTE. (*L'Alsace*, 23 octobre 1991), p. 84.

LES NATIONS UNIES APPROUVENT LE PLAN DE DESTRUCTION DES ARMES IRAKIENNES. (*International Herald Tribune*, 24 octobre 1991), p. 85.

SURPRISE DEVANT LA CAPACITE NUCLEAIE IRAKIENNE ? C'ETAIT LE SECRET LE MIEUX CONNU AU MONDE. (*International Herald Tribune*, 24 octobre 1991), p. 85.

AVIATION TURQUE : DES BOMBES CONTRE LES KURDES. Réagissant à des attaques de rebelles kurdes contre des postes de gendarmerie turcs à la frontière, l'armée de l'air d'Ankara a effectué un nouveau raid de représailles dans le nord de l'Irak. (*24 Heures*, 26 octobre 1991), p. 86.

NOUVEAUX RAIDS AERIENS CONTRE LES KURDES DU NORD DE L'IRAK. (*La Voix du Nord*, 26 octobre 1991), p. 86.

UNE INFIRMIERE MONEGASQUE AU KURDISTAN LIBRE (*Nice-Matin*, 27 octobre 1991), p. 87.

TURQUIE : L'ARMEE REPEND SES RAIDS CONTRE LES SEPARATISTES KURDES. (*Le Monde*, 28 octobre 1991) - (*International Herald Tribune*, 28 octobre 1991) - (*Le Monde*, 29 octobre 1991), p. 88.

LES KURDES, L'HIVER ET L'OUBLI. PEUPLE ECARTELE, Depuis 25 siècles, les Kurdes vivent dans la soumission. (*L'Avènement*, 29 octobre 1991), p. 89 à 91.

UN CHEF DE PARTI KURDE, MASSOUD BARZANI, PRECONISE UN VOTE PARMIS LES 3,5 MILLIONS DE KURDES D'IRAK, à propos de la réconciliation, ou non, du peuple kurde avec Saddam Hussein. (*International Herald Tribune*, 30 octobre 1991), p. 92.

KURDES : UN APPEL PRESSANT A L'AIDE HUMA-

NITAIRE. (*Télégramme de Brest*, 30 octobre 1991), p. 92.

REPRESAILLES TURQUES EN IRAK DU NORD. Le torchon brûle entre Ankara et M. Barzani. (*La Croix*, 30 octobre 1991), p. 93.

MISSION DE RETOUR EN TURQUIE : LA TORTURE AU QUOTIDIEN. (*Le Courrier*, 30 octobre 1991), p. 93.

HOTES DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, DES KURDES EN VISITE. (*Ouest France*, 30 octobre 1991), p. 93.

4000 VILLAGES A RECONSTRUIRE AU KURDISTAN D'IRAK. L'hiver menace. 500 000 réfugiés sans abri. Les Kurdes s'organisent pour reconstruire leurs villages et ouvrent un bureau à Genève. (*L'Hebdo*, 31 octobre 1991), p. 94.

L'Humanité 3 septembre 1991

Témoignage sur le drame du Kurdistan

MISERE ET REPRESSION

Un Kurde raconte ce qu'il a vu dans son pays où il n'était pas retourné depuis trente ans : villages détruits et rien à manger pour le peuple. Mais les palais de Saddam sont intacts et bien gardés

De notre envoyée spéciale à Londres.

RAFAAT est kurde. Un Kurde peu particulier : il a acquis la nationalité française, après que le gouvernement irakien l'eut longtemps poursuivi de sa vindicte et lui eut supprimé son passeport. Viscéralement attaché à son peuple, il a été bouleversé par la guerre et la tragédie de ces derniers mois. Pour la première fois depuis 1960, Rafaat est retourné il y a quelques semaines dans son village : Amadya, au Kurdistan irakien. Il voulait revoir les siens mais surtout mettre sur pied une aide aux orphelins kurdes.

A Londres, où je l'ai rencontré au Congrès pour l'indépendance du Kurdistan, il m'a raconté ce qu'il avait vu, tant côté irakien que côté turc. Ce qui l'a frappé c'est la grande misère, le dénuement extrême : « D'un côté comme de l'autre, dit-il, c'est véritablement le Moyen Age, le féodalisme. Les gens n'ont rien. Il n'y a pas d'équipements, sauf quelques barrages pour l'agriculture. » Ensuite, les destructions terribles faites par l'armée de Saddam Hussein au Kurdistan : « Entre Amadya et Dohouk, tous les villages sont détruits : ils ont été bombardés puis, sys-

tématiquement, on a fait sauter les maisons. On a comblé les puits au ciment pour les rendre inutilisables. Dans les villages chrétiens, l'église a été dynamitée. Dans les villages musulmans, c'est la mosquée. Il n'y a plus pierre sur pierre, c'est la désolation totale. »

Les populations de ces villages, qui avaient fui lors du grand exode du printemps, sont toujours dans les camps de toile construits par les alliés du côté de Zakko. « Je suis très inquiet de ce qui va leur arriver dans quelques semaines, dit Rafaat. L'hiver vient vite dans ces régions et il est très rigoureux, avec beaucoup de neige. Comment tous ces gens survivront-ils ? Leurs villages sont inhabitables et dans les villes tout est archiplein. Tout le monde attend de voir ce que donnera la négociation engagée par Talabani et Barzani (1) à Bagdad, mais le temps passe et on y croit de moins en moins. Il y a dans la population une très grande amertume. Les gens n'ont plus confiance dans les chefs des partis kurdes traditionnels, mais il n'y a pas de leaders de remplacement. Ils ont peur du retour des baasistes (2) et du système d'oppression que ces derniers avaient établi avant la guerre. Car Saddam, Hussein est tou-

jours là... D'ailleurs il est curieux de voir que les vingt-quatre palais qu'il s'est fait construire dans cette région superbe sont intacts. Le plus somptueux est le palais de Sarsing, entouré d'un mur de 58 kilomètres de long avec jardins, piscines et des palais annexes pour les invités... Tout cela est entre-tenu et gardés par l'armée irakienne qui a par ailleurs disparu des localités kurdes elles-mêmes. » Chose plus curieuse encore, selon les multiples témoignages recueillis par Rafaat, ces « gardiens de palais » bénéficient de la protection des casques bleus de l'ONU, comme ils bénéficiaient auparavant de celle des « Rambos » de George Bush, repartis à la mi-juillet, ceux-ci allant les chercher dans leurs véhicules quand ils ont besoin de sortir, de peur que la vindicte populaire ne leur fasse un mauvais sort...

A Dokouk, deux quartiers de la ville ont été détruits par d'intenses bombardements. « Ce sont les bombes de Saddam Hussein qui ont détruit Dokouk. Celles des alliés, qui visaient le pont à la sortie nord de la ville ne l'ont pas touché mais ont pulvérisé une maison à 150 mètres de là, tuant sept personnes d'une même famille. Une « bavure »



Réfugiés kurdes dans la montagne, en avril dernier : peut-on imaginer plus total dénuement ? (Photo « Humanité ».)

Congrès indépendantiste kurde à Londres

POURQUOI PAS NOUS ?

De notre envoyée spéciale à Londres.

DES personnalités kurdes de la diaspora, des intellectuels, des religieux, des représentants de partis politiques se sont réunis les 30 et 31 août à Londres pour examiner le meilleur moyen de faire avancer l'idée d'un Kurdistan indépendant. Partant de la situation catastrophique de leur peuple en Irak, en Turquie et en Iran, les participants ont estimé que seule la réunification des diverses parties du Kurdistan en un Etat libre et indépendant pouvait sauver les Kurdes de l'oppression, voire du génocide. Ils ont décidé de mettre au point, aussi rapidement que possible, un projet de Constitution, de le soumettre aux diverses composantes du peuple kurde et de créer un Parlement représentatif. Le congrès a élu un comité de neuf membres chargé d'entrer en contact avec toutes les parties intéressées et de re-

chercher des soutiens internationaux. Salah Jhmor, qui vit à Genève où il enseigne les relations internationales, est un des initiateurs de cette réunion. « C'est en 1988, dit-il, après la destruction de Halabja à l'arme chimique, que l'idée d'unification et d'indépendance a commencé à s'imposer. Nous nous sommes dit que c'était le seul moyen d'assurer la sécurité de notre peuple, les expériences d'autonomie ayant échoué. Nous avons pris les premiers contacts et fait une première réunion en 1989, avec les représentants de tous les courants, de toutes les idéologies. Notre projet est de mettre sur pied un parlement en exil, un peu sur le modèle du Conseil national palestinien. Evidemment, les membres en seraient désignés et non élus par la population jusqu'à ce qu'une partie au moins du Kurdistan soit libérée. »

Le point délicat, les participants à ce congrès en sont conscients, est qu'ils

remettent en question les frontières actuelles de plusieurs Etats, puisque le Kurdistan a été partagé entre cinq pays après la Première Guerre mondiale (Turquie, Iran, Irak, Syrie, URSS). Mais ils estiment qu'à l'heure où tant de peuples, en Europe de l'Est notamment, réclament ou obtiennent l'indépendance, le moment est venu pour les Kurdes de faire valoir des droits que leur reconnaît la Charte des Nations unies. « Les frontières, dit Salah Jhmor, découlent de décisions d'Etat, prises à un moment donné, dans une conjoncture donnée. L'Histoire montre qu'elles peuvent être modifiées en fonction de l'intérêt des Etats. Elle montre aussi qu'un Etat peut être créé lorsqu'il y a danger de génocide : voyez le Bangladesh. On aurait pu utiliser cette même raison pour le Kurdistan, mais les Kurdes eux-mêmes ne l'ont pas demandé. Aujourd'hui, nous commençons... »

F. G.-R.

comme il y en a eu beaucoup d'autres dans les bombardements alliés. »

Toutes ces populations, que ce soit dans les villes ou les campagnes, connaissent un dénuement extrême et n'ont pour toute source d'approvisionnement que les aides internationales distribuées par l'ONU et d'autres organisations.

La situation n'est guère plus brillante pour les Kurdes de Turquie, presque aussi misérables et soumis, eux aussi, à une terrible répression. « Lorsque nous sommes passés à Diyarbakir, raconte Rafaat, c'était les obsèques d'un dirigeant politique kurde enlevé et assassiné par la police ; 100.000 personnes y assistaient. L'armée a tiré dans la foule et il y a eu 6 tués et 3.000 blessés, dont la plus grande partie ne se sont pas fait soigner à l'hôpital de peur d'y être arrêtés. J'ai rencontré plusieurs de ces blessés. J'ai parcouru toute la région le lendemain et le surlendemain : tout était fermé, il y avait une grève générale de protestation. Les gens en ont assez de souffrir ainsi. Pour vous donner une idée du désespoir où ils sont, comme je m'étonnais de la taille des familles (souvent plus de dix enfants), un père m'a répondu : « Il faut bien que j'aie au moins dix enfants, je sais que les Turcs m'en tueront cinq ou six... »

Entretien réalisé par Françoise Germain-Robin

(1) Jalal Talabani et Massoud Barzani, respectivement chefs de l'UPK (Union du peuple kurde) et du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), alliés avec d'autres forces, dont le PC, au sein du Front du Kurdistan, ont engagé en avril des négociations avec Saddam Hussein sur un statut d'autonomie du Kurdistan. Celles-ci n'ont toujours pas abouti et les deux leaders ont renoncé, le week-end dernier, à signer l'accord proposé par Saddam Hussein afin d'éviter un éclatement du Front.

(2) Le parti Baas est la formation au pouvoir en Irak.

RATISSAGE TURC

Ankara a lancé plus de 2.500 soldats et policiers à la recherche des ravisseurs de cinq personnes enlevées vendredi soir près de Bengöl. Il s'agit de trois Américains, un Britannique et un Australien en mission d'exploration sur le mont Ararat, où ils recherchaient les vestiges de l'« arche de Noé » supposée s'y être échouée au moment du déluge. Le ratisage s'est étendu aux provinces de Mus, Elazig, Tunceli et Diyarbakir, c'est-à-dire l'ensemble du Kurdistan de Turquie. Le rapt a été attribué au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dont le chef, Abdullah Ocalan, a récemment annoncé, dans une interview à l'hebdomadaire turc « Nokta », que les touristes seraient désormais attaqués s'ils s'aventuraient au Kurdistan sans son autorisation.

TURQUIE

Les rebelles indépendantistes kurdes ont enlevé cinq Occidentaux dans l'est du pays

ISTANBUL

de notre correspondante

Moins d'un mois après l'enlèvement de dix touristes allemands, les rebelles indépendantistes kurdes ont prouvé à nouveau qu'ils étaient déterminés à se faire connaître sur la scène internationale en kidnappant trois Américains, un Australien et un Anglais vendredi soir près de la ville de Karliova, dans la province de Bingöl, dans l'est de la Turquie.

Deux au moins des cinq hommes enlevés vendredi étaient des archéologues à la recherche de l'Arche de Noé laquelle, selon la Bible, se serait arrêtée sur le Mont Ararat au dix-septième jour du septième mois après le Déluge. Depuis la découverte en 1948 sur les flancs de la montagne de restes fossilisés ressemblant à un bateau, de nombreuses expéditions se sont succédées pour tenter de prouver scientifiquement la véracité du récit biblique.

Avertissement aux étrangers

Les trois Américains et l'Australien voyageaient ensemble dans un minibus de location alors qu'un ressortissant britannique était le seul passager occidental à bord d'un autocar local, lorsqu'ils furent interceptés à un barrage sur la route et emmenés par des militants kurdes qui vérifiaient l'identité des voyageurs.

Deux jours après la disparition des cinq hommes, tous âgés d'une cinquantaine d'années, l'enlèvement n'a toujours pas été revendiqué, mais des sources diplomatiques à Ankara estiment qu'il a probablement été organisé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui, depuis 1984, lutte pour la création d'un Etat indépendant.

Les forces de sécurité turques ont lancé une vaste opération pour tenter de retrouver les cinq Occidentaux. Mais la présence de nombreux soldats dans la région n'a pas empêché les combattants du PKK de mettre le feu à un autocar samedi soir, après avoir fait descendre les passagers, dans la même province.

LE MONDE

3 septembre 1991

Dans une interview accordée aux magazines *Nokta* et *Yeni Ulke* avant la disparition des cinq hommes, mais publiée dimanche, le dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, a affirmé que les dix touristes allemands, enlevés au mois d'août par une unité locale du PKK, avaient été relâchés après une semaine, indemnes, sur l'ordre du comité central du PKK.

Mais M. Ocalan a lancé un sévère avertissement aux étrangers voyageant dans le Sud-Est de la Turquie. « A partir de maintenant, les touristes qui viennent au Kurdistan mettent leur vie en danger, » a-t-il déclaré. M. Ocalan a ajouté que les étrangers devront désormais obtenir une permission écrite, « un simple papier suffit », par l'intermédiaire des bureaux du PKK à l'étranger. « Nous contrôlons les routes et vérifions les documents d'identité » a-t-il déclaré. « S'ils ne demandent pas notre permission, ils seront capturés et devront rendre des comptes. »

NICOLE POPE

Le Courrier 21 septembre 1991

Rebelles kurdes Attaque en Turquie

Des militants kurdes en armes ont attaqué aux lance-roquettes et aux fusils d'assaut dans la nuit de jeudi à hier le centre de la ville de Cizre (sud-est), où au moins trois personnes ont été tuées et plus de 6 autres blessées, a-t-on constaté sur place.

La fusillade a duré plus de 40 minutes. Les logements de la gendarmerie, un hôtel où résident des policiers de la brigade antiterroriste, l'Hôtel de Ville et le bâtiment de la sous-préfecture étaient les principaux objectifs des tirs des rebelles.

Trois personnes - «probablement deux gendarmes et un policier» - ont trouvé la mort sous les balles des rebelles, selon des témoignages de plusieurs habitants recueillis par le correspondant de l'AFP hier à l'aube dans cette ville frontalière de la Syrie, et à une cinquantaine de kilomètres de l'Irak.

Selon un médecin de l'hôpital de Cizre, six personnes grièvement blessées, dont la majorité serait des policiers, ont été transportées dans la nuit à l'hôpital de Diyarbakir, chef-lieu de cette région à majorité kurde sous état d'urgence depuis l'été 1987, après sept ans d'état de siège.

Le fait du PKK

Il s'agirait d'une attaque de membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantiste) qui mène une lutte armée contre le pouvoir central depuis août 1984, selon des témoins. Les attaques de rebelles kurdes, dont le PKK est le groupe le plus important, contre des villes et villages du sud-est et de l'est anatolien, ainsi que les opérations des forces de l'ordre contre les «terroristes séparatistes» kurdes ont fait plus de 3000 morts en sept ans, selon une compilation de bilans officiels non exhaustifs.

(ATS/AFP/Reuter)

24 HEURES 17 septembre 1991

De retour d'Irak

La décision est prise: une aide immédiate pour la reconstruction de 500 habitations.

● Une délégation de l'Entraide protestante suisse (EPER) et de Caritas est rentrée la semaine dernière de Turquie et du nord de l'Irak, où elle a fait le point sur la situation des réfugiés kurdes à la veille de l'hiver. Elle a décidé une aide immédiate pour la reconstruction de 500 habitations.

Une somme d'un million de francs, provenant des collectes des deux organisations et de la Chaîne du bonheur, sera consacrée à l'aide en faveur des réfugiés kurdes. Nombre d'entre eux se trouvent toujours provisoirement dans la zone surveillée par l'ONU. C'est dans cette région que Saddam Hussein a donné l'ordre de détruire quelque 4000 villages en 1988.

Les œuvres d'entraide apportent leur concours à la reconstruction de cinq cents maisons, dans une vingtaine de villages kurdes. Matériel de construction, portes et fenêtres sont acheminés dans la région, pour l'équivalent de 150 francs suisses par habitation.

Un second programme doit débiter en novembre. Il comprend l'envoi de vivres pour mille familles pendant six mois, l'envoi de vêtements, couvertures, médicaments, moustiquaires, fourneaux, falots tempête, etc. Ce sont les plus défavorisés - veuves, enfants et personnes âgées - qui en seront les bénéficiaires.

En Turquie, dans la province d'Hakkari, la population de 43 villages recevra des vivres, des vêtements, des poules et des moutons. Les Kurdes de la région sont venus immédiatement en aide aux réfugiés irakiens en avril et mai derniers.

D'autres actions d'urgence sont prévues si la situation politique au nord de l'Irak le permet. L'EPER et Caritas prévoient notamment de livrer au printemps des semences, des outils et des animaux afin que les populations puissent subvenir à leurs besoins. - (ats)

○ Deux experts du Département militaire fédéral (DMF) sont entrés en fonctions, hier, au sein de la Commission spéciale des Nations Unies (UNSCOM) pour la surveillance des sites stratégiques irakiens. La mission des experts suisses s'inscrit dans le cadre de la politique fédérale de participation à des actions internationales en faveur du maintien de la paix. - (ats)

Libération 14 septembre 1991

Irak: Kurdes

Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a dénoncé «l'arabisation par la force» de Kirkouk, estimant que l'installation dans cette ville de plusieurs centaines de familles arabes a été à l'origine des récents affrontements entre combattants kurdes et gouvernement, dans une déclaration publiée vendredi par le quotidien arabe *Al Hayat*.

ESCALADE MILITAIRE, HÉSITATIONS POLITIQUES

La Turquie s'embourbe au Kurdistan

TREIZE mois après le début de la crise du Golfe, le Proche-Orient demeure instable. Tandis que la préparation de la conférence régionale de paix se heurte au problème de la représentation palestinienne, la guerre s'étend aux confins de l'Irak. L'intervention de l'armée turque au Kurdistan irakien répond aux craintes du régime d'Ankara face aux menaces de « sécession » de ses provinces kurdes. La montée du nationalisme kurde remet en question les choix faits, voilà plus de soixante-dix ans, par Kemal Atatürk, père de la Turquie moderne.

Par KENDAL NEZAN *

Le 5 août dernier, en pleine Conférence islamique réunie sur les bords du Bosphore, le gouvernement turc décidait de faire intervenir son armée dans le Kurdistan irakien, dans le but de « détruire une bonne fois pour toutes les camps d'entraînement des bandes séparatistes ». Cette opération, la quatrième du genre depuis 1983, eut pour effet immédiat de rappeler aux ministres des pays musulmans rassemblés à Istanbul que la Turquie faisait face, elle aussi, à un problème kurde aigu. Quelques jours auparavant, le 1^{er} août, un groupe de guérilleros kurdes avaient enlevé dans la province de Van une dizaine de touristes allemands (qu'ils relâchèrent plus tard sans condition), pour attirer l'attention du gouvernement de Bonn, allié de toujours du régime turc, sur la situation de guerre qui prévaut dans le Kurdistan et pour exprimer leur amertume face au silence observé par l'Europe lors du massacre par la police de sept civils kurdes, le 10 juillet, à Diyarbakir pendant les funérailles de Vedat Aydin, personnalité kurde connue pour son action en faveur des droits de l'homme, enlevé à son domicile et assassiné par des hommes de la contre-guérilla turque.

Soumises depuis 1978 à la loi martiale, administrées par un proconsul appelé super-préfet doté des pleins pouvoirs, y compris celui de faire évacuer les villages et localités de son choix et de déporter leurs populations, de muter à son gré fonctionnaires et magistrats, quadrillées par l'armée, la police et les unités spéciales de commando, les provinces kurdes de Turquie s'enfoncent dans une guerre civile dont Ankara refuse de reconnaître l'existence.

Faute de pouvoir stopper « définitivement les actions terroristes », les forces de répression s'en prennent aux populations civiles qu'elles cherchent à terroriser par tous les moyens. Des villes et des villages, comme récemment Idil et Cizre, sont assiégés, investis, passés au peigne fin par l'armée, leurs habitants torturés pour obtenir des informa-

tions sur les « terroristes ». Les « suspects » sont arrêtés pour une garde à vue de trente jours, renouvelable, au cours desquels toutes les techniques de la vaste panoplie tortionnaire de la police leur sont appliquées.

Même les enfants n'échappent pas à ces pratiques. Ainsi, dans un rapport publié le 15 mai, la section de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme donne des détails insoutenables sur les sévices infligés par la gendarmerie de Mardin à trois adolescentes âgées de douze à treize ans, arrêtées sur un sentier de montagne pour « tentative de joindre les terroristes ». Ceux qui sont considérés « dangereux » ou « irrécupérables » peuvent être sommairement abattus ou torturés à mort. L'organisation américaine Helsinki Watch énumère, dans son bulletin du 30 juillet, seize cas d'« exécutions extrajudiciaires » et « dix morts au cours de manifestations ou de funérailles » dont quatre enfants âgés de onze à seize ans, rien que depuis la fin mars. Une loi anti-terroriste, promulguée en avril, stipulant dans son article 15 qu'« aucun procès ne peut être intenté ni des poursuites engagées par un tribunal à l'encontre des officiers de sécurité impliqués dans des incidents de tortures sans l'aval des commissions de discipline instituées dans chaque département », les tortionnaires sont assurés d'une impunité totale.

Ici le droit, là-bas l'arbitraire

Le climat d'insécurité et de guerre ne favorise évidemment pas les investissements, et, malgré l'ambitieux programme de construction de barrages géants sur l'Euphrate et le Tigre, connu sous le nom de GAP (Projet d'Anatolie du Sud-Est), le fossé ne cesse de se creuser entre les parties kurde et turque du pays. L'Anatolie turque jouit à peu près des avantages d'un Etat de droit et d'un niveau de développement économique comparable à celui du Portugal,

tandis que le Kurdistan, régenté par un appareil militaro-policière de type colonial, évoque sur le plan économique le Bangladesh. Le sous-développement économique dramatique, le règne de l'arbitraire, la terreur institutionnalisée, la violence endémique, ont poussé, au cours de la dernière décennie, au moins quatre millions de Kurdes, soit environ le tiers de la population kurde de Turquie, chiffrée en janvier dernier à douze millions par le président turc Turgut Ozal, à quitter leur Kurdistan natal pour aller chercher refuge dans les grandes métropoles économiques turques ou, pour quelques dizaines de milliers d'entre eux, en Europe occidentale. Parmi les premiers partants, les anti-ques communautés chrétiennes des provinces de Mardin et de Hakkari, situées en pleine zone de guérilla et de répression, dont l'exode, après celui de juifs dans les années 50, constitue non seulement une véritable tragédie humaine mais aussi un désastre culturel pour le pays kurde.

Les Kurdes expatriés retrouvent dans les villes comme Istanbul, Izmir, Adana, Mersin des émigrés kurdes des générations précédentes, souvent économiquement et socialement bien intégrés mais, dans l'ensemble, attachés à leur identité. L'action des organisations nationalistes, l'internationalisation de la question kurde, les drames successifs des Kurdes d'Irak n'ont fait que renforcer leur sentiment d'appartenance. Un sentiment qui s'est manifesté avec force lors de l'assassinat, en juillet 1989, par des émissaires du gouvernement de Téhéran du leader kurde iranien Abdul Rahman Ghassemlou, dont le deuil a été porté avec la même émotion populaire qu'au Kurdistan iranien et dans l'extraordinaire effort de solidarité avec les Kurdes fuyant la répression des troupes irakiennes (1).

Dans ce contexte, le discours traditionnel de l'establishment politique et militaire turc présentant la Turquie comme un « Etat unitaire dont tous les citoyens sont turcs et égaux » tourne de plus en plus à vide (2). La guerre psychologique sur le « péril séparatiste » ou visant d'abord à diaboliser « l'organisation terroriste PKK » (Parti des

travailleurs de Kurdistan) pour ensuite qualifier de « terroristes », voire de « traîtres » les « partisans du PKK » et tous ceux qui revendiquent des droits spécifiques pour les Kurdes ou affirment simplement leur identité kurde, finit par produire des effets contraires. Cette propagande exerce néanmoins un impact grandissant dans certains secteurs de la population turque et creuse un fossé psychologique entre les communautés kurde et turque. Un exemple,

* Président de l'Institut kurde de Paris

parmi d'autres, illustre la dégradation du climat intercommunautaire : le 5 juillet dernier, à Istanbul, un commissaire de police abat froidement dans un restaurant deux Kurdes, Kemal Karatay et A. Haydar Adogan, simplement « parce qu'ils ont commencé à parler et à chanter en kurde ». De leur côté, excédés par des décennies de persécutions, nombre de Kurdes n'hésitent plus à exprimer, même aux touristes ou aux journalistes de passage, non plus seulement leur rejet du joug turc mais leur « haine des Turcs ».

Ballottée entre ses traditions autoritaires et les aspirations à la démocratie de secteurs de plus en plus larges de la société, tiraillée entre le souci de présenter à ses alliés occidentaux une façade démocratique et la peur qu'une démocratie pluraliste véritable ne conduise au renforcement du nationalisme kurde, et à terme à la partition du pays, la Turquie poursuit depuis quarante ans un cheminement tortueux où des périodes de démocratie surveillée et limitée alternent avec des coups d'Etat militaires répressifs. Au terme de ce parcours heurté, les progrès de la démocratie turque restent encore fort modestes et surtout très fragiles. Rien à voir avec, par exemple, la transition démocratique rapide et complète de pays comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce ou la Tchécoslovaquie et la Pologne émergent de longues années de dictature.

La « démocratie » turque reste, en fait, plus proche de ses consœurs pakistanaise et sud-coréenne.

Après l'abolition, début avril 1991, des articles 141, 142, 168 du code pénal sanctionnant les délits d'opinion, et l'amnistie qui a permis l'élargissement d'une quarantaine de milliers de prisonniers, Ankara s'est un peu plus rapproché des normes démocratiques européennes, mais la Constitution adoptée en 1982 par le régime militaire et la loi sur les partis politiques excluent les Kurdes du bénéfice des libertés d'expression, de réunion et d'association. Malgré la levée partielle de l'interdiction frappant depuis mars 1924 l'usage de la langue kurde, les Kurdes ne peuvent toujours pas publier ou enseigner dans leur idiome, ni créer leurs propres clubs, associations, syndicats et partis, sous peine d'être poursuivis pour « propagande contre l'indivisibilité de l'Etat et de la nation de la République turque ». Un crime qui n'est plus passible « que » d'une peine de deux à cinq ans de prison ainsi que d'une amende de 20 millions à 100 millions de livres turques, en vertu de la nouvelle loi dite « loi antiterroriste » du 12 avril 1991.

Privés d'espace autonome d'expression, les militants kurdes ont, depuis l'introduction du multipartisme en Turquie, essayé de faire avancer leurs idées à l'intérieur des partis politiques, des associations et des syndicats turcs. Certains, découragés par la rigidité et la kurdophobie des institutions turques, choisirent, à la fin des années 70, de créer des organisations kurdes clandestines, se voulant, pour la plupart,

comme leurs modèles de l'extrême gauche turque, « marxistes et révolutionnaires » et demandant la création d'un « Kurdistan unifié, indépendant et socialiste ». La terrible répression de la dictature militaire, instaurée en septembre 1980, l'exil en Europe après, bien souvent, un passage par les maquis kurdes d'Irak et d'Irak ou par les camps palestiniens, l'effondrement des régimes communistes en Europe orientale, eurent raison de cette nébuleuse née d'un singulier croisement de la version turque du messianisme stalinien et des modes d'action « révolutionnaires » de certains groupes palestiniens. A l'exception notable du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui doit sa survie et son développement à la lutte armée déclenchée en août 1984, seuls deux ou trois groupes subsistent encore dans un état plutôt squelettique, et font face à une douloureuse crise d'identité.

La guérilla menée par le PKK est actuellement, comme le mouvement kurde en Irak dans les années 60 ou celui des Kurdes d'Irak dans les années 80, dans une phase ascendante (3). Une partie de la jeunesse kurde, victime de l'exclusion sociale et de l'humiliation nationale, sympathise avec cette résistance. D'autres, tout en réprouvant certains procédés de ce mouvement, en particulier l'assassinat de membres des familles de miliciens progouvernementaux, de dissidents voire même de membres des organisations rivales, lui accordent le mérite d'avoir fait inscrire, par les armes, la question kurde à l'ordre du jour de la vie politique de la Turquie.

De leur côté, la plupart des Turcs considèrent ce parti comme une organisation « terroriste » dont l'image dans l'opinion est encore plus négative que celle de l'ETA dans l'opinion espagnole. Contrairement aux objectifs autonomistes des partis kurdes des pays voisins, le PKK revendique l'indépendance du Kurdistan. Sa lutte armée, en raison de l'existence d'une certaine presse à sensation turque, bénéficie d'un impact médiatique et politique, tandis que sur le plan militaire ses résultats restent limités (4).

Certes, ses actions menées par un millier de guérilleros dérangés et « occupés » plusieurs dizaines de milliers de soldats ainsi que 20 000 miliciens stipendiés appelés « protecteurs de village », de la même manière que la guérilla kurde d'Irak « occupe » depuis août 1979 plus de 150 000 soldats et gardiens de la révolution iraniens. Mais, militairement, ces actions ressemblent à



REBWAR. - « Le Cri » (1987)

des piqûres de guêpe qui, tout en étant très désagréables, ne sont guère mortelles pour l'éléphant qu'est l'armée turque, soutenue et équipée par l'OTAN. Elles servent de prétexte et de justification à la militarisation sans précédent depuis la seconde guerre mondiale du Kurdistan et contribuent à accélérer son dépeuplement. Le contexte géopolitique particulièrement défavorable du Kurdistan, qui a, jusqu'ici, empêché le développement et le succès des résistances armées kurdes d'Irak et d'Iran, reste aussi incontournable pour la guérilla du PKK, dont l'avenir dépend, en grande partie, de l'évolution des intérêts de deux Etats anti-kurdes comme la Syrie et l'Irak, qui sont les principaux soutiens de ce mouvement.

Ni le PKK ni aucune autre organisation kurde ne peuvent raisonnablement espérer une victoire décisive sur l'armée, pas plus que celle-ci ne pourra « écraser définitivement les terroristes kurdes ». Parviendrait-elle à démanteler le PKK que les mêmes causes de mécontentement engendreraient de nouvelles organisations qui, faute d'autres moyens d'expression, chercheraient à faire entendre leur voix et leurs revendications par la lutte armée dans les campagnes et par la guérilla urbaine. Même le légendaire « code de l'honneur » des Kurdes, leur interdisant de s'en prendre aux civils ou aux étrangers, ne pourrait résister éternellement si les nouvelles générations, en particulier les jeunes des communautés kurdes déracinées, sombrent dans le désespoir. Ils pourraient, comme les jeunes Palestiniens grandis dans les camps, recourir à la violence aveugle en disant avec Bertolt Brecht : « Nous étions des agneaux, les temps ont fait de nous des loups. » On imagine les conséquences dramati-

ques qu'une telle évolution pourrait avoir dans des grandes villes d'Anatolie ayant des populations mixtes turco-kurdes, voire en Europe occidentale qui, à côté de deux millions d'immigrés turcs, compte aussi une diaspora kurde forte de 650 000 personnes.

Les quelques gestes spectaculaires et médiatiques du président Turgut Ozal (reconnaissance de l'existence du peuple kurde en Turquie, autorisation de l'usage parlé du kurde, réception des dirigeants kurdes d'Irak à Ankara, parrainage de la résolution 688 du Conseil de sécurité, en faveur des Kurdes d'Irak) sont certes très appréciés de la majorité des Kurdes, mais ils ne constituent pas encore l'ébauche d'une nouvelle politique et n'empêchent pas l'aggravation de la répression au Kurdistan. En homme politique pragmatique, il lui arrive d'évoquer l'application en Turquie du « modèle basque espagnol » pour résoudre le problème kurde (5), alors que ses ministres déclarent aussitôt leur attachement infaillible à « l'Etat unitaire ayant une seule langue et une seule culture officielles ».

Les partis d'opposition ne font guère preuve de plus d'ouverture et d'imagination. Aucun n'envisage un système confédéral fondé sur l'égalité des Turcs et des Kurdes, système qu'ils défendent pourtant à Chypre pour préserver les droits de la minorité turque. Nationaliste turc farouche, l'ancien premier ministre Bulent Ecevit, comme son Parti de la gauche démocratique (DSP), a sur la question kurde des positions qui ne diffèrent guère de celles de l'extrême droite du colonel Türkes. Tout en rondes, M. Süleyman Demirel, autre ancien premier ministre et leader du Parti de la juste voie (DYP, droite libérale), prêche la « tolérance à l'égard des citoyens kurdes », sans cependant formuler de propositions concrètes. Quant au Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal İnönü, après avoir expulsé de ses rangs sept parlementaires kurdes coupables d'avoir participé à une conférence internationale sur l'identité kurde organisée en octobre 1989 à Paris par l'Institut kurde et la fondation France-Libertés, il a perdu l'essentiel de son assise populaire dans les provinces kurdes. Dans l'espoir de récupérer le terrain perdu, il a publié en juin 1990 un rapport sur l'« Anatolie du Sud-Est » (lire le Kurdistan turc) prévoyant des réformes économiques et la « reconnaissance de l'identité ethnique et linguistique régionale dans le cadre de l'Etat unitaire ». Ce projet, fort timoré, ne satisfait ni les Kurdes ni, semble-t-il, la haute hiérarchie militaire, qui depuis toujours se considère comme propriétaire de la République, gardienne de son idéologie fondatrice, le kémalisme, qui fixe, en

dernier lieu, les règles du jeu politique en Turquie et que même M. Turgut Ozal, le plus iconoclaste des présidents depuis Atatürk, n'a pas réussi à faire rentrer dans le rang.

Dans ces lendemains de la guerre froide et du conflit du Golfe, la Turquie, aspire à jouer un rôle politique majeur sur la scène régionale, mais ce pays semi-démocratique, politiquement et économiquement très dépendant de l'Occident, donc vulnérable à ses pressions, n'en finit pas de chercher sa voie. Optera-t-il pour une démocratisation véritable de ses structures et institutions, reconnaissant dans ce cadre à la communauté kurde ses droits culturels, linguistiques et politiques incluant la création de partis et association kurdes ? Cela pourrait à terme déboucher sur un statut fédéral, épargnerait à ce pays des années de violence, de guerre, de gaspillage de ressources. L'autre option serait la poursuite obstinée de la politique traditionnelle de négation des droits des Kurdes qui, au-delà de toute considération morale, aboutit, après sept décennies de conflits et de déchirements, à une impasse.

Une Turquie enfin en paix avec ses Kurdes ne manquerait pas de devenir un pôle d'attraction pour ses voisins, accélérant, par son exemple, l'accession des Kurdes d'Irak d'Irak et de Syrie à leur autonomie. En facilitant ensuite les

échanges frontaliers entre ces pays, on permettrait au peuple kurde de ne plus se sentir écartelé, déchiré, et de jouer le rôle de trait d'union, de pont, de facteur de rapprochement entre tous ces peuples d'Asie occidentale qui ont tant de liens historiques, culturels, et finalement tant d'intérêts en commun. Si elle ne veut pas, comme dans le conflit serbo-croate, jouer les pompiers, l'Europe devrait encourager son allié turc à s'engager sans tarder dans la voie d'une telle évolution démocratique.

(1) Lire Kendal Nezan, « Privés d'Etat, les Kurdes ne peuvent oublier les leçons de l'Histoire », *le Monde diplomatique*, juin 1991.

(2) Lire Alain Gresh, « La Turquie ébranlée par les mutations régionales », *le Monde diplomatique*, juillet 1991.

(3) Lire Christiane More, « Les Kurdes, une fois encore oubliés », *le Monde diplomatique*, décembre 1990.

(4) Les sources officielles turques établissent à 3 000, le nombre de personnes tuées depuis le début, en août 1984, des opérations de guérilla du PKK. Sur ce nombre, le PKK serait responsable de la mort de 665 civils et 164 militaires ; les affrontements auraient fait 256 morts depuis le début de l'année.

(5) C'est-à-dire : création d'une région autonome, avec un Parlement et un gouvernement autonomes, une police autonome ; la langue locale déclarée officielle et enseignée à tous les niveaux ; et des moyens de communication de masse (radio, TV) en langue locale.

24 Heures 4 sept. 1991

TURQUIE

Train attaqué

Deux policiers tués.

● Deux policiers ont trouvé la mort et 7 autres ont été blessés lors d'un attentat contre le train l'Express oriental, qui assure la ligne régulière entre Istanbul et Tatvan (Est).

«Des terroristes séparatistes» ont plastiqué le train, et plusieurs wagons ont déraillé dans la gare de Kalekurt, selon le communiqué de la préfecture de Mus (Est). Cet attentat a eu lieu dans la région de Solhan, non loin de Bingol, où, vendredi dernier, cinq touristes ont été enlevés par des «terroristes», membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène une lutte armée depuis l'été 1984. — (afp)

Le Figaro 11 sept. 1991

Kurdes : les combats ont repris

Nouvelle poussée de fièvre au Kurdistan d'Irak, où des « combats sérieux », selon l'ONU, opposent depuis plusieurs jours l'armée de Saddam Hussein aux pechmergas dans la région pétrolière de Kirkouk.

● Des dizaines de blessés ont été évacués vers les hôpitaux de Sulaymanieh et de Kirkouk.

● Dans le même temps, le Front du Kurdistan veut organiser, vendredi prochain, une « marche du retour » (avant l'hiver) des réfugiés kurdes vers Kirkouk.

● En visite officielle à Paris, où il a conclu un accord de coopération militaire, le président des Émirats arabes unis s'est inquiété de la dégradation de la situation en Irak.

The European September 6, 1991



TURKEY

More deaths in Kurdish rebellion

AT LEAST seven people were killed in clashes between Turkish troops and Kurdish rebels as soldiers continued a search in eastern Turkey for five kidnapped Westerners.

Three Americans, a Briton and an Australian, on an expedition to the site of Noah's Ark on Mount Ararat, were abducted by Kurdish rebels in Bingol province. The kidnappers identified themselves to a Turkish driver as guerrillas belonging to the Kurdish Labour Party (PKK). There have been three other deaths in recent rebel ambushes.

La Croix du Midi 8 septembre 1991

Soirée kurde

L'Association Le Haut Bosc a organisé une soirée à laquelle participaient des réfugiés du Kurdistan, mais aussi 170 français.

Cette soirée a débuté par un repas à la mode kurde entièrement préparé par les femmes des familles réfugiées à Albi. Ensuite les musiciens du groupe Koma Ssan sont arrivés en jouant du Dahul et de la Zorna, instruments de fête de là-bas dont le premier est un gros tambour et le deuxième une sorte de hautbois. Les enfants des réfugiés exilés à Albi suite aux bombardements chimiques du 25 août 1988 ont tout d'abord chanté l'hymne national kurde. Ensuite les quatre membres du groupe musical ont animé la soirée par des chants d'amour, de bergers,

d'odes à la patrie perdue et aussi par des danses entraînant aux- quelles ont participé dans une ambiance fraternelle les kurdes et les gens du pays.

Les quatre vingt réfugiés parmi lesquels certains étaient venus non seulement d'Albi, mais aussi d'Angoulême, de Haute-Loire et d'Aveyron, ont été heureux de retrouver leur culture à travers des danses traditionnelles. La soirée s'est terminée par une longue chaîne où homme et femme se donnaient la main au rythme de la musique.

Merci aux organisateurs, notamment le Comité de Soutien au peuple Kurde d'Albi et aux municipalités de Jouqueviel et Mirandol.

R.C.

Corriere della Sera 8 settembre 1991

Il presidente ieri a Pisa: il crollo dei regimi comunisti è merito anche della Nato «Onore ai reduci della missione-pace in Kurdistan»

DAL NOSTRO INVIATO

PISA — Si spengono le note dell'Inno di Mameli e la voce tonante del generale Buscemi ordina gli onori al presidente della Repubblica. Cossiga, accompagnato dal ministro della Difesa Rognoni, dal capo di stato maggiore dell'Esercito Goffredo Canino e da Buscemi, passa in rivista le truppe, nel cortile della caserma Gamera, sede della Scuola militare di Paracadutismo. La fanfara dell'Aviotruppe suona *Tamburi e Pifferi*, la settecentesca marcia dei Granatieri. Omaggio a Cossiga, che ha ridisegnato l'uniforme di gala dei Granatieri di Sardegna, e a Buscemi che ha comandato la brigata dei soldati «King size».

I militari schierati sono oltre mille, quasi tutti reduci dal nord dell'Irak e dalla Turchia, dove hanno preso parte all'operazione «Airone», in difesa dei curdi. Indossano ancora la nuova tuta mimetica da deserto, gialla a macchie verdi e marrone. Sono paracadutisti della Folgore, al-

pini della Taurinense e del suo ospedale da campo, elicotteristi dell'Aviazione leggera Esercito, crocerossine, trasmettitori del battaglione Leonessa, aviatori della 46ª aerobrigata, marinai della nave San Marco.

Lungo le transenne del lato nord del cortile si assiepano alcune decine di ragazzi in abiti civili, ma col basco amaranto o il cappello alpino. Sono reduci del Kurdistan, ormai congedati.

Quei 1.180 reduci del Kurdistan sono giustamente orgogliosi del lavoro che hanno fatto assieme a 8 mila americani, 3.250 britannici, 2.100 francesi, 620 olandesi, 560 spagnoli, 130 belgi e poche decine di australiani, lussemburghesi e canadesi. L'operazione «Provide confort» ha salvato la vita a centinaia di migliaia di curdi che rischiavano di morire di fame, di freddo o di proiettile durante la repressione scatenata da Saddam dopo il fallimento della rivolta di marzo. Ora prosegue, col nome di «Poised hammer» (Martello pendente) per dissuadere ulteriori ven-

dette da parte irachena. A tal fine una brigata multinazionale, di cui fanno parte 150 militari italiani, è schierata in Turchia presso il confine.

Come hanno detto Rognoni e Canino nei loro discorsi è probabile che l'Italia venga in futuro chiamata ad altri interventi umanitario-militari. Da qui la necessità di allestire un contingente dotato di maggiore mobilità, cioè di un congruo numero di aerei da trasporto.

La cerimonia di ieri è culminata con il conferimento di decorazioni e attestati a chi si è maggiormente distinto nell'operazione in Kurdistan. I comandanti della «Airone», i generali Buscemi e Monticone, sono stati insigniti della Croce d'Argento dell'Esercito. Croci di Bronzo sono state conferite a venti fra militari e crocerossine. Inoltre sono stati consegnati 22 attestati di benemerita, tra cui due al comandante dei parà americani di Vicenza, tenente colonnello Abizaid, che ha cooperato con le nostre truppe, e a un sergente

statunitense che aveva funzioni di collegamento con il comando.

Nel suo discorso Cossiga ha annunciato che i reparti partecipanti all'operazione «Airone» presteranno servizio come guardia d'onore al Quirinale nella terza domenica di settembre. Ha anche detto che il crollo del comunismo in Europa orientale è merito pure delle Forze armate della Nato e quindi di quelle italiane. Che sarebbe una pericolosa utopia ritenere che la dimensione militare non sia più elemento fondamentale della pace.

I contatti fra Cossiga e i giornalisti sono stati impediti dal servizio di sicurezza. A un collega che chiedeva se fosse il presidente della Sme, Giancarlo Elia Valori, il «padrino» del giudice Casson cui lui ha alluso in una recente esternazione, il presidente ha risposto agitando l'indice attraverso il finestrino dell'auto, in un gesto che poteva essere sia di negazione sia di rimprovero.

Gianfranco Simone

Reprise des combats au nord de l'Irak

Saddam Hussein renforçait son dispositif militaire dans le nord de l'Irak depuis la mi-août. Il semble être passé aujourd'hui à l'offensive. Selon l'ONU, de «*sérieux combats*» ont éclaté ces derniers jours entre forces gouvernementales et des groupes armés kurdes. Ils auraient fait des dizaines de victimes. Les combats se concentrent à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk, sous contrôle des troupes de Bagdad, et la ville kurde de Souleimaniyeh, cent km plus à l'est, dont les hauteurs abritent des positions de Peshmergas. L'envoyé des Nations unies, le prince Sadruddin Aga Khan, qui a reçu des rapports alarmants de son coordinateur à Bagdad, a manifesté hier sa «*plus vive inquiétude*» et mis en garde contre un «*risque d'une aggravation de la confrontation*».

Les alliés ont confirmé hier soir les informations onusiennes, mais ne devraient pas pour autant voler au secours des Kurdes. Au moins, pour l'instant. Au quartier général de la force d'intervention rapide, à Incirlik, en Turquie, on précise que les affrontements se sont déroulés «*autour de*

Kirkouk», donc hors de la zone de sécurité. Le régime baassiste avait depuis trois semaines envoyé de nombreux renforts près de la cité pétrolière, âprement disputée entre Kurdes et Irakiens. Cinq divisions, massées dans la région, auraient participé à des opérations de ratissage afin d'expulser de la ville ses derniers habitants kurdes. A la suite d'une intense politique d'arabisation, les Kurdes, majoritaires selon le recensement de 1957, ne représentaient plus avant la guerre du Golfe que 20% de la population de Kirkouk. Depuis le début de l'été, le sort de la ville était au centre des négociations sur la future région autonome du Kurdistan, entre autorités baassistes et chefs peshmergas.

Ces derniers, qui dénonçaient fin août ces provocations, ont-ils décidé de contre-attaquer afin de placer Bagdad devant le fait accompli? Fin juin, profitant d'une violation irakienne du cessez-le-feu, les rebelles avaient ainsi réussi à prendre les villes de Suleimaniyeh et d'Erbil et fait quelque 2.500 prisonniers. De son côté, Saddam Hussein peut avoir intérêt à prendre l'avantage sur le terrain alors que les négociations s'enlisent.

Selon des responsables militaires alliés, les troubles auraient éclaté après la capture d'un groupe de peshmergas dans la zone contrôlée par l'armée irakienne. L'Union patriotique du Kurdistan, le parti d'opposition de Jalal Talabani, aurait tenté de les libérer. Quatre rebelles, au moins, auraient été tués dans les combats à l'arme lourde près de la petite ville de Kuyak. De même source, on estime que 250 soldats irakiens auraient été, également faits prisonniers.

Ce regain d'affrontements coïncide avec la reprise des émissions en langue kurde, syriaque et turkmène sur la radio nationale irakienne. Les programmes dans ces trois langues, interrompus pendant la guerre du Golfe, ont recommencé samedi, a annoncé l'agence INA. Jusqu'à présent, Bagdad évitait d'interférer avec les radios pirates des peshmergas. Une preuve supplémentaire de la volonté de Saddam Hussein d'imposer à nouveau la voix de l'Irak sur l'ensemble du pays.

D'après AFP et Reuter.

LES HELICOPTERES DE L'ONU INTERDITS DANS LE CIEL DE L'IRAK

Saddam poursuit le massacre des Kurdes

Plusieurs dizaines de morts dans la zone de Kirkouk où les réfugiés veulent à nouveau vivre

Des chars, des canons, et un déluge de feu. Depuis hier, des dizaines de Kurdes et d'Irakiens ont été tués dans les montagnes entourant la ville de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad. L'hôpital de la ville a reçu de très nombreux blessés, et le bilan définitif de ces affrontements entre troupes gouvernementales et réfugiés kurdes est encore loin d'être connu. Mais il sera lourd : «*La situation est très, très mauvaise*», avouait hier soir un responsable du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

RETOUR. C'est à Chamchamal, une ville située entre Kirkouk, tenue par l'armée de Saddam Hussein, et Souleimaniyeh, aux mains de la coalition kurde, que les combats se concentrent. Car les peshmergas du Front de libération du Kurdistan (FLK) sont prêts à tout pour pouvoir rentrer à Kirkouk, qu'ils avaient fui lors de la révolte kurde du mois de mars. Ils sont 150.000 à vouloir regagner cette ville, dont le quartier kurde a été entièrement rasé en avril.

Un retour que Saddam Hussein est bien décidé à empêcher : Kirkouk, aujourd'hui désertée par une grande partie de sa population, est une des villes les plus riches d'Irak, grâce notamment aux champs de pétrole qui l'entourent.

Depuis plusieurs semaines, la tension montait entre Bagdad et le Front de libération du Kurdistan. Les négociations entamées depuis le mois de mai sur l'autonomie de la

région bloquent en effet sur le statut de Kirkouk. Depuis quinze jours, le pouvoir irakien et les partis kurdes ont amassé des renfort en hommes et en matériel.

Dans le même temps, les réfugiés kurdes ont organisé des manifestations autour des centres de l'ONU, demandant que soient mis en place des convois de rapatriement vers Kirkouk, à l'approche de l'hiver et de la réouverture des classes.

BARRAGES. Une «*marche du retour*» doit avoir lieu vendredi, à l'initiative du FLK, vers Kirkouk, malgré les barrières irakiennes. L'ONU a été informée par les responsables du FLK de cette action, mais ne semble pas pouvoir intervenir : les combats se déroulent à une centaine de kilomètres de la zone tenue par la Force d'intervention rapide alliée, basée sur la frontière turco-irakienne.

François Mitterrand a affirmé hier soir que «*la communauté internationale doit maintenir une stricte vigilance, d'autant que des mécanismes humanitaires ont été mis en place pour que les populations civiles irakiennes ne pâtissent pas injustement du comportement de leurs dirigeants*».

Une réunion informelle du Conseil de sécurité des Nations unies doit se tenir ce soir à New York, qui devrait également débattre d'une nouvelle entrave de l'Irak aux déplacements des experts de l'organisation internationale. Bagdad a en effet empêché la commission chargée de la destruction des armes balistiques irakiennes d'utiliser deux hélicoptères mis à sa disposition par l'Allemagne.

Une attitude contraire à la résolution 707 de l'ONU, garantissant la liberté de déplacement des membres de cette commission.

La Montagne 10 septembre 1991

L'armée affronte les Kurdes

BAGDAD. — Les combats qui se déroulent actuellement dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et combattants kurdes ont fait des dizaines de victimes.

Des représentants des Nations unies se préparent, aujourd'hui, à une opération de secours dans la région, a indiqué par ailleurs une source du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), en qualifiant la situation à Kirkouk de « très, très mauvaise ».

Une région riche

Le pouvoir irakien et les partis kurdes avaient, au cours des deux dernières semaines, acheminé des renforts en hommes et en matériel vers Kirkouk, dont la région riche en pétrole abrite à la fois des communautés arabes et kurdes, a ajouté cette source. Les négociations sur l'autonomie engagées entre Bagdad et les Kurdes depuis mai dernier butent notamment sur le statut de Kirkouk.

La tension était montée au début du mois après que les réfugiés kurdes eurent commencé à manifester leur désir de retourner à Kirkouk, dans leurs foyers qu'ils avaient fui après la révolte kurde en mars dernier.

Manifestations

Les réfugiés ont organisé des manifestations près des centres de l'ONU, notamment celui de Souleimaniyeh, demandant que soient organisés des convois de rapatriement vers Kirkouk, à l'approche de l'hiver et de la réouverture des écoles, et d'assurer une présence dans la ville.

Les Nations unies ont également été approchées à ce sujet par le Front du Kurdistan, qui a appelé les réfugiés à organiser vendredi « une marche du retour » vers Kirkouk, en dépit des barrages de l'armée régulière irakienne, a-t-on ajouté.

Irak: combats meurtriers avec les Kurdes

Des combats se déroulent dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et combattants kurdes et ont fait des dizaines de victimes, a indiqué hier soir une source de l'ONU à Bagdad.

Ces combats sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de retourner dans la ville de Kirkouk avant l'hiver.

Des représentants des Nations unies en Irak se préparent aujourd'hui à une opération de secours dans la région, a indiqué par ailleurs une source du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), en qualifiant la situation à Kirkouk de « très, très mauvaise ».

Selon la source de l'ONU, de violents combats se déroulent dans les montagnes autour de la ville de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad, entre les forces gouvernementales irakiennes et des Peshmergas (combattants) du Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis d'opposition au régime irakien.

Les combats se concentrent à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk, sous contrôle des troupes de Bagdad, et la ville kurde de Souleimaniyeh cent km plus à l'est, dont les

hauteurs abritent des positions de Peshmergas.

Des dizaines de tués ou de blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kirkouk et celui de Souleimaniyeh.

Le pouvoir irakien et les partis kurdes avaient au cours des deux dernières semaines acheminé des renforts en hommes et en matériel vers Kirkouk, dont la région riche en pétrole abrite à la fois des communautés arabes et kurdes, a ajouté cette source. Les négociations sur l'autonomie engagées entre Bagdad et les Kurdes depuis mai dernier butent notamment sur le statut de Kirkouk.

Selon la même source, la tension était montée au début du mois après que les réfugiés kurdes eurent commencé à manifester leur désir de retourner à Kirkouk, dans leurs foyers qu'ils avaient fui après la révolte kurde en mars dernier.

Les réfugiés ont organisé des manifestations près des centres de l'ONU, notamment celui de Souleimaniyeh, demandant que soient organisés des convois de rapatriement vers Kirkouk, à l'approche de l'hiver et de la réouverture des écoles, et d'assurer une présence dans la ville.

L'un des principaux chefs kurdes, Jalal Talabani, président de l'Union patriotique kurde, avait accusé Bagdad à la mi-août d'avoir « assiégé » Kirkouk avec des tanks.

Selon des sources diplomatiques à Bagdad, le gouvernement irakien veut, en attendant un règlement global de la question kurde, empêcher tout changement dans la situation démographique actuelle de Kirkouk désertée en mars par ses habitants kurdes.

150.000 réfugiés

Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés avait estimé le nombre des réfugiés partis de Kirkouk à 150.000 personnes, pour la plupart des habitants du quartier kurde de la ville, rasé par les troupes de Bagdad en avril.

Ces réfugiés se sont rendus dans les trois gouvernorats kurdes irakiens du nord de l'Irak — Dohouk, Erbil et Souleimaniyeh — sous contrôle total ou partiel des peshmergas.

Le porte-parole de la force d'intervention rapide alliée, basée à Incirlik en Turquie, le commandant Michael McKinney, avait indiqué hier que des combats se déroulaient « autour de Kirkouk », sans pouvoir fournir « aucun détail ».

Auparavant, le délégué exécutif des Nations unies pour les questions humanitaires dans le Golfe, Sadruddine Aga Khan, avait fait état, à Genève, de « sérieux combats » ces derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces irakiennes et groupes armés kurdes.

Combats autour de Kirkouk

Des combats se déroulent autour de Kirkouk dans le nord de l'Irak, a-t-on déclaré hier soir au quartier général de la force d'intervention rapide alliée basé à Incirlik en Turquie.

« Nous avons eu des rapports sur des combats en dehors de la zone de sécurité alliée instaurée dans le nord de l'Irak », a déclaré le porte-parole de la force conjointe alliée, le commandant Michael McKinnley. Soulignant qu'aucun combat n'avait lieu dans la zone de sécurité, le com-

mandant McKinnley a précisé qu'ils se déroulaient autour de Kirkouk.

Interrogé après les déclarations faites à Genève par le prince Sadrudine Agha Khan concernant de « sérieux combats » qui ont éclaté ces derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales irakiennes et groupes armés kurdes, le porte-parole a cependant affirmé n'avoir aucune autre information sur ces combats et n'avoir aucun détail sur les

forces combattantes.

Il n'a pu donner aucune autre précision sur ces combats qui se déroulent à une centaine de kilomètres au sud de Silopi en Turquie où est basée la force d'intervention rapide alliée de 4.561 hommes, non loin de la frontière turco-irakienne. Cette force, créée en juillet dernier, comprend 3.340 Américains, 374 Turcs, 361 Français, 181 Britanniques, 176 Italiens, et 129 Néerlandais.

Kirkouk est le point principal de

désaccord entre Bagdad et les Kurdes dans le projet d'autonomie en cours de négociations depuis quatre mois. Cette ville pétrolière que les Kurdes voulaient inclure dans le Kurdistan autonome à créer avait été à la mi-août assiégée par les tanks de Bagdad.

Washington avait mis en garde Bagdad contre la « dangereuse tension » qui montait à Kirkouk après l'arrivée de ces forces dans cette ville. L'état-major allié avait dépêché un émissaire le 20 août à Chaklawa, (nord de l'Irak), où étaient alors réunis les principaux chefs kurdes.

Cet émissaire américain, le colonel Dick Naab, chargé de la coordination, leur avait fait part d'une note de protestation américaine à Bagdad déclarant qu'il s'agissait d'une violation des résolutions de l'ONU et des dispositions de l'accord signé entre les alliés et l'Irak à la fin de la guerre du Golfe.

La force alliée basée à Silopi, dont l'autorisation de stationner en Turquie devrait être renouvelée le 30 septembre pour trois mois, avait été créée pour rassurer les populations du nord de l'Irak et prolonger de façon dissuasive l'opération militaire humanitaire Provide confort. Intervenues au nord de l'Irak le 21 avril pour venir en aide aux populations à majorité kurde qui avaient fui vers les frontières turque et iranienne après l'échec du soulèvement kurde en mars, les alliés s'étaient retirées d'Irak en juillet.

La République des Pyrénées 10 septembre 1991

■ IRAK : Des dizaines de victimes

Des combats se déroulent dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et combattants kurdes et ont fait des dizaines de victimes, a indiqué hier soir une source de l'ONU à Bagdad.

Ces combats sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de retourner dans la ville de Kirkouk avant l'hiver.

Des représentants des Nations unies en Irak se préparent aujourd'hui à une opération de secours dans la région, a indiqué par ailleurs une source du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), en qualifiant la situation à Kirkouk de « très, très mauvaise ».

Selon la source de l'ONU, de violents combats se déroulent dans les montagnes autour de la ville de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad, entre les forces gouvernementales irakiennes et des Peshmergas (combattants) du Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis d'opposition au régime irakien.

Les combats se concentrent à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk, sous contrôle des troupes de Bagdad, et la ville kurde de Souleimaniyeh cent km plus à l'est, dont les hauteurs abritent des positions de Peshmergas, a précisé cette source.

Des dizaines de tués ou de blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kirkouk et celui de Souleimaniyeh, a-t-elle ajouté sans pouvoir préciser le bilan des victimes de chaque camp.

Kurdes : ça recommence

Des dizaines de morts lors de combats

Des combats se déroulent dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et combattants kurdes et ont fait des dizaines de victimes, a indiqué hier soir une source de l'ONU à Bagdad.

Ces combats sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de retourner dans la ville de Kirkouk avant l'hiver.

Des représentants des Nations unies en Irak se préparent à une opération de secours dans la région, a indiqué par ailleurs une source du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), en qualifiant la situation à Kirkouk de « très, très mauvaise ».

Selon la source de l'ONU, de violents combats se déroulent

dans les montagnes autour de la ville de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad, entre les forces gouvernementales irakiennes et des Peshmergas (combattants) du Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis d'opposition au régime irakien.

Les combats se concentrent à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk, sous contrôle des troupes de Bagdad, et la ville kurde de Souleimaniyeh cent km plus à l'est, dont les hauteurs abritent

des positions de Peshmergas.

Des dizaines de tués ou de blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kirkouk et celui de Souleimaniyeh.

Le pouvoir irakien et les partis kurdes avaient au cours des deux dernières semaines acheminé des renforts en hommes et en matériel vers Kirkouk, dont la région riche en pétrole abrite à la fois des communautés arabes et kurdes, a ajouté cette source. Les négociations sur l'autonomie engagées entre Bagdad et les Kurdes depuis mai dernier butent notamment sur le statut de Kirkouk.

La Nouvelle République des Pyrénées 10 septembre 1991

Selon la même source, la tension était montée au début du mois après que les réfugiés kurdes eurent commencé à manifester leur désir de retourner à Kirkouk, dans leurs foyers qu'ils avaient fui après la révolte kurde en mars dernier.

Les réfugiés ont organisé des manifestations près des centres de l'ONU, notamment celui de Souleimaniyeh, demandant que soient organisés des convois de rapatriement vers Kirkouk, à l'approche de l'hiver et de la réouverture des écoles, et d'assurer une présence dans la ville.

24 heures MERCREDI 14 SEPTEMBRE 1991

KURDES CONTRE TROUPES IRAKIENNES

Affrontements près de Kirkouk

Saddam Hussein, malgré ses déboires, n'a pas hésité à reprendre les armes pour défendre les champs pétroliers du Kurdistan. Une des constantes de la politique de Bagdad. Le Front kurde comptait sur les alliés pour forcer le passage.



Massoud Barzani.

Sygma-a

PAR
JEAN GAUD

● On pensait qu'après sa défaite de février dans la guerre du Koweït, Saddam Hussein perdrait petit à petit sa capacité d'imposer quelque politique que ce soit à ses minorités. Washington espère toujours que le dictateur sera renversé. Il faut bien le constater, on est loin du compte. En négociations depuis quatre mois avec le Front du Kurdistan représenté par Massoud Barzani et Jalal Talabani, le président irakien, s'il fait mine de prêter une oreille attentive aux aspirations à la souveraineté de la communauté kurde, ne se montre pas disposé à céder sur le point le plus chaud du long conflit qui sépare les deux camps: la ville de Kirkouk et les champs pétroliers qui l'entourent.

Selon plusieurs sources, de violents combats se sont déroulés jusqu'à hier dans cette région. Ils auraient fait des dizaines de victimes. Selon des diplomates en poste dans la capitale irakienne, les affrontements se sont déroulés principalement dans les montagnes aux alentours de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad. Ils ont été particulièrement intenses aux abords de la localité de Chamchamal, un «verrou» routier situé à mi-chemin entre Kirkouk et l'agglomération de Souleiniyeh, à 100 km plus à l'est. De nombreux morts ou blessés ont été évacués vers ces deux villes.

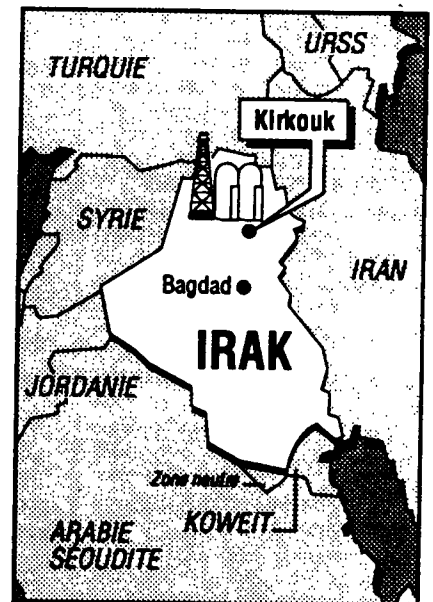
L'obsession d'Al-Bakr

Le refus de Bagdad d'intégrer Kirkouk dans un espace territorial kurde est l'une des constantes de la

politique irakienne. La défense de ce bastion était déjà l'une des obsessions du prédécesseur de Saddam, le général Al-Bakr, mort «accidentellement» dans un accident d'hélicoptère. Cette région est l'un des centres économiques les plus importants du pays.

Sa perte représenterait un affaiblissement considérable du potentiel pétrolier de l'Irak. Mais, surtout, elle donnerait aux Kurdes les moyens matériels, dont ils ont été dépourvus jusqu'à aujourd'hui, de jeter les bases d'un Etat dans la région, un embryon étatique qui ne manquerait pas d'attirer les «frères» des pays voisins. S'il y a 4 millions de Kurdes en Irak, il y en a 12 en Turquie, 5 en Iran. Et environ un million en Syrie. On voit d'ici l'enjeu. Dans ce contexte, les circonstances dans lesquelles ont éclaté, vendredi, les récents affrontements semblent traduire l'échec d'une manœuvre kurde. Des milliers de réfugiés, ceux-là même qui avait été chassés par Saddam consécutivement au soulèvement du Kurdistan, poussés par le Front du Kurdistan, avaient exprimé par une «marche» leur volonté de revenir à Kirkouk. Or il faut rappeler la présence dans la région, en territoire turc plus précisément, d'une force d'intervention multinationale dont font partie les Etats-Unis, le Royaume Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie. Les dirigeants kurdes ont peut-être voulu profiter de ce bouclier pour tenter de forcer le passage.

Le leader kurde Talabani avait demandé avant les récents combats aux alliés d'intervenir le plus vite possible à Kirkouk où, selon lui, 700 tanks irakiens seraient retranchés



et où le régime de Bagdad aurait entrepris une politique d'arabisation systématique.

J. Gd □

Nouvelle épreuve de force au Kurdistan

Des combats opposent depuis plusieurs jours l'armée de Saddam Hussein aux combattants kurdes dans la région de Kirkouk.

Des « combats sérieux », ayant fait des dizaines de victimes selon des sources de l'ONU, opposent depuis plusieurs jours l'armée irakienne à des combattants kurdes entre Kirkouk et Sulaymanieh. Des dizaines de blessés ont été évacués sur les hôpitaux des deux villes. Selon une source kurde, les combats ont commencé vendredi dernier par l'attaque, repoussée, d'un village. Depuis, l'armée a, selon cette source, attaqué avec un hélicoptère la localité de Taq Taq et pilonné la ville proche de Koi Sanjaq. Des actes d'insoumission se seraient produits. Les pechmergas affirment avoir capturé hier plus de 600 soldats et 24 officiers. (Avec AFP.)

Les clignotants s'allument à nouveau sur la carte de l'Irak. Après un mois d'accalmie, coïncidant avec le coup d'État manqué de Moscou, on s'aperçoit que Saddam Hussein est toujours aussi présent. Toujours aussi inquiétant.

Ce « réveil » se manifeste sur deux fronts :

1. — **Interdiction faite par Bagdad à une délégation des Nations unies de survoler le pays en hélicoptère.** Il s'agit de équipes chargées de surveiller l'élimination des armes de destruction massive. Le Conseil de sécurité devait examiner le refus de Bagdad.

2. — **Reprise des combats opposant l'armée irakienne et les pechmergas (combattants**

kurdes) entre Kirkouk et Sulaymanieh. Le prince Sadruddin Aga Khan, coordinateur des Nations unies en Irak, estime que « le risque d'une aggravation de la confrontation existe ».

Les deux affaires sont différentes. La première, celle des hélicoptères, rappelle la longue série d'incidents qui, tout au long du mois de juillet, ont opposé les autorités de Bag-

vée, ni sur place ni internationalement, au drame des Kurdes d'Irak.

A la mi-juin, Massoud Barzani, l'un des deux principaux chefs kurdes, annonçait l'imminence d'un accord d'autonomie avec Saddam Hussein. Fin juillet, Jalal Talabani, l'autre leader de la révolte, tempérait cette ardeur. Il déclarait au Figaro : « Nous avons trouvé une sorte de terrain d'entente avec Bagdad. Mais nous nous

un « non » sans appel aux prétentions kurdes. Les positions des deux camps ne se sont pas, non plus, rapprochées sur Kirkouk, la ville pétrolière, que le Front du Kurdistan revendique malgré les transferts de populations qui ont « arabisé » cette cité naguère majoritairement kurde. Quelque 150 000 habitants de Kirkouk, dont beaucoup de Kurdes, ont encore quitté leur ville lors des combats du printemps. Le Front du Kurdistan voulait organiser vendredi une « marche du retour ». C'était, sans doute, trop pour Bagdad qui, estime-t-on de source kurde, a voulu brusquer les choses et « tester les réactions de la Force d'action rapide » internationale installée en Turquie.

Cette poussée de fièvre survient alors que, l'hiver approchant, le problème des réfugiés — estimés par l'ONU à 800 000 — n'est toujours pas réglé. Mis à part ceux qui sont restés en Iran et ceux qui s'étaient réinstallés au printemps dans la zone sous protection alliée, la plupart attendent dans des installations de fortune de pouvoir regagner leurs villes et villages.

Pour la direction kurde, il s'agit d'un problème à la fois humanitaire et politique. D'où, sans doute, sa tentative de ramener à Kirkouk, ville symbole du nationalisme kurde, les réfugiés qui s'étaient enfuis au printemps.

Claude LORIEUX..

Paris : accord militaire avec les Émirats

La France et l'État des Émirats arabes unis (EAU) ont conclu, hier, un accord de coopération militaire à l'occasion de la visite d'État de Cheikh Zayed, président des EAU en France. Cet accord prévoit, notamment, des manœuvres militaires conjointes. Lors d'un dîner, lundi soir à l'Élysée, Cheikh Zayed avait dit qu'il « suivait avec préoccupation la situation qui prévaut dans la région ». Hier, lors d'un déjeuner offert en l'honneur de Cheikh Zayed, Édith Cresson a déclaré que la France était prête « à soutenir d'éventuels arrangements de sécurité » dans la région du Golfe.

dad aux émissaires de l'ONU chargés de répertorier et de détruire des armes chimiques, bactériologiques et, éventuellement, nucléaires de l'Irak.

« Non » sans appel

On avait alors craint une possible intervention militaire américaine.

La poussée de fièvre en pays kurde rappelle qu'aucune solution n'a encore été trou-

sommes heurtés à des tas de difficultés quand nous avons abordé dans le détail un certain nombre de questions clés comme le processus démocratique, les pouvoirs dévolus à la zone autonome et le droit des mouvements kurdes à entretenir des relations avec les mouvements étrangers. »

La situation s'est encore dégradée depuis. La loi sur le multipartisme, promulguée le 3 septembre à Bagdad, oppose

Kirkouk, enjeu des combats entre Kurdes et soldats irakiens

Le contrôle politique de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, était apparemment l'enjeu des violents combats qui ont eu lieu ces derniers jours entre les troupes de Saddam Hussein et des combattants kurdes.

La tension, perceptible depuis plusieurs semaines dans la région de Kirkouk, principale ville du Kurdistan et centre pétrolier de l'Irak, restait vive hier, au lendemain de la confirmation par l'ONU de nouveaux affrontements meurtriers qui ont fait des dizaines de victimes.

Ces combats, qui avaient cessé hier, selon des sources diplomatiques à Bagdad, se

sont déroulés principalement dans les montagnes aux alentours de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad. Ils ont été particulièrement intenses à mi-chemin entre Kirkouk et Souleimaniyeh, 100 km plus à l'est.

De nombreux blessés ou tués ont été évacués vers les hôpitaux de ces deux villes.

Les combats dans le nord de l'Irak sont intervenus alors que les négociations entamées il y a plus de quatre mois entre le régime de Saddam Hussein et le Front du Kurdistan - coalition de huit partis kurdes - se trouvent depuis quelques jours « au point mort », selon l'opposition kurde.

Ces négociations acheminent notamment sur la définition d'un statut pour la ville de Kirkouk. Les deux parties entendent s'approprier le contrôle de ce grand noyau économique irakien. Mais Bagdad ne veut pas l'inclure dans le cadre d'accords relatifs à une autonomie du Kurdistan, qui pourraient être conclus ultérieurement.

Le regain de violence dans la partie septentrionale du pays pourrait d'ailleurs compromettre durablement l'issue des négociations entamées après la rébellion kurde qui avait immédiatement suivi la fin de la guerre du Golfe.

Outre l'hostilité quasi-viscérale que se vouent soldats irakiens et Peshmergas

(combattants kurdes), les combats seraient en partie dus cette fois à la volonté de milliers de réfugiés kurdes de retourner à Kirkouk.

Les armées alliées s'étaient retirées en juillet du nord de l'Irak où elles avaient été déployées trois mois auparavant pour protéger les réfugiés kurdes, laissant la zone d'environ 10 000 km qu'elles occupaient aux mains des combattants kurdes.

Cette force d'intervention multinationale, dont font partie les États-Unis, le Royaume Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie, a été redéployée sur le territoire turc pour éventuellement opérer de nouveau en Irak.

Courrier Picard 11 septembre 1991

LE MONDE 11 septembre 1991

Echec des négociations entre Bagdad et les Kurdes

Violents combats dans le nord de l'Irak

Des représentants de l'ONU ont annoncé, lundi 9 septembre, que les combats avaient repris au cours des derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et rebelles kurdes, faisant des dizaines de victimes. Récemment, les négociations engagées entre le régime de Bagdad et le Front du Kurdistan, après le soulèvement du mois de mars, avaient échoué.

L'enjeu de Kirkouk

HALABJA

correspondance

Ce qui était autrefois Halabja n'est plus qu'un immense amoncellement de ruines. Comme si un tremblement de terre avait anéanti cette ville du Kurdistan irakien.

Mais une catastrophe naturelle aurait épargné quelques édifices, or pas un seul n'a résisté à l'acharnement du président Saddam Hussein : après avoir fait « gazer » plusieurs milliers des habitants de la ville, le 16 mars 1988, il a ordonné le dynamitage de toutes les maisons, au terme de la guerre avec l'Iran, fin 1988 et début 1989... Deux fois martyre, Halabja symbolise aujourd'hui la résistance du peuple kurde. Plus de 53 000 personnes campent dans les ruines. Sans eau, sans électricité, elles sont revenues à l'âge des cavernes !

Certains sont rentrés parce que ces ruines sont tout ce qu'ils possèdent ; les autres parce que, originaires de Kirkouk, Akkra ou Erbil, ils n'osent pas revenir dans ces villes, contrôlées par le gouvernement de Bagdad, et aussi parce que ces ruines offrent au moins quelques avantages : le sentiment de ne pas être isolé, la perspective d'une éventuelle distribution de vivres par l'ONU, la possibilité de se réfugier de l'autre côté de la frontière, toute proche, en cas de crise grave.

A l'image de Halabja, tout le nord du Kurdistan irakien est un immense camp de réfugiés, qui végètent dans des agglomérations en ruine - Kala-Biza, Saïd-Saddik, Penjouine - ou campent en rase campagne sur l'emplacement de leurs villages (4 500 ont été détruits).

Croire que la crise kurde était terminée, c'était ignorer la situation de ces centaines de milliers de personnes déplacées, revenues des camps des frontières turque ou iranienne vers lesquels elles avaient fui en masse lors de la répression par les troupes de Bagdad du soulèvement kurde au lendemain de la guerre du Golfe. Ces gens vivent dans des conditions tellement précaires que l'arrivée de l'hiver provoquera un nouveau drame. Les représentants des Nations unies et les militaires alliés dans la région estimaient, la semaine dernière, leur nombre à, au moins 800 000 personnes qui sont menacées par le retour de la mauvaise saison. Un autre chiffre donne une idée de la précarité de la situation : après des affrontements à Souleymanieh en juillet, les Nations unies avaient enregistré un nouvel exode de 55 000 Kurdes. Et ces derniers jours les observateurs du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) ont constaté un nouvel exode des habitants de la région de Kirkouk.

Assistance problématique

Certains représentants du HCR affirment en privé que les partis politiques kurdes donnent la « consigne de rester dans la mon-

tagne » pour forcer les Nations unies à poursuivre leur assistance. « Ils sont prêts à sacrifier la vie de 10 000 des leurs pour provoquer une nouvelle intervention internationale », estime un expert du HCR. Mais rien ne confirme cette hypothèse.

Un autre responsable du HCR, en revanche, explique qu'il faut identifier soigneusement les plus nécessaires : « Nous ne voulons pas de distribution sauvage, dit-il. Il ne faut pas attirer ici les gens qui vivent dans les zones contrôlées par le gouvernement. Nous ne voulons pas non plus distribuer trop de vivres aux réfugiés en transit dans des zones où il n'y a pas d'abris, pour ne pas les inciter à y rester. » Souci louable, qui s'explique par le fait que le HCR n'est pas sûr d'avoir les moyens de prolonger pendant trois mois ses distributions de vivres et par la modestie de son programme de construction d'abris temporaires : au total 4 000 à 5 000 maisons seraient « réhabilitées », permettant à quelque 40 000 personnes de trouver un toit, dans les trois provinces de Dohouk, Erbil, et Souleymanieh. Cette politique a été motivée par le souci de ne pas trop placer les Kurdes « en situation de dépendance » et par une volonté de se désengager le plus rapidement possible du Kurdistan en se limitant à assurer la « soudure » jusqu'à la conclusion d'un accord entre les partis kurdes et le gouvernement de Bagdad. Le malheur, c'est que ces négociations ont échoué.

La délégation dirigée par M. Massoud Barzani a ramené le 20 août de Bagdad un projet d'accord qui ne fait aucune concession aux aspirations des Kurdes. Ce projet comprend trois documents :

- Un texte sur la « normalisation » de la situation au Kurdistan irakien (libération des prisonniers, amnistie, abrogation des lois d'exception, réintégration des fonctionnaires et militaires, retour de tous les Kurdes à leur lieu d'origine, etc.). Ce texte ne soulevait pas d'objections, à condition qu'il fût appliqué.

- Un projet de « loi d'autonomie » très restrictif. Il stipule notamment que les gouverneurs seront désignés par le pouvoir autonome, mais nommés... par le président de la République ! L'Assemblée législative de la région autonome n'aura pas le pouvoir de modifier ce texte, pouvoir réservé à l'Assemblée nationale irakienne (avec une majorité des deux tiers). Et la région autonome ne bénéficiera pas, contrairement à ce que les Kurdes demandent depuis vingt ans, d'un budget proportionnel au pourcentage de la population kurde en Irak. Mais, surtout, ce texte exclut Kirkouk, Sinjar et Khanakin de la région autonome !

- Une « déclaration politique » qui glorifie à deux reprises le nom de M. Saddam Hussein et fait l'éloge des acquis de la révolution baasiste de 1968, en consacrant la participation des Kurdes à la vie politique irakienne (légalisation des partis kurdes, participation au Conseil de commandement de la Révolution et au gouvernement)

avec beaucoup de restrictions (le Monde du 5 septembre).

Une situation explosive

Selon certaines sources, le projet d'accord comprendrait un quadrième document, secret, concernant des « obligations ». Il imposerait aux Kurdes de remettre aux autorités de Bagdad leurs radios, leurs armes lourdes, leurs armes légères ; de s'associer à la lutte du parti Baas au pouvoir contre ses ennemis extérieurs (les alliés de la coalition anti-irakienne) et intérieurs (le chiisme, le communisme) ; et enfin de couper toute relation avec l'étranger. Après avoir passé six semaines à Bagdad, les dirigeants kurdes n'ont obtenu que des amendements mineurs.

Revenu de Bagdad avec l'intention de signer malgré tout un tel texte, M. Barzani s'est heurté à l'opposition résolue de l'autre chef de file kurde, M. Jalal Talabani, et aux réticences de certains des huit partis du Front du Kurdistan. La tension a été telle que l'on a pu redouter qu'elle ne débouche sur des affrontements entre Kurdes. Après dix jours de conclaves, le pire avait été évité, et les dirigeants du Front avaient décidé de renvoyer un des leurs à Bagdad avec une lettre indiquant qu'ils ne peuvent accepter cet accord sous sa forme actuelle et demandant au gouvernement des concessions sur la question de Kirkouk et les problèmes de sécurité.

Naturellement pessimiste, M. Barzani justifiait, la semaine dernière, sa volonté de signer malgré tout en invoquant les dangers qui menacent le peuple kurde. Il insistait sur le sort dramatique de ces 800 000 réfugiés que les partis kurdes ne peuvent pas prendre en charge ; sur une situation intérieure particulièrement explosive, avec des dizaines de milliers de « peshmergas » (combattants) en armes, dont beaucoup d'ex-« jash » (mercenaires) qu'une situation économique désastreuse permet de « retourner » à tout moment - c'est un terrain fertile pour les manœuvres de Bagdad, Téhéran, et Ankara ; il critiquait enfin le refus des Occidentaux de s'engager clairement pour une solution politique du problème kurde.

Conscient des « conséquences désastreuses » qu'aurait eues une division du Front, M. Barzani ne voulait pas approuver seul le projet d'accord. Mais il était résolu, si Bagdad ne faisait pas de concessions et si M. Talabani refusait toujours de signer, à rendre public le texte du projet et à consulter le peuple kurde. Il était clair, pour tous les observateurs, que ce projet ne survivrait pas à sa publication. Ce débat au sein de la société kurde - M. Talabani l'a inauguré en tenant un meeting à Erbil, le 29 août, à la barbe de l'armée irakienne - annonçait de nouveaux péris...

CHRIS KUTSCHERA

Les combats ont repris entre les troupes de Bagdad et les rebelles kurdes

De « sérieux combats » ont éclaté ces derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et des groupes armés kurdes, a indiqué, lundi 9 septembre, le délégué exécutif des Nations unies pour les questions humanitaires dans le Golfe. Le prince Sadruddin Aga Khan venait de recevoir des rapports du coordinateur de l'ONU à Bagdad, a précisé que la situation « apparaît tendue et le risque d'une aggravation de la confrontation existe ». Il a manifesté sa « plus vive inquiétude ».

Le prince a déclaré que ces combats menaçaient « la mise en œuvre de tout effort humanitaire significatif ». Il a appelé à un rapide retour au calme, de tels combats, selon lui, étant de nature à contrecarrer l'achèvement du programme de rapatriement des réfugiés et la réinsertion des personnes déplacées.

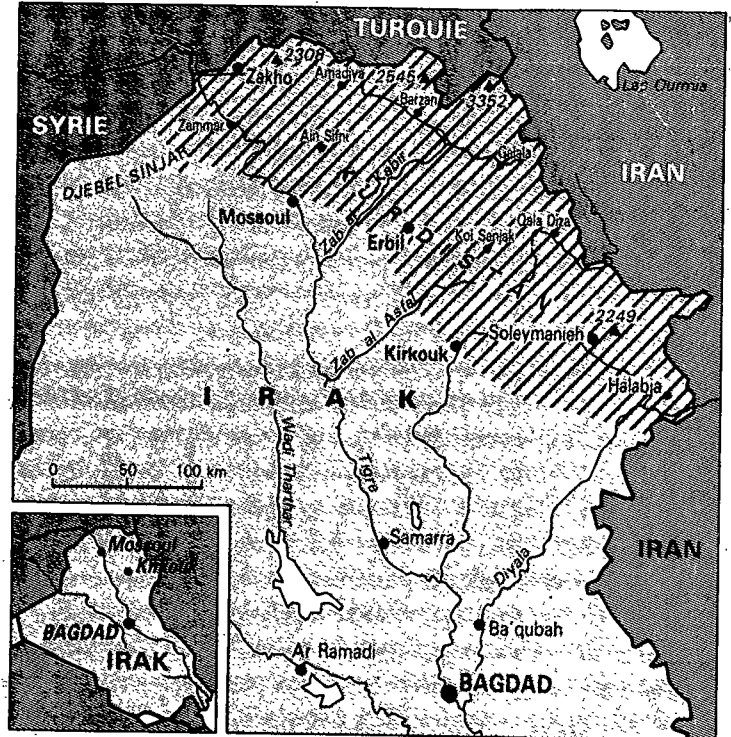
Selon une source de l'ONU à Bagdad, ces combats sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de retourner dans la ville de Kirkouk avant l'hiver. Le colonel américain Richard Naab, qui commande le Centre de coordination militaire occidental, à Silopi, dans le sud de la Turquie, a pour sa part affirmé que ces affrontements n'étaient pas le fait « d'une provocation irakienne ».

Les combats se concentrent à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk, sous

contrôle des troupes de Bagdad, et la ville kurde de Souleymaniyeh, cent kilomètres plus à l'est, dont les hauteurs abritent des positions de Pechmergas (combattants kurdes). Selon un représentant de l'ONU, des dizaines de tués et de blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kirkouk et celui de Souleymaniyeh. Il n'a cependant pas été en mesure de préciser le bilan des victimes de chaque camp.

Toujours selon cette source, le pouvoir irakien et les partis kurdes avaient au cours des deux dernières semaines acheminé des renforts en hommes et en matériel vers Kirkouk. La tension est montée au début du mois après que les réfugiés kurdes eurent commencé à manifester leur désir de retourner à Kirkouk qu'ils avaient fui lors de la répression de la révolte kurde en mars dernier.

Les réfugiés ont organisé des manifestations près des centres de l'ONU, notamment celui de Souleymaniyeh, demandant que soient organisés des convois de rapatriement vers Kirkouk, à l'approche de l'hiver et de la réouverture des écoles. Les Nations unies ont également été approchées à ce sujet par le Front du Kurdistan, qui a appelé les réfugiés à organiser vendredi « une marche » vers Kirkouk en dépit des barrages de l'armée régulière irakienne. (AFP, Reuter.)



LA TRIBUNE LE PROGRES 11 septembre 1991

Kurdistan irakien : retour au calme

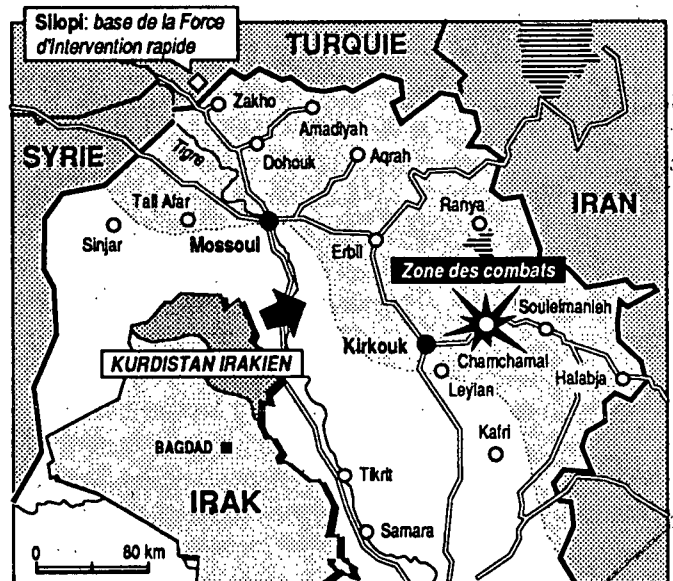
Les combats entre les forces gouvernementales irakiennes et les insurgés kurdes ont cessé dans le nord de l'Irak mais une vive tension persiste entre les belligérants.

Les combats qui ont éclaté samedi dans la région de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad, se sont arrêtés lundi soir, mais les axes de circulation dans la région sont vides de toute présence à l'exception des combattants des deux parties.

Les accrochages entre les forces de Bagdad et les Peshmergas (combattants kurdes) sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de regagner leur foyer à Kirkouk avec la réouverture des écoles avant l'hiver. Ces accrochages auraient fait des dizaines de victimes, selon une source de l'ONU.

Par ailleurs, le Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis d'opposition au régime irakien, a tenu une réunion lundi dans la localité de Chaklaw, à 125 km au nord de Kirkouk, pour tenter d'apaiser la situation au Kurdistan irakien.

Le gouvernement irakien a parallèlement pris une mesure d'apaisement et le ministre de l'Intérieur, M. Ali Hassan Al Majid a affirmé, lundi soir, que des dispositions ont été prises pour assurer le retour de 529 familles kurdes dans la province de Kirkouk.



Le Kurdistan de nouveau meurtri

Les combats entre les forces gouvernementales irakiennes et les insurgés kurdes ont cessé dans le nord de l'Irak mais une vive tension persiste entre les belligérants. Ces affrontements pour le contrôle de Kirkouk, constituent la preuve que Saddam Hussein ne veut pas laisser la ville tomber aux mains des Kurdes.

Les combats qui ont éclaté samedi dans la région de Kirkouk, à 275km au nord de Bagdad, se sont arrêtés lundi soir, mais les axes de circulation dans la région sont vides de toute présence à l'exception des combattants des deux parties, a indiqué un diplomate dont le pays participe à l'un des contingents de l'ONU.

Les accrochages entre les forces de Bagdad et les peshmergas (combattants kurdes) sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de regagner leur foyer à Kirkouk avec la réouverture des écoles avant l'hiver. Ces accrochages auraient fait des dizaines de victimes.

Contrôle total ou partiel

Par ailleurs, le Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis d'opposition au régime irakien, a tenu une réunion lundi dans la localité de Chaklawa, à 125km au nord de Kirkouk, pour tenter d'apaiser la situation au Kurdistan irakien.

Le gouvernement irakien a parallèlement pris une mesure d'apaisement et le ministre de l'Intérieur, Ali Hassan Al Majid a affirmé, lundi soir, que des dispositions avaient été prises pour

assurer le retour de 529 familles kurdes dans la province de Kirkouk.

La déclaration de M. Majid est intervenue cinq jours avant la tenue vendredi d'une marche du retour des réfugiés kurdes vers Kirkouk, organisée par le Front du Kurdistan.

Le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés estime à 150.000 le nombre de personnes qui ont fui Kirkouk après l'insurrection kurde en mars dernier.

Ces réfugiés se sont rendus dans les gouvernements kurdes avoisinants, sous contrôle total ou partiel des peshmergas.

Le contrôle politique de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, était apparemment l'enjeu des combats.

La tension, perceptible depuis plusieurs semaines dans la région de Kirkouk, principale ville du Kurdistan et centre pétrolier de l'Irak, restait vive hier. Ces combats se sont déroulés principalement dans les montagnes aux alentours de Kirkouk, à 275km au nord de Bagdad. Ils ont été particulièrement intenses aux abords de la localité de Chamchamal, un « verrou » routier situé à mi-chemin entre Kirkouk et l'agglomération de Souleimaniyeh, 100km plus à

l'est. De nombreux blessés ou tués ont été évacués vers les hôpitaux de ces deux villes.

Les combats dans le nord de l'Irak sont intervenus alors que les négociations entamées il y a plus de quatre mois entre le régime de Saddam Hussein et le Front du Kurdistan - coalition de huit partis kurdes - se trouvent depuis quelques jours au point mort, selon l'opposition kurde.

Or ces négociations, dont la dernière phase connue s'est tenue à Chaklawa (nord), achoppent notamment sur la définition d'un statut pour la ville de Kirkouk. Les deux parties entendent s'approprier le contrôle de ce grand noyau économique irakien. Mais Bagdad ne veut pas l'inclure dans le cadre des accords relatifs à une autonomie du Kurdistan, qui pourraient être conclus ultérieurement.

Hostilité quasi-générale

Le regain de violence dans la partie septentrionale du pays pourrait d'ailleurs compromettre durablement l'issue des négociations entamées après la rébellion kurde qui avait immédiatement suivi la fin de la guerre du Golfe.

C'est la deuxième fois que des heurts sont signalés dans le Kurdistan depuis l'écrasement de la rébellion, en mars, après ceux de juillet près de Souleymanieh.

Outre l'hostilité quasi-viscérale que se vouent soldats irakiens et peshmergas, les combats seraient en partie dus cette fois-ci à la volonté de milliers de réfugiés

kurdes de retourner à Kirkouk.

La semaine dernière, l'un des leaders les plus intransigeants de l'opposition kurde, Jalal Talabani, avait exprimé ses craintes d'une offensive irakienne d'envieure dans le nord de l'Irak.

Les Etats-Unis avaient lancé, en août un sévère avertissement aux autorités irakiennes concernant la situation à Kirkouk, dénonçant la présence aux abords et dans le centre de la ville pétrolière de quelque 700 chars irakiens. Le Front avait alors dénoncé la politique d'arabisation entreprise à Kirkouk par l'administration de Saddam Hussein et l'implantation dans divers quartiers de quelque 2.800 nouvelles familles arabes.

Les armées alliées s'étaient retirées en juillet du nord de l'Irak où elles avaient été déployées trois mois plus tôt pour protéger les réfugiés kurdes, laissant la zone d'environ 10.000km² qu'elles occupaient aux mains des combattants kurdes.

Cette force d'intervention multinationale, dont font partie les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie, a été redéployée sur le territoire turc pour éventuellement opérer de nouveau en Irak. Des missions aériennes sont d'ailleurs effectuées régulièrement dans le ciel irakien.

Mais la proximité des Alliés n'a apparemment pas dissuadé Saddam Hussein, qui ne semble à aucun prix vouloir céder sur le contrôle de Kirkouk, d'en découdre une nouvelle fois avec les combattants kurdes.

Les Kurdes face à Saddam Hussein

Le contrôle politique de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, était apparemment l'enjeu des violents combats qui ont eu lieu ces derniers jours entre les troupes de Saddam Hussein et des combattants kurdes.

La tension, perceptible depuis plusieurs semaines dans la région de Kirkouk, principale ville du Kurdistan et centre pétrolier de l'Irak, restait vive mardi, au lendemain de la confirmation par l'ONU de nouveaux affrontements meurtriers qui ont fait des dizaines de victimes.

Ces combats, qui avaient cessé mardi, se sont déroulés principalement dans les montagnes aux alen-

tours de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad. Ils ont été particulièrement intenses à mi-chemin entre Kirkouk et Souleimaniyeh, 100 km plus à l'est.

De nombreux blessés ou tués ont été évacués vers les hôpitaux de ces deux villes.

NÉGOCIATIONS « AU POINT MORT »

Les combats dans le nord de l'Irak sont intervenus alors que les négociations entamées il y a plus de quatre mois entre le régime de Saddam Hussein et le Front du Kurdistan - coalition de huit partis kur-

des - se trouvent depuis quelques jours « au point mort ».

Ces négociations achoppent notamment sur la définition d'un statut pour la ville de Kirkouk. Les deux parties entendent s'approprier le contrôle de ce grand noyau économique irakien. Mais Bagdad ne veut pas l'inclure dans le cadre d'accords relatifs à une autonomie du Kurdistan, qui pourraient être conclus ultérieurement.

Le regain de violence dans la partie septentrionale du pays pourrait d'ailleurs compromettre durablement l'issue des négociations entamées après la rébellion kurde qui avait immédiatement suivi la fin de la guerre du Golfe.

C'est la deuxième fois que des heurts sont signalés dans le Kurdistan depuis l'écrasement de la rébellion, en mars, après ceux de juillet près de Souleymanieh.

Outre l'hostilité quasi-viscérale que se vouent soldats irakiens et Peshmergas (combattants kurdes), les combats seraient en partie dus

cette fois à la volonté de milliers de réfugiés kurdes de retourner à Kirkouk.

Les armées alliées s'étaient retirées en juillet du nord de l'Irak où elles avaient été déployées trois mois auparavant pour protéger les réfugiés kurdes, laissant la zone d'environ 10 000 km² qu'elles occupaient aux mains des combattants kurdes.

Cette force d'intervention multinationale, dont font partie les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie, a été redéployée sur le territoire turc pour éventuellement opérer de nouveau en Irak. Des missions aériennes sont d'ailleurs effectuées régulièrement dans le ciel irakien.

Mais la proximité des Alliés n'a apparemment pas dissuadé Saddam Hussein, qui ne semble à aucun prix vouloir céder sur le contrôle de Kirkouk, d'en découdre une nouvelle fois avec les combattants kurdes.

IRAK : COMBATS MEURTRIERS AUTOUR DE KIRKOUK

Des accrochages violents se déroulent dans le nord de l'Irak entre les forces de Saddam Hussein et les Kurdes. Des dizaines de victimes.

LE contrôle politique de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, était apparemment l'enjeu des violents combats qui ont eu lieu ces derniers jours entre les troupes de Saddam Hussein et des combattants kurdes. La tension, perceptible depuis plusieurs semaines dans la région de Kirkouk, principale ville du Kurdistan et centre pétrolier de l'Irak, restait vive mardi, au lendemain de la confirmation par l'ONU de nouveaux affrontements meurtriers qui ont fait des dizaines de victimes.

Ces combats, qui avaient cessé mardi, selon des sources diplomatiques à Bagdad, se sont déroulés principalement dans les montagnes aux alentours de Kirkouk, à 275 km au nord de Bagdad. Ils ont été particulièrement intenses à mi-chemin entre Kirkouk et Souleimaniyeh, 100 km plus à l'est.

De nombreux blessés ou tués ont été évacués vers les hôpitaux de ces deux villes.

Les combats dans le nord de l'Irak sont intervenus alors que les négociations entamées il y a plus de quatre mois entre le régime de Saddam Hussein et le Front du Kurdistan — coali-

tion de huit partis kurdes — se trouvent depuis quelques jours « au point mort », selon l'opposition kurde.

Ces négociations achoppent notamment sur la définition d'un statut pour la ville de Kirkouk. Les deux parties entendent s'approprier le contrôle de ce grand noyau économique irakien. Mais Bagdad ne veut pas l'inclure dans le cadre d'accords relatifs à une autonomie du Kurdistan, qui pourraient être conclus ultérieurement.

Le regain de violence dans la partie septentrionale du pays pourrait d'ailleurs compromettre durablement l'issue



Cette photo date de mars 91. A l'époque, de violents combats avaient eu lieu aussi à Kirkouk entre les forces de Bagdad et les Kurdes. (Photo archive AFP)

des négociations entamées après la rébellion kurde qui avait immédiatement suivi la fin de la guerre du Golfe.

C'est la deuxième fois que des heurts sont signalés dans le Kurdistan depuis l'écrasement

de la rébellion, en mars, après ceux de juillet près de Souleimanieh.

Hostilité quasi-viscérale

Outre l'hostilité qua-

si-viscérale que se vouent soldats irakiens et Peshmergas (combattants kurdes), les combats seraient en partie dus cette fois à la volonté de milliers de réfugiés kurdes de retourner à Kirkouk.

Les armées alliées s'étaient retirées en juillet du nord de l'Irak où elles avaient été déployées trois mois auparavant pour protéger les réfugiés kurdes, laissant la zone d'environ 10.000 km² qu'elles occupent aux mains des combattants kurdes.

Cette force d'intervention multinationale, dont font partie les Etats-Unis, le Royaume Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie, a été redéployée sur le territoire turc pour éventuellement opérer de nouveau en Irak.

Des missions aériennes sont d'ailleurs effectuées régulièrement dans le ciel irakien.

Mais la proximité des Alliés n'a apparemment pas dissuadé Saddam Hussein, qui ne semble à aucun prix vouloir céder sur le contrôle de Kirkouk, d'en découdre une nouvelle fois avec les combattants kurdes.

L'armée irakienne s'en prend aux réfugiés

SADDAM FRAPPE AU KURDISTAN

De très violents combats se sont déroulés au nord de Kirkouk. La marche du retour de centaines de milliers de Kurdes stoppée par les soldats de Bagdad

DE très violents combats se sont déroulés ces derniers jours dans le Kurdistan d'Irak entre forces armées irakiennes et peshmergas kurdes, faisant des dizaines de victimes, selon les informations communiquées par les observateurs de l'ONU présents dans cette région. A l'origine des combats, selon le délégué des Nations unies pour les questions humanitaires dans le Golfe, Sadrudine Aga Khan, la volonté de centaines de milliers de réfugiés kurdes qui campent dans les montagnes du nord du Kurdistan depuis des mois de rentrer chez eux avant l'arrivée de l'hiver.

Toujours selon l'ONU, ces réfugiés se seraient heurtés à l'armée de Saddam Hussein alors qu'ils progressaient vers la ville de Kirkouk (275 kilomètres au nord de Bagdad) et il y aurait eu des dizaines de victimes. Les combats ont été particulièrement intenses aux abords de la localité de Chamchamal, un « verrou » routier situé à mi-chemin entre Kirkouk et l'agglomération de Souleimaniya, 100 kilomètres plus à l'est. De nombreux blessés ou tués ont été évacués vers les hôpitaux de ces deux villes.

Étrange coïncidence : le gouvernement irakien a interdit, dimanche, aux observateurs de l'ONU d'utiliser leurs hélicoptères au-dessus de son territoire. Il a en outre publié, hier, un communiqué qui, tout en prétendant démentir les combats, les confirme totalement : selon le ministre irakien de l'Information, « les forces de l'ordre ont accompli leur devoir en ripostant à des éléments subversifs manipulés par des forces étrangères qui s'attaquaient à leurs centres. Cela s'est terminé dimanche soir ». Bagdad, qui cherche visiblement à minimiser la gravité des incidents, ajoute qu'il met tout en œuvre pour que « 529 familles de réfugiés puissent retourner à Kirkouk ».

On est loin du compte quand on sait qu'au total 150.000 habitants de cette ville ont été chassés par les massacres et les bombardements d'avril. Ils campent dans les montagnes au nord du Kurdistan avec les centaines de milliers de réfugiés (on avance le chiffre de 800.000) venus des autres villes et villages détruits par les armées de Saddam

Hussein. Ils y bénéficiaient d'une relative protection de l'ONU et d'aides internationales, en attendant la signature, toujours promise et jamais réalisée, d'un accord donnant un statut d'autonomie au Kurdistan et une certaine sécurité à ses habitants.

Or, les négociations engagées depuis avril par deux des principaux dirigeants kurdes, Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan) et Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan), avec Saddam Hussein n'ont abouti qu'à un texte jugé inacceptable par la majorité des partis du Front du Kurdistan. Cet accord prévoyait une autonomie limitée pour un Kurdistan réduit à une zone d'où étaient exclues des villes comme Kirkouk (ville pétrolière), Sinjar et Khanakin, la nomination des gouverneurs des provinces kurdes restant du ressort du président de la République d'Irak et les Kurdes devant rendre toutes leurs armes et leur matériel militaire.

Devant le blocage de la situation, les

réfugiés s'impatientaient de plus en plus. Ils avaient organisé, ces derniers jours, des manifestations devant les centres de secours de l'ONU réclamant que l'organisation internationale les aide à rentrer chez eux avant l'hiver et de manière à ce que leurs enfants puissent rentrer en classe. Ils s'inquiétaient en outre des informations selon lesquelles Saddam Hussein profitait de la désertion des villes kurdes pour accélérer l'arabisation en faisant venir des familles non kurdes, notamment à Kirkouk.

Face à ces menaces accumulées, le Front du Kurdistan avait décidé d'organiser, vendredi, « une marche du retour » des réfugiés des régions d'Arbil, Souleimaniya et Kirkouk. C'est cette marche qui s'est heurtée à l'armée irakienne. Hier, les combats semblaient avoir cessé, mais une très vive tension persistait dans la région de Kirkouk et le problème des réfugiés restait entier.

Françoise Germain-Robin

LIBERATION 11 septembre 1991

Kurdistan : Bagdad joue l'apaisement

Les combats entre forces irakiennes et peshmergas avaient apparemment cessé lundi soir à Kirkouk.

Kurdes et Irakiens tentent de ramener le calme, après plusieurs jours de combats autour de Kirkouk. Le ministre de l'Intérieur a pris lundi soir une mesure d'apaisement en annonçant que des dispositions avaient été prises pour permettre le retour de 529 familles kurdes dans la cité pétrolière. Au même moment, le Front du Kurdistan se réunissait pour essayer d'apaiser la situation. Les affrontements, qui auraient fait des dizaines de victimes, selon un responsable de l'ONU à Bagdad, ont apparemment cessé lundi soir. Mais les combattants des deux camps continuent d'occuper les routes.

Bagdad cherche à minimiser la gravité des incidents, en affirmant que l'ONU en avait exagéré la portée en parlant lundi de « violents combats ». « Il est du devoir des forces de l'ordre de riposter aux attaques menées par des éléments subversifs manipulés par des forces étrangères », a déclaré le ministre de l'Information.

En dénonçant l'action d'« éléments étrangers », les autorités baassistes veulent éviter de couper définitivement les ponts avec les chefs peshmergas. Elles réaffirment leur volonté de

« poursuivre le dialogue avec le Front du Kurdistan ». Mais les négociations, engagées en avril, sont actuellement dans l'impasse. La délégation kurde a quitté Bagdad fin août sur un constat d'échec.

Les pourparlers butent toujours sur le tracé de la future région autonome. Les peshmergas exigent que Kirkouk fasse partie du Kurdistan. D'où la détermination de Bagdad à chasser de la ville ses derniers habitants kurdes. Majoritaires en 1957, ils ne représentaient plus que 20 % de la population avant la guerre. Les expulsions se sont poursuivies depuis avril.

Ce sont certaines de ces familles exilées dans les montagnes, qui auraient déclenché les hostilités en tentant de regagner leurs domiciles, avant l'hiver. Le Front du Kurdistan s'appretait à organiser une « marche du retour ». Tout comme en juin à Souleimaniyah et Erbil, ce sont les soldats de l'UPK, qui ont, une fois de plus, croisé le fer avec les Irakiens. Le parti de Jalal Talabani semble déterminé à imposer l'autonomie du Kurdistan sur le terrain.

D'après AFP et Reuter

L'HUMANITE
11 septembre 1991

LA CROIX 11 septembre 1991

Irak Des combats se déroulent depuis trois jours au cœur de la région pétrolière que Bagdad et les Kurdes se disputent depuis quatre mois sur le papier

BRAS DE FER POUR KIRKOUK

L'ONU a annoncé lundi soir que des combats se déroulent depuis trois jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et combattants kurdes. Des dizaines de victimes seraient déjà tombées.

Concentrés dans la région de Kirkouk (voir carte), les accrochages sont dus en partie, selon les Nations Unies, à la volonté des réfugiés kurdes de retourner dans l'agglomération avant l'hiver. Les affrontements sont particulièrement violents à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk et Souleimaniyeh. A Paris, un représentant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des huit formations d'opposition au régime de Bagdad réunies au sein du Front uni du Kurdistan, localise d'autres combats dans la ville de Taqtaq, dans la grande banlieue de Kirkouk.

Depuis trois semaines, le pou-

voir irakien et la résistance kurde avaient acheminé d'importants renforts en hommes et en matériel vers Kirkouk, dont la région riche en pétrole est l'enjeu de difficiles négociations entre Bagdad et le Front du Kurdistan, qui tentent depuis quatre mois d'élaborer un nouveau statut d'autonomie du Kurdistan.

Arabisation

Selon la résistance, l'armée irakienne aurait massé à la mi-août cinq divisions autour de la ville. Elles seraient sous le commandement direct d'Ali Hassan al-Majid, le ministre de l'intérieur, responsable de la répression contre les Kurdes en 1988, marquée par le gavage du village d'Halabja.

Les forces de Bagdad auraient également accéléré la politique d'arabisation de la population en empêchant le retour

des habitants d'origine kurde ou turkmène et en favorisant l'implantation de familles arabes.

De leur côté, les partis kurdes mènent une action continue depuis plusieurs mois pour maîtriser tous les rouages de l'administration dans les régions qu'ils contrôlent au nord et à l'est du pays. Leurs fonctionnaires lèvent l'impôt, vérifient l'entrée des véhicules et des marchandises aux frontières avec l'Irak et la Turquie, assurent la circulation dans les rues... Une « frontière » de moins en moins discrète est établie entre le « Kurdistan libéré » et le reste du pays. Kirkouk est en dehors de leur zone.

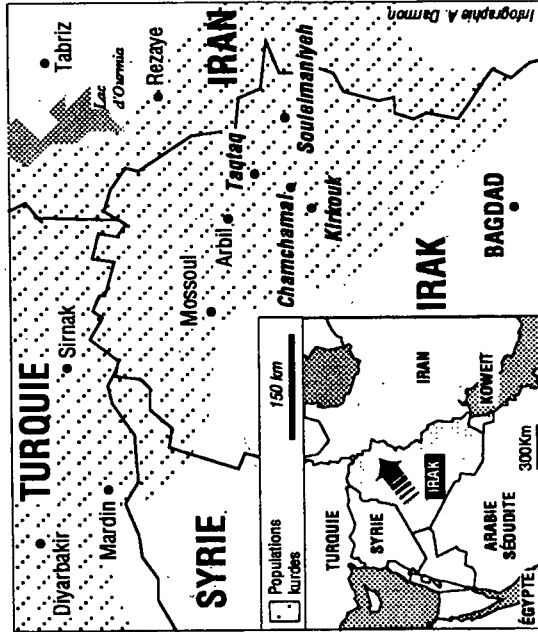
Le retour des réfugiés kurdes ayant fui leur domicile en mars-avril dernier, lors de l'offensive irakienne qui provoqua l'exode de deux millions de personnes et l'intervention des forces occidentales, représente dans ce cadre un enjeu décisif pour Bag-

pour les réfugiés avait estimé le nombre des réfugiés ayant fui Kirkouk à 150 000 personnes, pour la plupart des habitants du quartier kurde de la ville, rasés par les troupes de Bagdad en avril.

Le bras de fer entre Bagdad et les Peshmergasse déroule simultanément sur le tapis vert des négociations. Il y a quinze jours, les dirigeants du Front du Kurdistan ont scruté le texte d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan irakien, négocié en juillet entre leurs émissaires et Bagdad. Après une semaine de discussions, ils ont rejeté le dessin des frontières qui y était proposé et qui excluait les régions pétrolières entourant les localités de Kirkouk, Sinjar, et Khanaqin.

La résistance a envoyé fin août un message à Saddam Hussein exigeant une modification du tracé. La réponse se faisant attendre, les armes se sont réveillées.

Jean-Christophe PLOQUIN



Unies soient assurée dans la ville.

Le Front du Kurdistan a appelé les réfugiés à organiser vendredi prochain « une marche du retour » vers Kirkouk en dépit des barrages de l'armée régulière irakienne. Le Haut-Commissariat des Nations Unies

comme pour la résistance. Celle-ci a attiré des manifestations près des centres de l'ONU, notamment celui de Souleimaniyeh, demandant que soient organisés des convois de rapatriement vers Kirkouk, la reouverture des écoles, et qu'une présence des Nations Unies

SOCIÉTÉ

Kurdes : les dossiers à la préfecture

Depuis lundi, les dossiers des vingt-cinq Kurdes qui ont observé une grève de la faim cet été, sont examinés à la préfecture. A la clé, peut-être, le statut de réfugié politique.

DEUX mois jour pour jour après le début de la grève de la faim de vingt-cinq Kurdes d'origine turque, le Comité de soutien et de vigilance a fait un premier bilan. On se souvient que les grévistes de la faim, qui s'étaient installés dans l'église Saint-Pierre, le 13 juillet dernier, réclamaient le statut de réfugiés politiques refusé jusqu'à présent par l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Les vingt-cinq Kurdes ont tenu vingt-six jours. Assistés par un Comité de soutien et de vigilance, les grévistes de la faim ont obtenu, début août, satisfaction de leur revendication, de la part de la préfecture. Le délai d'expulsion est repoussé jusqu'au 30 novembre et chaque dossier sera examiné. En revanche, les autorités préfectorales refusent le droit au travail.

Suivi médical constant

Hier, Annick Lémée, responsable du Comité, a fait le point lors d'une conférence de presse. Au niveau de leurs états physiques, les grévistes souffrent encore de quelques séquelles (maux de tête, problèmes de dents...) mais le suivi médical est constant.

Concernant l'examen des dossiers, un premier Kurde a été reçu lundi par Jean-François Pagès, le secrétaire général de la préfecture. « Nous devons présenter des dossiers très complets », explique Annick Lémée. « Dates d'arrestation, noms d'amis ou adresses, tout sera vérifié ». La procédure



Le Comité de soutien s'attend à un examen minutieux des dossiers

engagée reste souple, puisque chaque réfugié peut avoir droit à un second rendez-vous.

Les entrevues sont programmées jusqu'au 21 octobre et les réponses pour l'obtention du sta-

tut de réfugié politique se feront au fur et à mesure.

D'ores et déjà, tous les cas ne relevant pas de raisons humanitaires (famille en France par exemple) seront examinés par le ministre de l'intérieur.

Conscient de la difficulté, le Comité de soutien espère rassembler le maximum d'informations sur les grévistes et leur entourage.

Promesses d'embauche, feuilles de paie : tout est bon pour peser dans la balance. Un dernier argu-

ment pourrait être mis en valeur : le fait d'avoir mené une grève de la faim en France aggrave, selon le Comité, la situation de ces Kurdes auprès des autorités turques.

E. PORTE

NORD-MATIN 12 septembre 1991

LE MONDE 12 septembre 1991

IRAK : fin des affrontements dans le nord du pays

Le PDK de M. Barzani met en cause l'action d' « opportunistes » kurdes

Les combats entre les forces gouvernementales irakiennes et les Kurdes ont cessé dans le nord de l'Irak, mais une vive tension persiste entre les belligérants. Le Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis d'opposition au régime irakien, a pour sa part tenu une réunion lundi dans la localité de Chaklawa pour tenter d'apaiser la situation au Kurdistan irakien et de régler certaines divergences apparues en son sein à propos de ces incidents.

C'est ainsi que le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), M. Massoud Barzani a démenti mardi 10 septembre toute implication de son organisation dans les derniers affrontements survenus dans le nord de l'Irak et mis en cause « des opportunistes » qui, selon lui, « ont tiré avantage de la situation pour provoquer la panique, le chaos et des pillages » dans le district de Koi Sanjak, au nord de Kirkouk.

« Nous n'avons rien à voir avec ces incidents regrettables (...) que nous ne cautionnerons pas », a-t-il

affirmé. « Ce n'est pas la politique du PDK, pas plus que celle du Front du Kurdistan (dont le PDK est une composante), d'aggraver la tension qui règne actuellement dans la région et au-delà. Nous faisons notre possible avec nos partenaires du Front pour mettre fin rapidement à cette évolution attristante des choses », conclut-il, dans un communiqué publié à Londres, qui semble être dirigé contre l'UPK de M. Jalal Talabani.

Un porte-parole du PDK à Londres, M. Burhan Jof, a souhaité que tous les mouvements kurdes aient une « stratégie unie ». « Nous n'essayons pas de combattre, nous voulons donner une chance à la paix », a-t-il ajouté.

De son côté, Bagdad a minimisé la portée des incidents et a regretté que « Sadruddine Agha Khan, qui opère en Irak conformément à un accord avec le gouvernement, propage des informations sur ce genre d'incidents et en exagère la portée, en se basant sur des sources malveillantes ». (AFP-Reuter-AP.)

Seize morts dans les combats entre Kurdes et armée irakienne

Douze civils et quatre combattants kurdes ont été tués lors des affrontements entre l'armée irakienne et les groupes kurdes dans la ville pétrolière de Kirkouk depuis le 7 septembre.

Ces combats auraient fait également 85 blessés côté kurde, 70 civils et 15 peshmerga, aucune précision n'ayant été fournie sur le nombre de morts et blessés éventuels dans les rangs des forces régulières irakiennes.

Une source diplomatique à Bagdad avait fait état lundi de plusieurs dizaines de victimes tuées ou blessées.

Les affrontements ont commencé quand les soldats de Saddam Hussein ont tiré sur des Kurdes, résidents de Kirkouk, qui rentraient du nord de l'Irak.

Ces habitants avaient dû quitter leur ville début avril lors de la contre-offensive de l'armée irakienne après l'échec de la rébellion kurde de mars qui avait suivi la guerre du Golfe.

Les soldats irakiens ont ouvert le feu avec des armes lourdes et automatiques, et des chars ont participé à cette opération. Les peshmerga, combattants kurdes, sont intervenus dans la nuit de dimanche à lundi et auraient neutralisé la majorité des soldats des 848^e et 827^e régiments de l'armée irakienne.

International Herald Tribune september 12, 1991

Saddam Keeps Cheating

Saddam Hussein would like to be free of international economic sanctions, but he is not willing to meet the world's stated terms for lifting them: full compliance with the final United Nations cease-fire resolution. Instead, the Iraqi dictator has tried to con world opinion by manipulating the hunger of millions of innocent Iraqi civilians. The Security Council is obliged to address this very real human need. But it is also obliged to insist that Baghdad comply with the cease-fire resolution's arms control requirements and stop intimidating neighboring states and domestic dissidents.

Last month the council attempted to deal honorably with the food problem. The original sanctions did not prohibit Iraq from purchasing necessary food, but by cutting off most Iraqi exports the sanctions limited the money available to Iraq for food purchases. So on Aug. 15 the council authorized Baghdad to sell, under supervision, \$1.6 billion worth of oil from its pipeline in Turkey. The proceeds would be deposited in a UN-controlled account. These revenues would then be used for approved food purchases and to meet Iraq's obligations to pay for war damages.

But so far no oil has been sold. Baghdad refuses to go along with the council's plan, which it denounces as an unacceptable infringement of its sovereignty. It demands the right to sell more oil and control the proceeds more directly. Such stubbornness keeps the threat of mass hunger alive.

Now the Security Council is being asked to consider a report based on recommendations from Sadruddin Aga Khan, the secre-

tary-general's main representative in Iraq. The report suggests increasing authorized oil sales by more than half, to \$2.5 billion. It also suggests methods of UN supervision that Baghdad might regard as less threatening to its sovereignty. The motivation is humanitarian, but the report's approach would do far more harm than good.

It would ease the pressure on Iraq to comply with cease-fire obligations it continues to evade, like full disclosure of its weapons facilities. It would increase the danger of covert rearmament by letting more money, with fewer controls, pass through Baghdad's hands. And it would reward Iraq's manipulative tactics in a way likely to encourage fresh campaigns to weaken remaining sanctions.

There are better ways to feed starving Iraqis. Instead of indulging Iraq's demands for prematurely restoring full sovereignty, the United Nations could mount its own humanitarian relief operation, paid for out of frozen Iraqi funds abroad, or billed against future Iraqi oil revenues. If Baghdad refused to let UN relief workers enter its territory, it would fully bear the blame for any resulting suffering.

It is unfortunate that the world lacks effective ways to stop Saddam from victimizing his own people. But it has, at some cost in blood and treasure, imposed a set of requirements designed to keep him from ever again victimizing other countries. Undermining those requirements now in response to Iraqi intransigence would be an unforgivable mistake.

— THE NEW YORK TIMES.

«Contre la dictature en Turquie» Une cinquantaine de Kurdes manifestent

A l'appel de quelques organisations turques d'extrême-gauche, une cinquantaine de Kurdes ont manifesté hier soir, du côté de la place du Commerce à Nantes. L'occasion leur en était donnée avec le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire dans leur pays. « Ces années restent gravées dans la mémoire des peuples de Turquie et du Kurdistan comme une période d'exploitation effrénée, de massacres, de tortures et de répression », commente Khamal, l'un des responsables marxistes-léninistes. Un régime appelé à disparaître tôt ou tard : « La peur s'installe au ventre du pouvoir en place, explique un autre dirigeant. Il devient plus agressif. Mais en vain. Personne ne pourra nous arrêter. »

Malgré la sono et les deux banderoles dénonçant « la dictature fasciste », la manif n'a guère eu d'impact sur les badauds. D'ailleurs les manifestants ne s'y sont pas trompés. Après un rapide tour de la place Royale, ils sont retournés à leur point de départ visiblement décus par la tournure des événements. « Le combat continue », conclut Khamal. Mais dans l'ombre cette fois.

QUEST FRANCE 13 septembre 1991

SOLIDARITE

Retour de mission

Huit Gapençais et leur aumônier reviennent d'une opération humanitaire au Proche-Orient

Les événements du Koweït nous paraissent déjà bien lointains. L'actualité ne s'attarde pas à savoir comment se pensent les plaies et les cœurs après ces déluges de drames et de larmes qui font partie de l'histoire. Et pourtant le 2 Aout 90, le jour où les forces irakiennes envahissent le Koweït, ne remonte pas à la nuit des temps. Le 17 Janvier, alors que le monde entier frémissait, débute l'offensive aérienne alliée contre l'Irak, suivie par l'offensive terrestre du 24 au 28 Février.

Et dès le 7 Mars, et pendant un mois, c'est tout un peuple qui se soulève ou qui fuit le Kurdistan irakien pour échapper à la répression gouvernementale. 1.500.000 d'entre eux se réfugient en Iran, 500.000 autres sont bloqués à la frontière turco-irakienne par l'armée turque.

C'est pourquoi, le 5 Avril dernier, face à la situation dramatique de ces réfugiés, le conseil de sécurité adopte la résolution 688, et que deux jours après, les premiers éléments français air et terre arrivent en Turquie.

Le 13 mai « l'opération libage », essentiellement une division de parachutage, envoie 2.250 français pour participer aux actions d'aide humanitaire, afin de promouvoir le retour des réfugiés en Irak.

■ Les gapençais volontaires

Gap n'a pas manqué de participer à cette aide humanitaire, puisque militaires, sous la responsabilité du Lieutenant-colonel Bertrand Binendick, se sont portés volontaires pour cette coopération interalliée.

L'aumônier gapençais, Claude-Charles Minomato, qui officie non seulement au 4^e R.C, mais au 159^e R.I.A de Briançon, ainsi qu'à la caserne de Barcelonnette et celle des gendarmes de Gap, est parti les rejoindre lui, le 21 Mai.



Le lieutenant-colonel Binendick en contact avec les réfugiés kurdes

Toute cette division alpine a fourni le personnel de l'Etat Major tactique qui commandait les troupes dans le secteur français en Irak.

Dans un premier temps, l'opération Libage consistait à aéro-lancer de la nourriture et du matériel à la frontière irako-turque. Puis, tout en assurant la sécurité des réfugiés, les militaires ont activé un relais humanitaire chargé de reconforter, de secourir, de soigner, d'établir des bases de transit et d'accueillir d'Incirlik et d'Iskenderun. Et enfin, ils ont pris la responsabilité d'un secteur humanitaire à l'est de

la zone alliée et y ont installé un 2^e relais. A cet effet, a été déployé un hôpital militaire de campagne, chose qui n'avait plus été faite depuis 1945 pour les Français.

Les militaires sont donc venus en aide à des milliers de personnes poussées à l'exode vers la frontière irako-turque après un départ précipité. Entre 350.000 et 750.000. Il a été impossible de déchiffrer exactement leur nombre. Ils se sont perchés sur des crêtes impraticables au bord des falaises, avec des conditions météorologiques très difficiles, et dans des conditions de vie

épouvantable. (manque d'eau, de vivres, de conditions sanitaires décentes, manque d'abris et de soins médicaux).

Avec les interventions humanitaires, les réfugiés ont pu se réinstaller dans les plaines, l'eau et l'électricité a été remise en place, les écoles et les dispensaires ont réouvert.

Libage a été non seulement une aventure militaire, logistique, mais diplomatique, politique et surtout humanitaire.

Agnès BRAISAZ

Prison ferme pour aide aux Kurdes COTMEC révoltée

«Nous ne pouvons nous taire face à une telle condamnation»: par la voie d'un communiqué de presse, la Commission tiers-monde de l'Eglise catholique exprime son indignation suite à la condamnation d'une femme ayant soutenu les «Kurdes d'Obwald».

On se souvient que l'hiver dernier un groupe de demandeurs d'asile kurdes avait été refoulé en Turquie après une période de clandestinité. Un tribunal de première instance a récemment condamné une femme à cinq semaines de prison ferme et 2000 francs d'amende pour avoir fait obstacle, dans le cadre d'un groupe de soutien obwaldien à la décision des autorités fédérales (voir notre édition du 26 août dernier).

Après la Coordination asile suisse qui a révélé l'affaire, la COTMEC ma-

nifeste sa «consternation, sa surprise et sa révolte» contre une décision qu'elle juge arbitraire: «Nous ne pouvons accepter qu'une femme seule paie pour un mouvement de solidarité avec les réfugiés qui mobilise de larges secteurs de la population». D'autant que la peine requise est, selon la COTMEC, totalement démesurée. «Nous ne pouvons tolérer qu'une peine aussi grave soit infligée pour des actes de résistance pacifiques contre la politique d'asile actuelle, alors que des attaques violentes, à caractère raciste, contre des requérants d'asile sont traités avec une clémence déroutante».

C'est l'occasion pour la commission catholique de réaffirmer haut et fort son attachement au droit d'exprimer un désaccord face à des ordres ou décisions considérés comme fondamentalement injustes: «Plus que jamais, nous en appelons à la dissidence sans violence si nous estimons que le caractère sacré de la dignité humaine n'est pas respecté, car, sans cela, la démocratie est elle-même vidée de son sens».

M.Gn

International Herald Tribune September 13, 1991

Use Force, Make It Clear : Saddam, Keep Your Word

By William Safire

WASHINGTON — Trust is a fragile but valuable asset in the conduct of foreign policy. The degree to which the nearly free and the newly freed trust the word and the will of the United States directly affects the decisions they make about their own freedom.

Consider the Kurds.

Early this year, after encouraging the valiant tribespeople to rise in revolt and help rid the world of Saddam Hussein, George Bush promptly abandoned them to helicopter gunship slaughter.

When the revulsion of America's television viewers got through to the cool geostrategists in the White House, the policy was hastily changed: The allies drew a safety line behind which the Kurdish people would be guaranteed safety.

Before the snapping of the world's attention span, that's where we left them: returning cautiously to their villages. The Kurds were faced with a dilemma.

One horn was to do business with Saddam, taking advantage of his weakened military condition to get what autonomy could be negotiated — but placing faith in a killer's agreements, disheartening other dissidents in Iraq and helping him gain legitimacy in the Gulf.

The dilemma's other horn was to hang tough behind the parallel of protection, to agitate for the return of the oil center of

Kirkuk to Kurdish control, and to join with Shiites to add to the pressure to overthrow the Sunni elite — but maybe to miss a rare chance to improve prospects for some autonomy in Iraqi Kurdistan.

The Kurds split. One group, led by Massoud Barzani, "Mr. Inside," the surviving son of the legendary resistance leader, wants to sign an agreement with Saddam Hussein now; Mr. Barzani remembers the American sellout of his father's cause, and does not trust the world to long honor today's protection.

The other group, led by Jalal Talabani, "Mr. Outside," a longtime diplomat, wants to reject the offer that falls far short of Kurdish hopes and to insist on Kirkuk (Kurdistan's Jerusalem); he puts more faith in the moral staying power of the rest of the world.

Sensing weakness, Saddam has begun again to test American resolve, shelling some villages, and probing above the protection line with killer-choppers. It is working for the Iraqi dictator. Americans in Turkey are putting out word that these skirmishes are not Saddam's fault, but were provoked by Talabani forces opposed to appeasement; Mr. Barzani mutters about looting by "opportunist" Kurds.

I like Mr. Barzani, and think he is wrong; I don't know Mr. Talabani, and think he is right. This is causing some

jangling inside my head. (Democrats with shortcomings are far better than authoritarians with saving graces.)

The central point dividing the Kurds is trust. Nobody trusts Baghdad, of course, but the difference is trust in the West. Will America keep the pressure on Saddam, even after he achieves new capacity for mass destruction?

When visiting Turkey this summer, President Bush turned down a suggestion to see the Iraqi Kurdish leaders, a signal that Mr. Bush was still hung up on fears of "disintegration" of Iraq. Small wonder his word is distrusted by many Kurds, who see themselves forced to deal with the devil they know.

How to break out of the dilemma? Invite both Mr. Barzani and Mr. Talabani to Washington. Assure them publicly that their people are safe where they are, that we no longer close our eyes to genocide, and that the Republican Guard will be bombed if Iraq breaks the cease-fire agreement.

That would not only unify the Kurdish leaders in a hurry against a premature deal, but would up the pressure on Saddam Hussein, whose contemptuous smile will otherwise haunt the coming Bush campaign.

The New York Times.

Temoignage Chretien 14 septembre 1991

LES KURDES EN IRAK

« NOUS SOMMES ICI CHEZ NOUS »

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

De violents affrontements, faisant des dizaines de victimes, ont repris ces derniers jours entre l'armée de Saddam Hussein et des combattants kurdes près de la cité pétrolière de Kirkouk. Le statut de cette ville, âprement disputé entre les deux parties, n'a toujours pas été réglé alors que les Kurdes contrôlent 80 % du Kurdistan irakien. L'acheminement de nombreux renforts

en provenance de Bagdad vers cette région et la volonté des réfugiés de réintégrer la ville avant l'hiver sont sans doute à l'origine de cette nouvelle flambée de violence. Michel Verrier, notre envoyé spécial, qui se trouvait au Kurdistan irakien durant le mois d'août, rend compte ici de la situation à la veille des récents combats.

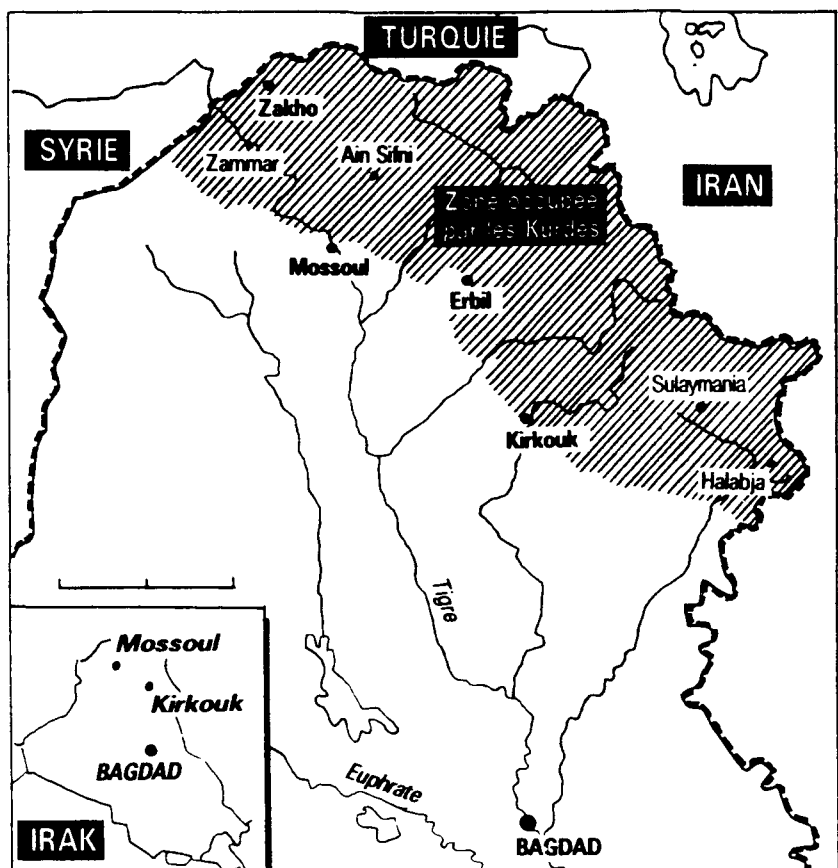
Halabja est libre depuis l'insurrection de mars 1991. Halabja revit et enterre ses morts. Osman Mohamed, tailleur, ne porte plus son costume noir au pantalon bouffant. Il a quitté le deuil en retrouvant sa ville. Quinze membres de sa famille ont été tués par les bombardements chimiques, le 17 mars 1988. En voyage à Bagdad ce jour là, il a découvert leurs corps dans la cave et l'escalier, en rentrant chez lui. Il a eu juste le temps de fuir en Iran avec Baktiar et Bakri, ses deux fils rescapés.

Dans la petite cour ensoleillée, dort dans un coin d'ombre Saez, six mois, la fille de Baktiar. Son frère Nézar, deux ans, joue à côté du berceau. Baktiar s'est remarié après la mort de sa première femme et de ses trois enfants sous les bombes. « Je ne repartirai jamais », dit Osman Mohamed.

« Des fleurs sur les tombes »

Halabja est détruite aux trois quarts. 5 000 hommes, femmes, enfants sont morts. Les rescapés finissent tout juste de nettoyer les caves et d'ensevelir les corps, trois ans après le drame et cinq mois après les premiers retours dans la ville. Aftaw, femme brune aux grands yeux clairs, entourée de ses trois filles vêtues de robes aux couleurs éclatantes, s'est mise à pleurer, doucement. « Tous les matins, dit-elle, je vais poser quelques fleurs sur les tombes. Puis je passe dans la maison voisine où est mort mon père ».

Toutes les familles racontent le même drame et affirment d'une même voix : « Nous resterons ici, nous ne repartirons plus jamais. Nous voulons mourir sur place. » Ils ont retrouvé leur terre. « Nous sommes ici chez nous et personne ne nous en chassera plus », assurent Mohamed Ahmad et Saladin Ahmad, 17 ans, la Kalachnikov sur l'épaule.



Les habitants d'Halabja veulent reconstruire l'école, avant tout. Des enfants jouent au billard et au football de table sur une petite place ensoleillée. À côté du restaurant où l'on mange un plat traditionnel — riz, viande, sauce aux épices, le tout arrosé d'un yaourt dilué dans l'eau glacée — de jeunes vendeurs de tomates font le compte de leurs affaires, des brochettes fument sur un grill.

À la mosquée, des hommes s'attroupent autour de nous. Ils veulent témoigner. En 1988, pendant l'été, des centaines de milliers de Kurdes auraient été déplacés de la région de Karatak. Les

hommes ont été séparés des femmes. De nombreux enfants, transportés à 300 kilomètres au Sud de Bagdad à Nogra Sollman. Chaque jour la faim et le soleil faisaient cinquante victimes. 100 000 personnes déplacées seraient mortes à la frontière entre l'Irak et l'Arabie saoudite. Seuls les vieux, hommes et femmes sont revenus. On ne sait pas ce que sont devenues les jeunes filles. Elles auraient été vendues au Koweït et en Arabie saoudite. Yadgar, Kader et ceux qui les entourent n'hésitent pas à m'assurer « sur leur nom » de la véracité de ces faits.

Nous reprenons la route de Sulayma-

nia en fin d'après midi. Saïd Sadiq, Sirwan, deux grosses bourgades de plusieurs milliers d'habitants ont elles aussi été détruites en 1988. Ce sont aujourd'hui des tas de pierres en zone libre. Penjuin, Khaladitza : deux villes de cent mille habitants de la région ont été démolies à la dynamite. Quartier par quartier, bloc par bloc, maison par maison. Les familles habitent dans les ruines.

A trente kilomètres d'Halabja, nous retrouvons les uniformes de l'armée irakienne. Les soldats contrôlent la route de Sulaymania, aux côtés des *peshmergas* (combattants kurdes). Présence symbolique. Les camps militaires, les châteaux-forts (des prisons réservées aux Kurdes), les postes de contrôle, les campements retranchés, se succèdent presque tous les kilomètres. Amochés : bâtiments éclatés, camions militaires aux châssis tordus... La bataille opposant l'armée et les *peshmergas* en mars a été dure.

La ville des *peshmergas*

Sulaymania est aujourd'hui totalement libre. Le dernier contrôle irakien s'efface et laisse la place aux *peshmergas*, avant les premiers faubourgs de la ville, pratiquement intacte. Un autre monde que celui d'Halabja. Une débâche de maisons et d'immeubles élégants, des voies rapides et des autoroutes où les voitures défilent. Plus d'un million d'habitants, m'assure Hushyir. Sulaymania est la ville des *peshmergas*. Les montagnes qui l'entourent n'ont jamais cessé d'être leur refuge. Les hauteurs de l'Azmer les accueillent et les abritent.

La libération de Sulaymania a connu trois batailles. La première en mars lors du soulèvement, insurrection spontanée, populaire. Les portes de la petite prison avaient déjà été ouvertes lorsque les *peshmergas* descendus des montagnes ont concentré leurs forces sur les bâtiments du Baas, le parti de Saddam Hussein, défendus par les berets noirs. Ceux-ci ont été abattus les uns après les autres, après six heures de siège, lorsqu'ils ont tenté de sortir de leurs retranchements.

A l'intérieur du bâtiment, des cellules collectives, où s'entassaient des centaines d'hommes et de femmes, côtoient la salle de torture aux murs tapissés de circuits électriques et de plaques d'aluminium. Un véritable gril. La chambre de pendaison a toujours ses trois hamacs, une corde et une chaise en dessous.

Sulaymania a été libre quinze jours. Puis l'offensive de l'armée qui venait d'écraser la rébellion dans le sud a semé la panique et déclenché la fuite des Kurdes dans les montagnes. La moitié des *peshmergas* a accompagné les familles, pour les protéger, l'autre moitié a regagné les sommets de l'Azmer, bloquant le mouvement des soldats de Saddam Hussein. Cette résistance, sou-

vent ignorée par les médias occidentaux, explique, au passage, le contrôle du Front sur 80 % du Kurdistan environ, aujourd'hui. La ville de Kirkük seule, lui, échappe toujours.

La déroute des troupes irakiennes

Les *peshmergas* de Sulaymania ont repris l'offensive le premier avril. Attaquant l'armée toutes les nuits après minuit. Les combats ont duré vingt-deux jours. Les combattants kurdes ont progressivement pris l'avantage. Lors du cessez-le-feu signé par le Front du Kurdistan et le gouvernement de Bagdad, le Front contrôlait la ville, à égalité avec l'armée.

La troisième bataille s'est conclue au mois de juillet par une véritable déroute des troupes irakiennes. La population n'a pas supporté les contrôles militaires renforcés, les pierres ont volé, l'affrontement a été immédiat, les combattants kurdes ont pris l'offensive, soutenus par la population. « *Après dix ans de guerre, l'armée est fatiguée*, m'explique un jeune officier irakien venu chercher un laissez-passer à l'Etat-major des *peshmergas*. *Les soldats ne veulent plus se battre avec les Kurdes* ».

A 18 heures, les rues ombragées du centre de Sulaymania grouillent de monde. Les magasins du bazar sont pleins. La frontière ouverte avec l'Iran permet de se procurer à peu près tout : appareils photos, vidéos, meubles, vêtements, chaussures, tissus de toutes les couleurs.

Il y a aussi de quoi manger : riz, viande, farine, pain... Les légumes viennent des environs de Sulaymania, les œufs sont fournis par l'Iran. Mais tout est hors de prix. Le kilo de riz est passé d'un demi-dinar à six, la boîte de lait

Michel Verrier



Dans une rue d'Halabja
Reorganiser la vie civile

pour bébé d'un demi à trois. Une bouteille de whisky coûte 35 dinars ! Un retraité touche 20 dinars, un salaire autour de cent, un médecin 250, un garde républicain 1 000. Il y a beaucoup de pauvres et des riches, qui s'enrichissent encore.

De jeunes garçons et filles s'attroupent. L'union des artistes du Kurdistan a repris ses activités. On joue *Le Christ s'est arrêté à Eboli* de Nicos Kazantzaki. Dans une autre salle, des acteurs répètent une pièce de William Saroyan. Les artistes animent réunions, fêtes, représentations dans l'ensemble du Kurdistan libre. « *Nous avons beaucoup à faire, il faut dynamiser les gens* », explique Firiáz. Sulaymania est en révolution. C'est le terme utilisé par les Kurdes eux-mêmes. Les *peshmergas* ont remplacé le pouvoir du Baas, démantelé. Un comité de ville regroupe tous les partis membres du Front du Kurdistan. Les allées et venues ne cessent pas dans le bâtiment qui l'abrite. Mais le Front tient à délimiter les rôles.

Un moyen de chantage politique

« *Nous estimons qu'un parti n'a pas à gérer* », explique Siouman, conseiller politique de Massoud Barzani. Les ravitaillements de l'Onu, par exemple, ne sont pas répartis par le Front, mais par l'ONU et les ONG. « *Il serait trop dangereux qu'un parti prenne en main la répartition des vivres. Ce pourrait être un moyen de chantage politique* ». Le Parti démocratique du Kurdistan, le plus important des partis du Front, propose de réorganiser la société civile. Il insiste pour que ce soient les juristes qui s'occupent des litiges entre les citoyens. « *Les partis doivent rester des conseillers, des incitateurs, ils doivent faire de la politique, proposer* ».

Les mêmes principes s'appliquent dans toutes les régions du Kurdistan d'Irak « libre ». Un comité exécutif du Front, gouvernement provisoire en quelque sorte, se réunit deux fois par semaine depuis le mois de juillet.

Mais pour quel avenir ? Les négociations avec Bagdad tournent en rond. Les Kurdes ne voient pourtant pas d'autre moyen de normaliser la situation, pour reconstruire leur pays, reprendre le travail, ouvrir les écoles. La décision française de contribuer à la reconstruction d'Halabja notamment est très appréciée. Il y a une dette, c'est vrai : les armes françaises fournies à Saddam Hussein lui ont beaucoup servi contre les Kurdes.

Michel VERRIER

International Herald Tribune September 17, 1991

Baghdad Authorizes UN Helicopter Flights

Compiled by Our Staff From Dispatches

UNITED NATIONS, New York — Iraq said Monday that it would abide by the terms of the Gulf war cease-fire agreement and allow UN helicopters to fly over its territory searching for weapons of mass destruction, diplomats said.

The United States and other Gulf war allies on the Security Council had been considering a strong response if Iraq continued to violate the accord, including a possible use of force to close Iraqi air space.

The diplomats said that the Iraqi ambassador, Abdul Amir Anbari, gave assurances of cooperation to the current president of the Security Council, Ambassador Jean-Bernard Merimée of France.

Iraq said, however, that the UN helicopters — which were donated by Germany and have German pilots and support crew — may not be used in any way that compromises Iraqi security. The helicopter flights are designed to search for

ballistic missiles and nuclear, chemical and biological weapons plants.

The diplomats, who spoke on condition of anonymity, said they believed that Iraq was hoping to prevent aerial photography during the flights.

Mr. Merimée and Rolf Ekeus, the head of the UN Special Commission in charge of locating and eliminating Iraq's weapons of mass destruction, were cautiously optimistic after receiving the news.

The Iraqi statement "is not totally negative, it is not totally satisfactory, either," Mr. Merimée said. He said he had to advise the other Security Council members before commenting further in public.

Earlier, UN monitors abandoned their mission after Baghdad blocked them from making aerial checks for long-range missiles. A Bush administration official had called Baghdad's action a serious truce violation.

The Iraqi government defended

its move Sunday, saying that the use of foreign aircraft over its territory violated its sovereignty. Instead, Iraq offered its military's Soviet-made helicopters and Iraqi pilots. But UN inspectors say the helicopters are unsafe and the pilots uncooperative.

On Friday, the Security Council met in private and instructed Mr. Merimée to warn the Iraqi ambassador that Baghdad risked further sanctions if it did not allow UN weapons inspectors to use their own helicopters to fly over Iraq.

The same day, Mr. Merimée issued what he said was "a very clear warning" to the Iraqi ambassador that the Security Council wanted its resolutions fully implemented regarding the weapons inspections.

The 17-member inspection team had planned to examine long-range missile sites in western Iraq as part of the plan to eliminate Iraq's more powerful weapons, as ordered under the UN resolutions ending the Gulf war. Some sites were used to fire Scud missiles, mainly against

Saudi Arabia and Israel.

In a related development, a U.S. general has reportedly told Iraqi Kurds that Western troops protecting them from President Saddam Hussein might leave southeastern Turkey in two weeks, but that allied air patrols over northern Iraq would continue.

Kurdish leaders said that Air Force Major General James Jamerson, commander of a combined allied task force in Turkey, visited them in Diyana, in rebel-held northern Iraq, last week.

Officials of the Kurdistan Democratic Party said his message was that the 2,100 Western troops would probably be withdrawn from their base near the Turkish border town of Silopi when the current agreement with Ankara expires at the end of September.

They said General Jamerson assured them that American air patrols and reconnaissance flights over Iraq would continue.

(AP, Reuters)

THE FINANCIAL TIMES September 18, 1991

Kurds seek to prevent allied pullout from Turkish border

By John Murray Brown in Ankara

IRAQI KURDISH leaders met President Turgut Ozal of Turkey yesterday as part of urgent efforts to secure continued allied support — amid suggestions that western forces now based in Turkey to deter aggression by Baghdad may soon be withdrawn.

The delegation, headed by Mr Jalal Talabani, is anxious to win food and medical aid from Ankara in the event of an allied withdrawal.

Western diplomats say no decision has yet been made about extending the three-month Operation Poised Hammer, the allies' air and ground presence in Silopi 10 miles from the Iraqi border to deter Iraq aggression. But the accord is due for review at the end of this month and senior diplomats in Ankara say the US and other allied forces are likely to pull out the 4,600 ground troops while

maintaining an air strike threat at the joint US base at Incirlik, 310 miles from the Iraqi border.

Ankara yesterday announced its bilateral defence and economic co-operation agreement with the US had been extended another year, which would provide the legal base for the Incirlik base. But concern is increasing among the Turkish military at the presence of allied troops on its soil outside the scope of the accord with Washington.

Turkey, although anxious to prevent another massive refugee influx, has political reservations about the allied presence, particularly with elections approaching.

The Gulf war and subsequent allied relief effort has exposed the harshness of Turkey's policy towards its own 10m Kurds. The Turkish military is embroiled in a struggle against separatists of the Kurdish Workers Party, who since

the end of the Gulf war have used power vacuum in north Iraq to mount attacks on Turkish army posts.

With general elections set for October 20, the authorities are bracing for possible unrest in the region.

Mr Talabani's group met an EC delegation on Monday and is due to set out today for European capitals and Washington. The Kurdish leadership is split over whether to agree terms of a draft accord with Baghdad, which would provide limited regional autonomy for the 3.5m Kurds of North Iraq.

The draft covers the autonomy issue, the normalisation of Iraqi Kurdistan and Baghdad's proposals for political and constitutional reform. However Mr Talabani is holding out for the oil-rich province of Kirkuk to be included in any autonomous region.

International Herald Tribune September 19, 1991

Bush, 'Fed Up' With Iraq, Is Ready to Send Planes To Enforce Truce Terms

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The United States is preparing to send warplanes to Saudi Arabia to press President Saddam Hussein of Iraq to comply with the Gulf war cease-fire, American officials said Wednesday.

President George Bush said he was "plenty fed up" with Mr. Saddam's resistance to the UN inspections.

Speaking in Arizona, the president acknowledged that he had authorized U.S. warplanes to escort UN helicopters on inspections of Iraqi weapons sites, but said he did not expect that action would be necessary against Iraqi forces.

"There's no deadline," Mr. Bush said, "but I'm thinking about seeing the will of the international coalition complied with."

"There's no threats, just determination," he added. "I'm confident he doesn't want a fight. I don't think it will come to that."

American fighter planes have been put on alert, awaiting orders to follow through on plans that call for them to provide protective cover for UN helicopters that are trying to uncover Mr. Saddam's remaining arsenal. Pentagon sources said one air wing would be flown into Saudi Arabia, along with support forces to provide intelligence and security.

Mr. Bush expressed confidence that the Iraqi leader "knows better than to take on the United States of America," adding that his patience with Mr. Saddam had run out a "long time ago."

He also said he was sending Patriot missiles to Saudi Arabia as "a safeguard."

Another senior Pentagon official said that no U.S. forces had moved as of midday Wednesday, but that any further U.S. action depended on what Iraq did.

"It may not be necessary to send any of these kinds of forces at all," the official said, as long as Iraq permits the UN inspection flights.

"There will be some units moved to Saudi Arabia," a senior administration official told reporters traveling with Mr. Bush aboard Air Force One.

"There are some units that will definitely go in," the official said, adding that some would be sent "within the next day or so."

At the United Nations in New York on Wednesday, diplomats said Iraq was near agreement on Security Council demands that it permit UN inspection teams to fly over its

territory without restrictions in their search for weapons of mass destruction.

Senior UN officials said they believed the U.S. steps were meant to remind Iraq to honor Security Council demands unconditionally and were not the start of a new military action.

Iraq's chief delegate to the United Nations, Abdul Amir Anbari, said of the inspection dispute: "This is a tempest in an empty cup of tea. Iraq does not respond to threats."

"The concerns of the United Nations disarmament inspectors can be resolved by mutual understanding, not threats," he said.

The helicopter controversy has occupied the Security Council since late last week, when Iraq first rejected the overflights, saying it would supply the inspectors with its own aircraft.

Mr. Anbari then returned to the council with several conditions. But council members insisted that Iraq first accept the flights unconditionally, as stated in cease-fire resolutions, and that then the commission would work out the details.

Defense Secretary Dick Cheney called the U.S. moves "contingency planning," saying Washington had not set a specific deadline for Mr. Saddam to comply with the cease-fire.

The UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, said the United States and its allies could send in air escorts to support the UN inspectors without permission from the Security Council.

Iraq must cooperate with UN inspectors and eliminate its weapons of mass destruction under the April 3 cease-fire resolution approved by the Security Council.

"The Iraqi government will have to understand, really, that it is not the time, and not the place, and not the circumstances to squabble with the Security Council," said the Soviet UN representative, Deputy Foreign Minister Yuli Vorontsov.

In London, a spokesman for Prime Minister John Major said: "We have always made it clear to Iraq that there would be serious consequences for them if there was noncompliance."

Marlin Fitzwater, the White House press secretary, said: "I don't think it's an offensive kind of operation. I'm not sure there's a deci-

sion to do anything, just to be in place."

The United States has about 33,400 servicemen left in the Gulf, compared with a peak of more than 500,000 at the height of the war against Iraq, a U.S. military spokesman said Wednesday.

The spokesman would not say how many U.S. warships or planes were left in the Gulf.

On the streets of Baghdad, people heading home in the late evening said they thought the decision was aimed personally at Mr. Saddam.

"They won't leave this country alone without getting rid of Saddam Hussein, which makes us more insistent that we want him," one office worker said.

"They couldn't get rid of Saddam the first time, they'll try and do it again," said a man at a bus stop.

The head of a UN nuclear weapons inspection team in Iraq said Wednesday that the team would press on with attempts to uncover Iraq's military secrets.

The UN inspector, Leslie Thorne of Britain, when told of the deployment, said: "I don't think it's going to make the atmosphere any easier for us. I expect the Iraqis will react very strongly."

"These missions will go on," he said. "There's a lot of work to be done. Iraq doesn't feel this. Basically, Iraq feels 'O.K., you've done your job, now why don't you get out?' We don't feel we've done our job; that's the whole problem."

Rolf Ekeus, head of the UN special commission in charge of scrapping Iraq's weapons of mass destruction, said last week that Baghdad had welded back together four Scud missile transporters his team thought had been destroyed.

The helicopter dispute had delayed efforts to examine two "superguns" — one with a 350mm barrel and a bigger one, reported to be in pieces awaiting assembly.

(AP, Reuters)

AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-

FRA0314 4 I 0326 /AFP-NV14

Kurdes-Turquie

Contacts sur la prolongation de la mission des forces alliées en Turquie

PARIS, 20 sept (AFP) - Des contacts ont lieu actuellement entre alliés et avec les autorités turques sur la prolongation de la mission de la force d'intervention rapide alliée installée dans le sud de la Turquie, dont la mission expire le 30 septembre, a indiqué vendredi le porte-parole du quai d'Orsay Daniel Bernard.

"Maintenant qu'on se rapproche de cette date limite, on rediscute des modalités de la prolongation" de la mission de la force alliée, a déclaré M. Bernard, qui était interrogé sur un éventuel retour en France des quelque 350 militaires français, basés à Silopi, ainsi qu'à Incirlik (pour l'armée de l'air).

"Il y a un certain nombre de contacts établis entre les alliés et les autorités turques. Ces contacts se poursuivent et à ma connaissance il n'y a pas d'indications qui permettent de penser que ce retour serait prévu à court terme", a-t-il dit.

Cette force multinationale avait été créée en juillet dernier pour rassurer les populations kurdes après la répression dont elles avaient été victimes de la part des autorités de Bagdad et pour dissuader ces dernières de recommencer.

M. Bernard a d'autre part rappelé que la France, en tant que présidente en exercice du Conseil de Sécurité avait demandé "avec une grande fermeté aux autorités irakiennes de fournir une réponse écrite, circonstanciée, sans délai et sans conditions", en ce qui concerne le refus de l'Irak de laisser des hélicoptères de l'ONU transportant des experts militaires survoler son territoire, en contravention de la résolution 707.

Soulignant qu'une "étroite concertation" avait lieu entre les alliés sur cette question, M. Bernard a souligné que Paris prenait "très au sérieux" l'application des résolutions des Nations-Unies, en particulier la 707 qui prévoit que les observateurs des Nations-Unies soient mis en mesure d'exercer leurs fonctions.

International Herald Tribune September 20, 1991

U.S. Presses Iraq But Holds Back on Escorting Flights

By Paul F. Horvitz
International Herald Tribune

WASHINGTON — President George Bush refrained Thursday from escalating his verbal attack on Baghdad, and U.S. officials said no orders had been given to escort United Nations helicopters inside Iraq or move more U.S. warplanes to the Gulf.

Responding to an Iraqi news report accusing the United States of seeking to justify renewed fighting, Mr. Bush commented during a visit to Los Angeles, "I'm not looking for a fight with anybody."

At the same time, Pentagon and State Department officials sought to keep up the pressure on Presi-

dent Saddam Hussein of Iraq to accept unconditional UN inspection flights. They set no deadline, however, for U.S. and allied military action, which had been threatened by Mr. Bush on Wednesday.

In Baltimore, Vice President Dan Quayle said the United States was "not threatening Iraq" but was "examining options" to support the inspection efforts.

The inspection flights are aimed at finding and destroying Iraq's remaining missile batteries and weapons of mass destruction.

Western officials were waiting Thursday for a written statement from Iraq's UN representative that it would accept the flights without

the cumbersome conditions that Baghdad has demanded.

At the same time, Pete Williams, the Pentagon spokesman, said that Patriot missile batteries destined for Saudi Arabia would come from Europe. Mr. Williams said the Patriot batteries would be deployed soon to defend against possible Iraqi missile attack. But he gave no date and no indication of how many batteries would be sent.

The Saudis want the Patriot batteries because UN inspectors believe Iraq is still hiding Scud missiles, Mr. Williams said.

The Defense Department has developed "relevant contingency plans" to deal with Iraq's failure to comply with UN terms for the Gulf war cease-fire, Mr. Williams said. "However, no orders have been issued to carry out any plan with respect to an Iraqi contingency. No troops are moving."

Mr. Williams declined to discuss any heightened state of alert among U.S. forces, although there were indications on Wednesday that some U.S. forces in the Gulf had been placed on alert. The United

States is believed to have more than 150 strike aircraft in Saudi Arabia and on aircraft carriers in the Gulf and the Mediterranean. More U.S. warplanes are based in Turkey.

Mr. Bush stepped up the pressure on Mr. Saddam on Wednesday, threatening to send warplanes back into Iraq to escort the inspection flights. International officials charged with finding and destroying Iraq's remaining weapons of mass destruction have said Iraq is clearly seeking to thwart UN efforts and hide some of its key equipment.

The president had said he was "fed up" with Iraqi delaying tactics.

Mr. Williams said the shipment of Patriot missiles was "a deterrent to make it clear to our friends and to the Iraqis that the United States is prepared to do whatever is necessary to defend its interests and the interests of its allies in the region."

At the State Department, a deputy spokesman, Richard A. Boucher, said the United States expected Iraq to indicate "its unconditional acceptance" of Security Council resolutions.

September 20, 1991

Herald INTERNATIONAL Tribune®

Published With The New York Times and The Washington Post

To Make Saddam Comply

Muscle and Diplomacy

President George Bush has moved firmly but shrewdly to counter Saddam Hussein's persistent defiance of United Nations cease-fire resolutions. On Wednesday he ordered American warplanes to prepare to escort UN helicopters should that be required to complete their arms inspection mission mandated by the Security Council.

Mr. Bush has wisely resisted the temptation to bomb suspected weapons sites — an indiscriminate and probably futile approach. Instead, by backing up the UN mandate with an unmistakable threat of force, the president, in coordination with other Security Council members, reinforces respect for international law.

Saddam Hussein would be foolish to forget that Operation Desert Storm was ended only on the basis of full compliance with UN resolutions requiring him to submit to full inspection and supervised destruction of his missiles along with any nuclear, biological or chemical weapons components. The obstructions continue an Iraqi pattern of brazenly flouting cease-fire terms. These are not mere technical violations but a deliberate effort by Saddam Hussein to extract a psychological victory from the wreckage of military defeat.

Consider the record to date. Iraq has supplied inaccurate information about its missile stocks, enriched uranium supplies and chemical warheads. It refuses to ac-

knowledge the existence of a biological warfare program that UN officials believe had reached at least the research stage. It has rewelded Scud missile launchers previously destroyed. It has launched military incursions along the Kuwaiti border and fired weapons over the heads of UN inspectors seeking to visit a uranium enrichment facility. In the latest episode, it restricted helicopter inspections by imposing geographical, time and equipment limits on their flights.

Baghdad earlier this week began backpedaling on its helicopter restrictions, as it has done with other forms of noncooperation. The deployment of U.S. warplanes is intended to add muscle to diplomatic pressures.

There remain two schools of thought at the United Nations on how to deal with Saddam Hussein. One would follow the old UN traditions of deference to sovereign leaders. Some diplomats even now look for ways for the Iraqi dictator to save face, by easing the Security Council's terms for oil sales, for example, or playing down Iraqi cease-fire violations.

But world peace and security would be better served by the second approach — putting the needed muscle behind UN resolutions. Those resolutions, if carried out effectively, could form the basis for a new world order based on collective security and international law. President Bush does well to advance that no longer utopian cause.

— THE NEW YORK TIMES.

send more planes to Saudi Arabia and fly cover for the helicopters. Iraq's UN representative explained that Baghdad would try to work out procedures to allow the inspectors to operate without violating Iraq's "sovereignty." But Iraq's sovereignty was one of the victims of the battle in the desert. Iraq lost the war, and a defeated country's sovereignty is wholly conditional on the terms of the peace — in this case, the UN resolutions.

One reason for Saddam Hussein's present tactics is to try to revise, retroactively, the truth that he and his army were beaten. Retaining some of the forbidden weapons is important not only as a military threat to Iraq's neighbors but as a demonstration to the cowed Iraqi people that he is beyond the reach of even the mightiest governments. If the UN resolutions were to be left unfulfilled, it is entirely probable that one of these weapons would shortly be used in the region to demonstrate that he had outsmarted and outlasted the alliance against him.

Iraq's regime is carefully testing the limits of American stamina and attention. President Bush is giving the right answer. In this desperately grave matter of Iraq's illicit weapons, there can be no question about the world's insistence on carrying out, completely, the United Nations' terms.

— THE WASHINGTON POST.

Saddam Tests the Limits

He Renews Defiant Anti-UN Stance While Political Difficulties Mount

By Caryle Murphy

Washington Post Service

CAIRO — President Saddam Hussein's growing defiance of both the United Nations and his own people has now brought the most serious U.S. military threat to his regime since the Gulf war ended in February.

But Middle East diplomats are debating whether Mr. Saddam's new assertiveness reflects his growing confidence or his desperation.

The Iraqi leader's political difficulties are evident throughout Iraq. According to Western analysts and Iraqis, his power has waned in both the Kurdish region of northern Iraq and the Shiite Muslim areas of the south. His stronghold remains the Sunni Muslim heartland of central Iraq, but even there, Iraqis say, his authority has eroded.

By any yardstick, Iraq's situation continues to deteriorate. It has no income and no prospect of getting any soon. Five months after the war ended, it remains isolated among its Arab neighbors. The recent fence-mending trip to Tehran of an Iraqi delegation bore no apparent easing of their tense standoff.

To his north, Mr. Saddam faces an unresolved situation with the Kurds, who have refused, after months of on-again, off-again ne-

gotiating, to sign the autonomy pact he was offering because of disagreement over who would control Kirkuk, a prosperous oil city. The Kurds also are skeptical that Mr. Saddam is sincere about democratic change in Iraq, and in a recent clash with Kurdish rebels, government forces reportedly did not fare well.

In the mainly Shiite Muslim south, Mr. Saddam faces an alienated populace. One international relief worker who received a recent report from Baghdad on food shortages said his agency had been warned to prepare for the possibility of massive relief operations there.

Mr. Saddam dismissed his prime minister, Saddam Hammadi, on Sept. 13. The dismissal suggests a major disagreement. Some observers suspect it may have been over whether to accept the Security Council resolution that would permit Iraq to sell oil in order to buy food and medicine. The resolution was approved by the council Thursday.

Accepting this resolution, which Iraqi officials have condemned as impinging on Iraqi sovereignty, would be another humiliating move for Mr. Saddam. But rejecting it would mean that he could be seen by his own people to be deliberately starving them.

His approach in recent months has been to push to the brink in evading and hindering the UN teams sent to Iraq to find and destroy his weapons of mass destruction.

Inspectors have complained that the Iraqis have hidden nuclear material and that Scud missile transporters were reassembled after being destroyed. Most recently, in a violation of UN cease-fire terms, the Iraqis prohibited the teams from using helicopters to search for hidden facilities. It was this failure to give the inspectors free rein that prompted the United States to prepare to send more warplanes to Saudi Arabia.

Every time Mr. Saddam backtracks, he stands to lose more credibility with his ruling entourage and his people. From Iraqi political history he can be aware that a leader who appears weak does not last long.

At the same time, Mr. Saddam may suspect that another U.S. air strike would probably involve redoubled efforts to target him personally, according to the assessments of some Western and Arab officials.

"If they can locate him they will, and if they can get him, they will," an Arab diplomat said.

So most observers questioned predict that Mr. Saddam, as he has done in the recent past, will back down again.

NEWS ANALYSIS

goting, to sign the autonomy pact he was offering because of disagreement over who would control Kirkuk, a prosperous oil city. The Kurds also are skeptical that Mr. Saddam is sincere about democratic change in Iraq, and in a recent clash with Kurdish rebels, government forces reportedly did not fare well.

The Kurdish skepticism about Mr. Saddam's promises seems well-founded. In a speech broadcast Monday, he reiterated that his ruling Arab Ba'ath Socialist Party should continue in its vanguard role, and that there was no place for Western-style democracy in Iraq.

Anyone who adopted or admired Western values and attitudes, he said, "would not be allowed in any circumstances and conditions to take any post in leadership or direct the political, social and cultural life of the country."

His speech made no mention of a proposed new constitution or of the multiparty system he had previously pledged to introduce.

EL PAIS 21.09.1991

El Ejército de Ankara persigue a guerrilleros kurdos en Irán, según un diario turco

AFP, Estambul

El Ejército turco lanzó el pasado martes una operación contra las bases de los "terroristas separatistas kurdos" en Irán, según el diario *Hurriyet* (el de mayor tirada de Turquía), que cita al primer ministro, Mesut Yilmaz.

Sin embargo, el portavoz del Ministerio de Exteriores negó veracidad a la información y señaló que sólo ha habido una "intensificación de las medidas preventivas".

"Comandos de montaña y policías antiterroristas emprendieron a primera hora de la madrugada del martes una operación contra las bases de los terroristas" del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK), afirmó Yilmaz, siempre según el periódico citado.

Un representante de la Unión Patriótica del Kurdistán de Irak, grupo dirigido por Jalal Talabani, confirmó el jueves en Ginebra, según fuen-

tes kurdas, que se estaba produciendo la operación en Irán.

El embajador iraní en Ankara fue llamado a comienzos de septiembre al Ministerio de Exteriores turco tras un ataque de guerrilleros kurdos en la zona fronteriza entre ambos países que causó la muerte de siete soldados.

El diplomático lamentó el hecho, pero expresó su desacuerdo sobre la oportunidad de una acción militar turca en su territorio.

24 Heures 21 septembre, 1991

TURQUIE

Attaque kurde

Un raid contre des policiers «spéciaux».

● Des militants kurdos en armes ont attaqué aux lance-roquettes et aux fusils d'assaut dans la nuit de jeudi à vendredi le centre de la ville de Cizre (sud-est), où au moins trois personnes ont été tuées et plus de six autres blessées, a-t-on constaté sur place.

La fusillade, déclenchée vers 21 h 30, heure locale, a duré plus de 40 minutes. Les logements de la gendarmerie, un hôtel où résident des policiers de la brigade antiterroriste, l'hôtel de ville et le bâtiment de la sous-préfecture étaient les principaux objectifs des tirs des rebelles.

Trois personnes — «probablement deux gendarmes et un policier» — ont trouvé la mort sous les balles des rebelles, selon des témoignages de plusieurs habitants. — (afp)

LE QUOTIDIEN DE PARIS 21 septembre, 1991

Kurdes : l'armée turque en Iran

L'armée turque aurait lancé mardi une opération contre les bases de «terroristes séparatistes» kurdos en Iran sans que les autorités de Téhéran émettent la moindre protestation. C'est ce qu'a affirmé hier l'un des plus sérieux journaux turcs, «Hurriyet» (République), citant le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz. Celui-ci a déclaré que «les troupes turques qui se trouvaient déjà en Irak du nord sont entrées en Iran, à 15 km au nord de Rawandouz (Irak) où s'étaient réfugiés les séparatistes kurdos de Turquie.

«L'opération est terminée» selon le quotidien qui ne précise pas la date de la fin de celle-ci ni ses résultats. Téhéran avait été informé de l'opération dans les premières heures mardi, selon «Hur-

riyet». Ankara a souligné qu'elle «ne visait pas l'intégrité territoriale de l'Iran» qui n'avait pas réagi jeudi soir, ajoute le quotidien. Le Premier ministre turc a aussi souligné que lors de la dernière opération de l'armée turque en Irak du nord, début août, l'état-major et les services de renseignements militaires turcs avaient localisé les camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (séparatistes) en Iran.

Ces informations ont déclenché hier une véritable vague de démentis officiels. Ankara a ainsi démenti que l'armée turque soit entrée en Iran alors qu'une source proche du cabinet du Premier ministre déclarait qu'il y avait eu un «malentendu» lors de l'interview de M. Yilmaz.

Kurds seek simple truth over Archer's £ 59m

Rawandiz

Julle Flint

JEFFREY ARCHER, author of The Simple Truth campaign for Kurdish refugees, has dismayed Kurdish leaders by postponing a second planned visit to northern Iraq, where the £59 million raised in his name are conspicuous by their absence as the rigours of winter approach.

'What is the simple truth?' a senior official of Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party asked after learning that Archer had cancelled his travel plans for the second time in two months. 'We could have done so much with just £1 million. This visit was needed to clear

up all the doubts and uncertainties. There is a feeling that Archer raised the funds and then, unlike Bob Geldof, forgot about it.'

Archer had requested a meeting with Barzani this weekend to discuss the Kurds' plight four months after The Simple Truth concert at Wembley. Aides say he cancelled the visit on the advice of the Foreign Office. A Foreign Office spokesman said yesterday, however, that it 'certainly didn't tell him not to go. We simply said any decision would be entirely his own and drew his attention to the obvious difficulties of going to the area.'

Either way, the KDP is unimpressed. 'Right after he cancelled his visit, we were told that the Foreign Office was sending someone out to assess humanitarian needs,' a spokesman said. 'They cannot have given him very strong advice.'

A second reason for the cancellation, according to Archer's office in London, was the absence from Kurdistan of Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan.

This argument perplexes the Kurds. For although the PUK is well-organised in northern Iraq, especially on the propaganda front, Talabani does not share Barzani's reputation for personal austerity. Nor does his PUK carry the same weight as the KDP, the historic foe of the Iraqi regime in Kurdistan. Though Archer has never claimed to be personally in charge of distributing the money raised, his attitude to the huge funds raised under his name concerns Kurdish leaders. They claim the UN High Commissioner for Refugees is doing 'too little to late' for winter.

'The UN's presence is very important but its money is not well spent,' one of Barzani's top aides said. 'A lot of it is going on overheads and administration and logistics. The amount of aid getting through is not satisfying even the immediate needs of the people.'

He compared The Simple Truth unfavourably with Geldof's Live Aid. 'Geldof went out to Africa and distributed the food and showed people where the money was going. We are not accountable for it.'

Bush Aides Divided on Iraq Policy

By Ann Devroy and John Lancaster

Washington Post Service

WASHINGTON — Behind President George Bush's pressure on Iraq to allow unimpeded helicopter searches for its hidden weapons is a broader administration debate centered on the belief of some senior U.S. officials that only the use of military force will persuade President Saddam Hussein to relinquish his arsenal.

Interviews with several administration officials indicate that Brent Scowcroft, the national security adviser, most strongly holds the view that Mr. Saddam's efforts to stall inspections require a "qualitatively different stage of response" backed up by credible moves toward military enforcement.

Mr. Scowcroft, described by officials as "ready to lower the boom" on Iraq, is countered by Defense Secretary Dick Cheney, who officials said contended, with the backing of General Colin L. Powell, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, that a military show of force was premature. Mr. Cheney also was said to argue that a move to use U.S. warplanes to escort helicopters making inspection tours with teams from the United Nations should have behind it vast military

power to protect U.S. forces and ensure success.

Some of that byplay over how to deal with Iraq's intransigence was evident Wednesday, when some White House officials let stand the threat of troop movement and potential military action while Mr. Cheney rushed to the microphones to, as he put it, "ratchet this whole thing down a notch."

"It's a prudent course," he said, "for those of us in the Defense Department to be involved in planning for contingencies, and that's what we're doing."

As Pentagon officials emphasized that neither troops nor warplanes had been moved into the Gulf region, White House officials said those forces would be ready to move if Iraq did not permit the UN inspections.

Mr. Bush warned Thursday that his threats to use force were not empty. He said he was "determined" that Mr. Saddam comply with the resolutions.

"And when a president makes a statement like that," he said, "he ought not to do it without being willing to back that up."

"We've demonstrated, thanks to our technology and ability of our pilots, that we can be very specific as we apply this air power," Mr.

Bush said during a visit to Los Angeles. "What we are talking about is accompanying helicopters with some air power, and we got a lot of air power there."

If Mr. Saddam does not back down, Mr. Bush said, "he is going to find that we are prepared to use military action so that he does comply."

An official involved in the six-month effort to detect and then destroy Iraq's weapons of mass destruction, something to which Iraq agreed in the UN resolutions that ended the war, said Mr. Saddam was becoming more, not less, resistant.

The cycle of the last months, in which the United States threatened Mr. Saddam to gain his compliance in each step of the inspection process, is growing more difficult to execute as inspectors get closer to finding Iraq's arsenals, a senior official said. The official cited what he called a major effort to overcome Mr. Saddam's objections to putting a U-2 spy plane in the air over Iraq last month.

"Each time it ratchets up to this point, it takes more threats to get it done," said the exasperated official.

"There are some in this government, and I am one, who thinks it

can't be finally accomplished without some more force," said another official. "It seems to be the only thing he understands."

Mr. Bush was described Thursday by one senior official as "nearing the limits on this dance."

"Every inch is a struggle," the official said, "and he is not prepared to engage in this over weeks and months and years."

But several other officials outside the White House suggested that Mr. Scowcroft, not Mr. Bush, most firmly holds this view.

Another senior official, describing the administration debate over the issue, said, "Cheney is beside himself over using force now; Scowcroft is nearing the breakpoint, Baker is sort of asking what do we need this for now in the middle of the Soviet collapse and the Middle East peace conference; and Bush is not readable yet."

Mr. Bush also is not immune to columnists and polls that question whether he ended the war too soon. Mr. Bush ruled that out Wednesday, insisting that his war goal was to free Kuwait, not remove Mr. Saddam, and that the goal has not changed. But he acknowledged that the job was "not finished" as long as Mr. Saddam retains weapons he could use against his Middle East neighbors.



COMMISSION
des
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 18 septembre 1991

DIRECTION GÉNÉRALE
DU DÉVELOPPEMENT

Objet: OPERATION "REFUGIES IRAKIENS"

Le taux d'utilisation des crédits de l'opération "Réfugiés Irakiens" atteignant 100 %, la Commission soumet à l'autorité budgétaire l'état d'exécution des aides communautaires.

1. Etat des actions engagées par la Commission depuis le 3.4.91

La Commission a géré un total de 105 mio écus (5 mio mobilisés le 3.4.91 sur ressources existantes, 100 mio mobilisés le 12.4 suite à la décision du Conseil européen du 8.4).

A la fin du mois de juillet, la Commission avait engagé la totalité de ces 105 mio écus à travers 5 types de canaux :

1. Nations Unies (PAM, HCR): 27,5 mio
2. Croix Rouge (CICR, Ligue, CR nationales): 20,6 mio
3. ONG: 42,8 mio
4. Action conjointes avec Etats Membres: 13,3 mio
5. Achats directs: 0,8 mio

La répartition approximative par pays est la suivante: 39 % pour la Turquie et la frontière Turquie-Irak, 59 % pour l'Iran et la frontière Iran-Irak.

Ces actions ont permis de financer l'envoi de 337 vols humanitaires et de 107 camions transportant notamment 64.342 tentes, 1.508.000 couvertures et 44.309 tonnes d'aliments

En plus, un contrôle strict des dépenses encourues a permis d'identifier déjà plus de 13 mio écus autorisés mais non dépensés, dont 6,76 mio ont déjà été réalloués.

Le bilan détaillé de ces actions figure en annexe. Au total, la Commission considère que les actions mises en oeuvre depuis la réunion du Conseil européen du 8 avril constituent un résultat très satisfaisant tant du point de vue budgétaire (mise à disposition des fonds en 3 jours) que du point de vue opérationnel sur le terrain (71 % des 100 mio écus engagés en 20 jours et 100 % dans les trois mois). Il n'en reste pas moins que l'emprunt, même provisoire (dans l'attente de la révision des perspectives financières), de crédits sur des lignes budgétaires autres que celle prévue à cet effet ne peut être considéré comme une solution satisfaisante pour l'avenir.

Du point de vue du rythme d'engagement et d'exécution des aides communautaires, la Commission considère qu'il a correspondu à la nature de l'urgence: l'engagement d'une forte proportion des crédits dans les 3 premières semaines a permis de sauver des vies humaines et de stabiliser la situation des réfugiés.

Le succès de cette phase initiale a permis ensuite d'ajuster les opérations aux conditions rencontrées sur le terrain (saturation de certains canaux) et de diriger l'aide communautaire en suivant le mouvement des réfugiés jusqu'à leur retour dans leurs régions d'origine.

Les dégagements non encore réaffectés seront gardés en réserve pour d'autres actions de première urgence.

2. Organisation au sein de la Commission et coordination

Dès le lendemain du Conseil européen du 08.04.91, la Commission a mis en place une Task Force "Réfugiés irakiens" présidée par son Secrétaire Général et comprenant les 7 Directions générales ou Services directement concernés.

Cette Task Force, qui s'est réunie quotidiennement pendant les 4 premières semaines de l'urgence, puis à intervalles moins fréquents, a permis de donner à l'opération la cohérence nécessaire ainsi qu'une articulation appropriée avec les travaux du Conseil et de la Coopération Politique.

Sur le terrain, outre l'appui fourni par sa Représentation à Ankara, la Commission a disposé de la collaboration des "EC Refugee Coordinators" qu'elle a détaché dans le sud-est de la Turquie, à Téhéran et dans l'ouest de l'Iran. De plus, une attention particulière a été portée aux problèmes d'information tant dans la Communauté que sur place.

3. Opérations

Il est évident que toute opération d'urgence doit pouvoir garantir la sécurité des participants, ce qui a nécessité une coordination toute particulière avec les Nations Unies qui disposent d'un "memorandum of understanding" pour de telles actions avec les autorités irakiennes.

3.1. Opérations des ONG de taille limitée

Compte-tenu des contraintes opérationnelles et pour ne pas pénaliser les ONG de taille limitée, la Commission a mis en place le 18.04.91, pour les requêtes inférieures à 1,0 mio écus, une ligne de crédit auprès du Bureau de Liaison des ONG à Bruxelles. Cette ligne ("block grant"), gérée directement par le Bureau de Liaison des ONG auquel les demandes de cofinancement étaient adressées directement, a bénéficié d'un total de 4 mio écus et a fonctionné à la satisfaction totale des ONG concernées. Elle a permis de financer 20 actions par l'intermédiaire de 17 ONG différentes.

3.2. Opérations en Iran

Les opérations financées par la Commission en Iran ont été concentrées dans la province de l'Azerbaïdjan (aéroport Urumieh, centres de Piranshahr, Sardasht et Zeiveh) ainsi qu'à Marivan (province du Kordestan) et Nowsud/Paveh (province de Bakhtaran).

Grâce à la présence sur place de plusieurs collaborateurs détachés sur une base ad hoc, la Commission a été en mesure d'assurer la liaison appropriée avec les autorités nationales, les opérateurs choisis par la Communauté, les Nations Unies et les Ambassades des Etats Membres. De nombreuses démarches, formelles ou informelles, et des missions dans les zones frontalières ont permis de régler des difficultés concrètes. Deux missions de haut niveau ont été menées depuis Bruxelles, dont l'une en conjonction avec la Présidence luxembourgeoise.

3.3. Opérations en Turquie

Les opérations financées en Turquie ont été concentrées autour de Van (vers Cukurca) et Diyarbakir (vers Uludere et Cizre/Silopi).

Malgré certaines difficultés, les opérations se sont déroulées dans des conditions globalement satisfaisantes.

Deux missions de haut niveau ont été menées depuis Bruxelles, dont l'une en conjonction avec la Présidence luxembourgeoise.

Par ailleurs, il convient de souligner que certaines opérations ont été réduites ou clôturées avant le terme prévu en raison de l'ampleur du mouvement de reflux des réfugiés vers l'Irak.

3.4. Opérations en Irak sur les zones frontalières

Dès la création de la "zone de sécurité", la Commission a été en mesure de cofinancer à partir du 26.4.91 des opérations humanitaires en conjonction avec plusieurs des Etats Membres présents dans la zone : Espagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Ces opérations, qui ont pris des formes variées, ont permis de faciliter grandement le reflux des réfugiés depuis la frontière irako-turque. Elles ont constitué un bon exemple du potentiel d'intervention humanitaire que représente la conjonction de la logistique militaire (ou de sécurité civile) des Etats Membres et de l'aide d'urgence de la Communauté.

3.5. Gardes bleus

Dans le cadre de l'engagement pris par le Conseil Européen de Juin 1991 la Commission a accordé le 11.07.91 un financement communautaire de 875.000 écus pour les Nations-Unies, permettant de financer 74 gardes bleus pendant 3 mois.

4. Information et Média

4.1. Information

Tout au long de l'opération, la Commission a fourni une information opérationnelle quotidienne aux Etats Membres (à Bruxelles et sur place), aux autorités iraniennes et turques, aux Nations-Unies et aux autorités américaines (qui en avaient fait la demande). Cette transparence a permis d'accroître l'efficacité de la coordination des aides.

4.2 Media

Tant à Bruxelles que sur le terrain, la Commission a accru son effort d'information des media, notamment par la mise à disposition des données opérationnelles de l'aide communautaire, par la facilitation de l'envoi d'équipes de télévision sur le terrain et par la mise à disposition de matériel vidéo produit par l'équipe technique de la Commission. Cette dernière opération a débouché sur environ 60 diffusions sur les réseaux des télévisions communautaires. En outre, la Commission produira à brève échéance une synthèse vidéo de l'ensemble de l'opération "Réfugiés irakiens" qui sera également mise à disposition des réseaux de télévision.

5. Conclusion

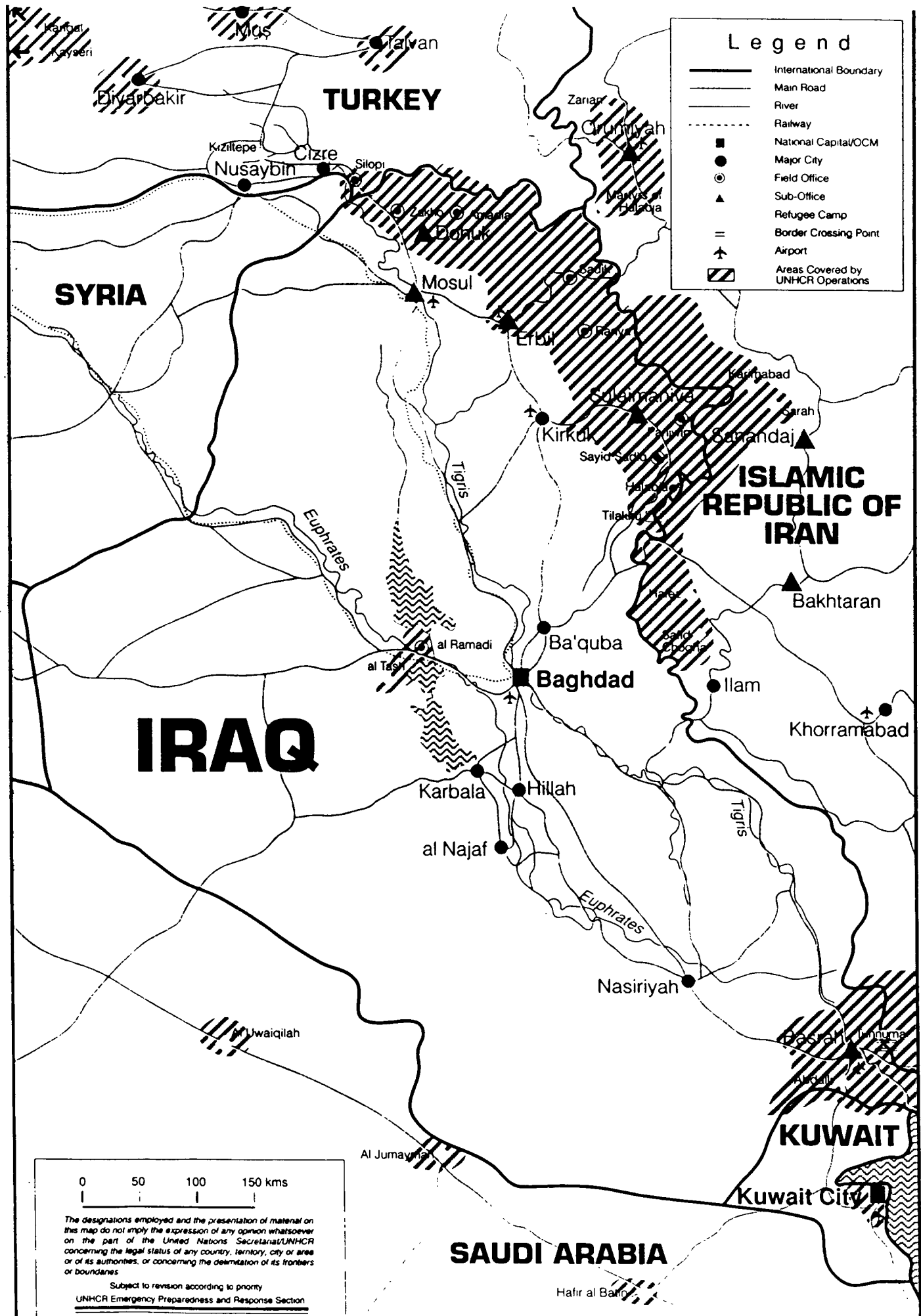
Au total, et sous réserve du rapport final qui sera soumis par la Commission, on peut d'ores et déjà estimer que l'opération "Réfugiés irakiens" constitue, pour ce qui concerne l'aide d'urgence de la Communauté, un indéniable succès.

En effet, dans des conditions extrêmement difficiles de tous points de vue (politique, budgétaire, technique et administratif), la Communauté a été en mesure de jouer un rôle majeur dans ce qui a représenté l'une des urgences humanitaires les plus complexes et les plus graves de la période contemporaine.

En même temps, la Commission, qui a bénéficié en cela de l'appui constant des instances communautaires, a été en mesure d'utiliser les procédures existantes avec la flexibilité requise et d'innover en introduisant de nouveaux types d'opérations conjointes avec les Etats Membres.

Toutefois, il conviendra de tenir compte pour l'avenir des problèmes qui ont été rencontrés sur le plan opérationnel. En outre, la Commission souligne l'extrême difficulté qu'elle a eu à déployer les moyens en personnels indispensables pour la conduite d'une opération de cette envergure, difficulté encore aggravée par la simultanéité des opérations de lutte contre la famine en Afrique. Il faut noter que, dans ces circonstances, le succès de l'opération est dû dans une large mesure au dévouement exceptionnel des fonctionnaires ou agents de la Communauté et de ses partenaires opérationnels.

Ce sont là, au-delà du bilan satisfaisant sur le plan humanitaire, des éléments intéressants pour l'évolution future de l'aide humanitaire d'urgence de la Communauté.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE September 24, 1991

Air Shield for Kurds Will Stay

Turkey Renews Accord, Letting 48 Allied Planes Remain

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey announced on Monday that Western troops and helicopters sent to protect Iraqi Kurds would leave southeastern Turkey but that 48 allied planes would stay.

The Foreign Ministry said in a statement that the decision had been made in consultation with the countries contributing to the force based at Silopi, near the Iraqi border.

The statement clarified an announcement Saturday of the Turkish government's decision to extend the mandate of the force for three months. It said the participating nations had agreed that the air component would suffice for the task of protecting the Kurds against any new crackdown by Baghdad.

The Foreign Ministry statement confirmed that Turkey was renewing permission for the planes to remain in Turkey for 90 days from Sept. 30.

"It was agreed that present conditions in the region do not necessitate continuation of the land element of the force in Silopi and support units in Batman, and that the air presence at Incirlik is sufficient for deterrence," it added.

A Foreign Ministry spokesman said ground troops would be withdrawn "as soon as possible."

Western nations mounted a huge military relief effort in April to rescue about half a million Kurds who fled to the mountainous border region after a failed uprising against President Saddam Hussein of Iraq.

The 4,600-member allied force had been stationed on the border since July after the withdrawal of a larger coalition force from northern Iraq.

The force was made up of units from the United States, Britain, France, Italy, the Netherlands and Turkey. The United States provided about 3,000 soldiers, 50 planes and 75 helicopters.

The mandate for the force was to

have expired on Sept. 30. The extension had been sought by Iraqi Kurdish leaders who visited Turkey last week.

The decision for the extension coincided with publicized U.S. preparedness to increase its military presence in the Gulf area. Washington is planning for the contingency of having to force Iraq to stop impeding United Nations monitoring of nuclear facilities.

The Foreign Ministry spokesman, Ferhat Ataman, said that A-10 ground support aircraft included in the air component would be replaced by F-111 fighter-bombers.

Asked whether the arrival of F-111s was connected with the U.S. plans to reinforce air units in Saudi Arabia if necessary, he said the tasks of the allied force in Turkey were well defined.

"These do not include exertion of pressure on Iraq to honor its obligations under the UN cease-fire resolution," he said.

(Reuters, AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE September 25, 1991

Bush Gets Tougher, Warning Saddam: 'Don't Miscalculate'

Free Inspectors, UN Orders Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

UNITED NATIONS, New York — Iraqi troops on Tuesday detained 44 UN inspectors in Baghdad for the second time, and Iraqi officials accused them of being spies. The inspectors said they had videotaped documents showing which foreign companies supplied materials for Iraq's secret nuclear weapons program.

The UN Security Council demanded that the Iraqis release the inspectors and also agree to allow unrestricted UN helicopter searches for hidden weapons in Iraq. The council scheduled emergency consultations for Tuesday night.

The French representative to the United Nations, Jean-Bernard Merimée, who currently holds the presidency of the Security Council, said he had told the Iraqis that it "would be in their interest" to meet a deadline of 5 P.M. New York time to comply with the Security Council demands.

"I told the ambassador the council was expecting these two things and it was better to do it before the council meets," Mr. Merimée said.

The council has been edging closer to ordering allied troops to protect the UN inspectors inside Iraq and using warplanes and helicopter gunships to escort surveillance flights.

The same UN inspection team was detained for more than 12 hours Monday when it found and copied secret documents that it said proved Iraq had been developing nuclear weapons. Iraqi soldiers seized those papers.

The allies, acting under UN auspices, stipulated as part of the cease-fire in the Gulf war that Iraq be divested of the capacity to manufacture nuclear or chemical weapons. In the aftermath of its crushing defeat, Iraq agreed, but it has become increasingly uncooperative.

The UN official in charge of searching out and destroying Iraq's weapons of mass destruction said that the materials found by his inspectors over the last two days had given an overview of Iraq's clandestine program to develop nuclear weapons.

Iraq has denied repeatedly that its nuclear program was intended to produce weapons. It also has said that UN inspection flights would violate its sovereignty.

Iraq's representative to the United Nations, Abdul Amir Anbari, said before the Security Council announced its deadline that the UN inspectors would not be allowed to go until they gave up videotapes of papers made during the search on Tuesday.

Mr. Anbari and Iraqi officials in Baghdad said that the documents involved were only personnel records and not nuclear-related.

David Kay, the head of the UN inspection team in Baghdad, said that 60 armed Iraqi security men were surrounding the UN team in six cars and a bus outside the Iraqi Atomic Energy Commission building. He

said he did not believe that the inspectors were in danger.

Mr. Kay said that the team had "no intention of giving up that film." At nightfall in Baghdad, he said that the team had been sitting in its vehicles more than nine hours. He said they were prepared for a long stay and had supplies of water and U.S. combat rations.

Mr. Kay spoke in live interviews with CNN from Baghdad, using a portable satellite telephone.

Asked about the information the team found Tuesday, Mr. Kay said, "We were taking information on the top personnel in the Iraqi nuclear weapons pro-

gram and clandestine uranium enrichment program as well as the financial data on their procurement abroad of items for their clandestine program."

He said the team had also found documents on production of long-range missiles.

Rolf Ekeus, chairman of the UN Special Commission in charge of dismantling Iraq's weapons industry, said that the documents gave a good picture of Iraq's nuclear program when combined with the blueprints and weapons-program plans that the team discovered Monday.

He said the search on Tuesday found evidence on which foreign companies had supplied President Saddam Hussein's nuclear program. He did not identify any of the companies.

Earlier in the day, Iraq returned to the team some of the documents that Iraqi troops confiscated Monday, but UN officials said that important papers appeared to be missing. (AP, Reuters)

He Calls Crisis 'Very Serious'

By Paul F. Horvitz

International Herald Tribune

WASHINGTON — Issuing an implied threat to renew military action against Iraq, President George Bush warned President Saddam Hussein on Tuesday against a miscalculation that could inflict "more anguish" on the Iraqi people.

Mr. Bush termed as "unacceptable behavior" Iraq's continuing resistance to required United Nations weapons inspections. Afterward the UN Security Council set a deadline of 5 P.M. Tuesday (2100 GMT) for the release of its inspectors detained in Baghdad and for Iraq's unconditional acceptance of inspection flights.

Before the Security Council acted, Mr. Bush said he wanted to sift fact from rumor in what he termed "urgent" allied discussions. But he added: "We know enough about it to know that it is very serious business and that Saddam Hussein ought not miscalculate, and we do not want to see any more anguish inflicted on the Iraqi people."

Later, Mr. Bush spoke by telephone with President François Mitterrand of France and reported that the two leaders were determined that Iraq "not make a mockery out of the UN."

A suggestion Tuesday from Iraqi officials that some of the UN inspectors could be spies was met with a terse rebuttal in Washington. The head of the UN team, David Kay, is an American employed by the United Nations.

"That's a ludicrous allegation," a Pentagon official said of the Iraqi suggestion. A State Department spokesman called it a "ridiculous charge."

The president's comments, coupled with the tense confrontation unfolding in Baghdad, appeared to move the United States closer to renewed military intervention than at any time since Western troops moved in the spring to protect Kurds inside Iraq. The New York Times quoted unidentified officials Tuesday as saying that new bombing strikes against the Iraqi weapons sites had not been ruled out.

American, French and British officials have pressed for unrestricted and unconditional UN access to the sites, in accordance with UN resolutions agreed to by Baghdad to end the Gulf war. Baghdad maintains that it is complying but that the inspectors are not following Iraqi procedures and must work in a way that does not violate Iraqi security and sovereignty.

On Monday, UN inspectors, joined by experts from the Vienna-based International Atomic Energy Agency, uncovered what they described as possibly the first hard evidence of Iraq's intention to build atomic weapons. President Bush warned that Iraq was "rebuilding" its arsenal of weapons of mass destruction.

That assessment seemed to be disputed Tuesday by Rolf Ekeus, head of the UN commission overseeing the inspections. In a U.S. television interview, Mr. Ekeus said his inspectors were making "fast progress," and he added: "I feel there is no possibility for Iraq

now to make any significant weapons program in the area of biological weapons, nuclear."

Mr. Bush said Tuesday that "the international community's determination that these resolutions be fully complied with" was of overriding importance.

Suggesting that he was weighing a decision on whether to force Iraqi compliance, the president said: "You don't make decisions of this magnitude that

could have effects on human life without having all the information."

Twice, the president warned the Iraqi president not to "miscalculate," a term frequently applied last winter to Mr. Saddam's refusal to remove Iraqi troops from Kuwait.

Last week, the president threatened to send UN inspectors into Iraq in helicopters escorted by U.S. warplanes. Under one scenario, the United States would ferry the inspectors in U.S. military helicopters accompanied by combat helicopters and warplanes.

An inspection supervisor in the Gulf said a new UN team that is to enter Iraq on Sunday could be the first to go with an armed escort, Reuters reported from Bahrain. Rear Admiral Raynor Taylor, the U.S. Navy commander in the Gulf, is reported to have drawn up detailed contingency plans for such an operation. In addition, U.S. air power in Turkey is being enhanced with F-111 jets, which are capable of nighttime operations. But the Pentagon said Tuesday that the shift was strictly part of allied effort to provide security for Iraqi Kurds while ground troops were removed.

The Bush administration asked Saudi Arabia for permission to send more combat aircraft and Patriot missile batteries there, perhaps this week, The Times further reported. The request was delivered to Riyadh by the U.S. ambassador, Charles W. Freeman Jr., who was accompanied by a general from the U.S. Central Command.

Mr. Freeman's instructions, an official told The Times, were to establish a timetable to send three Patriot batteries from Germany to protect major Saudi cities and defense installations from Iraqi retaliation against any U.S. attack from Saudi soil.

After the Patriots are in place, the United States is to send 50 more combat aircraft to join the 60 to 70 U.S. planes already in Saudi Arabia, The Times said.

A force of that size would allow President Bush to order escort missions for UN helicopter crews seeking to inspect installations in Iraq. The deployment would also give the president the option of mounting punitive bombing missions against Iraq if, for example, the escorts came under fire, The Times said.

The tone of Mr. Bush's statement to journalists in New York on Tuesday paralleled the White House approach to Iraq soon before the Gulf war. Western resolve to end Iraq's occupation of Kuwait was explicit. But warnings of the consequences for Iraq's refusal were only indirect. And eventually the Security Council set a deadline.

According to White House officials, a new 48-hour deadline was under discussion Monday to press Iraq into unconditional compliance with UN resolutions calling for full disclosure, and destruction, of Baghdad's nuclear and chemical weapons program. The Security Council deadline concerned both the release of UN inspectors and a demand that Iraq approve unrestricted helicopter searches.

Chargés d'assurer la protection des Kurdes irakiens.

Les effectifs terrestres alliés s'apprêtent à quitter la Turquie

ISTANBUL

de notre correspondante

Les effectifs terrestres de la force multinationale qui, depuis avril dernier, est déployée près de la frontière turco-irakienne pour protéger les Kurdes d'Irak, quitteront la Turquie dans les trente jours, a déclaré, à Ankara, lundi 23 septembre, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Les conditions dans la région ne nécessitent plus la présence de troupes terrestres pour l'instant », a-t-il déclaré.

La force multinationale maintiendra néanmoins une présence aérienne en Turquie, sur la base d'Inçirlik, située à 750 kilomètres de la frontière. « L'élément aérien de la coalition sera renforcé, avec l'addition de [chasseurs-bombardiers] F-111 et EF-111 américains, indique le communiqué. Ce renfort prouvera une fois de plus à l'Irak que des actions répressives à l'égard des citoyens irakiens ne seront pas tolérées. »

Le mandat des forces de la coalition, qui devait expirer le 30 septembre, a été prolongé de trois mois avec l'accord de la Turquie. Pour les Kurdes irakiens, la présence des forces de la coalition, en Turquie est un atout important, non seulement pour assurer la sécurité de la population, mais également pour leurs négociations avec le régime de M. Saddam Hussein. Un des dirigeants du Front du Kurdistan, M. Jalal Talabani, s'est arrêté à Ankara la semaine dernière avant de se rendre en Europe pour tenter de convaincre les alliés de laisser une force de dissuasion en Turquie. Selon des sources diplomatiques, les alliés avaient envisagé de retirer toutes leurs troupes, mais, cédant aux pressions politiques, ils ont décidé de maintenir une force aérienne.

NICOLE POPE

LE MONDE

25 septembre 1991

Tension autour du nucléaire irakien

Saddam provoque, Bush s'irrite

Le Conseil de sécurité sommait, hier, l'Irak de relâcher les experts des Nations unies, bloqués à Bagdad et accusés d'espionnage.

WASHINGTON :
Stéphane MARCHAND

Le Conseil de sécurité haussait le ton, hier soir, envers l'Irak. A 19 heures, heure de Paris, son président, le Français Jean-Bernard Mérimée, donnait quatre heures à Bagdad pour rendre leur liberté à plusieurs inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) et pour s'engager, par écrit, à autoriser le survol de l'Irak par des hélicoptères des Nations unies conformément aux résolutions votées à la fin de la guerre du Golfe. Faute de quoi, avertissait M. Mérimée, l'Irak devrait « faire face aux conséquences » de son refus : une allusion claire à l'usage de la force. George Bush, qui s'est entretenu, hier, au téléphone avec le président Mitterrand, qualifiait l'obstruction irakienne d'« affaire très sérieuse » et conseillait fermement à Saddam Hussein de ne pas « sous-estimer » une seconde fois la résolution américaine. Mais, à Washington, certains responsables n'envisagent qu'à contrecœur la perspective d'une intensification de la pression militaire sur l'Irak.

Au lendemain d'un premier incident, une équipe d'experts nucléaires mandatée par les Nations unies était retenue contre son gré, hier, dans Bagdad. A la recherche des armes nucléaires irakiennes, les inspecteurs avaient pénétré dans un bâtiment et saisi des docu-

ments tout en filmant la fouille. Les Nations unies considèrent que ces documents constituent un nouveau témoignage, cette fois irréfutable, de l'existence d'un programme nucléaire militaire irakien. Aux termes de la résolution 687, ces documents, équivalents à des armes, doivent être confisqués et détruits.

La semaine dernière, les États-Unis avaient laissé entendre que l'US Air Force pourrait, si l'Irak ne cédait pas, fournir une protection aux hélicoptères des Nations unies afin de permettre à ces derniers de procéder aux missions systématiques d'inspection des sites soupçonnés d'abriter des armes de destruction massive. Des sources du Pentagone indiquaient au *New York Times* que les bases saoudiennes étaient prêtes à accueillir des renforts aériens dans les prochains jours.

Réalité irritante

Lundi, dans son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président Bush avait exclu tout compromis avec l'Irak sur la recherche et la destruction de ses armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, ainsi que sur celle des vecteurs (obus et missiles) permettant de les transporter. Selon M. Bush, « Saddam poursuit aujourd'hui la reconstruction de ses armes de destruction massive ». Par ailleurs, les sanctions économiques devraient rester en vigueur « tant qu'il est au pouvoir ».

Pour le président des États-Unis, les tergiversations irakiennes face aux injonctions de l'ONU ne sont que le dernier chapitre en date d'une réalité très irritante dans la perspective de l'élection présidentielle de novembre 1992 : Saddam Hussein relève la tête. L'Irak a multiplié, au cours de l'été, les petites incursions au Koweït et dans la zone démilitarisée au nord de l'émirat. Bagdad a refusé de déplacer des postes de police situés à l'intérieur des frontières du Koweït reconnues par l'ONU.

Enfin, des troupes irakiennes ont été redéployées dans le Kurdistan. A cet égard, le 30 septembre, les alliés décideront du sort des unités de la coalition stationnées dans l'est de la Turquie pour défendre, le cas échéant, les populations kurdes contre une répression militaire irakienne.

Les collaborateurs du président Bush sont divisés sur le bien-fondé d'une nouvelle intervention militaire en Irak, fût-elle limitée à des missions d'escorte et de protection. Si devait triompher la thèse interventionniste, défendue par Brent Scowcroft, le conseiller de M. Bush pour la sécurité nationale, Washington pourrait suggérer à Paris, Londres, Moscou et Pékin de lancer à l'Irak un ultimatum « à quarante-huit heures » assorti d'une menace d'intervention militaire. Hier, toutefois, George Bush niait s'être déjà rangé à cet avis : « Nous n'en sommes pas là. Nous attendons de posséder toutes les informations nécessaires. »

St. M.

LE FIGARO

25 septembre 1991

International Herald Tribune September 26, 1991

Defiant, Baghdad Won't Free Team

Compiled by Our Staff From Dispatches

NICOSIA — Iraq defied the United Nations and fresh threats from Washington on Wednesday, refusing to release a team of UN nuclear inspectors held in a Baghdad parking lot.

The UN team has refused to hand over videotapes and documents seized in a search for a secret nuclear weapons program.

The UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, said he had been unable to persuade Iraqi officials to free the 44 inspectors, who have been held for more than 30 hours.

Iraq says the documents are personnel records of Iraqi Atomic Energy Commission employees. The inspectors, led by David Kay of Texas, say they show "the administrative structure of Iraq's nuclear weapons program."

Mr. Pérez de Cuéllar appealed to the Iraqi foreign minister, Ahmed Hussein Samaraei, for the release of the inspectors but told reporters he had received a "restatement of the Iraqi position — nothing new."

The inspectors said Wednesday that more soldiers had moved into the area.

Three bus loads of Iraqi women showed up at the parking lot for a brief demonstration against the inspectors and the United States.

Mr. Kay told The Associated Press via satellite telephone that the number of armed Iraqi soldiers around the parking lot near the records building where the documents were found had risen from about 70 to as many as 200 after sundown. He said an undetermined number of soldiers had gone into apartment buildings overlooking the site.

The soldiers had not made any threatening moves, Mr. Kay said.

Mr. Kay said Iraqi troops moved in to stop the inspectors from putting UN seals on boxes containing the documents.

The showdown continued after Iraq gave the UN a written assurance that it would allow UN monitors to fly over its territory to look for hidden weapons centers. Iraq had opposed the surveillance flights that the UN inspectors want to make under terms of the Gulf war cease-fire.

The State Department expressed skepticism about Iraq's pledge. A department spokesman, Richard A. Boucher, said, "Iraq has made a number of unconditional pledges in the past." He added that the United States reserved judgment to see whether Iraq allowed the flights without obstruction.

UN officials announced tentative plans Wednesday for a helicopter mission in four or five days to search for Scud missiles and launchers in western Iraq.

Iraq has repeatedly denied it is trying to develop nuclear weapons. According to Mr. Kay, dozens of Iraqi women saying they were spouses of workers in Iraq's nuclear program demonstrated noisily for about 30 minutes at midafternoon. He said the women shouted, "Down with Bush!" and carried neatly lettered signs in English.

At midday, said Mr. Kay, Iraqi security officers "charged into the circle" of the team's six cars and a bus to stop the inspectors from

putting UN seals on boxes containing the documents. He said the team wanted to seal the boxes to prevent any Iraqi tampering while members of the UN group were asleep. The security men moved back after the team agreed not to seal the boxes, he said.

The siege began at midday Tuesday when Mr. Kay's team refused to give up copies of documents it made in a surprise search. Mr. Kay argued that the inspectors should be free to copy and analyze the data under terms of the Gulf war cease-fire.

Videotapes made by the inspectors were said to show details of Iraq's secret nuclear weapons program, its foreign suppliers and top Iraqi directors.

In an interview with CNN, Mr. Kay said the Iraqis continued to allow other UN officials in Baghdad to bring the team food and water.

The inspectors, Mr. Kay said, spent most of the day doing "the inevitable paperwork that goes

with any inspection — successful, unsuccessful or interrupted." He added that they were putting together a "formal dinner" of U.S. military rations to while away their second night.

Iraq called Mr. Kay an American spy, a charge Mr. Kay called "absolutely untrue."

The UN nuclear inspection team is a predominantly American mobile recording unit.

The 44-strong team is made up of 27 Americans, 5 Canadians, 3 New Zealanders, 2 Australians, 2 Germans and 2 Britons, as well as an Egyptian, a Moroccan and a Syrian, according to spokesman, David Kydd, of the International Atomic Energy Agency.

It carries all the electronic gear needed to record its searches and discoveries, he said.

He added: "They're all fit people, tennis players and joggers. They have to be fit to work in the heat and conditions they're sent to." (AP, Reuters)

International Herald Tribune September 28-29, 1991

Getting the Goods on Iraq

One aim overrides all others in the confrontation between the United Nations and Saddam Hussein — halting Iraq's secret nuclear weapons program, which now appears far more extensive than previously suspected. The inspectors detained in Baghdad this week appear to have found much of the evidence needed to understand Iraq's effort and identify its outside suppliers.

From that information, analysts can figure out what is needed next to produce nuclear bombs. The significance of this data goes far to explain Saddam's crude interference. Through a deft combination of threats and restraint, the Bush administration and its allies now appear poised to bring that evidence to the outside world.

The detention of 44 UN inspectors in a stifling Baghdad parking lot is only the latest, and probably not the last, Iraqi provocation. Iraq has lied about its weapons programs and stocks, threatened inspection teams, and imposed crippling restrictions on helicopter reconnaissance flights.

President George Bush's threats of force, coordinated with UN allies, have repeatedly compelled Baghdad to back down. But an actual resort to force, though it cannot be excluded, would have serious costs, and is well worth avoiding.

Saddam, at least, is gambling that renewed conflict would give him another shot at derailing the monumental Middle East peace

conference scheduled to start next month. Of more direct relevance, air attacks on suspected weapons sites could, perversely, scatter evidence the UN inspectors want.

Israel's 1981 air raid on the Osirak reactor, like allied raids during the Gulf war, set back but could not eliminate Iraq's nuclear program. Only inspections on the ground can fully detect and destroy enriched uranium supplies, illicit technologies and contraband imports of critical components.

Saddam deceived the world for years by hiding most of his nuclear program from International Atomic Energy Agency inspectors. In the wake of this deception, the entire international system of nuclear safeguards and inspections requires toughening.

Inspections remain the most reliable way to prevent nuclear proliferation. When faced with intentional cheating like Iraq's, inspectors need to be able to go where they choose without challenge or delay, and have full access to all the evidence they find. Iraq's defeat paved the way for such inspections; subsequent Security Council resolutions authorized them.

It is now within the world's grasp to eliminate Iraq's arsenal of weapons of mass destruction. Completing the job will require more resolute diplomacy. Pulling the trigger may be satisfying, but the task is to get the goods on Iraq.

— THE NEW YORK TIMES.

Iraq's Nuclear Effort: Huge, Well-Staffed and Well-Stocked

By Michael Wines
New York Times Service

WASHINGTON — From spy satellites, defectors and United Nations inspections, the Bush administration has assembled the outline of an Iraqi nuclear weapons program that is far grander and more sophisticated than first suspected and that President Saddam Hussein is still working to shield from destruction, officials say.

Government and private experts who have reviewed that outline estimated that the Iraqi program employed 10,000 or more scientists, technicians and other workers. They said it consumed billions of dollars in the 1980s, when Iraq was struggling for survival in a war with Iran.

Much of the program's bricks-and-mortar base was damaged or destroyed in the Gulf war. But officials said that other key materials and equipment survived the air attacks and are now being hidden from inspectors from the International

Atomic Energy Agency who are in Iraq under a United Nations mandate.

More important, they said, Iraq's formidable corps of nuclear scientists, engineers and weapons experts escaped the war virtually unharmed and could be reassembled at will should outside inspections end and global trade sanctions against Iraq be lifted.

"What we've found is that Iraq now has the largest technical and scientific base in the Middle East," said Ahmed Hashim, a Washington-based consultant on Middle Eastern affairs and an expert on the Iraqi military. "I'd say Israel's is qualitatively better, but in terms of numbers, Iraq is the largest."

Mr. Hashim, a physicist, estimated that the Iraqis might well have exploded a reasonably sophisticated nuclear weapon by 1993 or 1994 and detonated a hydrogen bomb several years later had the Gulf war not cut short their plans.

Other government experts have con-

ceded that Iraq's nuclear effort was far more advanced than was depicted last year by U.S. intelligence analysts. Those analysts said then that Iraq might have produced a single crude atomic device in less than a year under a crash program, but that it was 5 to 10 years away from being able to produce more weapons, assembly-line style.

The administration outline indicates that Iraq has employed not one, but four separate technologies in an all-out effort to make plutonium and enriched uranium, either of which can form the core of an atomic bomb. It also shows that Iraq's program received substantial outside help, although the identities of several foreign companies or governments involved in the program remain unknown.

A senior Pentagon official said Thursday that the inspection team in Iraq singled out the Baghdad office building and the room where Iraq nuclear documents

were being stored after being given a tip from a recent defector.

That defector, one of at least three, disclosed that broad sections of the Iraqi nuclear-weapons project had escaped bombardment and that other key parts had almost entirely escaped detection. Among them were a vast assembly of electromagnetic devices that were already prepared to start producing enriched, bomb-grade uranium.

U.S. analysts had discounted the possibility that Iraq was using calutrons because they were judged inefficient and slow when the United States employed them in the 1940s to produce the cores of the first atom bombs. Calutrons are electromagnetic mass spectrometers used to separate isotopes.

Most experts had concluded that Iraq was seeking to enrich its uranium through the use of delicate, fast-spinning centrifuges that separate the heavier and lighter isotopes of uranium gas.

Inspectors and intelligence agencies have since learned that the Iraqis were pursuing several routes. Scientists had improved the electromagnetic separation process and built three sites for testing and production of enriched uranium, inspectors have concluded.

Moreover, Iraq also was studying the production of bomb-grade uranium by a third method, called thermal diffusion, and had secretly produced a minute amount of plutonium by cheating on international inspection safeguards at its experimental nuclear reactor in Tuwaitha.

Administration officials said that Iraq's nuclear, chemical and biological weapons programs, all mandated for destruction under the terms of a cease-fire dictated to Iraq at the close of the war, are now dormant. But officials said that Iraq maintains the potential and the desire to rebuild its program.

U.S. Won't Negotiate On UN Team

Reuters

WASHINGTON — Although the United States on Thursday endorsed having the UN team in Baghdad give Iraq a list of nuclear arms documents, it opposed a high-level UN official's traveling to Iraq or any negotiations on the team's work.

"The point is the inspectors have to be able to carry out their work, and at this point the Iraqis are not permitting them to do that under the terms that they set forth," said Richard A. Boucher, a State Department spokesman.

"We have no problem with the inspection team leader providing a list of the documents to the appropriate Iraqi authorities," he said.

But he added, "We would not support the travel of any high-level UN official to Baghdad. There should not be any negotiations over these requirements."

In Washington, the White House spokesman, Marlin Fitzwater, said that although the dispute over UN inspectors may be settled, the United States still had concerns over what he termed Iraq's "cheat and retreat" pattern on UN resolutions.

That pattern, he said, "causes us to consider whether or not there are other kinds of pressures that need to be brought to bear to ensure long-term compliance."

"All options are open," he said.

In New York, the Security Council accepted an Iraqi offer to free the team of UN inspectors if a joint inventory were made of documents they had concerning Baghdad's nuclear program.

Mr. Boucher renewed the U.S. warning that "we have not ruled out any courses of action if Iraq does not comply" and release the UN team without conditions.

As friction between Washington and Baghdad continued, the Pentagon reported that Patriot air-defense missiles had begun arriving in Saudi Arabia from Europe at the request of the Saudis and that F-111 bombers were sent to Incirlik Air Base in Turkey on Wednesday to protect Kurds in northern Iraq. The F-111s arrived as U.S. and allied troops were being withdrawn from southwestern Turkey.

The Defense Department spokesman, Pete Williams, said that the first of 24 launchers and nearly 100 missiles had arrived and "will be operational within a matter of days."

Mr. Williams also said that Lieutenant General Joseph P. Hoar, the new commander of the U.S. Central Command, was touring the Gulf region on a scheduled visit. The Central Command includes U.S. Gulf forces.

Baghdad Standoff Is Over, UN Team Says

Compiled by Our Staff From Dispatches

NICOSIA — David Kay, the American head of the United Nations nuclear inspection team that has been detained in a Baghdad parking lot for four days, said Saturday that the standoff was over.

"The siege is officially over as of seven minutes ago" when Iraqi soldiers began pulling back, Mr. Kay said on Cable News Network.

"The agreement reached is exactly what we came here for," said Mr. Kay, whose team has been inspecting documents relating to Iraq's nuclear program under terms of the UN cease-fire ending the war in the Gulf.

"We have full control over the documents, all the videotapes," he said.

For four days, the 44-member team had been surrounded by scores of Iraqi troops in a parking

lot outside the Iraqi Atomic Energy Commission.

The showdown began on Tuesday, after the Iraqis demanded that the inspectors turn over documents

Saddam's "cheat and retreat" style frustrates U.S. Page 5.

detailing the country's secret nuclear program.

The Security Council, wanting to free the inspectors but insisting on its rights to the documents, accepted an Iraqi plan Thursday.

Under the accord, the inspectors were to maintain possession of the documents, photographs and videotapes while they and Iraqi authorities catalog the evidence, diplomats said.

Iraq had initially demanded that the team relinquish the documents, but the inspectors refused.

"We've done all the preparatory work on the documents, the video and the film," Mr. Kay said earlier. "So we're ready to go."

The Bush administration halted plans Thursday to send attack helicopters and additional warplanes to Saudi Arabia as tensions seemed to ease.

The Saudi defense minister also told Washington that he saw no need for additional firepower to be sent to the kingdom, officials said.

While halting major military movements, U.S. officials disclosed that preparations for possible bombing raids and other new military missions inside Iraq had been advanced and extensive.

A helicopter base was being established in northeastern Saudi Arabia to support any UN helicopter searches inside Iraq.

General Joseph P. Hoar, the new chief of the U.S. Central Command, had received presidential authority in recent days to begin drawing up a list of targets in Iraq should Mr. Bush decide to order punitive air strikes to force President Saddam Hussein to comply with the terms of the cease-fire that he agreed to with the United Nations.

The motivation behind the Saudi decision not to accept any more U.S. warplanes and armed helicopters was unclear to American officials.

In response to the Saudi decision, U.S. officials said, a flight of transports carrying assault helicopters was turned around in midair Thursday after it had left for Saudi Arabia.

The target planning continued, however. (AP, NYT)

International Herald Tribune September 28-29, 1991

Cheat and Retreat': Saddam's Tactics Frustrating U.S.

By Ann Devroy and John Lancaster

Washington Post Service

WASHINGTON — The apparent defusing of the latest crisis over international inspection of Iraq's military arsenal has left President George Bush frustrated and his aides groping for a way to further pressure President Saddam Hussein short of direct military action against him, according to sources.

The problem, said the White House spokesman, Marlin Fitzwater, is Mr. Saddam's "cheat and retreat" cycle, in which he throws up obstacles to United Nations searches for his weapons and then retreats in the face of threats.

"There is a pattern there that's very troubling and causes us to consider whether or not there are other kinds of pressures that need to be brought to bear to ensure long-term compliance," he said.

Senior officials said that in facing two cases of Iraqi resistance

this week — over UN helicopter surveillance flights and a weapons inspection team — Mr. Bush and his aides began examining military options. These included the renewed bombing of Iraq, using updated targeting lists of nuclear and other weapon-producing centers.

The updating, an official said, grew out of the information gathered in the past weeks by the UN inspectors. But officials said that even the prospect of renewed bombing, resisted by some members of the Gulf war allied coalition, left Mr. Bush and his team unsatisfied.

One official said that the fundamental problem "in the discussions of a broader solution is you cannot go in in any broad way, realistically, without targeting Saddam Hussein."

"He's the problem," the official said, adding that the Department of Defense "gags on that."

He continued, "The debate has produced — paralysis is too strong

a word — it has produced hesitancy."

The official said "serious work and discussion" was continuing within the administration and among allies over the broader problem of what to do about Iraq's increasing recalcitrance. On Thursday Mr. Bush was considering issuing a new public blast at the Iraqi leader and taking further steps to try to isolate him, officials said, but abandoned it in the face of internal debate.

According to one official, the White House is debating "some middle ground" between "ignoring him and sending in F-117s to get him." Such a middle ground could include holding public sessions with Kurdish and Iraqi resistance leaders, recognition of a government in exile and similar moves to demonstrate that the United States would not let up the pressure.

"If you are asking whether there are military options to compel them to comply with the UN Security Council resolutions, the answer to that is yes," said a senior U.S. defense official. But he and others cited serious problems about the timing, targets and political implications of even a small-scale renewal of the U.S.-led war that defeated Iraq in February.

From the standpoint of Pentagon planners, enforcing the UN cease-fire resolutions presents no easy or obvious military solution.

For example, Mr. Bush's warning last week that he might send U.S. warplanes to fly air cover for the UN surveillance helicopters avoided the question of how to guarantee access to Iraqi facilities once the inspectors were on the ground.

"I don't see any way to link feasible military objectives to the problem at hand," said Thomas L. McNaughton, a senior fellow at the Brookings Institution. "The most obvious and easily used force is air power, and while it might intimidate the Iraqis simply to bomb something, I don't know what kind of targets one bombs. A lot of these problems imply a need for ground forces."

But using ground forces would carry huge political risks at home and abroad. In recent days, U.S. allies and members of the Security Council have shown little desire for a new military confrontation in the Gulf, opting instead for an international media campaign to embarrass the Iraqis — with the 44 detained inspectors occupying center stage.

As they demonstrated during the invasion of Panama and the Gulf war, General Colin L. Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, and Defense Secretary Dick Cheney are cautious strategists not inclined to risk U.S. forces until assured of overwhelming military superiority.

Ces drôles d'Auvergnats

Mainsat est — ou plutôt, était — un village presque mort. Avec un peu moins de 130 000 habitants, la Creuse est la lanterne rouge des départements français les moins peuplés, derrière la Lozère. Comme les autres villages du département — certains ont perdu 200 habitants en dix ans — Mainsat est habité par une majorité de personnes âgées. Mais, depuis un an, soixante nouveaux venus redonnent vie au village.

Personne ne se retourne pour regarder les deux clients qui viennent d'entrer "chez Gustou", le café de Mainsat. Lui, la soixantaine dégarnie, vêtu d'une veste et d'un pantalon bleu foncé, avec un gilet à fleurs, passerait facilement inaperçu. Mais certainement pas elle : avec sa grande robe bleu vif et son fichu blanc couvrant les cheveux teints au henné et enroulé autour du cou, elle détonne dans cette salle de café : Rachid et Fatiha font partie du groupe de 62 réfugiés kurdes irakiens vivant à Mainsat.

Les armes chimiques et l'exode

Les 355 réfugiés kurdes irakiens accueillis en France à l'initiative de Mme Danielle Mitterrand avaient fait sensation en débarquant à l'aéroport de Clermont-Ferrand, en août 1989. Ces hommes vêtus de pantalons bouffants, avec une bande d'étoffe en guise de ceinture, coiffés d'un turban à carreaux noirs et blancs ou roses, et ces femmes portant de longues robes aux couleurs chatoyantes, la tête couverte d'un fichu, paraissaient débarquer d'une autre planète. Plusieurs jours après leur arrivée, ils avaient encore un mouvement de recul

devant les uniformes des soldats chargés de les héberger au camp militaire de Bourg-Lastic, et ils se plaquaient au sol chaque fois qu'ils entendaient le vrombissement d'un avion. L'air hagard, ils ne pouvaient manifestement

quie avec l'espoir d'y trouver refuge.

"J'ai tout, tout laissé derrière moi", dit Rachid. Rachid était un "agha", un propriétaire terrien, et il a effectivement laissé beaucoup de biens derrière lui : ses terres, sur lesquelles

mère, Hamra, qui avait plus de 85 ans, sur son dos."

L'armée turque, massée à la frontière, a d'abord voulu s'opposer à leur passage, avant de les parquer dans des camps où les conditions de vie étaient terribles.

Visitant le camp de Mardin (Turquie) en mai 1989, Mme Danielle Mitterrand avait alors confié à la fondation France-Libertés, dont elle est la présidente, le soin de les faire venir.

Pourquoi le village de Mainsat ?

Le camp de Bourg-Lastic était un camp de transit, les réfugiés kurdes ne devaient y rester que deux mois. Le temps de recevoir une carte de réfugié politique et une carte de séjour provisoire. Le temps aussi d'être pris en charge par le service social d'aide aux émigrés et les Assedic. Le temps enfin des premiers cours d'alphabétisation, avec l'aide d'interprètes recrutés par l'Institut kurde de Paris.

Pour leur insertion définitive il fallait de toute urgence trouver des villages d'accueil situés, de préférence, dans une région quelque peu semblable aux montagnes du Kurdistan d'où venaient ces réfugiés. Des villages abandonnés, il y en a plein,



Dans le camp de Bourg Lastic, les réfugiés restent prostrés, le regard hagard, choqués par les scènes d'horreur qu'ils ont vécues.

pas oublier les scènes d'horreur qu'ils avaient vécues depuis un an. L'armée irakienne avait lancé le 25 août 1988 une offensive générale sur tout le Kurdistan : abandonnant leurs villages bombardés avec des gaz asphyxiants, plusieurs dizaines de milliers de Kurdes avaient marché pendant plusieurs jours et plusieurs nuits vers la frontière de la Tur-

poussaient quelque 5 000 pommiers, des vignes, des vaches et des chèvres. Tout est irrémédiablement perdu. "Nous avons marché pendant trois jours jusqu'à la frontière", raconte Mona, une de ses filles, âgée de 20 ans, qui commence à s'exprimer en français. "J'ai porté sur mes épaules la petite Kajin, qui avait 4 ans, et mon beau-frère Abed a pris sa



*Premiers contacts dans une ferme
Rachid retrouve les gestes communs à tous les paysans.*



Rachid et Fatiha prennent volontiers leur café "chez Gustou". Depuis qu'ils vivent au coeur du village, les liens avec les habitants de Mainsat se multiplient et des amitiés se nouent.

paraît-il, en Auvergne. Abandonnés, peut-être, mais pas disponibles : les héritiers s'accrochent aux maisons de leurs parents, même en ruines. Bien souvent, on ne sait même pas où les contacter...

Fin septembre, Gaston Rimareix, député-maire de Mainsat, propose de prendre en charge un groupe de 62 réfugiés. "Notre premier réflexe, assure Gaston Rimareix, était un réflexe humanitaire : il y a une tradition d'accueil dans cette commune, qui a reçu des Espagnols avant la dernière guerre, des enfants juifs pendant la guerre, et des Polonais après..."

Un autre facteur a joué : le dépeuplement du village

Ces drôles d'Auvergnats

dont la population s'amenuisait à chaque recensement. De 2 500 au début du siècle, la population était tombée à 586 en 1990. "A chaque réunion du conseil municipal, reconnaît Henri Tixier, notaire et adjoint au Maire, nous nous posons la même question : "que faire pour empêcher notre village de mourir comme les autres ? "Faire venir un groupe d'une soixantaine de personnes, dont 30 enfants en âge d'aller à l'école, c'était évidemment injecter du sang neuf à notre commune", conclut le premier adjoint. Une première réunion d'information publique est organisée en catastrophe. 150 personnes y assistent — "un succès", selon le maire.

Des clivages non politiques mais humains

Trois courants se font jour au sein de la population : un tiers est à fond "pour", dont les plus actifs se regrouperont au sein de l'association "Mainsat-Kurdistan" ; un autre tiers est contre, le reste est attentiste, un peu inquiet, mais pas hostile.

"Ce qui est intéressant, fait remarquer le maire de Mainsat, c'est que les clivages n'ont pas été politiques : ce n'est pas la gauche qui a accepté, la droite qui a refusé"... Evidemment, la responsable du Front National pour la Creuse a distribué un tract s'élevant contre l'arrivée de ces "rudes montagnards moyen-orientaux qui ont toujours vécu les

armes à la main", ces "musulmans qui vont d'abord exiger un lieu de culte, puis rapidement une mosquée, alors que nos églises sont pour la plupart fermées". Il y a des gens de gauche — y compris des communistes — qui sont contre, et qui le disent et des gens de droite qui ont été dès le départ très favorables. Le curé est monté en chaire pour dire : "Jésus était étranger, il a été accueilli. Mobilisez-vous !"

Mainsat prend les moyens de l'intégration

"Trois choses préoccupaient les habitants de Mainsat, raconte aujourd'hui Gaston Rimaireix : le fait que les nouveaux arrivants ne soient ni Italiens ni Portugais, bref, pas catholiques, mais "Arabes" (en fait, les Kurdes ne sont pas des sémites, mais des aryens) musulmans, avec des "femmes voilées". Une autre interrogation concernait l'emploi. La dernière, en fin, l'école : est-ce qu'on ne va pas tirer l'école vers le bas avec l'arrivée de 30 enfants qui ne parlent pas le français ?"

"Nous étions très conscients de ce problème, ajoute le maire de Mainsat, et nous n'aurions jamais accepté la venue de ces réfugiés si le financement de l'opération n'avait été intégralement pris en charge par le gouvernement et si nous n'avions pas obtenu l'encadrement pédagogique nécessaire."

L'accueil des réfugiés kurdes à Mainsat a été facilité par l'existence, sur la commune, d'un village de vacances, vide fin septembre. Par ailleurs, Henri

Tixier, président de l'association Mainsat-Kurdistan et notaire, trouva très vite neuf maisons inoccupées. L'insertion professionnelle des réfugiés était plus complexe. Les jeunes femmes sont en stage à Aubusson, dans un atelier d'une manufacture de tapisserie, les hommes, dans des entreprises voisines ou au service de la commune. Globalement, les employeurs sont plutôt satisfaits, et plusieurs souhaitent embaucher leurs stagiaires. Paradoxalement ce sont les Kurdes qui tergiversent : les jeunes femmes rechignent un peu à faire chaque jour le trajet Mainsat-Aubusson (23 km) et trouvent le maniement de l'aiguille pénible.

Certains jeunes gens trouveraient "dégradant" de transporter de la terre avec une brouette, et voudraient vivre dans une grande ville et "acquérir une formation professionnelle en France"...

D'autres croient peut-être que leur qualité de "protégés de la présidente" les dispense de travailler, mais le maire de Mainsat est formel : "Ils doivent s'intégrer professionnellement. On peut sans doute leur accorder un deuxième stage de mise à niveau, mais ils ne peuvent rester indéfiniment au R.M.I."

On bavarde ou on jardine ensemble

Faisant le bilan de cette "aventure", Colette Norre, secrétaire de mairie, affirme que l'insertion sociale se passe beaucoup mieux qu'on ne l'avait espéré, surtout depuis que les familles sont réparties dans le bourg.

"Depuis que je me suis

cassé le poignet, Fatiha vient souvent chez moi, raconte Jacqueline Jouhannique, et d'autorité elle épluche les légumes que j'essayais de préparer, en me disant : "toi assis". Elle fait des progrès, et a réussi à me faire comprendre hier que sa fille, qui vit à Peyrelevade, était à l'hôpital."

Les retraités ne sont pas en reste. Les Bourgeois viennent régulièrement chez Rachid et Fatiha. Pendant que Daniel et Rachid jardinent ensemble, Colette et Fatiha "discutent" dans la cuisine en préparant le déjeuner... De son côté, Mohammed, un des fils de Rachid, s'est lié d'amitié avec son voisin, André Boussange, ancien chef de Lapérouse : c'est Mohammed qui lui coupe les cheveux !

Des enfants jouent à nouveau sur la place

Cet été, un mariage assez particulier a eu lieu à Mainsat : Mona, la fille cadette de Rachid, a épousé Djemal, un des interprètes de l'Institut kurde de Paris. Voyant passer la jeune mariée, Mme Marie Pascanet, une voisine âgée de 89 ans, a dit : "ce sont de braves gens ; on n'a pas la même voix ... alors on se comprend par signes."

Les petits Kurdes, eux, ont fait des progrès remarquables en français et sont invités dans les familles de leurs camarades d'école creusois, insufflant une vie nouvelle au village : "Il y avait 40 ans, constate avec satisfaction le député-maire de Mainsat, qu'on n'avait pas vu des gosses jouer au ballon sur la place du village."

Texte et photos
Chris Kutschera

September 1991

A Helsinki Watch Report

“PUNISHED PEOPLES” OF THE SOVIET UNION THE CONTINUING LEGACY OF STALIN’S DEPORTATIONS

Kurds

Of the various groups interviewed for this report, none was more insistent about its fears for the future than the Kurds. Briefly stated, the Kurds are worried that there is only one Soviet republic left, Kazakhstan, in which they still feel welcome. “What will happen,” they ask, “if Kazakhstan suddenly changes its policy?” If their last refuge in the Soviet Union should prove untenable, they do not see emigration abroad as an option, given the problems of Kurds in Turkey, Iraq, Iran and other countries,

Deportation

The Kurds were ousted from their Transcaucasian homeland by the NKVD and transported to Central Asia in two waves, the first in 1937 involving those who lived along the Turkish border, the second in 1941 affecting Kurds in other parts of the western USSR.¹⁶³ In between these two waves, there was reportedly a purge of Kurdish households in Central Asia when in 1938 all heads of household were rounded up by the authorities and never reappeared. The conditions of deportation were the familiar story of three days in cattle cars, with many deaths, especially of children.

Historical Background

Before the deportation, there were about 80,000 Soviet Kurds. The majority lived in Azerbaijan, the rest principally in Armenia. In the 1920s and 30s they had their own schools, teacher colleges, newspapers, magazines and national units in the Red Army—all of which were lost on deportation and have never been regained.¹⁶⁴ The Soviet Kurds consider themselves to be an integral part of the Kurdish people dispersed in parts of Turkey, Iraq, Iran and Syria speak the same western Iranian language, and identify with their problems. A casual reference made in conversation with some Soviet Kurds to television footage of a Kurdish leader in Iraq embracing Saddam Hussein triggered a heated defensive response and the argument that Kurdish leaders in that country had to make the best of a bad situation.

Exile

Like other deported groups, the Kurds were subject to the “special settlement” regime. They were not authorized to leave their villages in Central Asia until 1957.

¹⁶³ Some turkicized Kurds deported in the second wave appear to have adopted the identity of Meskhetian Turks. See section on that nationality.

¹⁶⁴ “Kurduy,” *Bol’shaya Sovetskaya Entsiklopediya*, Vol. 95, Moscow (Ogiz) 1937, pp. 534-35.

Rehabilitation

The Kurds were released from the "special settlement" restrictions after Stalin's death. However, they were another deported nationality ignored by Khrushchev in his 1956 speech mentioning the deportations. As far as Helsinki Watch has been able to learn, they have never been publicly exculpated of wrongdoing. In any case, they have not been allowed to return to their former home region.

Situation Today

Helsinki Watch had an opportunity to hear about the problems of the Soviet Kurds from a group of that nationality assembled at a state farm some twelve kilometers from Alma-Ata. The occasion was an outdoor feast held in an orchard in the shadow of the snowcapped Ala-Too Mountains to honor two Kurdish visitors from Syria, one of whom was identified as a member of the "Politburo" of the Syrian Communist Party. Our volunteer driver for the occasion was a Kurdish detective on the Alma-Ata police force. The master of ceremonies was Nadir Karimovich Nadirov, a scientist who belongs to the Kazakhstan Academy of Sciences. This was clearly an elite group: all were well educated (and spoke flawless, unaccented Russian). As an indication of the Kurds' ability to achieve, Helsinki Watch was proudly informed that more than half the group were members of the Communist Party. Some had arrived recently in Kazakhstan as refugees from Armenia, where the Muslim Kurds are said to be no longer welcome since the eruption of fighting with Azerbaijan. Those present told us that the Kurds have also been pressured out of homes in Azerbaijan, Kirghizia and the RSFSR. Although they show no interest in leaving the Soviet Union at this point, they spoke with passionate concern about the wretched situation of their fellow Kurds in other countries.

These Kurdish spokesmen claimed that the figure of 153,000 Soviet Kurds given in the 1989 census is much too low, that many Kurds have given in to pressure to adopt other national identities (such as Azerbaijani).¹⁶⁵ Yet it was admitted that assimilation is a serious problem. In the republics of Armenia and Georgia, Helsinki Watch was told, Kurds are forced to adopt the identity of Christian Yazids for protective coloration to escape persecution. The problems of the Kurds are compounded by a lack of Soviet schools, media and other cultural facilities using Kurdish. Apparently language classes set up by the Kurds with their own resources after a 1990 law authorized formation of cultural groups has so far done little to solve the problem.

Since emigration is perceived as out of the question, the Kurdish goal is autonomy within the USSR, preferably in the general area of the Soviet border with Turkey. The Kurds complain that without their own autonomous region they will continue to face assimilation and to suffer discrimination from host nationalities in the places where they reside. They fear that someday there may be an explosion of ethnic violence against them like the one unleashed against the Meskhetian Turks in Uzbekistan's Ferghana Valley in 1989.

¹⁶⁵ By some estimates there are as many as 300,000 to 500,000 Soviet Kurds. See Catherine Cosman, letter to the editor, *New York Times*, June 2, 1991.

Rencontre

Une Trouvillaise chez les Kurdes

Une infirmière trouvillaise, Sophie Rousseau, vient de passer trois mois en Iran. Avec une équipe d'« Hôpital sans frontière », elle s'est occupée de vingt-mille kurdes irakiens réfugiés dans un camp.

La jeune trouvillaise Sophie Rousseau ne conçoit son métier d'infirmière qu'à des milliers de kilomètres. « Là où les gens sont les plus démunis, explique-t-elle. Je ne pense pas que les Trouvillais ont besoin de moi. »

A 26 ans, Sophie Rousseau a déjà passé deux ans en Guyane française, à Kourou. Dans les prochains mois, elle espère bien faire partie d'une mission au Vietnam, organisée par « Hôpital sans frontière ».

C'est au sein de cette organisation que l'infirmière a passé les trois mois d'été en Iran, au camp

d'« El Halfer » où vivaient vingt mille réfugiés kurdes irakiens.

L'équipe d'« Hôpital sans frontière » comprenait, outre Sophie Rousseau, près de vingt personnes, médecins et sage-femme compris. « Nous sommes partis avec vingt-quatre tonnes de matériel, raconte Sophie Rousseau. Il a fallu construire un hôpital de campagne, mais d'abord monter des tentes pour isoler les malades qui présentaient des risques d'épidémies, de choléra notamment. Tout est resté sur place. C'était une condition imposée par l'Iran. » Plus de trois tonnes de médicaments ont suivi.

« Il a fallu faire face à des tas de problèmes, poursuit l'infirmière. Le manque d'eau était le plus important avec la malnutrition. Nous avons travaillé dans des conditions très particulières avec le couvre-feu. Les femmes avaient l'obligation de porter le tchador. »

La mission d'urgence en Iran a été financée à 90 % par la Communauté économique européenne (CEE), le reste par le Rotary club. Le budget total a atteint quatre millions de francs.

Tout ce qu'elle a vécu pendant trois mois, Sophie Rousseau veut le partager avec les Trouvillais. Pour eux, elle animera une conférence samedi 26, à 17 h à la mairie. « Chaque infirmière fera ce genre de réunion dans sa propre ville, conclut l'infirmière. A Trouville, un médecin M. Eric Braun, une sage-femme Catherine Charvat, et M. Jean-Claude Lafeuillade, président d'« Hôpital sans frontière », viendront également apporter leur témoignage. »

Sophie Rousseau en Iran : vingt-six accouchements ont été pratiqués au camp d'« El Halfer ».



ACTION HUMANITAIRE

Soutien au peuple kurde



Lors d'une dernière réunion, animée par M. BERTHOLINO. (Photo « La Dépêche du Midi », P. Roubichou.)

Lors de la soirée d'information et de soutien du mois d'avril s'est créé le Collectif ariégeois de soutien au peuple kurde (constitué d'individus et d'associations). Depuis sa création, les actions suivantes ont été menées :

- Diffusion de cinq mille tracts sur lesquels apparaissent les coordonnées des différentes organisations humanitaires travaillant sur le terrain (tirage offert par l'imprimerie Polito, de Pamiers) ;

- Une journée de jeûne et d'action au Mas-d'Azil, le 21 avril ;

- Une lettre de demande de subventions d'urgence pour les Kurdes envoyée, par l'entremise de la préfecture, à toutes les mairies de l'Ariège, à des entreprises et au conseil général.

Bilan financier. - 3.350 F ont été recueillis par le collectif (lors de la réunion de création du collectif et pendant la journée de jeûne et de soutien).

Voici les subventions dont nous avons connaissance : 5.000 F par la mairie de Saint-Girons, 1.000 F par la mairie de Saint-Jean-du-Falga et 20.000 F par le conseil général.

Soit un total de 29.350 F versé aux associations humanitaires.

Les associations humanitaires travaillent toujours au Kurdistan. Elles ont encore besoin de dons. Le collectif signale aux communes qui n'ont rien envoyé qu'il est encore temps de le faire. D'autres actions sont préparées pour accompagner et soutenir le peuple kurde dans sa quête d'autonomie.

Un repas kurde est prévu d'ici la fin de l'année. Il sera demandé à une personne ayant travaillé sur le terrain dans le cadre d'une association humanitaire de venir animer cette soirée pour nous apporter des informations sur la situation actuelle au Kurdistan.

Que s'y passe-t-il aujourd'hui ? Trente mille Kurdes sont toujours dans la montagne, sans abri et sans aide. En Iran, il est impossible de savoir exactement ce qui se passe. En Irak, beaucoup ont réintégré leurs villages brûlés et détruits.

Les personnes intéressées peuvent assister à la prochaine réunion du Collectif ariégeois de soutien au peuple kurde, le vendredi 25 octobre, à 20 h 30, salle des Capelles à Pamiers.

Helping Saddam's Comeback

By William Safire

WASHINGTON — We act as if the world has scored a great victory over Saddam Hussein in the Battle of the Baghdad Parking Lot. All that was gained was possession of files that show how the CIA and the American media underestimated Iraq's nuclear buildup. That will enable some of us to issue I-told-you-so whoops, but will do little to curb Saddam's comeback. Only the ouster of his regime will do that, and file-cabinet triumphs oust no dictators.

Meanwhile, his political success has gone unremarked: He is ensuring his survival by splitting his Kurdish opposition, but the Bush administration doesn't seem to care.

If American policy is to force Saddam and his Sunni military clique out, and to replace that repressive regime with a rudimentary democracy of varied cultures within present borders, the Kurds are the key. United, they stand as the nucleus of a national opposition; divided, all hopes fall for internal overthrow of the dictator.

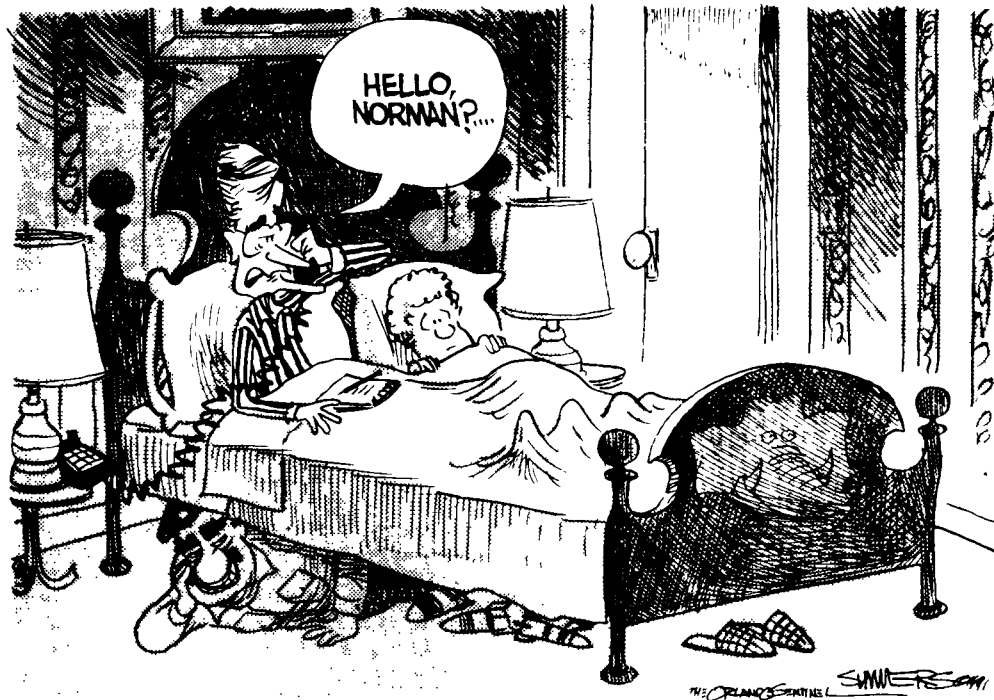
Because of U.S. passivity, they are dividing. The other day in Halabja, site of the poison-gassing Washington ignored three years ago, Massoud Barzani told his people to "be realistic" and make a separate peace with Saddam Hussein, getting whatever autonomy was being offered.

At that very moment, a delegation of Kurdish leaders including Jalal Talabani, Mr. Barzani's rival, was in Washington hoping to be received by President George Bush or Secretary of State James Baker, as it had by Prime Minister John Major of Britain and Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher of Germany.

Such an event would affirm the American commitment to helping Iraqis turn out Saddam and his gang; it would signal Mr. Barzani that cutting a deal with Baghdad would be a mistake.

Instead, the visiting Kurds were told to meet with John Kelly, for years Saddam's man at the State Department, now being warehoused as ambassador to Limbo. When they balked at this insult, they were allowed to see Assistant Secretary Edward Djerejian on his first day at the Middle East bureau.

He reminded the Kurds that America was helping provide relief,



that it was important that the Kurds dissociate themselves from any terrorism and that the U.S. strike force in Turkey had recently been increased to deter repression.

All that had little to do with what Kurds who want to depose Saddam had in mind. Kurds who have been double-crossed by the dictator before want to join with Shiites and anti-Saddam Sunnis to form a provisional government of free Iraq, on Iraqi territory, in the area controlled by the Kurdish forces and the air overhead protected by U.S. jets.

A provisional government in place would have a claim on frozen Iraqi assets abroad, including millions of gallons of Iraqi oil "parked" in Saudi Arabia.

With anti-helicopter and anti-tank missiles, it could defend its provisional capital until the Baghdad clique saw which way legitimate power was flowing and betrayed the dictator.

But the State Department is leery of unruly new democracies; sources dismayed by Mr. Baker's inattention tell me Washington prefers an Iraqi government-in-exile in Riyadh, thus replacing one dictatorship with another if Saddam ever retires.

What is the effect of American passivity? Hawkish Kurds, ready to trust the West, are given tea and sympathy but no incentive to oppose. The Barzani forces — distrustful of America since it betrayed Mulla Mustafa Barzani in the '70s and abandoned the Kurdish rebels after encouraging a revolt earlier this year — are being encouraged now to make whatever deal

they can with the devil they know.

Kurds want a straight answer: "If we refuse to sign with Saddam, will you back us up with the means to feed and defend ourselves?"

The official American answer, in a reply worthy of April Glaspie: "No opinion."

Is that a foreign policy? The Kurds, by letting Saddam split them, are finding out which power — Baghdad or Washington — is more untrustworthy. Mr. Bush, by not coordinating policy to overturn

the dictator, is telling the Kurds that they are better off taking their chances with Saddam.

That is the wrong signal. That means America will again bear the main military burden when it finally decides enough is enough. Better for Mr. Bush to send word to Massoud Barzani to unite the Kurds against a separate peace — and to give him public, ironclad assurances that the United States will provide air cover for the organizing opposition.

The New York Times.

L'AURORE 9 octobre 1991

Bagdad rouvre la chasse aux Kurdes

Les incidents se multiplient au Kurdistan, alors que les forces irakiennes se déploient autour des principales villes de la province. Lundi, Souleymanieh a été bombardée, alors que des affrontements se poursuivaient à Kifri, 90 kilomètres plus au sud. Selon la résistance kurde, Bagdad utilise une centaine de chars, plus de quatre-vingt pièces d'artillerie, et des hélicoptères pour cette offensive, la plus importante depuis qu'un cessez-le-feu non officiel s'est instauré il y a cinq mois afin de faciliter le dialogue entre l'Etat irakien et les combattants kurdes.

Tout l'été, de nombreux incidents ont émaillé cette trêve armée. L'enlèvement des négociations entre Saddam Hussein et les chefs de la résistance kurde a favorisé une nouvelle explosion. L'envoyé spécial de l'agence Reuter, Kurt Shork, a assisté lundi à l'exécution de 60 soldats irakiens désarmés par les pechmergas à Souleymanieh. Les hommes, agenouillés, les mains sur la tête, ont été abattus à bout portant. La population de la ville a commencé à fuir, tandis que les banlieues étaient la cible de l'artillerie irakienne.

Bagdad s'est contenté de reconnaître que « des escarmouches armées provoquées par des éléments irresponsables ont eu lieu au cours des trois derniers jours ». Un porte-parole du ministère de l'Information à Bagdad affirme que ces incidents ont été « circonscrits » grâce à la coordination, entre le ministre de la Défense irakien et le chef du parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani. (Reuter, AFP.)

BIEN PUBLIC 5 octobre 1991

Un mois pour les sauver

800 000 Kurdes ne passeront pas l'hiver sans aide L'aventurier Patrice Franceschi veut mobiliser la Bourgogne

Nous avons tous encore en mémoire le plus grand exode de l'histoire qui, après la guerre du Golfe, a jeté 3 millions de Kurdes sur les routes de montagne. Aujourd'hui, il est certain que 800 000 d'entre eux, en majorité des enfants et des vieillards, vont mourir de faim cet hiver. L'aventurier dijonnais Patrice Franceschi revient du Kurdistan et veut mobiliser la Bourgogne. L'opération « Kurdistan d'urgence » est lancée...

« Béni soit celui qui a prévenu du désespoir un cœur d'enfant », écrivait Bernanos dans le *Journal d'un curé de campagne*. L'aventurier-écrivain dijonnais Patrice Franceschi avait été agréablement surpris l'hiver dernier, lorsque dans nos colonnes, il avait lancé un appel à nos lecteurs pour offrir des cadeaux de Noël aux orphelins roumains, avec l'association « Solidarités Roumanie » : ces Bourguignons, qu'on disait si froids, si indifférents, avaient répondu à son appel avec une chaleur, une générosité qu'aucune autre région de France n'avait su égaler.

Patrice Franceschi vient de visiter, de Zakho à Halabja, la bande montagneuse qui, en Irak, est frontalière avec l'Iran et la Turquie : c'est la « zone administrée par les Kurdes », de laquelle les soldats irakiens se sont retirés à l'arrivée des alliés, juste après la guerre du Golfe. On connaît le triste goût des soldats de Saddam Hussein pour la dynamite. Au Koweït, des centaines de puits de pétrole avaient sauté sur ordre des chefs militaires irakiens.

Des villes détruites maison par maison

Au Kurdistan, pendant que trois millions de réfugiés tentaient une fuite éperdue sur les chemins de montagne, c'est aux villages, et même aux villes que s'en sont pris les militaires. 10 villes et 4 500 villages ont ainsi été rayés de la carte. Plus rien n'y tient debout, comme Khaladista, près de la frontière irakienne, détruite maison par maison. Au-

tour, les champs ont été brûlés, et la terre ne produira plus peut-être avant des années...

L'aide occidentale est arrivée, les blessés ont été soignés, puis les alliés sont repartis, laissant bien souvent leur travail inachevé...

Aujourd'hui, certains kurdes ont regagné leurs villages. Ils campent sur les ruines de leurs maisons, qu'ils ne peuvent pas reconstruire, et vivent de l'aide occidentale et de la vente des maigres biens qu'ils avaient pu emporter.

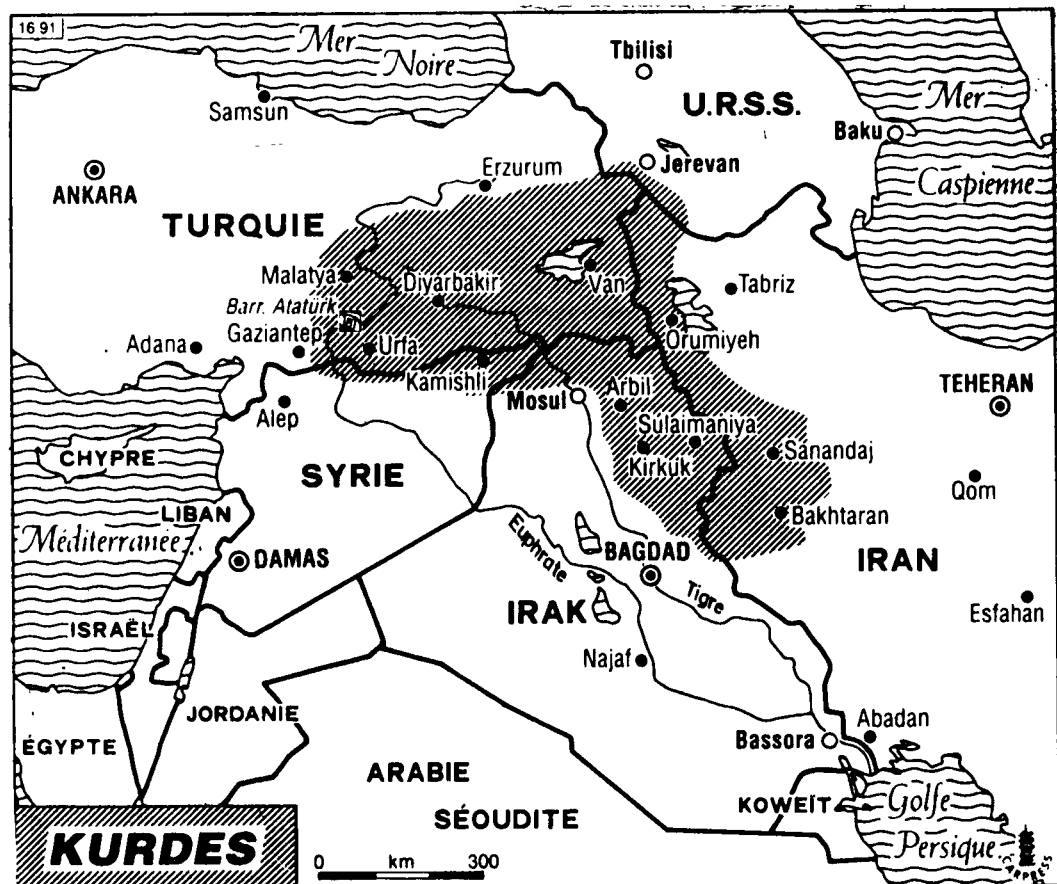
Les chiffres rapportés par l'aventurier dijonnais sont horribles. En voici un exemple, celui du village de Kavanjee. Avant destruction, il comptait 580 habitants et 50 maisons. On y produisait du blé, des melons, de la tomate, du riz et du raisin. En août, il ne comptait plus que 120 personnes, vivant sous des tentes au milieu des ruines. Parmi eux, 18 veuves. A la rubrique production : néant... Le village de Geze compte 72 veuves, il y en a 13 à Beyeh, 18 à Mjee... Toutes ont des enfants.

Il est certain qu'ils vont mourir...

Ces familles, ou plutôt ce qu'il en reste, parce que la plupart du temps, on a vu mourir dans ses bras un ou deux enfants, ou un aïeul durant l'exode, disposent chacune de moins de 50 dinars

(45 francs) chaque mois pour se nourrir. C'est très peu : il faudrait 300 dinars pour manger à sa faim. Mais on survit. Plus pour longtemps, parce que l'on n'aura bientôt plus rien à vendre ou à échanger pour manger dans le Kurdistan libre... « Il est certain que des milliers de gens, surtout des enfants et des vieillards, mourront de faim cet hiver », explique Patrice Franceschi. « C'est une situation facilement prévisible, contrairement à d'autres famines qui surviennent à cause d'une guerre subite ou d'une catastrophe naturelle: Cette fois-ci, on peut faire quelque chose avant que les gens meurent. »

Si rien n'est fait, c'est dans deux mois que seront enterrés les premiers bambins. Ils n'ont souvent plus de père, parfois plus de mère. La plupart ont perdu un frère ou une sœur durant la terrible marche à laquelle ils ont survécu. Ils sont



revenus affamés, mais sains et saufs, survivant sur les ruines de ce qui avait été leur maison. Et dans quelques semaines, les routes de montagne seront coupées, la température descendra à moins 20°. Alors ils mourront, de faim, de maladies qu'on ne pourra soigner, dans un paysage de cendres et de pierres brûlées. La mort de ces enfants, leurs douleurs sont comme programmées... si chez nous on ne fait rien...

De tout cela, Patrice Franceschi ne veut pas : son association a donc lancé « Kurdistan d'urgence », pour ne pas qu'en janvier, le monde se réveille à la vue de ces centaines de lutins hirsutes hurlant de la douleur profonde de la faim et des morsures du froid.

Les Bourguignons devraient être pleinement associés au projet, plus qu'ils ne l'ont jamais été.

Vous avez un 4 X 4 ? Vous pouvez agir !

Avec les fonds qu'elle aura collecté, l'association « Solidarités » achètera du riz, du sucre, de l'huile, de la farine, des pommes de terre, des tentes et vêtements chauds. « Seulement ça », pour que les enfants et les vieillards survivent à l'hiver. Mais Patrice Franceschi veut aller plus loin : il se propose d'emmener avec lui, au Kurdistan, des jeunes Bourguignons, peut-être une demi-douzaine, qui distribueront durant environ deux semaines les vivres obtenues grâce aux dons de ceux de leur région.

A cause des frais d'acheminement, l'association prévoit d'acheter en Turquie ce qu'elle distribuera aux Kurdes. A moins qu'une entreprise puisse offrir à la fois quelques tonnes de vivres et un poids lourd pour les emmener jusqu'à Istanbul...

Enfin, si vous avez un 4 X 4, vous pouvez aussi aider Patrice Franceschi : avec lui, dans votre véhicule, vous irez jusqu'au Kurdistan, où votre voiture servira de véhicule de liaison entre les convois des différentes régions ou des différents organismes.

Le challenge est d'envergure, mais l'aventurier dijonnais est optimiste : « Les Bourguignons sont des gens de cœur. Ils nous l'ont prouvé lorsqu'il s'est agi d'offrir des cadeaux aux orphelins roumains. Cette fois-ci, ce n'est pas de cadeaux qu'il s'agit, mais de la vie, carrément... de la vie... »

Gilles DUPONT

Adresses : CCP 23 117 71 A (mention Kurdistan d'urgence-Bourgogne). Chèques : à adresser à Solidarités-Kurdistan, 19, rue Daviel, 75013 Paris (mentionner au dos : Bourgogne). Vous souhaitez vous impliquer autrement, vous souhaitez obtenir des renseignements : appelez Vincent Krotoff au 16.1.45.89.33.22.

QUI SAUVERA LES KURDES ?

L'armée irakienne tire sur ses propres citoyens dans les montagnes du Kurdistan irakien. Des centaines de milliers de Kurdes se retrouvent sur la route de l'exode. Des milliers de personnes sont tuées ou blessées. Pour cause d'embargo; des milliers de personnes souffrent de la faim...

Mais il s'agit, dit-on, des affaires intérieures du pays. Mais la communauté internationale ne veut pas intervenir. Mais les frontières irakiennes sont hermétiquement closes sur le drame kurde...

Médecins Sans Frontières fait l'impossible pour envoyer ses équipes sauver les victimes massacrées derrière les frontières.

Médecins Sans Frontières engage une course contre la montre pour que ses équipes médicales puissent porter assistance aux blessés et aux réfugiés. Des Médecins Sans Frontières sont déjà auprès d'eux.

**AIDEZ MEDECINS SANS FRONTIERES
A ABATTRE LES FRONTIERES
QUI NOUS SEPARENT DES VICTIMES**



AIDEZ-NOUS EN ENVOYANT VOS DONNÉS À :
MEDECINS SANS FRONTIERES
SOUSCRIPTION POUR LE PEUPLE KURDE
8, RUE SAINT SABIN
75544 PARIS cedex 11

NOM - PRENOM :
ADRESSE :
MONTANT DE VOTRE DON :

CCP 4060 U PARIS
OU PAR CARTE BANCAIRE SUR MINITEL : 3615 CODE MSF

Un Dijonnais qui écrit sa vie en la risquant...

Est-il encore besoin de présenter Patrice Franceschi ? L'homme a écrit ses aventures dans tous les points de la planète... L'aventurier au regard noir est sans doute l'un des Dijonnais les plus célèbres... hors de Dijon.



Il a vécu le premier tour du monde en ULM, connu la guerre d'Afghanistan aux côtés des résistants, descendu le Nil depuis sa source, monté la première expédition française pour rechercher le tigre de Tasmanie, un animal déclaré disparu par la science. Il a failli mourir au Congo dans la jungle des pygmées, risqué sa vie à la rencontre des derniers hommes préhistoriques en Papouasie...

Toutes ces aventures, il les raconte dans ses livres ou à la télévision depuis des années...

Ce que l'on sait un peu moins de Patrice Franceschi, c'est qu'entre deux escapades risquées au bout du monde, entre deux émissions de télévision, entre deux livres, il a choisi de consacrer sa vie à ceux qui souffrent, au sein de l'association Solidarités.

Sa modestie en souffrira certainement, et sa discrétion prendra « du plomb dans l'aile », mais le sujet qui amène l'aventurier dijonnais à demander l'aide des Bourguignons méritait qu'on cerne un peu mieux le personnage...

G. D.

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRA0324 4 I 0239 FRA /AFP-SA91

Irak-Kurdes

Le PDK, parti kurde d'Irak appelle les Nations Unies à intervenir

PARIS, 8 OCT (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) a lancé mardi un appel aux Nations Unies pour qu'elles interviennent auprès du régime irakien afin de mettre fin à une offensive déclenchée contre deux localités kurdes d'Irak.

Dans un communiqué, le porte-parole du PDK en France, M. Jafar Guly, a affirmé que "l'armée irakienne, appuyée par l'artillerie lourde, des missiles et des hélicoptères mène une grande offensive contre les deux villes kurdes de Kafir et Kaalar, dans la province de Kirkouk".

Ces bombardements ont fait jusqu'à mardi "des centaines de blessés et tués et déclenché l'exode de 15.000 habitants", a ajouté le porte-parole.

Le PDK et le parti communiste irakien avaient affirmé lundi à Damas que de violents affrontements avaient opposé ces derniers jours l'armée irakienne aux combattants du Front du Kurdistan irakien dans le Kurdistan.

A Bruxelles, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières-Belgique avait rapporté, citant ses équipes sur place, qu'il y avait eu de "nombreux morts" et des centaines de blessés dans les bombardements.

Mardi, l'Organisation de l'Action Islamique (OAI), une des principales composantes de l'opposition islamique irakienne, a affirmé que les forces irakiennes se déployaient autour des principales villes du Kurdistan irakien où règne une vive tension.

mn/ra

AFP 081615 OCT 91

Kurds flee for Iran as fighting in Iraq worsens

FINANCIAL TIMES October 8, 1991

By Mark Nicholson and Victor Mallet in London

THOUSANDS of Kurds were reported to be fleeing towards Iran yesterday after the most serious clashes in northern Iraq since allied forces protecting the Kurds withdrew from Iraqi territory in July.

Fighting between Iraqi troops and Kurdish *peshmerga* guerrillas, which began south of Suleimaniyah on Saturday, appeared to be intensifying yesterday as Iraqi troops closed in on the town.

The Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main Iraqi Kurdish guerrilla groups, described the weekend attacks by the Iraqi army as a large-scale offensive which was "part of an strategic attempt to consolidate the area that the authorities wish to exclude from any future, autonomous Kurdish region".

Baghdad's efforts to "Arabise" the oil town of Kirkuk with Arab settlers and keep it out of Kurdish hands have been a longstanding obstacle in the way of an autonomy

agreement between the Kurds and the central government.

Kurdish forces in Suleimaniyah executed at least 60 unarmed Iraqi soldiers yesterday, according to Mr Kurt Schork, a Reuter correspondent who witnessed the event. The captured soldiers, kneeling inside a building with their hands on their heads, were shot at point-blank range.

He also reported that residents were fleeing and that the outskirts of the city were being bombarded by Iraqi forces. Dozens of civilians, Kurdish guerrillas and Iraqis were killed, he said.

A spokeswoman for Médecins sans Frontières, the French aid group which runs a small hospital in the area, said aid agencies working in the area believed up to 50,000 Kurds had already fled to seek sanctuary at Halabja, near the Iranian border.

She said that the group's hospital at Sayed Sadig, north of Halabja, was already overflowing with civilian wounded

and that the Iraqi army was bombarding the area around Sayed Sadig and Suleimaniyah with artillery and helicopter gunships.

The fighting, which residents of Suleimaniyah claim follows an unprovoked attack on the Kurdish-held city and other towns by Iraqi forces, has so far remained south of the 36th parallel.

Fighting north of that line could prompt intervention by allied air forces stationed in eastern Turkey, the residue of the Operation Pbised Hammer force installed to deter Iraqi aggression against the Kurds earlier this year.

Mr Jalal Talabani, the head of the PUK, yesterday appealed to world leaders, including US president George Bush and Mr John Major, the British prime minister, for assistance against Iraqi "repression".

"The Iraqi government is intensifying its policy of terrorising Kurdish people to force them from their homes and from their lands," he said in an open letter.

Irak : les Kurdes reprennent la route de l'exode

Sur le terrain, les experts de l'ONU poursuivent leurs missions

Trois jours de sanglants combats dans le nord de l'Irak ont remis des dizaines de milliers de Kurdes sur les routes de l'exode, tandis que l'opposition irakienne affirmait que les troubles gagnaient le sud chiite.

Quelque 87.000 réfugiés kurdes se sont déplacés ou sont actuellement en mouvement pour tenter d'échapper aux bombardements et aux combats dans le nord-est de l'Irak, a annoncé à Bruxelles l'organisation Médecins sans frontières, qui a fait état en outre de 350 blessés dans les combats.

Les troupes irakiennes ont progressé et totalement conquis Kifri, dans la région de Kirkouk, à 160 kilomètres au nord-est de Bagdad.

Le couvre-feu aurait été imposé à Hillah, une ville chiite à 120 km au sud de Bagdad, à la suite d'une recrudescence des attentats contre les partisans du régime irakien.

En ce qui concerne le Kurdistan, un porte-parole du ministère irakien de l'Information a reconnu que des « escarmouches » s'y sont produites. Il a toutefois minimisé leur importance et affirmé qu'elles ont été circonscrites.

Les informations concernant le sud chiite n'ont pas pu être confirmées de source indépendante, et les médias officiels irakiens continuaient en soirée de les ignorer.

Destruction d'éléments de super-canon irakiens

La mission d'experts en balistique de l'ONU a distribué hier, un film montrant la destruction d'éléments destinés à la construction de super-canon irakiens.

Le film, d'une durée de 45 minutes, montre la destruction de six éléments de supercanon, supervisée la veille par la mis-

sion de l'ONU. Il montre également des centaines d'obus détruits et éparpillés sur le sol alors qu'un nuage de fumée se dégage de près d'une tonne de munitions brûlées.

Les experts de l'ONU en mission ont par ailleurs découvert que Saddam Hussein entendait transformer un centre de recherche situé à 65 kilomètres au sud de Bagdad en un centre de fabrication et de production de bombes atomiques, selon leur rapport. Le centre d'al-Athir n'avait été que légèrement touché par les bombardements pendant la guerre du Golfe.

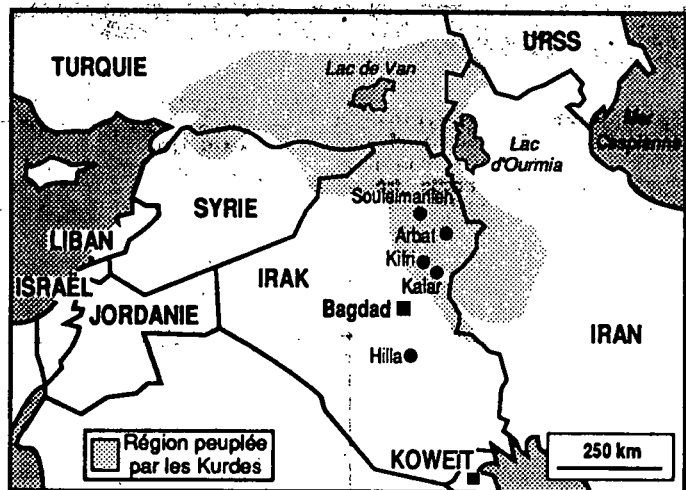
Le rapport confidentiel transmis par Hans Blix, chef des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, identifie le site d'al-Athir comme le cœur du programme nucléaire irakien dont le budget est estimé à 10 milliards de dollars.

Et voilà le cortège des régglés Kurdes dans les montagnes du nord-est de l'Irak. Des Kurdes qui fuient les villes que l'armée de Saddam Hussein plonne depuis samedi. Il y aurait des centaines de victimes. L'armée irakienne a aussi bombardé plusieurs villes du sud du pays où sont concentrées des poches de résistance chiites.

Trois jours de sanglants combats dans le nord de l'Irak ont remis des dizaines de milliers de Kurdes sur les routes de l'exode tandis que les troubles gagnent aussi le sud chiite du pays.

Quelque 87 000 Kurdes, selon Médecins sans frontières, tentent d'échapper aux bombardements et aux combats qui se déroulent depuis samedi dans le nord-est de l'Irak. Les troupes irakiennes ont conquis Kifri, à 160 km au nord-est de Bagdad. Mais les peshmergas (combattants kurdes) ont exécuté à Souleimanleh soixante soldats irakiens fait prisonniers. Des exécutions qui ont été vigoureusement condamnées par le Parti démocratique kurde (PDK) qui négocie en ce moment l'autonomie du Kurdistan avec le gouvernement irakien. Pour le Front du Kurdistan irakien, qui participe aussi aux négociations, les escarmouches sont le fait des « ennemis du dialogue ».

Souleimanleh a été reprise par les peshmergas en juillet. L'armée irakienne l'a bombar-



Infographie - S. Le Sollic

dée lundi. Des obus seraient tombés sur des quartiers très peuplés. Les Kurdes parlent de 400 morts ou blessés dans les combats qui font rage depuis samedi. Le PDK a demandé à l'ONU d'intervenir auprès du gouvernement irakien pour qu'il cesse son offensive contre les villes kurdes.

Le sud chiite du pays est aussi l'objet de troubles. L'ar-

mée a imposé un couvre-feu dans la ville de Hillah, à 110 km au sud de Bagdad, et a bombardé la semaine dernière plusieurs villes de la région. Des troupes irakiennes se rapprochent des poches de résistance chiites dans les marais du sud de l'Irak où des milliers de personnes sont réfugiées depuis l'écrasement par Bagdad de la rébellion, en mars.

« Kurdistan d'urgence »

L'organisation française Solidarités, déjà responsable d'opérations humanitaires en Roumanie, au Liban et en Afghanistan, lance une campagne « Kurdistan d'urgence » en faveur des milliers de réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak et en Turquie.

Les chèques sont à adresser à Solidarités, mention *Kurdistan*, 19, rue Daniel, 75013 Paris.

Libération 9 octobre 1991

Nouvel exode au Kurdistan

87000 Kurdes fuient les combats qui ont opposé Peshmergas et soldats irakiens pendant trois jours.

Les combats qui font rage depuis trois jours dans le nord-est de l'Irak provoquent un nouvel exode des populations civiles kurdes. Quelque 87000 réfugiés se sont déplacés ou sont actuellement en mouvement vers la zone contrôlée par les Peshmergas et la frontière iranienne, a annoncé hier Médecins sans frontières-Belgique.

Les affrontements les plus violents se sont déroulés autour de Kifri et Kalar, deux localités qui commandent l'accès de la ville de Kirkouk par les montagnes. Selon l'ONU, les forces irakiennes ont réussi à reprendre intégralement le contrôle de Kifri, où auparavant la sécurité était assurée par des patrouilles conjointes gouvernementales et Peshmergas. Cette offensive a chassé vers le nord-est quelque 50000 habitants. Ils affluaient hier au camp MSF de Sayed Sadik et à Halabja, tandis que 20000 à 25000 autres civils, qui se dirigeaient vers l'Iran, sont

actuellement bloqués aux postes-frontières de Penjwin et Tawila. L'organisation humanitaire a dénombré 350 victimes, dont 250 sont soignées à l'hôpital de Souleimanieh.

La panique, en se généralisant, risque de ruiner une partie des efforts entrepris depuis le printemps par les Occidentaux pour faciliter le retour de près d'un million et demi de réfugiés. D'autant que cet exode intervient juste avant les premiers froids. Les Etats-Unis, qui conservent toujours des troupes à la frontière turco-irakienne, s'inquiètent « des bombardements aveugles d'artillerie sur des zones civiles ». « Nous avons mis l'Irak en garde contre des opérations dans le nord de l'Irak et ces avertissements sont toujours valables », a déclaré hier Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat.

On commence à mieux comprendre le déroulement des combats de ces derniers jours. Selon l'Union patrioti-

que du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, les forces irakiennes se sont dirigées, après la prise de Kifri, vers Souleimanieh où « une bataille de huit heures » les a opposés lundi aux combattants kurdes. Les Peshmergas revendiquent la destruction de 22 chars irakiens. Au plus fort des combats, 60 prisonniers irakiens désarmés ont été exécutés à Souleimanieh. Une action « vigoureusement » condamnée par le Parti démocratique du Kurdistan.

Un calme relatif semblait régner hier au Kurdistan. Les armes se sont tuées lundi à 15 heures locales, selon le HCR. Cependant, l'Organisation de l'action islamique (OAI), une des principales composantes de l'opposition, affirme que l'armée se déploie toujours autour des principales villes du Kurdistan. Des explosions et le crépitement d'armes automatiques ont été entendus dans différentes régions de la province d'Amara.

Bagdad a reconnu hier que des « escarmouches provoquées par des éléments irresponsables » avaient bien eu lieu ces derniers jours, mais a tenté de les minimiser en précisant qu'elles avaient « été circonscrites lundi soir à la faveur de la coordination étroite

entre le ministre de la Défense, Hussein Kamel Hassan, et Massoud Barzani », leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ce dernier conduit depuis mai des négociations avec le régime baassiste sur un statut d'autonomie pour le Kurdistan. Mais sans résultat.

Par ailleurs, une radio de l'opposition, la Voie de l'Irak révolutionnaire, citée par l'agence iranienne IRNA, a affirmé que les combats s'étendaient dans le sud chiite : le couvre-feu a été imposé à Hillah, à 120km au sud de Bagdad, à la suite d'une recrudescence des attentats contre les partisans du régime irakien. IRNA a ajouté que « les agents des services de renseignements et des organisations de sécurité évacuent Hillah à la tombée de la nuit, craignant les éventuelles attaques des Moudjahidin ». Ces informations n'ont pas pu être confirmées de source indépendante.

Le désordre s'installerait même au sommet de l'Etat, selon l'OAI, le mouvement islamique soulignant qu'un « mystère entoure le sort » de l'ancien Premier ministre Saadoun Hammadi démis le 13 septembre.

E.F. avec AFP, Reuter

APRÈS QUATRE JOURS DE COMBATS MEURTRIERS Bagdad négocie avec les rebelles kurdes

LES dirigeants rebelles kurdes et le gouvernement irakien négociaient hier pour mettre fin à quatre jours de combats meurtriers entre peshmergas et troupes irakiennes.

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique kurde (PDK), a ordonné l'ouverture immédiate d'une enquête sur l'exécution sommaire de quelque 60 prisonniers irakiens, lundi à Souleimanieh, dans le nord-est de l'Irak.

Ce bastion de l'opposition kurde était calme hier, mais responsables de l'ONU et réfugiés kurdes signalaient la poursuite d'affrontements dans ses environs, ainsi que dans la ville voisine d'Arbat, et dans celles

de Kifri et Kalar, à 160 km plus au sud, où les combats avaient débuté samedi.

A Bagdad, une source proche du ministère irakien de l'Information, citée par l'agence officielle INA, a cependant affirmé que les combats, qu'elle a qualifiés d'« escarmouches » avaient cessé dans toute la région.

400 morts ou blessés

La « voix du Kurdistan irakien », radio rebelle tenue par le Front du Kurdistan irakien, dont les dirigeants négocient avec Bagdad un traité sur l'autonomie, a également fait état de contacts entre les parties.

« Il est évident pour les deux parties que le principe du dialogue a des ennemis qui le considèrent contraire à leurs propres objectifs », a-t-elle ajouté. « Ces gens sont donc prêts à créer des troubles et des incidents çà et là. »

Selon des responsables de l'ONU, au moins 36 personnes ont succombé à leurs blessures dans le principal hôpital de Souleimanieh. Des sources kurdes avancent de leur côté le chiffre total de plus de 400 morts ou blessés dans les combats des trois derniers jours.

Souleimanieh a été reprise par les peshmergas en juillet dernier. L'armée irakienne l'a bombardée lundi après-midi. Certains obus sont tombés sur des

quartiers densément peuplés, ont rapporté des témoins.

Les combattants kurdes ont répliqué peu après en attaquant des positions gouvernementales. Certains soldats irakiens se sont rendus sans combattre, et une soixantaine d'entre eux ont été abattus de sang-froid, selon l'envoyé spécial de Reuter sur place.

« Le PDK condamne fermement l'exécution de prisonniers irakiens, qui est une violation flagrante de la Convention de Genève », a dit le mouvement dans un communiqué publié à Londres.

Environ 50.000 personnes ont fui leurs habitations dans les zones de combats, selon des responsables d'organisations humanitaires.

UN Finds Iraq's Nuclear Arms Center

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — UN inspectors have discovered a complex of buildings that apparently served as the nerve center of President Saddam Hussein's covert nuclear weapons program but largely escaped allied attack during the Gulf war.

In a report to the Security Council, UN inspectors sent to ferret out Mr. Saddam's nuclear plans said that on their most recent trip to Iraq they had found a top-secret document indicating that the hub of Iraq's weapons-development program was a scientific research installation called Al Atheer, about 65 kilometers (40 miles) south of Baghdad.

It was here, the report says, that Mr. Saddam planned "to design and produce a nuclear device," although Iraq has said the installation "had no nuclear connection."

Previous inspection teams decided that Al Atheer was probably intended for the production of parts for a nuclear weapon.

U.S. and other allied intelligence agencies also apparently failed to spot the importance of this plant, officials say. It was only lightly bombed during the Gulf war, with about 15 percent of its buildings hit, far fewer than at many other suspected nuclear sites that were almost destroyed.

The allies' failure to destroy this

central nuclear installation in the air war against Iraq is a further indication that they underestimated the size of Iraq's nuclear program and overestimated the damage they had inflicted on it.

On Jan. 23, for instance, a week after the start of the air war, President George Bush said, "Our pinpoint attacks have put Saddam out of the nuclear bomb-building business for a long time."

On different occasions in late January, General H. Norman Schwarzkopf, the allied commander, said attacks had "destroyed all their nuclear-reactor facilities" and "neutralized their nuclear manufacturing capability."

The new report summarizes the preliminary findings of the sixth nuclear inspection visit that the International Atomic Energy Agency, based in Vienna, has made in Iraq under the terms of the Security Council's cease-fire agreement with Baghdad.

The report is based on a partial examination of more than 25,000 secret Iraqi documents, which the inspectors finally managed to remove from the country last month after twice being expelled from the sites where they were collecting material.

The report says the 44-man inspection team, which included American and British nuclear-weapon designers, "obtained conclusive evidence that the government of Iraq had a program for

developing an implosion-type nuclear weapon," which was code-named "Petrochemical Three."

Documents taken by the inspectors describe "nuclear weapons development experiments" involving, among other things, "neutron initiators, enriched uranium cores, reflectors, high explosive lenses, and electronic firing sets."

One document says Iraq successfully produced nuclear weapons parts out of natural uranium. But the atomic energy agency inspectors have still not discovered whether Iraq's ambitious uranium-enrichment program had produced enough nuclear explosive "for an actual explosive device" by the time it was brought to a standstill by the allied raids.

The report also reveals that Iraqi scientists were working on a "surface-to-surface missile system — presumably the intended delivery system for their nuclear weapon."

Besides destroying only part of the Al Atheer plant, the allies failed even to attack a plant at Furat, outside Baghdad, where Iraq was secretly building uranium-enrichment centrifuges, because they did not know it was part of the weapons-development program. The plant's true purpose was discovered by the atomic energy agency only after the end of the war.

Like earlier disclosures, the report to the Security Council does not identify any foreign companies or experts that helped Iraq with its

nuclear ambitions. But it makes clear that the inspectors have gathered evidence of "substantial nuclear weapons-related procurement from foreign sources."

The report also concludes that Jaffar Dhiah Jaffar, the deputy director of Iraq's Atomic Energy Commission, probably had "the lead technical and administrative responsibility for the nuclear program as a whole, despite his repeated claims that no such program existed."

■ 'Super Guns' Destroyed

UN inspectors supervised the destruction Tuesday of two Iraqi "super guns" so that they can never be fired. The Associated Press reported from the United Nations in New York.

Parts for a 1,000mm-bore Iraqi cannon that inspectors believe could have had a range of up to 1,600 kilometers were cut up with welding torches at a site south of Baghdad.

The gun, about 150 meters long, would have allowed the Iraqis to fire over Jordan and strike anywhere in Israel, and hit the capitals of neighboring Saudi Arabia and Iran.

The smaller of the two guns, about 50 meters long with a bore of 350mm, is at a well-camouflaged site north of Baghdad in the Jabal Hamrin mountains. That gun had been test-fired by the Iraqis at a range of about 250 kilometers.

Hiver 91 : 800 000 Kurdes en danger de mort

Cet hiver, 800 000 Kurdes seront en danger de mort de froid, la faim et les incursions de l'armée irakienne. Après avoir exercé à Laval comme médecin généraliste, le Dr Michelle Lorre-Leguay, installée aujourd'hui à Poitiers, vient de passer trois mois au Kurdistan irakien au service de l'organisme non gouvernemental « Action Nord-Sud ». Elle témoigne pour les Kurdes.

LA ROCHE-SUR-YON. — Avec deux logisticiens et une infirmière, Michelle Lorre-Leguay est arrivée à la fin du printemps à Zakho, dans l'extrême nord-ouest de l'Irak.

Zakho, c'est la zone protégée où les alliés ont installé les Kurdes pourchassés par l'armée irakienne dans la foulée de la défaite de Saddam Hussein au Koweït. Le médecin et son équipe ont voulu aller plus loin. Ils se sont installés à Sidakan, à proximité des frontières de l'Iran et de la Turquie.

Cette région montagneuse a été réoccupée par les combattants peshmergas et sa population est opposée au régime de Bagdad. Karim Khan, un chef traditionnel, a tous les pouvoirs dans ce secteur. C'est à lui que la mission humanitaire demande l'autorisation de travailler à Sidakan.

Un champ de ruines

Trois mille familles (entre 15 et 20 000 personnes) campent sur un champ de ruines et tout autour dans un rayon de quarante kilomètres. Altitude moyenne : 1 500 mètres. « Tout a été rasé au cours de la guerre irako-iranienne, raconte le docteur Lorre-Leguay. Quand nous sommes arrivés à Sidakan, le dispensaire était au trois quarts détruit. Deux salles pouvaient seulement être utilisées. » Là-bas, il faut aller chercher l'eau à un kilomètre et il n'y a pas d'électricité. Les soins sont apportés par deux assistants médicaux, compétents, mais sans moyens matériels.

Les habitants sont revenus vivre là sous la tente, dans des cabanes de branchages, dans les ruines de leurs maisons ou encore sous des ponts. Cultivateurs ou éleveurs, ils disposent d'un minimum de nourriture. Tous disent vouloir « reconstruire leur maison et mourir là ». Le terrain est truffé de mines. Les blessés sont conduits au dispensaire. Les cas graves, « nous les conduisons dans un hôpital situé à une heure de notre dispensaire. Nous n'avons pas d'ambulance et les voitures particulières sont rares. »

L'équipe médicale assure quelque 150 consultations par jour. Il fait très chaud (entre 40 et 65 degrés). Beaucoup d'hyperthermie qu'il faut soigner avec des perfusions. Et aussi des diarrhées avec vomissements, des maladies des yeux et

de la peau, des hépatites, des bronchites, etc.

« La mortalité infantile est importante car aucune surveillance pédiatrique n'est possible. Lorsque j'ai commencé mes interventions, les femmes accouchaient avec l'aide d'une matrone. »

Une deuxième équipe relate actuellement Michelle Lorre-Leguay. L'action va se poursuivre avec des médecins kurdes. Ceux-ci auront besoin de médicaments.

Les autres urgences, ce sont la reconstruction avant les grands froids et la protection des Kurdes. Car le Kurdistan reste la cible de l'armée de Saddam Hussein et de son aviation. De l'armée turque aussi, comme c'est arrivé en août.

Recueilli par Pierre BÉGOC.

NDLR : Vous pouvez aider les Kurdes en adressant vos dons à Solidarités : Hiver 91, « Kurdistan d'urgence » CCP 23 117 71 A ; Paris, ou à l'adresse suivante : Solidarités-19, rue Daviel, 75 013 Paris. Tél. (16 1) 45 89 74 78.

Cessez-le-feu dans le Kurdistan

Baisse de tension avec les Kurdes, mais l'ONU maintient sa pression...

Les Nations unies maintenaient hier leur pression sur l'Irak pour démanteler son impressionnant arsenal nucléaire et chimique, alors que la tension se calmait dans le Kurdistan irakien avec l'annonce d'un accord de cessez-le-feu.

L'accord a été conclu mardi soir entre les autorités irakiennes et des dirigeants kurdes dans le nord de l'Irak, a indiqué un porte-parole du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) des Nations Unies à Genève.

Les Nations unies poursuivaient pendant ce temps leurs missions d'inspection en Irak, au lendemain de la révélation par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), une agence spécialisée de l'ONU, de l'existence d'un vaste programme irakien de production de Lithium-6, qui ne peut servir qu'à fabriquer des bombes thermonucléaires.

Israël a également accru la pression sur l'Irak en violant son espace aérien, Bagdad estimant que cet acte, commis vendredi et révélé mardi, "prouvait l'existence d'un plan préétabli (...) en vue d'humilier le peuple irakien".

Dans le Kurdistan, l'accord de cessez-le-feu, mettant fin à des combats opposant depuis samedi les forces gouvernementales et les combattants kurdes, paraissait respecté hier, a indiqué à Genève le porte-parole du HCR, Manuel da Silva Alves, citant l'antenne du HCR à Souleimanieh (nord-est de l'Irak).

Un représentant kurde irakien à Ankara, Serjil Kazaz, a confirmé l'accord en précisant que les bombardements avaient fait au total 66 morts et 772 blessés jusqu'à mardi, selon des informations obtenues de l'hôpital de Souleimanieh.

Le HCR n'a pas été en mesure de confirmer le chiffre de 87.000 réfugiés kurdes



Les bombardements irakiens au Kurdistan auraient fait au moins 66 morts

fuyant les combats dans le nord-est de l'Irak, avancé mardi par Médecins Sans Frontières-Belgique. Une estimation initiale du HCR dimanche faisait état de 10.000 personnes ayant fui les localités de Kafri et Kalar.

Inspections

Le pouvoir central irakien s'est une nouvelle fois déclaré déterminé à parvenir à un accord "définitif" sur l'autonomie du Kurdistan, négocié en vain depuis l'écrasement en mars dernier de la rébellion kurde qui avait suivi la guerre du Golfe.

La presse officielle irakienne s'en est parallèlement pris à l'un des dirigeants kurdes, Jalal Talabani. Le quotidien Babel a accusé Jalal Talabani, qui dirige l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), d'être un agent à la solde de l'occident.

Pendant ce temps, une équipe d'experts en armes chimiques de l'ONU poursuivait ses visites d'inspections dans diverses régions du pays, à partir de son quartier général

installé sur le site chimique d'Al-Mouthanna (Samarra), à cent kilomètres au nord-ouest de Bagdad, selon un responsable de l'ONU.

"A ma connaissance, l'équipe n'a rien trouvé de suspect jusqu'à présent", a affirmé à l'AFP le chef des opérations au sein de la commission spéciale de l'ONU sur l'Irak, basé à Bahrein, Alastair Livingston. "Les experts se déplacent en hélicoptère depuis mardi et se rendent dans diverses zones en Irak à la recherche de sites chimiques", a-t-il ajouté.

Une autre équipe d'inspection de l'ONU, composée d'experts en balistique, a achevé hier sa mission en Irak, où elle a supervisé la destruction d'un super-canon irakien.

Le chef de la mission, Douglas Englund, a affirmé mardi que l'Irak "disposait des éléments nécessaires à la construction de cinq super-canons, dont l'un était achevé". L'Irak avait pour la première fois montré en août der-

nier aux experts des Nations unies son super-canon, long de 52,5 mètres et de 350 millimètres de diamètre. Bagdad avait également construit des éléments entrant dans la fabrication d'un super-canon de 1.000 mm •

Journal
Ile de la
Réunion
10 octobre 1991

DEPECHE DE DUON 10 octobre 1991

La tension diminue entre Bagdad et le Kurdistan

L'ONU maintient sa pression pour démanteler l'arsenal nucléaire

Les Nations unies maintenaient mercredi leur pression sur l'Irak pour démanteler son impressionnant arsenal nucléaire et chimique, alors que la tension se calmait dans le Kurdistan irakien avec l'annonce d'un accord de cessez-le-feu.

L'accord a été conclu mardi soir entre les autorités irakiennes et des dirigeants kurdes dans le nord de l'Irak, a indiqué un porte-parole du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies à Genève. Les Nations unies poursuivaient pendant ce temps leurs missions d'inspection en Irak, au lendemain de la révélation par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), une agence spécialisée de l'ONU, de l'existence d'un vaste programme

iraquien de production de Lithium-6, qui ne peut servir qu'à fabriquer des bombes thermonucléaires. Israël a également accru la pression sur l'Irak en violant son espace aérien, Bagdad estimant que cet acte, commis vendredi et révélé mardi, « prouvait l'existence d'un plan préétabli (...) en vue d'humilier le peuple irakien ». Dans le Kurdistan, l'accord de cessez-le-feu, mettant fin à des combats opposant depuis samedi les forces gouvernementales et les combattants kurdes, paraissait respecté mercredi, a indiqué à Genève le porte-parole du HCR, M. Manuel da Silva Alves, citant l'antenne du HCR à Souleimanieh (nord-est de l'Irak). Un représentant kurde irakien à Ankara, M. Serjil Kazaz, a confirmé l'accord en précisant que les bombardements avaient fait au total 66 morts et 772 blessés jusqu'à mardi, selon des informations obtenues de l'hôpital de Souleimanieh.

Une estimation initiale du HCR, dimanche, faisait état de 10 000 personnes ayant fui les localités de Kafri et Kalar.

Pendant ce temps, une équipe d'experts en armes chimiques de l'ONU poursuivait ses visites d'inspections

dans diverses régions du pays, à partir de son quartier général installé sur le site chimique d'Al-Mouthanna (Samarra), à cent kilomètres au nord-ouest de Bagdad, selon un responsable de l'ONU.

Destruction d'un supercanon

« A ma connaissance, l'équipe n'a rien trouvé (de suspect) jusqu'à présent », a affirmé à l'AFP le chef des opérations au sein de la commission spéciale de l'ONU sur l'Irak, basé à Bahrein, M. Alastair Livingston. « Les experts, se déplacent en hélicoptère depuis mardi et se rendent dans diverses zones en Irak à la recherche de sites chimi-

ques », a-t-il ajouté. Une autre équipe d'inspection de l'ONU, composée d'experts en balistique, a achevé mercredi sa mission en Irak, où elle a supervisé la destruction d'un supercanon irakien.

Le chef de la mission, M. Douglas Englund, a affirmé mardi que l'Irak « disposait des éléments nécessaires à la construction de cinq supercanons, dont l'un était achevé ».

L'Irak avait pour la première fois montré en août dernier aux experts des Nations unies son supercanon, long de 52,5 m et de 350 mm de diamètre. Bagdad avait également construit des éléments entrant dans la fabrication d'un supercanon de 1 000 mm.

Le Courrier 10 octobre 1991

Combats dans le nord de l'Irak Sadruddin inquiet

De «sérieux combats» ont éclaté ces derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et des groupes armés kurdes, a indiqué hier le délégué exécutif des Nations Unies pour les questions humanitaires dans le Golfe, le prince Sadruddin Aga Khan.

Le délégué exécutif, qui a reçu «ces derniers jours» des rapports du coordinateur de l'ONU à Bagdad, a précisé que la situation «apparaît tendue et le risque d'une aggravation de la confrontation existe». Le prince Sadruddin Aga Khan a manifesté sa «plus vive inquiétude».

Dans l'entourage du prince Sadruddin, on se refuse à donner des détails précis sur ces nouveaux incidents armés entre les forces de Bag-

dad et des groupes armés kurdes, en particulier sur le lieu exact des combats et le nombre de victimes.

Le délégué exécutif a déclaré que ces incidents menaçaient «la mise en œuvre de tout effort humanitaire significatif». Il a appelé à un rapide retour au calme, de tels combats, a-t-il dit, étant de nature à contrecarrer l'achèvement du programme de rapatriement des réfugiés et la réinsertion des personnes déplacées.

Quelques heures auparavant, hier à Londres, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux principaux mouvements rebelles actifs dans le nord de l'Irak, a accusé Bagdad de lancer de nouvelles opérations militaires contre des villes et villages du Kurdistan.

(ATS/AFP/Reuter)

Le Courrier 9 octobre 1991

Kurdistan: 400 victimes Négociations

Les dirigeants rebelles kurdes et le Gouvernement irakien négociaient hier pour mettre fin à quatre jours de combats meurtriers entre peshmergas et troupes irakiennes.

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique kurde (PDK), a ordonné l'ouverture immédiate d'une enquête sur l'exécution sommaire de quelque 60 prisonniers irakiens, lundi à Souleimanieh, dans le nord-est de l'Irak.

Ce bastion de l'opposition kurde, était calme hier. Mais, selon des responsables de l'ONU, au moins 36 personnes ont succombé à leurs blessures dans le principal hôpital de Souleimanieh. Des sources kurdes avancent de leur côté le chiffre total de plus de 400 morts ou blessés dans les combats des trois derniers jours. (ATS/Reuter)

Kurdistan

Pression sur Bagdad

Un cessez-le-feu a été conclu mardi soir entre les autorités irakiennes et des dirigeants kurdes dans le nord de l'Irak, a indiqué hier un porte-parole du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève. A Ankara, un responsable kurde irakien a confirmé l'instauration de cette trêve.

Dans le Kurdistan, l'accord de cessez-le-feu, mettant fin à des combats opposant depuis samedi les forces gouvernementales et les combattants kurdes, paraissait respecté hier. A Ankara, un représentant kurde irakien a confirmé l'accord en précisant que les bombardements avaient fait au total 66 morts et 772 blessés jusqu'à mardi, selon des informations qu'il avait obtenues de l'hôpital de Souleimanieh.

Le HCR n'a pas été en mesure de confirmer le chiffre de 87 000 réfugiés kurdes fuyant les combats dans le nord-est de l'Irak, une estimation avancée mardi par Médecins sans frontières Belge.

(ATS/AFP)

LA CROIX 10 octobre 1991

Exode au Kurdistan

Les combats qui opposaient depuis vendredi les forces gouvernementales irakiennes à la résistance kurde ont pris fin lundi après-midi, a indiqué mardi le porte-parole du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Au cours des affrontements qui ont provoqué l'exode de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés, les troupes irakiennes ont pris la ville de Kifri, dans la région de Kirkouk, auparavant sous contrôle des Peshmergas.

Bagdad a reconnu l'existence d'«escarmouches», ajoutant que les incidents étaient à présent circonscrits. Des accrochages se dérouleraient en revanche dans le sud de l'Irak, en zone chiite, selon l'Organisation de l'action islamique, une des principales composantes de l'opposition islamique irakienne.

Par ailleurs, Bagdad a officiellement protesté devant l'ONU, mardi, contre la viola-

tion de son espace aérien par quatre chasseurs israéliens, vendredi 4 octobre. Le département d'État, à Washington, a affirmé avoir «soulevé cette question au plus haut niveau du gouvernement israélien». Les appareils, qui ont franchi la frontière syro-irakienne à basse altitude avant de monter à environ 8 000 m, ont également survolé le Liban, la Syrie, l'Arabie Saoudite et l'Égypte.

Parallèlement, le démantèlement des capacités militaires irakiennes se poursuit. Bagdad a détruit son supercanon de 52,5 m de long et 350 mm de diamètre. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a révélé mardi que l'Irak avait un plan pour fabriquer une bombe H, développant un programme pour la production de lithium 6 dont la seule application est l'élaboration de bombes nucléaires.

Le Courrier 10 octobre 1991

IRAK : après quatre jours de combats intenses

Un nouveau cessez-le-feu a été conclu entre les rebelles kurdes et l'armée

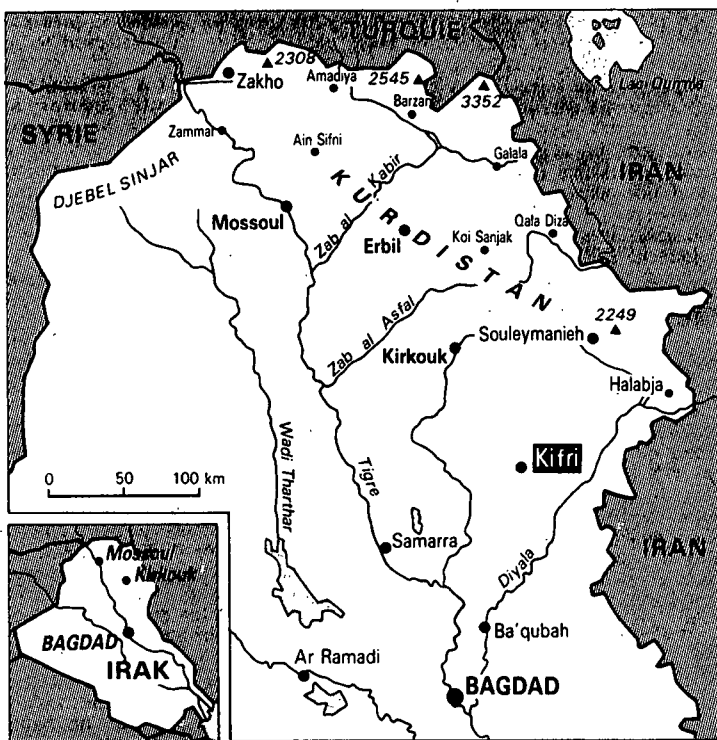
Les dirigeants militaires du Front du Kurdistan et les représentants du ministère de la défense irakien ont signé, mardi 8 octobre, un accord de cessez-le-feu pour mettre fin à quatre jours de combats intenses dans la région Est du Kurdistan.

SOULEYMANIEH

de notre envoyée spéciale

Selon les termes de l'accord, les troupes gouvernementales devront quitter la ville de Kifri située à une centaine de kilomètres au sud de Souleymanieh et retourner à leurs positions initiales. Les soldats capturés par les pechmergas (combattants kurdes) - plus de 1 000 - seront libérés immédiatement mais quelques-uns des 250 officiers irakiens resteront aux mains de l'Union patriotique du Kurdistan jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques kurdes. Le matériel militaire - camions et armes - saisi par les rebelles sera rendu à l'armée.

Des milliers de réfugiés effrayés par l'ampleur des récents affrontements n'ont pas attendu le cessez-le-feu et ont repris la route en direction de la frontière iranienne. Dans la région montagneuse de Penjouine, où 135 000 Kurdes campent depuis avril dernier, 3 000 réfugiés supplémentaires sont arrivés lundi en provenance des villes de Kifri et de Kalar, où les premiers tirs d'artillerie et attaques par hélicoptères avaient été signalés samedi. « Si les combats continuent, nous pourrions avoir un afflux de 50 à 60 000 réfugiés », a déclaré, mardi, M. Nathan Rabe, responsable du Haut Commissariat pour les réfugiés à Penjouine.



Sur la route entre Souleymanieh et la frontière se déroulaient, mardi, des scènes trop habituelles : des familles entières entassées, avec leurs matelas et couvertures, dans des véhicules de tout genre, fuyaient la région.

Ouverture d'une enquête

Lundi, en début d'après-midi, les affrontements s'étaient étendus aux alentours de la ville de Souleyma-

nieh. Un premier groupe de seize blessés, dont plusieurs enfants et cinq soldats irakiens, est arrivé mardi après-midi par camion au nouvel hôpital du Comité international de la Croix-Rouge, en cours de construction dans le village de Naoparez. Plusieurs blessés, apparemment en état de choc, étaient enveloppés dans des couvertures. D'autres, la tête bandée ou le bras en écharpe, étaient hagards et ensanglantés. Un petit garçon transporté sur un brancard pleurait de peur et de douleur. Devant l'hôpital, une jeune mère arrivée avec sa fille de huit ans, atteinte entre les deux yeux par des éclats d'obus, pleurait silencieusement, accroupie dans la poussière.

Le cessez-le-feu sera accueilli avec soulagement par une population accablée par des mois d'incertitude. Mais ces affrontements ne sont pas les premiers depuis la débâcle des Kurdes en mars dernier. Et à moins qu'un accord politique ne soit signé entre le Front du Kurdistan et le gouvernement irakien, ils ne seront probablement pas les derniers.

NICOLE POPE

□ Washington dénonce le survol de l'Irak par des avions israéliens. - Un haut responsable du département d'Etat a indiqué, mardi 8 octobre à Washington, que les Etats-Unis ont protesté auprès du gouvernement de Jérusalem contre une violation de l'espace aérien irakien par des chasseurs-bombardiers F-15 israéliens le 4 octobre. D'après la chaîne de télévision ABC, les avions israéliens ont aussi survolé le Liban, la Syrie, l'Arabie saoudite et l'Egypte. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein Al-Khodair, a envoyé une lettre au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar pour protester contre cette violation. D'après cette lettre, quatre F-15 israéliens ont franchi la frontière syro-irakienne à basse altitude puis sont montés à 9 000 mètres pour survoler l'Irak, avant de redescendre pour franchir la frontière saoudienne. - (AFP.)

nieh. Des réfugiés ont mentionné de violents tirs d'artillerie dans les localités de Barika, Arbat, Nassir, au sud-est de la ville, et à Bazian, Teynal et Chamchamal, à l'ouest.

Après qu'un correspondant de l'agence Reuter eut déclaré avoir été témoin de l'exécution par les pechmergas de soixante soldats irakiens à Souleymanieh, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani, s'est déclaré « très choqué » et a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête. De son côté, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, a évoqué la possibilité d'une provocation d'agents irakiens déguisés en combattants kurdes.

Selon M. Jabar Farman, commandant de la 1^{re} armée du Kurdistan, 180 personnes auraient été tuées et plus de 1 000 blessées par les tirs d'artillerie et de mortier dans la

LE MONDE
10 octobre 1991

Turkey Bombs Kurdish Bases in Iraq

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

ZAKHO, Iraq — Turkish warplanes bombed five villages in northern Iraq on Friday in renewed cross-border raids on guerrillas who killed 11 soldiers in southeast Turkey on Monday.

Sources said that at least three Iraqi Kurds died and that were wounded in mountainous terrain

northeast of here and south of the Turkish border town of Cukurca, where the Turkish troops were killed.

The civilian casualties underlined the increasingly disputed nature of such raids and the growing embarrassment they are causing the United States and Turkey's European allies.

In Ankara, Prime Minister Mesut Yilmaz said that "I approve the

operation" against the Turkish Workers' Party, or PKK, which has been waging an increasingly violent war for independence.

Since 1984, more than 3,000 people have died in the struggle.

The attack on Friday was the first cross-border Turkish raid since Aug. 8 and the first inside the former security zone set up to encourage the return of Iraqi Kurds who fled to the Turkish border after the collapse of the April uprising against President Saddam Hussein.

In August, Turkish jets bombed two Iraqi Kurdish villages near the eastern end of the 330-kilometer (205-mile) border, killing 20 Iraqi civilians and wounding 15 others but inflicting no known PKK casualties, according to United Nations officials.

Caught between promises to protect Iraqi Kurds from renewed violence from Mr. Saddam and loyalty to their Turkish ally, the United States and its European allies then remained silent despite Iraqi Kurdish disappointment at their failure to condemn the August raid.

Western officials say they are convinced the new Turkish air raids were essentially motivated by domestic political considerations.

With Turkish legislative elections set for Oct. 20, they said Mr. Yilmaz apparently wanted to shore up government claims that the Turkish Workers' Party was operating from bases in Iraq, Iran and Syria despite mounting evidence that the guerrilla movement has long since taken root inside Turkey itself.

and missile arsenals now being destroyed by UN inspection teams.

The vote on the mandatory resolution, which sets up one of the most intrusive inspection systems in UN history, was unanimous.

Like a string of other resolutions stemming from Iraq's invasion of Kuwait last year, it invokes the Chapter VII enforcement provisions of the UN Charter, holding out the threat of force if Baghdad fails to comply.

The resolution was adopted at a time when UN inspectors are still discovering the full extent of President Saddam Hussein's existing weapons programs, despite frequent obstacles placed in their way by the Iraqi authorities.

The drive to tighten weapons-monitoring gained new urgency this week when the International Atomic Energy Agency disclosed that documents it seized in Baghdad showed that Iraq was trying to develop thermonuclear weapons.

The Iraqis also had a much more extensive and advanced nuclear program than previously suspected, the documents show, and major facilities and laboratories survived the allied bombing in the Gulf war.

Under the recommendations of the International Atomic Energy Agency and the UN Special Commission that is destroying Iraq's weaponry, Iraq's nuclear industry will be dismantled.

Iraq will only be allowed to use harmless isotopes for medical, industrial and geological survey purposes.

Every six months, Baghdad will be required to submit reports on projects that could have military applications.

Baghdad will also have to provide an inventory of all its nuclear installations and materials within 30 and list all power plants producing more than 10 megawatts of electricity. Nuclear research requires huge amounts of electricity.

UN and atomic energy agency inspectors also will be permitted to go anywhere they want in Iraq, indefinitely. (Reuters, AP)

Charente Libre 12 Octobre 1991

L'aviation turque bombarde le Kurdistan irakien

L'aviation turque a bombardé hier des villages kurdes situés dans le nord de l'Irak, faisant au moins 3 morts et 35 blessés. Le premier ministre turc avait annoncé dans la matinée le bombardement de positions rebelles kurdes, en représailles après l'attaque des rebelles séparatistes contre un poste de gendarmerie turque qui avait fait 11 morts lundi parmi les forces de l'ordre turques près de Hakkari.

Au moins trois Kurdes irakiens ont été tués et 35 autres blessés hier lors de bombardements de l'aviation turque dans le nord de l'Irak, selon des témoignages recueillis dans la ville irakienne de Zakho (15 km de la Turquie) où les blessés ont été hospitalisés.

Il s'agit de trois peshmerga (combattants kurdes) tués lors des bombardements de l'aviation turque à Begowa, selon un porte-parole à Zakho du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Sur les 35 blessés en provenance des villages de Banik et Begowa, au nord-est de Zakho, neuf ont été hospitalisés à Zakho dont deux portant des traces de brûlures sur les bras et dans le dos sont dans un « état critique », selon les médecins. Vingt-six autres blessés ont pu quitter l'hôpital après des soins pour des blessures superficielles ou commotions.

La majorité des blessés ont été brûlés lors de l'incendie de leurs tentes près de ces villages en reconstruction, a indiqué le Front du Kurdistan (FK), ajoutant que ces bombardements vont « décourager » les Kurdes réfugiés en Turquie de rentrer chez eux.

La plupart des blessés étaient en cours de réinstallation, avec l'aide des Organisations non gouvernementales

(ONG) occidentales, dans leurs villages en partie détruits par l'armée irakienne depuis 1988, selon les témoignages.

« Bombe incendiaire »

Le village de Banik, dont cinq habitants ont été hospitalisés, a été « touché par six bombes au napalm, larguées par six avions turcs », a déclaré le mokhtar (chef du village) Gazi Saadi. Aucun autre élément n'a pu être obtenu pour confirmer cette accusation: cependant le correspondant de l'AFP a ramassé un éclat de bombe portant la mention « fire bomb » (bombe incendiaire).

Aucun bilan n'était parvenu à Zakho sur le nombre de blessés éventuels dans les trois autres villages également touchés de Chilán, Suria et Siar, dans la zone de sécurité alliée où le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) a eu des camps itinérants.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait annoncé hier matin que huit avions turcs avaient effectué une opération dans le nord de l'Irak pour « bombarder des positions de rebelles kurdes » du PKK.

Ces opérations contre des camps du PKK dans le nord de l'Irak ont été décidées après l'attaque des rebelles séparatistes contre un poste de gendarmerie turque qui avait fait onze morts lundi parmi les forces de l'ordre près de Hakkari, a dit M. Yilmaz.

Il s'agit de la deuxième opération aérienne turque menée en territoire irakien depuis le début du mois d'août. Des sources occidentales et kurdes d'Irak avait alors fait état de la mort de plusieurs civils, ce qui avait été catégoriquement démenti par Ankara qui n'a jamais publié de bilan.

UN Widens Controls on Iraqi Arms Programs

Compiled by Our Staff From Dispatches UNITED NATIONS, New York — The Security Council imposed stringent controls on Iraq on Friday to prevent it from rebuilding its nuclear, chemical, biological

NÉGOCIATIONS DE BAGDAD SUR LE KURDISTAN

Les Kurdes y voient un échec

Après cinq mois de discussions sur l'autonomie du Nord de l'Irak, aucune percée n'a été réalisée. La zone pétrolière de Kirkouk est au cœur du problème. Pendant ce temps, l'aviation turque lance des bombes au napalm sur la région.

● Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a affirmé que les négociations sur l'autonomie du Kurdistan engagées depuis cinq mois avec Bagdad «se sont soldées par un échec».

Dans une interview publiée hier par le journal *Akhbar Al-Khaleej* paraissant à Bahrein, M. Talabani a imputé la responsabilité de cet échec «à l'intransigeance des dictateurs au pouvoir en Irak et au rejet par Bagdad des droits légitimes kurdes». «Le principe des négociations n'est pas écarté, mais j'estime que les chances d'aboutir à des résultats positifs sont presque nulles», a toutefois indiqué M. Talabani.

Un membre de la direction régionale du parti Baas (au pouvoir), Khedr Al-Douri, avait réaffirmé mercredi la détermination de Bagdad à parvenir à un accord «définitif» sur l'autonomie du Kurdistan «en vue de renforcer l'unité nationale et de restaurer la stabilité au Kurdistan».

Le dialogue engagé entre Bagdad et les Kurdes bute notamment sur l'inclusion ou non de la zone pétrolière de Kirkouk dans le Kurdistan et sur la démocratisation du système politique en Irak.

M. Talabani, coprésident du Front du Kurdistan (FK, groupant les huit mouvements kurdes d'opposition), a indiqué qu'il existe des démarches pour la tenue à Taëf (ouest de l'Arabie séoudite) d'un congrès groupant les opposants irakiens».

Plusieurs opposants irakiens se trouvaient en Arabie séoudite au cours de la crise du Golfe, et plusieurs d'entre eux avaient accordé des interviews aux médias séoudiens pour dénoncer le régime irakien et appeler au renversement de Saddam Hussein.

Bombes au napalm turques

Au moins trois Kurdes irakiens ont été tués et trente-cinq autres blessés vendredi matin lors de bombardements de l'aviation turque dans le nord de l'Irak, selon un bilan provisoire établi par l'AFP à Zakho d'après des témoignages recueillis dans cette ville irakienne située à 15 km de la Turquie où les blessés ont été hospitalisés.

Il s'agit de trois peshmergas (combattants kurdes) tués lors des bombardements de l'aviation turque à Begowa, selon un porte-parole à Zakho du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Sur les trente-cinq blessés en provenance des villages de Banik et Begowa au nord-est de Zakho, neuf ont été hospitalisés à Zakho dont deux, portant des traces de brûlures sur les bras et dans le dos, sont dans un «état critique», selon les médecins. M. Gazi Saadi, mokhtar (chef du village) de Banik, a affirmé à l'AFP que sa localité avait été «touchée par six bombes au napalm» larguées par six avions turcs.

Il a indiqué qu'il n'avait «jamais vu» autour de son village «de groupe armé ni de membres du PKK (rebelles séparatistes kurdes de Turquie)».

Le premier ministre turc avait annoncé hier à Ankara que l'aviation turque avait lancé dans la matinée une opération aérienne depuis Cukurca, près de Hakkari (Turquie), contre des camps des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan.

Enfin, une mission nucléaire et une autre balistique, relevant toutes deux des Nations unies, sont arrivées vendredi à Bagdad, venant de Bahrein. — (afp)

Massacre, tortures

● Soixante prisonniers de guerre irakiens ont été exécutés lundi à Suleimanieh (nord de l'Irak), théâtre de récents accrochages entre combattants kurdes et troupes irakiennes, a indiqué cette semaine un communiqué du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui «condamne vigoureusement» ce massacre.

Chiites torturés

Le PDK demande une «enquête immédiate» sur cette affaire, dans laquelle, selon lui, sont impliqués des «civils armés indisciplinés», qui, selon l'organisation kurde, passent parfois pour des peshmergas réguliers. Un porte-parole de la Maison-Blanche a indiqué que les Etats-Unis allaient interroger les dirigeants de l'opposition kurde sur ce massacre.

Le visage d'Amar, un petit garçon chiite irakien de 10 ans, «n'est plus qu'un masque informe et dur». Mme Emma Nicholson, député britannique de retour d'un voyage à la frontière irako-iranienne, a vu dans ce visage une preuve «vivante et effrayante des attaques au napalm, des tortures et des atrocités indescriptibles commises en Irak contre les chiites».

«Je suis rentrée avec des témoignages directs de victimes, avec des preuves irréfutables de violations à grande échelle des droits de l'homme, qui durent depuis des années, et dont l'Occident n'a pas encore vraiment pris conscience», a-t-elle déclaré hier dans une interview à l'AFP.

Emma Nicholson est retournée la semaine dernière dans les camps de réfugiés chiites. — (afp)

L'aviation d'Ankara bombarde le nord du pays

Irak

Des Kurdes, cibles de la Turquie

Au moins trois Kurdes irakiens ont été tués et trente-cinq autres blessés hier lors de bombardements de l'aviation turque dans le nord de l'Irak, selon des témoignages recueillis par l'AFP dans la ville irakienne de Zakho (15 km de la Turquie) où les blessés ont été hospitalisés.

Il s'agit de trois peshmergas (combattants kurdes) tués lors des bombardements de l'aviation turque à Begowa, selon un porte-parole à Zakho du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Sur les trente-cinq blessés en provenance des villages de Banik et de Begowa, au nord-

est de Zakho, neuf ont été hospitalisés à Zakho, dont deux portant des traces de brûlures sur les bras et dans le dos sont dans un « état critique », selon les médecins. Vingt-six autres blessés ont pu quitter l'hôpital après des soins pour des blessures superficielles ou commotions.

La majorité des blessés ont été brûlés lors de l'incendie de leurs tentes près de ces villages en reconstruction, a indiqué le Front du Kurdistan (FK) ajoutant que ces bombardements vont « décourager » les Kurdes réfugiés en Turquie de rentrer chez eux.

La plupart des blessés étaient en cours de réinstalla-

tion, avec l'aide des organisations non gouvernementales occidentales, dans leurs villages en partie détruits par l'armée irakienne depuis 1988, selon les témoignages.

« Bombe incendiaire »

Le village de Banik, dont cinq habitants ont été hospitalisés, a été « touché par six bombes au napalm larguées par six avions turcs », a déclaré à l'AFP le mokhtar (chef du village) Gazi Saadi. Aucun autre élément n'a pu être obtenu pour confirmer cette accusation. Cependant, le corres-

pondant de l'AFP a ramassé un éclat de bombe portant la mention « fire bomb » (bombe incendiaire).

Aucun bilan n'était parvenu à Zakho sur le nombre de blessés éventuels dans les trois autres villages également touchés de Chilan, Suria et Siar, dans la zone de sécurité allié où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) a eu des camps itinérants.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a annoncé hier matin que huit avions turcs avaient effectué une opération dans le nord de l'Irak pour

« bombardier des positions de rebelles kurdes » du PKK.

Ces opérations contre des camps du PKK dans le nord de l'Irak ont été décidées après l'attaque des rebelles séparatistes contre un poste de garnierie turc qui avait fait onze morts lundi parmi les forces de l'ordre près de Hakari, a dit M. Yilmaz.

Il s'agit de la deuxième opération aérienne turque menée en territoire irakien depuis le début du mois d'août. Des sources occidentales et kurdes d'Irak avaient alors fait état de la mort de plusieurs civils, ce qui avait été catégoriquement démenti par Ankara qui n'a jamais publié de bilan.

Turkey Bombs Kurdish Bases in Iraq

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

ZAKHO, Iraq — Turkish warplanes bombed five villages in northern Iraq on Friday in renewed cross-border raids on guerrillas who killed 11 soldiers in southeast Turkey on Monday.

Sources said that at least three Iraqi Kurds died and that were wounded in mountainous terrain

northeast of here and south of the Turkish border town of Cukurea, where the Turkish troops were killed.

The civilian casualties underlined the increasingly disputed nature of such raids and the growing embarrassment they are causing the United States and Turkey's European allies.

In Ankara, Prime Minister Mesut Yilmaz said that "I approve the operation" against the Turkish Workers' Party, or PKK, which has been waging an increasingly violent war for independence.

Since 1984, more than 3,000 people have died in the struggle. The attack on Friday was the

first cross-border Turkish raid since Aug. 8 and the first inside the former security zone set up to encourage the return of Iraqi Kurds who fled to the Turkish border after the collapse of the April uprising against President Saddam Hussein.

In August, Turkish jets bombed two Iraqi Kurdish villages near the eastern end of the 330-kilometer (205-mile) border, killing 20 Iraqi civilians and wounding 15 others but inflicting no known PKK casualties, according to United Nations officials.

Caught between promises to protect Iraqi Kurds from renewed violence from Mr. Saddam and loyalty

to their Turkish ally, the United States and its European allies then remained silent despite Iraqi Kurdish disappointment at their failure to condemn the August raid.

Western officials say they are convinced the new Turkish air raids were essentially motivated by domestic political considerations.

With Turkish legislative elections set for Oct. 20, they said Mr. Yilmaz apparently wanted to shore up government claims that the Turkish Workers' Party was operating from bases in Iraq, Iran and Syria despite mounting evidence that the guerrilla movement has long since taken root inside Turkey itself.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
OCTOBER 12, 1991

Bombardement au napalm

L'aviation turque a lancé hier un raid contre les positions kurdes proches de la frontière : trois morts, 35 blessés, civils pour la plupart

Au moins trois Kurdes irakiens ont été tués et 35 autres blessés hier lors de bombardements de l'aviation turque dans le nord de l'Irak, près de la ville de Zakho, à 15 km de la frontière où les blessés ont été hospitalisés.

Les victimes sont trois peshmerga (combattants kurdes).

Sur les 35 blessés en provenance des villages de Banik et Begowa, neuf ont été hospitalisés, deux portent des traces de brûlures sur les bras et dans le dos et sont dans un « état critique ».

Vingt-six autres blessés ont pu quitter l'hôpital après des soins pour des blessures superficielles ou commotions.

La plupart d'entre eux ont été brûlés lors de l'incendie de leurs tentes près de ces villages en reconstruction, a indiqué le Front du Kurdistan (FK), qui estime que ces bombardements vont « décourager » les Kurdes réfugiés en Turquie de rentrer chez eux. Ceux qui ont été bombardés hier étaient en cours de réinstallation, avec l'aide des organisations non gouvernementales occidentales, dans leurs



Deux enfants kurdes, héritiers de siècles de persécutions, ils ont déjà vécu l'offensive de Saddam après la guerre du Golfe, l'exode, la peur, la faim et aujourd'hui, le napalm turc. Photo A.F.P.

villages en partie détruits par l'armée irakienne depuis 1988. Le village de Banik, dont cinq habitants ont été hospitalisés a été « touché » par six bombes au napalm, larguées par six avions turcs », affirme le mokhtar (chef du village) Gazi Saadi. Aucun autre élément n'a pu être obtenu pour confirmer cette accusation.

Aucun bilan n'est parvenu à Zakho sur le nombre de blessés éventuels dans les trois autres villages également touchés de Chilan, Suria et Siar, dans la zone de sécurité alliée où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) a installé des camps itinérants.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a confirmé sans détail que huit avions turcs avaient effectué une opération dans le nord de l'Irak pour bombarder des positions de rebelles kurdes » du PKK.

Ces opérations contre des camps du PKK dans le nord de l'Irak ont été décidées après l'attaque des rebelles séparatistes contre un poste de gendarmerie turque qui avait fait onze morts lundi parmi les forces de l'ordre près de Hakkari, a-t-il expliqué.

Il s'agit de la deuxième opération aérienne turque menée en territoire irakien depuis le début du mois d'août. Des témoins ont fait état de la mort de plusieurs civils, ce qui avait été catégoriquement démenti par Ankara qui n'a jamais publié de bilan. ■

LIBERATION 12 octobre 1991

IRAK-TURQUIE

Raid aérien turc sur le Kurdistan irakien

Les avions d'Ankara, qui ont bombardé des villages autour de Zakho, visaient les bases arrières des indépendantistes Parti des travailleurs du Kurdistan.

La zone de sécurité, établie par l'Occident au nord-ouest de l'Irak, est sensée protéger les populations civiles contre une nouvelle agression de Bagdad. Depuis la base aérienne d'Incirlik, les alliés interdisent notamment cet espace aérien « kurde » à la chasse de Saddam Hussein. Mais, pour la seconde fois depuis août, le danger est venu du nord, pas du sud.

Huit appareils turcs ont franchi vendredi matin la frontière, près de la ville de Cukurca. Ils ont pénétré de 7 km à l'intérieur du territoire irakien, avant de lâcher un chapelet de bombes au napalm contre des villages kurdes, situés autour de Zakho. Les derniers bilans faisaient état dans la soirée de trois morts, trois peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et de 35 blessés.

C'est le Premier ministre turc en personne, Mesut Yilmaz, qui a annoncé cet acte de guerre contre un pays voisin. La victime ne devrait pas crier à l'agression, ni porter l'affaire devant l'ONU. D'ailleurs, le régime baassiste s'était abstenu hier soir de toute réaction. Il faut dire qu'il s'agissait de frapper « des positions » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ce mouvement séparatiste, en lutte contre le pouvoir turc, dispose de bases arrières en Irak. Depuis sept ans, Ankara s'arroge un droit de suite, au-delà de ses limites territoriales. Cette opération punitive a été décidée après l'attaque contre un poste de gendarmerie qui a fait 11 morts lundi dernier, près de Hakkari.

Début août, la Turquie avait reconnu officiellement avoir envoyé ses

bombardiers « détruire les nids des terroristes séparatistes ». Une opération qui s'était soldée, selon plusieurs organisations humanitaires, par de nombreux morts civils.

Les blessés, transportés vendredi après-midi à l'hôpital de Zakho, portent des traces de brûlures sur les bras et dans le dos. Neuf d'entre eux sont jugés dans un « état critique ». La

localité de Banik aurait été touchée par « six bombes au napalm », selon le *mokhtar* (chef du village) Gazi Saadi. Ce dernier affirme n'avoir « jamais vu » autour de Banik « de groupe armé, ni de membres du PKK ». Les trois hommes tués lors des bombardements n'appartiennent pas au PKK, mais au PDK de Massoud Barzani. Ce raid intervient une semaine après les violents affrontements qui ont opposé l'armée irakienne aux peshmergas, près de la ville de Souleimanieh. Ce nouveau coup de force ne manquera pas de renforcer le sentiment d'isolement de la population kurde. D'autant que les espoirs d'un accord avec Bagdad paraissent plus éloignés que jamais. Les négociations engagées depuis cinq mois sur l'autonomie du Kurdistan « se sont soldées par un échec », a déclaré vendredi Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). D'après AFP

L'ONU met le complexe militaire irakien sous contrôle permanent

Le conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi des mécanismes de surveillance et de contrôle permanents destinés à empêcher l'Irak de se doter d'armes de destruction massive.

EL PAIS 13. 10. 1991

3.000 soldados turcos atacan campos kurdos instalados en el norte de Irak

AGENCIAS, Ankara
Una fuerza terrestre de 3.000 hombres ha penetrado nueve kilómetros en territorio iraquí, después de dos días de bombardeo aéreo, para aplastar a los opositores del Partido de los Trabajadores Kurdo (PKK) que habitan campos de refugiados en el norte de Irak.

Unas 10.000 personas huyen de los bombardeos aéreos, según informa la agencia iraní Irna, que añade que la carretera hacia Sulaimaniya, en el interior de Irak, está abarrotada.

El primer ministro turco, Mesut Yilmaz, dijo ayer que se produjeron hasta ocho salidas de cazabombarderos y helicópteros entre el viernes y el sábado para atacar las bases del PKK en el norte de Irak, pero ningún portavoz oficial ha confirmado la invasión terrestre.

Un portavoz del Frente Kurdo, coalición que agrupa ocho partidos kurdos de oposición,

dijo, poco después de cruzar la frontera con Turquía, que en los bombardeos aéreos habían fallecido tres guerrilleros *peshmergas*, y otros nueve resultaron heridos.

Fuentes próximas a los militares occidentales que se encuentran desplazados a la frontera entre Turquía e Irak para proteger a los refugiados kurdos de posibles agresiones iraquíes, han expresado su malestar ante los ataques de la aviación del Ejército turco.

Shiíes rodeados

La Organización de Acción Islámica, uno de los principales grupos de oposición islámica en Irak, denuncia que varios pueblos han sido rodeados por el Ejército de Sadam Husein en las proximidades de Bassora, en el sur del país, y se ha decretado la ley marcial para controlar a los miembros de la oposición shií al régimen de Bagdad.

La recta final de la campaña electoral, plagada de violencia

Los kurdos iraquíes acusan a Turquía de bombardearles con napalm

GEORGINA HIGUERAS, ENVIADA ESPECIAL, Ankara

La recta final de la campaña electoral turca ha comenzado con el Gobierno dando palos de ciego al otro lado de la frontera iraquí para acabar con los kurdos, que días atrás mataron a 11 soldados. Aviones turcos han bombardeado con napalm y ametrallado asentamientos kurdos en la zona de Zajo, de hacer caso a los restos de bombas y cartuchos mostrados ayer en esa localidad por los escolares kurdos que, clamaban contra "el imperialismo de Ankara".

El Gobierno no ha dado detalles sobre el material empleado en las incursiones realizadas desde el viernes y hasta ayer para repre-

saliar a los guerrilleros del marxista Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK), a los que acusa de entrar repetidamente en Tur-

quía para atacar a sus tropas, aunque ha reconocido el empleo de aviones. Tampoco ha comentado las denuncias sobre la intervención de tres mil soldados contra los guerrilleros, en acciones que han costado tres muertos y varias decenas de heridos.

Los manifestantes de ayer decían que "los presidente turco e iraquí son las caras de la misma moneda" y equiparaban las acciones de los soldados turcos con las emprendidas por los iraquíes la pasada semana. Irak ha protestado por las violaciones turcas de su territorio, a lo que todavía no ha replicado Turquía que en anteriores ocasiones ha justificado sus incursiones como un acto de autodefensa ante la incapacidad del Ejército iraquí de proteger la frontera mutua.

Esta violencia externa viene a sumarse a la interna, siempre presente en los comicios turcos, que ha alcanzado dimensiones alarmantes en esta campaña, con más de 20 muertos. "Lo que sucede en el sureste (Kurdistán turco) no es la acción de un grupo terrorista, es el germen de una guerra civil", dice un funcionario que pide no ser identificado.

El gobernante Partido de la Madre Patria (ANAP) se ha visto obligado a retirar un video publicitario que había preparado con el fin de frenar la ascensión al poder del ex primer ministro Suleimán Demirel, líder del Partido del Recta Vía (DYP), ya que todo el caos y los asesinatos indiscriminados que recogían las imágenes del último periodo de Demirel como jefe de Gobierno,

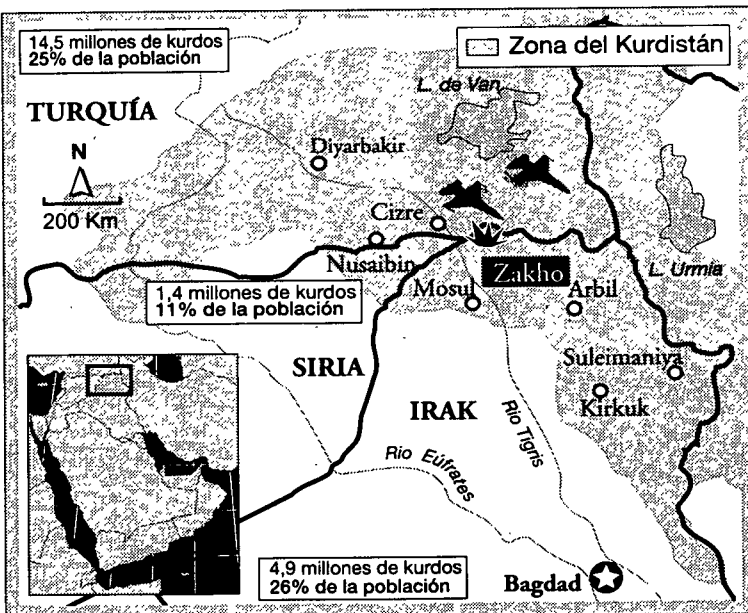
antes del golpe militar de 1980, se volvían contra ANAP. "Mirar ese video y pensar en lo que está ocurriendo era lo mismo", señala una periodista.

Calma en los cuarteles

Los turcos están profundamente preocupados por lo que la oposición llama "falta total de ley y orden"; sin embargo, no parece existir temor alguno a otro desembarco militar en el palacio presidencial. "Los militares turcos han aprendido que sólo tienen prestigio cuando se quedan en los cuarteles", añade el funcionario.

Los turcos mayores de 21 años acudirán a las urnas el domingo. Muchos de ellos con una *papeleta para el cambio*; otros con una *papeleta de castigo*. Nadie sabe cuál será el resultado, pero todos aseguran que estas elecciones darán "definitivamente paso a una nueva Turquía". Quien parece más seguro del triunfo es el primer ministro, Mesut Yilmaz, quien sostiene que las encuestas que publica la prensa "ni son objetivas, ni reflejan la verdad", es decir, que Demirel no será el líder más votado. "Según nuestras propias investigaciones", dice Yilmaz, "ANAP obtendrá el 29% de los votos y DYP un 27%". Al dividido 44% restante no le da importancia.

■ **El general retirado Adnan Ersoz** fue asesinado ayer en Estambul, en un atentado reivindicado por el grupo de extrema izquierda Dev Sol. Ersoz, ex jefe de los servicios secretos turcos, MIT, fue asesinado en su casa.



International Herald Tribune October 14, 1991

In 45,000 Pages, How Iraq Fooled World on Nuclear Aims

By R. Jeffrey Smith
and Glenn Frankel

Washington Post Service

WASHINGTON — The United Nations inspection team was getting ready to quit after a particularly tense and unproductive interrogation session at a hotel in Baghdad in July, participants recall, when a previously silent, well-dressed Iraqi rose from his seat near the back of the room.

He began speaking candidly, in perfect English, about equipment that was crucial to producing the enriched uranium necessary to make a nuclear bomb.

It was not until the following day that the astonished visitors learned the man's name: Jaffar Dhia Jaffar. And not until two months later did they unearth secret Iraqi documents identifying him as the lead administrator and scientist of Petrochemical Project 3 — the code name for the relentlessly ambitious Iraqi nuclear program that in scope and sophistication resembled the Manhattan Project, the American effort that produced the first atomic bomb.

The episode was a turning point that helped inspectors uncover new details of the Iraqi program and the unique role of Mr. Jaffar and his aides in seeking to place mankind's most destructive weapon in the hands of President Saddam Hussein, one of the world's most ruthless leaders.

Until recently, Iraq was able to conceal from the outside world the origins, dimensions and operation of the bomb program, its extensive connections to foreign suppliers and even the identity of Mr. Jaffar, its native mastermind.

But the secret history of the program is slowly emerging from the 45,000 pages of documents seized two weeks ago by the UN-dispatched inspection team and from evidence supplied by defectors who participated in the program.

While much of the material remains sketchy, interviews with officials and independent experts in Washington, New York, Vienna, London and Jerusalem show that:

- Despite repeated warnings and Mr. Saddam's own public statements, Western experts consistently underestimated Iraq's scientific and technical capabilities. Inspection officials now believe Iraq was only 12 to 18 months from produc-

ing its first bomb, not 5 to 10 years as previously thought.

- A major element in this "colossal international intelligence failure," as one Israeli expert described it, was the inability of Western governments to detect the size and scope of the program. "There was suspicion, certainly," said Hans Blix, director of the International Atomic Energy Agency, which is supervising the attempt to destroy the bomb project. But "to see the enormity of it is a shock," he acknowledged in an interview.

- Advanced technology and training crucial to the project's development were freely supplied by Western companies, sometimes with the apparent knowledge of their governments. Centrifuge technology from West Germany, copper coil from Finland, precision machine tools from Britain, metal castings and special high-strength steel from Switzerland — all should have raised suspicions about what the Iraqis were doing, according to nuclear technology experts.

- Perhaps most chilling of all, officials believe the Iraqi program is still functioning. Its main ingredient is not the hardware that the Iraqis acquired but rather the thousands of skilled, dedicated scientists and technical workers employed in the program.

"You can remove the equipment," said Maurizio Zifferero, head of the atomic agency's inspection operation. "You can remove fissile material. You can destroy instruments. But you cannot take out the know-how."

"They are very proud of their achievement," Mr. Zifferero said of the Iraqis, "and there is reason to believe that if they are not kept under close check that they will start again."

Iraq's nuclear dreams predate Mr. Saddam — the first agreement with the Soviet Union for a small research reactor was signed in 1960, nine years before he seized power in a coup. But as with so many other features of modern Iraqi society, it was Mr. Saddam who grounded the nuclear program in pan-Arabist ideology, organized and funded it and gave it a mission: produce the first Arab atomic bomb.

Mr. Saddam headed a three-man committee, formed in 1974, to oversee the development of weapons of mass destruction, according to accounts from informed Iraqi

opposition sources and from an Egyptian journalist, Adel Darwish, who has written extensively on Iraq.

The committee launched a major campaign to recruit Arab scientists, technicians and engineers.

Between 1974 and 1977, Mr. Darwish estimated, more than 4,000 Arabs, many of them Palestinians and Egyptians, arrived in Baghdad to work on high-tech projects. They responded to promises of high pay but also to the appeal of working in an all-Arab program whose ultimate target, they were told, was Israel. A select group was sent to the fledgling Iraqi Atomic Energy Commission, whose mission was to develop nuclear power for industrial use as well as a bomb.

Urbane, witty and serenely self-assured, Mr. Jaffar was perhaps the most brilliant of the commission's recruits. Scion of a prominent Iraq-Shiite Muslim family, he was educated in physics in the 1960s at British universities in Birmingham and Manchester, according to family friends in London. He pursued postdoctoral work at London's Imperial College and at the European Council for Nuclear Research in Geneva.

Mr. Jaffar, who is in his forties, returned to Baghdad in the mid-1970s with his English-born wife. There he and Hussein Sharistani, another Western-educated physicist, became the major scientific figures in the Iraqi nuclear program.

Friends say they were two very different men. Mr. Sharistani, who is also Shiite, was a deeply religious man who eschewed many of the luxuries being offered to Iraq's top scientists. But Mr. Jaffar enjoyed wearing tailored suits and eating in fine restaurants in London and Milan.

When the moment of truth came, they would make very different choices, according to an oft-told account of their involvement in the program. Mr. Sharistani has told friends that he resisted working in the program once he realized it was designed to produce a bomb, and he was arrested in 1979, tortured and charged with membership in an anti-regime organization. He was sentenced to 20 years in prison but escaped to Iran earlier this year after an allied air raid on Abu Ghraib prison in Baghdad.

According to Mr. Sharistani's account, which other Iraqi sources

endorse, Mr. Jaffar went directly to Mr. Saddam to vouch for his colleague and seek his release. Then Mr. Jaffar himself was held in custody for several weeks or months. Both men were approached separately by Barzan Tikriti, Saddam's half-brother and then head of the Iraqi secret police, who offered them freedom in return for continued work on the bomb. Mr. Sharistani has told friends he refused. Mr. Jaffar accepted.

Some mystery still surrounds the role of Mr. Jaffar, who has repeatedly sought in discussions with International Atomic Energy Agency officials to conceal the extent of his involvement. U.S. and agency officials, who say they are inclined to believe the tale of his detention, caution, however, that it may have been concocted to explain his willing disappearance from public meetings and plunge into secret bomb work.

These days, Mr. Jaffar is deputy chairman of Iraq's atomic energy commission as well as deputy minister of industry and minerals. He also is in charge of rebuilding Iraq's electricity distribution network, according to agency officials. They describe him as a forceful and authoritative individual.

When Mr. Jaffar traveled to the West, friends say, he did so under a false name and was always accompanied by security men. Until he stood up to speak at the interrogation session in July, officials say, his name had virtually disappeared from Western intelligence files.

The United States had been aware of the scientist-recruitment program and received detailed intelligence reports on Iraqi weapons projects during the 1970s. But U.S. officials, apparently doubting Mr. Saddam's ability to follow through on his nuclear dreams, did not take aggressive steps to halt the program.

"It was partly racism and partly the State Department's enchantment with Saddam," said Ahmed Chalabi, a leading Iraqi opposition figure. "Your government refused to believe that Arabs could put together such a program."

According to one analyst, a U.S. intelligence report judged that "when it comes to nuclear weapons, it's easy to dismiss a country like Iraq."

LE MONDE 14 octobre 1991

A une semaine des élections législatives

L'aviation turque a effectué de nouveaux raids en territoire irakien contre les « séparatistes kurdes »

ANKARA

de notre correspondante

L'armée turque a effectué, vendredi 11 octobre, une nouvelle opération militaire en territoire irakien, contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste agissant au sein de la population kurde de Turquie et disposant de bases en Irak. « Huit avions de combat ont effectué (des) sorties ce matin, à sept kilomètres à l'intérieur du territoire irakien », a déclaré le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz. Des hélicoptères ont ensuite survolé la région pour évaluer les résultats de cette opération, lancée pour venger la mort lundi de onze soldats turcs, tués lors d'affrontements avec cent cinquante combattants du PKK à Cukurca, dans la partie est de la frontière turco-irakienne.

En août dernier, la Turquie avait déjà lancé une vaste opération contre le PKK en territoire irakien, pendant plusieurs jours. Avions de combats, hélicoptères et troupes terrestres avaient été utilisées, causant la mort, selon des sources kurdes dans la région, d'une quinzaine de civils, kurdes irakiens, et blessant de nombreux autres villageois. La Turquie avait déclaré avoir tué environ trente-cinq membres du PKK et capturé des stocks importants d'armes, mais les diplomates occidentaux estiment qu'il n'est pas certain que des militants du PKK aient été atteints.

Des journalistes ayant visité les camps du mouvement séparatiste kurde affirment que les militants du PKK se déplacent fréquemment, en petits groupes, en se cachant sous les arbres et ne peuvent pas facilement être localisés. Des sources militaires occidentales estiment que le raid avait avant tout pour but de démontrer à la population turque que le PKK représente un problème externe.

En fait, au cours des derniers mois, le PKK semble avoir étendu son influence dans le Sud-Est de la Turquie où les incidents violents se sont multipliés. La présence des nombreux soldats dans la région n'a pas eu un impact déterminant sur le comportement des combattants kurdes, qui ont multiplié les attaques, enlevé des voyageurs occidentaux à deux reprises en août et en septembre, et qui détiennent toujours sept soldats turcs.

En se montrant résolu à combattre le « terrorisme séparatiste », à une semaine des élections législatives, le premier ministre espère gagner quelques voix supplémentaires auprès des nationalistes turcs.

NICOLE POPE

LIBERATION 14 octobre 1991

L'armée turque récidive en Irak

Après le raid aérien de vendredi sur des bases kurdes en Irak, les Turcs ont tenté une incursion infructueuse.

L'armée turque persiste, mais cette fois sans signer. Ankara, qui avait revendiqué vendredi un raid aérien contre des « positions kurdes » en Irak, n'a toujours pas reconnu avoir lancé samedi une nouvelle attaque, terrestre, cette fois. Cette opération, confirmée par une haute personnalité militaire turque, visait à nouveau des camps rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), retranchés de l'autre côté de la frontière. Le commando, composé de gendarmes et d'une unité de montagne, n'aurait cependant pas atteint le but principal de sa mission : délivrer les 7 soldats turcs détenus par les séparatistes depuis le 4 août.

En bombardant les rebelles kurdes, le gouvernement espérait se concilier l'électorat nationaliste, une semaine avant les législatives. Cet échec risque de se retourner contre le Parti de la mère patrie du Premier ministre Turgut Ozal. D'autant qu'il s'agissait de

la seconde tentative malheureuse, après celle lancée sans succès le 5 août, pour libérer les militaires des mains de leurs ravisseurs.

Après plus de vingt-quatre heures de retard, Bagdad a finalement protesté auprès d'Ankara pour cette violation de son espace aérien. Selon l'agence officielle INA, citant le ministère des Affaires étrangères, « l'Irak se réserve le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires conformément au droit international et à la Charte des Nations unies ». De leur côté, les militaires alliés, engagés dans l'opération *Provide Comfort*, s'inquiètent des effets sur la population civile. « Nos relations avec les Kurdes peuvent changer radicalement vers le pire, estime un officier. Nous sommes ici pour les aider et les protéger, mais nous ne pouvons rien faire contre l'aviation turque (...). Ils ont toutes les raisons de réduire leur confiance et sympathie à notre égard. »

D'après AFP

International Herald Tribune October 14, 1991

Turkey Attacks Its Rebel Kurds in Iraq

Reuters

CUKURCA, Turkey — Turkish troops, planes and helicopters crossed into northern Iraq on Sunday to attack rebel Turkish Kurds for the third straight day, witnesses said.

They said at least 10 planes flew into Iraqi airspace and that hundreds of soldiers marched into Iraq from the border village of Cinarli in southeast Turkey. Helicopter-borne commandos also headed into northern Iraq, the witnesses said.

There was no immediate confirmation from the Turkish general staff.

The Iraqi press agency, INA, reported that Baghdad had warned

Ankara that "grave consequences" might result if the Turkish operations continued.

The Turkish forces are attacking forces of the Kurdish Workers Party, which is fighting for a separate Kurdish state in southeastern Turkey. The guerrillas have taken refuge in Iraq.

The spokesman, Colonel Necdet Ipek, said that on Friday and Saturday planes and troops destroyed their targets and returned to base.

Colonel Ipek denied reports by Iraqi Kurdish groups that there had been casualties among civilians and their own fighters.

A spokesman for the Kurdistan Front, representing the Iraqi rebel

groups, including the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, said Friday's raids had killed three Iraqi Kurdish guerrillas and wounded nine.

A Kurdish leader, Massoud Barzani, condemned Friday's attacks and urged Turkey to end them. He said six men and a woman were seriously injured and that casualty figures could rise.

Ankara has responded to previous Iraqi complaints about military incursions by saying that Iraq's borders were unguarded by the Iraqi Army and that Iraqi Kurds were supporting the Turkish Kurds.

LE COURRIER 14 octobre 1991

Attaque turque contre des Kurdes Crise rouverte

Une nouvelle crise des réfugiés kurdes menace dans le nord de l'Irak où la reprise des combats avec l'armée de Saddam Hussein dissuade des milliers de personnes de redescendre des montagnes, alors que l'hiver approche. Par ailleurs, deux manifestations ont eu lieu à Zakho pour dénoncer les attaques des forces turques contre les séparatistes kurdes.

La semaine dernière, des combats entre l'armée régulière irakienne et les peshmergas kurdes près de Soulaymaniya, Arbat, Kifri et Kalar ont fait des centaines de victimes. Des milliers de personnes ont fui leurs habitations. Selon les organisations caritatives, environ 250 000 Kurdes campent le long de la frontière avec l'Iran, dans une région comprise entre Halabja, Sayed Sadik et Penjouin.



Encore 250 000 Kurdes campent le long de la frontière avec l'Iran.

Keystone

Depuis l'échec du soulèvement kurde et chiite en mars contre Saddam Hussein et la répression qui a suivi, beaucoup sont restés dans les montagnes proches de la Turquie et de l'Iran. Des dizaines de milliers d'entre eux vivent dans des huttes de branchages qui ne les protégeront guère contre les rigueurs de l'hiver s'ils ne descendent pas vers leurs villages. L'ONU espérait les voir regagner leurs logis, poussés par le froid en altitude et le retour à la normale dans le pays.

Rigueur hivernale

Même si le ravitaillement peut continuer d'être envoyé autour de Soulaymaniya, la température hivernale descend jusqu'à moins 25 degrés dans la région de Penjouin, où au moins 60 000 réfugiés sont massés près de la frontière iranienne. Le personnel de l'ONU avait convaincu plus de 50 000 Kurdes de redescendre des hauteurs de Penjouin en septembre. Mais les combats de la semaine dernière ont inversé le flux.

La guerre civile ne semble pas prête de finir, à en croire Mahmoud Osman, chef du Parti socialiste du Kurdistan. «La stabilité militaire dépend de la stabilité politique», a-t-il dit, en faisant allusion aux désaccords persistant entre le président Saddam Hussein et les dirigeants kurdes sur l'avenir du Kurdistan. Les chefs kurdes eux-mêmes ne s'entendent pas sur la nécessité de signer les accords négociés cet été avec Bagdad et on n'exclut pas que les factions kurdes en viennent aux mains.

Attaques turques

La situation est encore compliquée par les attaques lancées depuis trois jours par l'armée de l'air turque contre les camps des séparatistes kurdes basés en Irak. Hier, des témoins ont vu au moins dix avions turcs survoler l'Irak et des centaines de soldats turcs franchir la frontière. Ankara n'a pas confirmé ces dernières incursions. Bagdad a protesté samedi contre la violation de son territoire.

(ATS/AFP/Reuter)

24 heures 14 octobre 1991

Le remords kurde

ALORS que James Baker entreprend une nouvelle mission au Proche-Orient, au cœur de laquelle se trouve la question palestinienne, de très bons alliés des Etats-Unis, les Turcs pour ne pas les nommer, s'en sont pris une fois de plus à un peuple lui aussi privé de patrie, et numériquement beaucoup plus conséquent, le Kurde.

A l'heure encore où l'Arménie renaît, on devrait pourtant se demander plus que jamais pourquoi cette nation demeure la grande oubliée de l'histoire. Car, même si l'on voulait passer avec un maximum de cynisme sur les Kurdes de Turquie, Ankara ayant mérité son indulgence plénière durant la guerre froide et celle du Golfe, pourquoi diable n'a-t-on rien fait pour ceux qui se trouvent en Irak? A part de leur offrir une aide humanitaire durant la dernière tentative de génocide saddamienne, ce qui n'a rien changé à leur avenir.

Curieusement, Israël, un autre bon allié qui a été très sage durant cette même guerre du Golfe qui devait tout changer, ne s'est pas encore avisé du parti qu'il pourrait tirer de l'affaire. Car soyons justes, pourquoi lui fait-on aujourd'hui des misères et pas aux Turcs? Croit-on vraiment, dans les chancelleries, qu'il est utile de guérir un abcès sans se pencher sur une autre plaie tout aussi purulente?

Gageons, à l'heure où Baker met la dernière main à sa tentative de conférence, que rien ne changera vraiment si tous les sujets ne sont pas posés sur la table. Hélas, on n'en prend pas le chemin, puisque nous n'avons même pas la pudeur d'un remords pour ce qui arrive au peuple kurde.

Guido Olivieri □

Les divergences entre les mouvements kurdes s'accroissent

Un dernier groupe de trente-six soldats américains appartenant à la Force multinationale d'intervention rapide (1), chargée de protéger les Kurdes d'Irak, a quitté jeudi 10 octobre la base de Silopi, dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière turque. Le retrait des troupes étrangères avait débuté le 16 septembre, les membres de la coalition ayant estimé que la composante aérienne de la force d'intervention alliée, basée à Incirlik, était suffisante pour assurer la protection des Kurdes d'Irak.

Paradoxalement, ce retrait suit de près les sanglants incidents qui ont opposé le 7 octobre les peshmergas (combattants kurdes) aux forces gouvernementales dans les villes de Kifri, Kalar et Souleymanieh et qui montrent que la situation dans le nord de l'Irak demeure explosive. Au cours de cette confrontation une soixantaine de prisonniers irakiens ont été exécutés sommairement par les peshmergas. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a condamné sans réserve ce massacre qu'il a attribué à des « éléments armés kurdes irresponsables », tandis que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani laissait entendre qu'il pourrait s'agir d'une provocation irakienne.

L'impasse dans les négociations entre Bagdad et le Front du Kurdistan irakien, qui se poursuivent par intermittence depuis le mois d'avril, a créé un certain malaise entre les deux principaux éléments de cette alliance qui regroupe les huit formations de peshmergas irakiens. Elle a peu à peu accentué les divergences qui ont vu le jour

entre l'UPK et le PDK sur ces négociations. M. Jalal Talabani, le chef de l'UPK, vient même d'affirmer que les entretiens avec Bagdad avaient pratiquement échoué et que « les chances d'aboutir à des résultats positifs étaient presque nulles ». M. Barzani, qui souhaite l'aboutissement rapide de ces entretiens, a pour sa part souligné que « s'il y a des divergences au sein du Front du Kurdistan à propos de la signature de l'accord final avec Bagdad, le projet d'accord sera soumis à référendum ».

Les deux co-présidents du Front du Kurdistan qui mènent une lutte feutrée pour le pouvoir à l'intérieur du mouvement kurde, évitent soigneusement toute déclaration intempestive susceptible de créer une scission à l'intérieur de l'alliance et parlent de « divergences d'approche naturelles » sur l'accord avec Bagdad. Mais il est de notoriété publique que ces divergences sont plus graves que ne veulent l'admettre les deux coprésidents du Front et certains des dirigeants du PDK soupçonnent M. Talabani de « vouloir faire exploser la situation sur le terrain », afin d'obtenir une nouvelle intervention des forces alliées aux côtés des peshmergas.

Pas d'aide américaine

En réalité, les divergences qui opposent les deux chefs kurdes sont fondamentales et portent essentiellement sur l'appréciation de la situation politique qui prévaut à Bagdad. M. Massoud Barzani estime que pour l'instant Saddam Hussein est solidement installé au pouvoir et qu'en dépit des déclarations de guerre que lui lance périodiquement le président Bush, les Etats-Unis n'ont nullement l'intention, pour l'instant du moins, de se débarrasser du

régime baasiste au pouvoir en Irak. En conséquence, il estime que les Kurdes n'ont d'autre choix que de conclure avec le « maître de Bagdad » un *modus vivendi*, quitte à accepter un accord d'autonomie qui ne donne pas entière satisfaction à leurs revendications, notamment en ce qui concerne Kirkouk. Et ce en vue d'épargner aux 600 000 réfugiés kurdes qui demeurent toujours sans toit, les rigueurs de l'hiver qui s'approche. M. Talabani estime en revanche que les jours du régime de M. Saddam Hussein sont comptés et qu'il ne faut rien entreprendre qui puisse prolonger sa survie et hypothéquer l'avenir en acceptant un nouveau statut d'autonomie boiteux.

Fin septembre, M. Barzani a conduit à Washington une délégation du Front du Kurdistan avec l'espoir d'être reçu par le président Bush ou le secrétaire d'Etat James Baker. En fait, il n'a eu droit qu'à un accueil glacial et n'a été reçu que par M. Djiredjian, nouveau secrétaire d'Etat adjoint, qui s'est contenté de lui prodiguer des conseils de modération, lui faisant entendre qu'il ne devrait pas compter sur une aide militaire de la part des Etats-Unis. Cette fin de non-recevoir opposée aux demandes d'aide militaire de M. Talabani a été confirmée par le département d'Etat qui, à la suite des incidents du 7 octobre et du massacre de Souleymanieh, est intervenu auprès de l'Irak et des opposants kurdes pour demander aux deux parties, placées sur le même pied d'égalité, « de faire tout leur possible pour appliquer le cessez-le-feu et aider les réfugiés à regagner leurs foyers ».

JEAN GUEYRAS

(1) Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, Italie et Turquie.

President Ozal may see votes in reprisals inside Iraq

Turkey's Kurds in poll crossfire

By John Murray Brown, recently in Zakho, northern Iraq

THE civilian casualties lying in the Iraqi hospital at Zakho might find it hard to believe they are part of an election campaign, the result of which is to be decided far away in the metropolitan heart of Turkey next Sunday.

But Turkey's ruling Motherland party (Anap) is under increasing domestic pressure to take a strong line against the separatist Kurdish Workers' Party (PKK), the Turkish Kurds who, since the allies withdrew in July, have exploited the power vacuum in northern Iraq to raid Turkish border posts.

Whether this weekend's bombing of villages, up to 20 miles inside northern Iraq, in fact resulted in PKK losses is hard to establish. Diplomats see the action as Ankara's way of emphasising its claim that the PKK represents an external

threat, despite evidence to the contrary. President Turgut Ozal earlier threatened to force the PKK from its "fox-holes" as far away as the Syrian-controlled Bekaa Valley in Lebanon if necessary.

Publicly at least, Turkey's Nato allies are unlikely to criticise the operation, unless there is strong evidence that civilian villages are being targeted.

Western diplomats argue that PKK is a terrorist organisation. Turkey's incursion is justified as self-defence - a direct response to the attack last week in which 11 Turkish soldiers were killed by the PKK near Cukurca.

But there is nonetheless serious allied concern about the raids, which threaten to shatter a recent rapprochement between Ankara and the Iraqi Kurds and jeopardise a vital cross-border relief operation by

the UN, which is taking 2,500 trucks of supplies to some 350,000 people still stranded near the Iranian border.

The northern Iraq's Kurdish guerrillas, who control the area, insist the main PKK camps are concentrated in the triangle where Iraq's borders with Iran and Turkey meet, several hundred miles to the east of the site of this weekend's attack.

The villages hit around Kani Masi and Sheladiza were part of the safe haven set up by allied forces for returning Iraqi refugees who fled to Turkey following Baghdad's brutal crushing of the Kurdish uprising.

Today these villages are being rebuilt with the help of international relief agencies. It is only by chance that western aid workers were not also caught up in the bombing.

DAUPHINE LIBERE 15 octobre 1991

Retour du Kurdistan

Hier soir, un diaporama était présenté à la salle des fêtes de Beaufort par M. et Mme Croiset. Ils présentaient des images du Kurdistan et du Népal ramenées de deux voyages à vocation « humanitaire ». Mme Croiset, qui est infirmière, est en effet partie au mois de Mai dernier, avec l'organisation « Médecin du Monde », dans le nord de l'Irak. C'est suite aux images vues dans les journaux télévisés qu'elle avait décidé de prêter ses compétences professionnelles et d'aider les Kurdes en déroute.

Sur place, avec une équipe d'infirmiers et de médecins elle a participé à l'installation d'un dispensaire à quelques kilomètres des camps où tous les Kurdes s'entassaient. Beaucoup d'entre eux, en effet, commençaient à cette époque là à retourner chez eux. Ils arrivaient au dispensaire dans un état préoccupant. De nombreux soins y étaient effectués et il arrivait même certains jours de donner une centaine de consultations. Autour des quelques diapositives qu'elle a ramenées, Mme. Croiset a expliqué sa mission sur place et donné son témoignage sur la tragédie des Kurdes.

Le deuxième voyage nous emmenait cette fois avec Bernard et Christianne Coiset, vers le Népal autour du Dolaghiri. Ils parlaient

d'une randonnée de trois semaines qu'ils ont effectuée dans le pays le plus haut du monde. Voyage à vocation touristique, il avait éga-

lement un côté humanitaire puisqu'ils n'ont pas oublié d'emmener avec eux de nombreux médicaments.



EL PAÍS, martes 15 de octubre de 1991

Los fundamentalistas están en alza en todo el país

El PKK pide a los 12 millones de kurdos que voten a los socialdemócratas turcos

GEORGINA HIGUERAS, ENVIADA ESPECIAL, Diyarbakir
 "Es difícil ser kurdo, pero ya que lo somos no pararemos hasta tener una patria", afirma Mahmud, un militante del Partido Socialista Popular (HEP). El ilegal Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK) y su brazo armado, que se mantiene en pie de guerra contra el Gobierno de Ankara, han pedido a los 12 millones de kurdos de Turquía que voten en las elecciones generales del próximo domingo por el HEP, englobado a su vez en las listas del Partido Socialdemócrata (SHP), que lidera Erdal İnönü.

"Cuando éramos pequeños, nuestros padres nos decían que Masud Barzani y Jalal Talabani [los dirigentes kurdos iraquíes] eran nuestros líderes, pero desde que el PKK comenzó a luchar, hace 10 años, comprendimos que podíamos defendernos solos", dice Lokman Akib, mientras los aviones del Ejército turco regre-

san de bombardear supuestas bases del PKK siete kilómetros dentro del territorio iraquí. Akib critica los contactos de Talabani con el presidente de Turquía, Turgut Ozal, y asegura que Ozal le traicionará como ya le ha traicionado George Bush, de quien esperaba obtener el Gobierno del Kurdistan iraquí.

El HEP ha tenido que unirse a los socialdemócratas (SHP) de İnönü. El SHP, el único partido que en se compromete mínimamente a defender la identidad del pueblo kurdo, se convertirá, muy probablemente, en la segunda fuerza política del país —por delante del actual gobernante Partido de la Madre Patria— gracias a los votos kurdos.

"Para nosotros, el SHP es sólo el medio para alcanzar el fin. Estas elecciones son un referéndum sobre la causa kurda. El Gobierno, nosotros y todo el mundo saben que quienes voten al HEP-SHP apoyan la independencia del Kurdistan. El día 21 podremos contar con los dedos

de la mano los kurdos que han votado por otros partidos. Ese día sabremos cuántos *comprados* hay", afirma Haydar Gezilmiz, de 35 años, nueve de ellos en diversas cárceles turcas.

Los kurdos llaman con la palabra española *comprados* a los que sirven a los intereses turcos, pero además de éstos existe un grupo numeroso de kurdos que se decantará por el voto islámico.

El desamparo en que vive la población, las continuas muertes y la crisis económica se han convertido en terreno de cultivo del fundamentalismo religioso. "No seáis esclavos de un Gobierno ateo", rezan las pancartas colocadas por todo Diyarbakir por el Partido del Bienestar.

Aunque a mucha distancia del HEP, el Partido del Bienestar es la segunda fuerza política legal del Kurdistan turco. Los fundamentalistas se pueden convertir el domingo en la cuarta fuerza política, con más del 14% de los

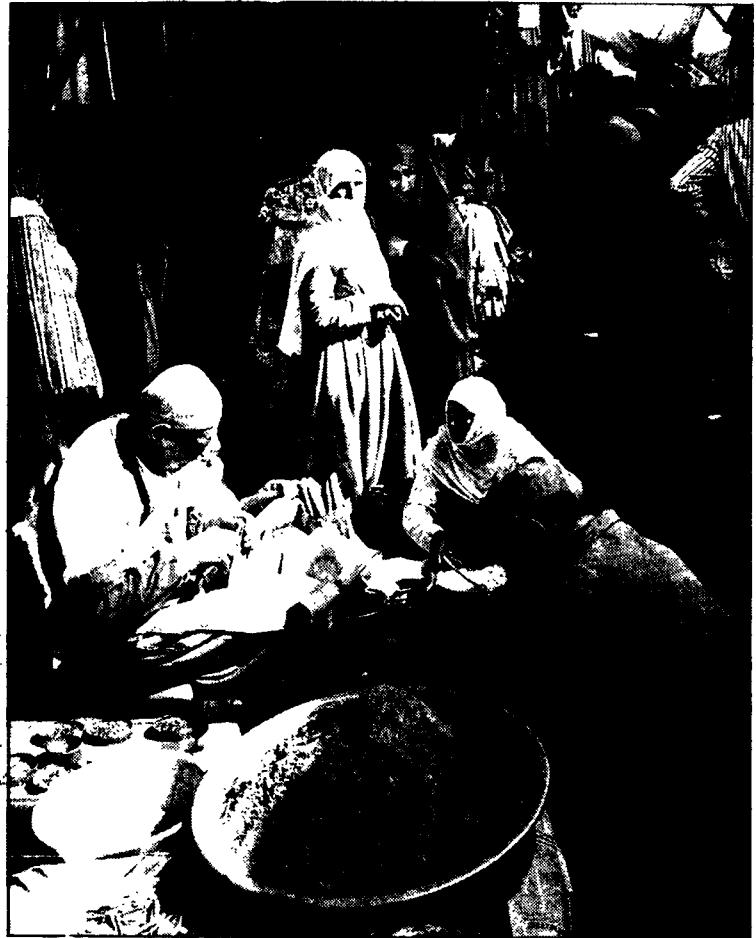
votos, según los últimos sondeos publicados en la prensa.

“¡Amed, Amed!”, cantan miles de hombres mientras esperan que lleguen los candidatos del HEP. La capital del Kurdistán turco se llamaba Amed, pero después de la revuelta de 1925 se le impuso, como al resto de las ciudades, villas, pueblos y provincias, un nombre turco, Diyarbakir. Se ha formado un corro y varios jóvenes han sacado pañuelos rojos, verdes y amarillos. Los atan por una punta —“ésa es nuestra bandera”— y la otra la sujetan mientras bailan.

Miedo latente

El miedo es latente; sin embargo, nadie se calla del todo. Ahmed Tuncel, de 65 años, propietario de un pequeño cubículo en el bazar, donde vende sacos, afirma que votará al HEP, y al preguntarle si apoya a las guerrillas del PKK responde: “No puedo hablar. Escribe lo que quieras”. Luego guiña un ojo y añade: “Lo importante no es lo que se dice, sino lo que se lleva en el corazón”. Las siglas PKK son pronunciadas entre dientes, pero es evidente que gozan de una amplia simpatía.

[El secretario de Estado alemán de Defensa Ottfried Hennig aseguró ayer que su país podría cortar su ayuda militar a Turquía si seguían los bombardeos de aldeas kurdas por la aviación de Ankara, informa Reuter desde Bonn].



El zoco de Diyarbakir.

LUIS MATIAS

El calvario de las cárceles

G. H., Diyarbakir
 “¿Que si he sido torturado?”, pregunta Haydar Gezilmez, que salió de la cárcel en abril pasado tras nueve años de prisión por supuesta pertenencia al proindependentista Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK). “Aquí, cuando la policía captura a uno, lo primero que hace es molerle a palos. Luego, durante el interrogatorio pasan otras cosas. A mí me ataron las manos a la espalda y me colgaron de la atadura. Se me desgarraron varios músculos de los hombros y estuve cuatro meses sin poderme mover. Si se llama a eso tortura, de acuerdo, me torturaron”. Como no había empuñado las armas, Gezilmez pudo beneficiarse de la

amnistía concedida a los presos políticos por el actual Gobierno, al que considera “tan cruel con los kurdos como la junta militar” de 1980.

“Si cuando entré en la cárcel tenía deseos de independencia, ahora mucho más”, señala Gezilmez, que lamenta que la ley le prohíba, por su condición de ex preso político, la militancia en un partido, aunque no por ello deja de ayudar al Partido Socialista Popular (HEP).

Hafiz Aldemir, de 26 años, que también ha pasado siete años en la cárcel, cree, al igual que su compañero de fatigas, que el Kurdistán está ahora más cerca que nunca de la independencia. “Si de la Unión Soviética y de Yugoslavia na-

cen otros países, ¿por qué no va a pasar igual en Turquía? Soy optimista y continuará la lucha por mi pueblo aunque me vuelvan a encerrar”.

Desde que dejó atrás los horrores de la cárcel, lo que más ha inflamado su deseo de seguir luchando ha sido para Gezilmez asistir, en julio pasado, al funeral por el dirigente kurdo Vedat Aydin. “Ni mis ojos ni mis oídos podían dar crédito a esa masa de más de 100.000 personas que se lanzó a la calle y gritaba consignas a favor del PKK”. Aydin, según sus seguidores, fue secuestrado y muerto por la contraguerrilla, la misma que envió a un grupo de enmascarados a abrir fuego contra los manifestantes del funeral matando a nueve personas.

IRAK : déplorant l'indifférence de la communauté internationale

Les Kurdes s'attendent à de nouveaux affrontements

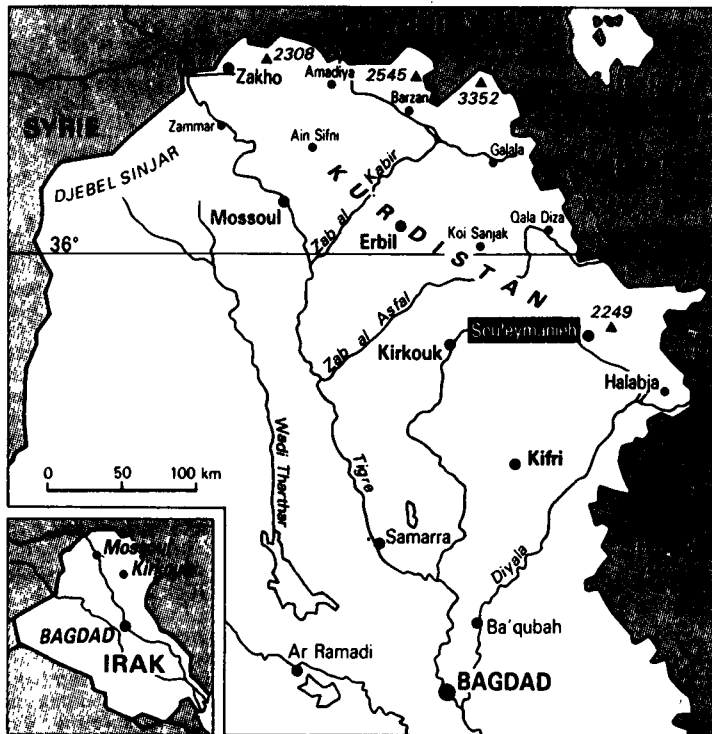
La Turquie est en train de retirer ses forces du nord de l'Irak, après y avoir détruit plusieurs bases arrière des séparatistes kurdes turcs, a déclaré, lundi 14 octobre, un officier. Le gouvernement allemand a menacé lundi de suspendre son aide militaire à la Turquie, au titre de l'OTAN, si ce pays continue à violer « aussi massivement les droits de l'homme » en bombardant des camps kurdes dans le nord de l'Irak. D'autre part, malgré le cessez-le-feu récemment conclu entre les rebelles kurdes d'Irak et le régime de Bagdad, après les récents combats dans les régions de Souleymanieh et de Kifri (le Monde du 10 octobre), dirigeants kurdes et représentants des organisations humanitaires craignent de nouveaux et graves affrontements.

SOULEYMANIEH

de notre envoyée spéciale

« Ce que nous voyons, c'est la réaffirmation de l'autorité centrale du gouvernement », explique un fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en ajoutant : « Les Irakiens sont en train de tester leurs limites. » La politique des alliés envers les quelque quatre millions de Kurdes qui vivent en Irak est claire. Les survols quasi quotidiens du territoire irakien par les avions de la coalition sont limités au périmètre de l'ancienne « zone de sécurité » et aux régions limitrophes, mais ne franchissent pas la ligne du 36^e parallèle. Selon un porte-parole allié, ce qui se passe au sud de cette ligne, y compris l'usage par les Irakiens d'avions de combat ou d'hélicoptères, ne concerne aucunement la communauté internationale.

Or, c'est justement dans la région est du Kurdistan, le long de la frontière iranienne, où vivent encore 300 000 réfugiés sans abri, que sont apparus au fil des dernières semaines les signes avant-coureurs d'une nouvelle catastrophe. Une forme de cohabitation entre les peshmergas (combattants kurdes) et les Irakiens - encouragée par les alliés qui poussent les Kurdes à signer un accord avec le gouvernement irakien - s'est développée dans certaines parties du Kurdistan. Quelques services gouvernementaux ont été rétablis. A Souleymanieh, ce n'est qu'après des émeutes populaires et des



combats avec les peshmergas que les troupes irakiennes se sont retirées de la ville le 18 juillet dernier. Récemment, après une rencontre à Kirkouk entre le vice-président irakien, M. Izzat Ibrahim, et M. Massoud Barzani, les Irakiens ont obligeamment concédé au dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan la ville de Salaheddine où il a son quartier général, sans qu'un seul coup de feu soit tiré. « Les Irakiens sont prêts à faire des concessions, » affirme un officier allié.

« Un Kurdistan vide » ...

Mais les Kurdes ne semblent pas convaincus. Pour la plupart d'entre eux, cette apparente souplesse n'est qu'une façon de reculer pour mieux sauter. « Saddam cherche à gagner du temps, il sait que les alliés ne vont pas rester pour toujours », affirme M^{me} Hero Talabani, l'épouse influente du dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan. L'armée irakienne est profondément démoralisée, les soldats se rendent par milliers au premier coup de feu, et Saddam Hussein est conscient qu'il ne peut pas contrôler tout le territoire. En revanche, le président irakien a d'autres moyens à sa disposition et il semble prêt à les utiliser.

Après l'« intifada » (soulèvement) de mars dernier, et l'exode qui s'en est suivi, un semblant de vie normale a repris dans les villes du Kurdistan.

Mais cette normalisation reste très superficielle, l'inquiétude est perceptible partout. En retirant les dernières troupes des bases proches de la frontière turco-irakienne, les alliés ont peut-être envoyé au président Saddam Hussein le message qu'il attendait. « Les Irakiens essaient de reprendre petit à petit le territoire libéré par les peshmergas, affirme M^{me} Talabani. La nuit, ils déplacent quotidiennement des troupes de Kirkouk vers d'autres régions. » Les organisations humanitaires présentes dans la région confirment ces mouvements, mais ajoutent cependant que la fièvre monte également dans le camp kurde : « La bouilloire a commencé à déborder, les peshmergas sont frustrés par le blocage de la situation. Ça peut exploser à tout moment. »

Deux séries de négociations entre le Front du Kurdistan et le gouvernement irakien, qui ont duré quarante-deux jours chacune, n'ont pas abouti à la signature d'un accord. Des différences d'opinion profondes divisent les deux factions principales du Front (le Monde du 15 octobre). Pour tout compliquer, soixante chefs de tribu, autrefois à la solde de M. Saddam Hussein, mais aujourd'hui aux côtés du Front, ont récemment formé une association pour défendre leurs intérêts, craignant la vengeance de leur ancien employeur. Pour eux, comme pour d'autres dirigeants kurdes, le projet d'accord pro-

posé par Bagdad est inacceptable, car il ne règle pas le problème de la région pétrolière de Kirkouk. « La coalition ne parle pas à ceux qui refusent Saddam Hussein. Les alliés ne sont proches que de ceux qui sont disposés à signer un accord », se plaint l'agha Omar Surchi, un des membres fondateurs de l'association.

La dispute concernant la ville de Kirkouk est un des obstacles principaux à un accord. Des dizaines de milliers de réfugiés, qui s'apprennent à passer l'hiver en montagne, continuent d'espérer que des garanties de sécurité suffisantes leur permettront de retourner dans leur ville, malgré la destruction d'au moins quatre cents maisons dans le quartier kurde.

Mais le gouvernement irakien a jusqu'à présent refusé au HCR la permission d'ouvrir un bureau à Kirkouk, et de nombreuses rumeurs circulent faisant état de l'arrestation de Kurdes, de listes de noms établies par les Irakiens ainsi que de la découverte récente de douze cadavres kurdes, ligotés et les yeux bandés. Ces rumeurs, combinées avec les récents affrontements, contribuent à alimenter le sentiment d'insécurité de la population, qui ne sait plus de quel côté se tourner. Le mandat de l'ONU expire le 31 décembre prochain et risque de ne pas être renouvelé, auquel cas la plupart des organisations non gouvernementales (ONG) seraient forcées de se retirer également. Le gouvernement irakien aurait ensuite la voie libre pour lancer un nouvel assaut ou simplement priver les Kurdes de ressources vitales.

La communauté internationale qui, avec raison, refuse de croire les déclarations de M. Saddam Hussein lorsqu'il s'agit d'armement, semble par contre lui accorder sa confiance en ce qui concerne les Kurdes. Un accord entre Kurdes et Irakiens ne semble pas être proche. Mais, même si un tel document était signé, est-il raisonnable de croire qu'il serait respecté ? « Plus encore qu'une aide militaire, nous souhaitons obtenir un engagement clair en faveur des droits des Kurdes irakiens, » explique M. Sami Abdurrahman, qui dirige le Parti démocratique populaire du Kurdistan. « Que les troupes (alliées) soient à Silopi, Washington ou Londres n'est pas important. C'est la décision qui est importante, » déclare M. Barzani.

A chaque reprise des combats, des centaines de personnes reprennent la route. « Je suis sûre que les Kurdes vont fuir à nouveau, et cette fois-ci, personne ne pourra les persuader de revenir, déclare tristement M^{me} Talabani. C'est ce que Saddam veut, un Kurdistan vide de son peuple. »

NICOLE POPE

EL PAÍS, miércoles 16 de octubre de 1991

La crisis kurda acentúa el desencanto con el Partido de la Madre Patria

La oposición turca acusa al Gobierno de electoralismo al bombardear el norte de Irak

GEORGINA HIGUERAS, ENVIADA ESPECIAL. Diyarbakir
La oposición turca acusa al Gobierno de utilizar con fines electorales los bombardeos en el norte de Irak. "El Ejército ha perdido el control de las zonas rurales del sureste del país, que se encuentran en poder de la guerrilla del Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK). Los bombardeos del territorio iraquí son para demostrar una fuerza que no tiene. En las operaciones lanzadas la semana pasada no ha caído ningún guerrillero", dice el portavoz de la alcaldía de Diyarbakir, Bedretin Gundes.

Según Gundes, el problema kurdo se ha convertido en una "patata demasiado caliente" para las manos del gobernante Partido de la Madre Patria (ANAP), que se ha visto forzado a adelantar las elecciones un año ante la negativa de la oposición a apoyarle y ante la perspectiva de que la crisis kurda le estallara estando en solitario. Con una inflación del 6% mensual, una tasa de paro cercana al 30% y una corrupción rampante, el terrorismo kurdo ha sido la gota que ha colmado el desencanto de Turquía con el ANAP.

Si el nuevo primer ministro, Mesut Yilmaz, logró al inicio de la campaña electoral levantar un poco la imagen del ANAP —muy deteriorada por la actuación durante la guerra del Golfo—, los 78 oficiales y 66 civiles muertos en los tres meses que lleva al frente del Gobierno hacen prever un fuerte descenso en los votantes del ANAP, que podría pasar a convertirse en la tercera fuerza política del país el próximo domingo.

El 84% de los turcos se oponía a la guerra del Golfo y al apoyo de Turquía a Estados Unidos por temor a lo que ahora ha sucedido. "El vacío de poder en el Kurdistán iraquí supuso un enorme impulso para el PKK. Después, durante el enfrentamiento entre kurdos e iraquíes, el PKK apoyó la salida masiva de kurdos de Irak, pero cada familia de refugiados ofrecía al PKK sus armas, ya que si

no tendría que dárselas a la policía fronteriza turca antes de entrar en Turquía", señala Gundes.

Gundes indica que, aunque Diyarbakir, como las demás grandes ciudades del este de Turquía, sigue bajo el control del Gobierno, "ya no es posible realizar en ellas operaciones de búsqueda y captura de guerrilleros. "Tendrían que acompañarse de miles de soldados. Son ya muchos los barrios donde las patrullas policiales no se aventuran después de las cinco de la tarde".

L'Alsace 16 octobre 1991

Özal ist « entschlossen zur Lösung des Kurdenproblems »

Der türkische Präsident Turgut Özal hat seine Entschlossenheit bekräftigt, « das Kurdenproblem zu lösen ». Dies sei der « letzte Dienst », den er der türkischen Nation erweise, sagte Özal gestern in der Tageszeitung « Hürriyet ». « Man muß akzeptieren, daß es dort unten ein Problem gibt », betonte der Staatschef in Bezug auf das kurdische Südostanatolien und die Rebellen der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK). Jeder müsse seine kulturelle Identität frei ausdrücken können, das Problem der Kurden könne nicht mit Gewalt gelöst werden. « Wir werden keine (türkisch-kurdische) Föderation annehmen, aber wir müssen über alles diskutieren, einschließlich einer Föderation, weil die PKK davon spricht », erklärte Özal. Damit hat erstmals ein türkischer Politiker die PKK in Zusammenhang mit Gesprächen erwähnt. Die Türkei bombardierte in den vergangenen Tagen erneut verstärkt kurdische Dörfer im Nordirak, bekräftigte jedoch stets, daß die Angriffe sich gegen Stellungen der PKK richteten.

PERSPECTIVES

LA CROIX
18 octobre 1991

Özal et les Kurdes

■ « Je réglerai absolument le problème kurde, ceci est le dernier service que je rendrai à mon pays. » Le président turc Turgut Özal a lancé, lundi, un pavé dans la mare de la campagne pour les élections législatives qui se dérouleront dimanche 20 octobre.

Alors que l'armée d'Ankara a pénétré à plusieurs reprises en territoire irakien, le week-end dernier, à la poursuite des terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le chef de l'État a affirmé que « ce problème ne sera réglé ni à coups de matraques ni par la force des armes. Nous devons discuter ouvertement de tout, y compris de fédération, même si nous n'acceptons pas (cette) idée ».

Double langage? Période de transition, plutôt. La campagne des législatives a achevé de briser le tabou kurde. L'avenir des « provinces de l'Est » et la réponse au terrorisme du PKK a été l'un des thèmes dominants, alors que les attentats et la répression ont fait 3 000 morts en sept ans.

Turgut Özal, quant à lui, poursuit une stratégie enclenchée dès la fin de la guerre du Golfe. Il y a plusieurs mois, un député kurde avait – sur ses instructions – évoqué l'idée d'une « province kurde ». Le ballon d'essai avait suscité un tollé dans les états-majors politiques et militaires.

Si le président de la République peut aujourd'hui revenir à la charge, c'est parce que l'échec de la manière forte est patent. Répondant au terrorisme, la terreur d'État a poussé toute une génération kurde dans les bras des séparatistes. L'émeute de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est, en juillet dernier (30 000 manifestants, 5 morts, 100 blessés, 300 arrestations), a provoqué un électrochoc, révélant aux Turcs l'impasse dans laquelle se trouve ce Sud-Est lointain.

Reste à savoir si l'homéopathie du docteur Özal aura plus d'effet que le remède de cheval. Car le président pourrait se trouver marginalisé à l'issue des élections qui devraient être défavorables à son parti. Et, cette

fois, il s'attaque à l'un des fondements de la République kémalienne née de la guerre d'indépendance d'Atatürk.

Sylvain MONTECAYO
(à Ankara)

LA TRUFFE 18 octobre 1991

LES KURDES SANS ABRIS PASSERONT-ILS L'HIVER ? TOUT LE MONDE S'EN FOUT

L'hiver arrivera vite dans les montagnes du Kurdistan irakien. Tant pis pour les centaines de milliers de réfugiés qui vivent encore dans des abris de fortune. Oubliés de tous, et d'abord des Occidentaux qui s'en sont pourtant bien servis.

S'il ne font plus la « une », des centaines de milliers de Kurdes sont aujourd'hui encore sans abri, réfugiés dans les montagnes ou près de leurs villages. Les organisations humanitaires commencent à tirer la sonnette d'alarme mais la communauté internationale ne semble guère s'émuvoir. Et les Kurdes ont, eux, le sentiment de s'être fait avoir par tous.

Il y aurait aujourd'hui encore, selon une estimation de l'Institut kurde de Paris, environ 300 000 personnes entassées dans les camps de réfugiés des pays frontaliers, notamment l'Iran. Mais surtout, 850 000 Kurdes vivent depuis plusieurs mois dans les ruines de leurs villes ou de leurs villages, détruits par l'armée irakienne.

Un peu d'histoire : au cours des dernières années, les autorités irakiennes avaient procédé, au Kurdistan, à des déplacements massifs et forcés de populations. Il s'agissait de priver les « Peshmegas » du soutien de la

population. Celle-ci était donc, systématiquement, transférée dans des « cités » ou camps de relogement, placés sous la haute surveillance de l'armée et maintenus sous couvre-feu. Les agglomérations étaient ensuite réduites à l'état de ruines.

Mais après l'exode massif des Kurdes qui a suivi la guerre du Golfe, la plupart d'entre eux ont refusé de retourner dans les « cités » qui leur avaient été affectées. Au mois de juillet, la CEE avait lancé un grand programme de relogement de 11 millions de dollars financé par trois pays : la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Tout est bloqué par l'intransigeance irakienne : « L'action internationale est au point mort », constate Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde à Paris.

Personne, à vrai dire, ne souhaite encourager l'irrédentisme des Kurdes irakiens, qui ferait vite tache d'huile dans les pays voisins. « Je crois, dit encore Kendal Nezan, que les Américains ont agi dans cette affaire conformément aux intérêts et aux desideratas de leurs principaux alliés régionaux, la Turquie, et surtout l'Arabie Saoudite, qui ne voulait aucun prix de l'installation à Bagdad d'un régime démocratique, plus dangereux à ses yeux que les Scud de Saddam Hussein.

Dominique Lagarde

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE October 18, 1991

Remember the Kurds? The Suffering Sharpens

By Jonathan C. Randal

Washington Post Service

HAJJ OMRAN, Iraq — Six months after many assumed that the Kurdish refugee problem was solved, Jalal Gorgis and eight barefoot relatives survive in an abandoned frontier tank position below a roadside cemetery where victims of the Kurds' April exodus lie buried.

Far from the international spotlight focused on Iraqi nuclear secrets, the fate of this penniless laborer — and hundreds of thousands of other displaced Kurds — threatens to undo the accomplishments of the Western allies whose troops rescued many refugees last spring from the mountainous border with Turkey.

President Saddam Hussein of Iraq, apparently with minimum effort, has exposed the hesitations and contradictions of the allies' policy, United Nations planning and squabbling among Kurdish leaders.

Thousands of destitute Kurds still live in tents and flimsy, branch-covered lean-tos that have been home since their uprising against the Iraqi leader collapsed in March. The first freezing rains have presaged the usually heavy winter snows in the Zagros Mountain passes along the Iranian border.

Kurdish leaders and aid workers predict that many will die from lack of shelter and food even if the UN Security Council extends the mandate that authorized the aid effort by the UN High Commissioner for Refugees. That mandate expires Dec. 31, and Baghdad has objected to an extension.

Also necessary for the Kurds' survival would be an extension of the allies' air umbrella, which has been credited with preventing Iraqi forces from attacking the Kurds.

About 1.5 million of the 3.5 million Kurds living in northern and eastern Iraq fled the country last spring — a million to Iran and more than 400,000 to Turkey — after Baghdad put down an uprising that followed the Gulf war.

When allied forces later moved into northern Iraq to protect them, the Kurds who had fled to Turkey returned. But only about half of those who fled to Iran have returned.

In June, allied governments eager to withdraw their ground troops gave the UN High Commissioner for Refugees responsibility for humanitarian assistance to the Kurds.

Now many frustrated relief workers accuse the commis-

sioner of wishful thinking and bureaucratic bungling in delaying the dispatch of shelter material to help the displaced survive the winter.

Three weeks after announcing that 2,500 truckloads of housing material would be delivered to the Kurds by the end of October, only 600 vehicles have crossed into Iraq from Turkey.

An aid worker said that unless the deliveries were greatly stepped up and snow came late, the commissioner's effort would be "too late."

Another aid worker called the efforts to help the more than 400,000 Kurds at risk along the border with Iran "a humanitarian dressing on an infected wound."

With the public in the United States and Europe no longer prodding their governments to protect the Kurds, a Western diplomat in a country neighboring Iraq said that the allies "do not want to do anything if they can help it."

For their part, the Kurds may have lost the widespread public sympathy they attained last spring. Witnesses reported earlier this month that Kurdish guerrillas massacred 60 Iraqi soldiers who had surrendered.

With a political agreement on Kurdish autonomy between Baghdad and the Kurds still far from assured, the Iraqi Army and Kurdish guerrillas have been testing each other's defenses — and the allies' resolve — in increasingly violent clashes.

An allied envoy said that "the truth is we don't give a damn" what happens in Iraqi Kurdistan "unless there's a new mass exodus of Kurds to the Iranian and Turkish borders."

Last week, the State Department demanded that Iraq grant UN relief officials access "to all areas of northern Iraq, including the city of Kirkuk," the disputed oil center claimed by both Kurds and Baghdad.

Citing what they called the allies' previous lackluster resolve on Kirkuk, UN officials and Kurdish

guerrilla leaders said they hoped that Washington would now follow through with the same vigor it has shown in extracting Iraq's compliance on nuclear secrets and similar matters. They have been demanding action for months.

About 120,000 of the more than 400,000 vulnerable, displaced Kurds are from Kirkuk. They have been prevented from going home, at times violently, by Iraqi Republican Guards and secret policemen.

The allies' lack of action regarding Kirkuk stems in part from the city's exclusion from the security zone set up after the war to persuade the Kurds to return from the Turkish border. Another factor has been the perceived possibility that a UN presence there could spark an armed guerrilla takeover of Kirkuk.

Prompting the allies' concern about guerrilla control of Kirkuk and its oil was the chance that Kurdish demands could escalate from autonomy to independence. Another concern was that this could precipitate Mr. Saddam's overthrow in favor of a democratic state in circumstances beyond the control of the allies and the regional powers opposed to democracy.

"It's not in our interest to let things completely unravel," an American official said.

In the last six weeks, the UN High Commissioner for Refugees appears to have acquiesced in Iran's decision to force tens of thousands of refugees back into Iraq.

It has also decided to reduce — and sometimes halt — food distribution to Kurds living in the "liberated" mountains. This policy was aimed at forcing Kurds into government-controlled lowlands, often back to the hated collective towns where Mr. Saddam moved them after destroying more than 4,000 of their villages since 1976.

Staffers of the UN High Commissioner for Refugees argued that the decision had eased their winter logistics burden, and that the understanding with Baghdad governing their activities required "evenhandedness" in dealing with both the guerrillas and the government.

Buenos negocios en Zajo

G. H. Zajo

El bazar de Zajo atraviesa uno de los momentos más esplendorosos de su historia. Kurdos venidos de todos los rincones de Irak, apretujados como en un avispero, van recorriendo centenares de puestos y comprando aquí y allá todos esos productos, especialmente comida, tan escasos en el resto del país. "Cada uno se las arregla como puede, pero aquí, de momento, hay negocio para todos", afirma Mohamed Ali.

Camiones con matrículas de

Mósul, de Kirkuk o de Bagdad se alinean a las afueras de la ciudad a la espera de la preciada carga. Junto a ellos, centenares de camiones turcos.

El embargo decretado por Naciones Unidas contra Irak supuso un duro golpe para los transportistas turcos, muchos de los cuales se vieron obligados a vender el camión por falta de trabajo.

Otros, los que resistieron, aprovechan ahora para sacar los beneficios perdidos en un año. De día llegan repletos de lo mejor de la cosecha turca. Por las noches se van cargados con bidones de gasolina que compran en Zajo a un quinto de lo que cuesta —unas 75 pesetas— en Turquía.

Contrabando inofensivo

La policía fronteriza turca, mal pagada y descontenta por encontrarse en una zona donde cualquier día puede caer en una trampa de la guerrilla del Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK), recibe con ganas el tributo que los camioneros le pagan por no enterarse de este "contrabando inofensivo".

Mujeres envueltas en grandes chadores negros u otras atavías con los mil colores fuertes de la vestimenta kurda tradicional se mezclan en el bullicio con *peshmergas* armados hasta los dientes y con miles de comerciantes que en este resurgir nacionalista kurdo han cambiado los pantalones occidentales por

los bombachos kurdos adornados por fajines de los más diversos orígenes.

La actividad es enorme, pero la gente es amable y está dispuesta a contestar cualquier pregunta. Lo primero que aparece en las respuestas de todos es la "incomprensión" y la "amargura" por la actitud de Occidente hacia los kurdos.

"Han defendido Kuwait, pero a nosotros nos han dejado solos con un monstruo aún más sediento de sangre que antes. Millones de kurdos se han quedado sin casa. Muchos siguen refugiados en Irán o viviendo en tiendas en la zona liberada, pero el invierno de aproximadamente el Ejército del régimen baasista sigue en guardia contra nosotros", dice Mohamed Ali.

“¿Dónde están las promesas de Washington?”

Los kurdos de Irak lamentan el olvido de Occidente

GEORGINA HIGUERAS, Zajo

ENVIADA ESPECIAL

Ninguna ciudad iraquí ha logrado resurgir de las cenizas de la guerra del Golfo como Zajo. Kaláshnikov al hombro y pistola en el fajín de sus amplios monos verde oliva,

miles de *peshmergas* (guerrilleros kurdos) se aprovisionan en esta ciudad fronteriza —a sólo 10 kilómetros de Turquía y otros tantos de Siria— de los víveres necesarios para continuar su lucha contra Sadam Husein. "A nosotros nos toca terminar lo que Esta-

dos Unidos dejó a medias después de destrozar nuestro país", dice Sami Halaya, un *peshmerga* de 38 años que acaba de volver de Suleimania, donde el Ejército iraquí ha vuelto a disparar sus misiles contra la población, causando numerosos heridos.

La mayoría de los refugiados kurdos en Turquía a consecuencia del levantamiento *peshmerga*, tras la guerra del Golfo, han vuelto a Irak. Sólo unas 4.000 personas que vivían en zonas del interior del Kurdistán iraquí permanecen en un campamento en Silopi. En esta ciudad fronteriza turca se encontraba también la base de las fuerzas de la coalición internacional que acudieron en apoyo de los kurdos, pero la semana pasada se fueron los últimos efectivos. Ahora, en caso de un nuevo ataque del Ejército de Sadam, la respuesta de la coalición sólo puede ser aérea, desde la base norteamericana de Incirlik, en el sur de Turquía.

Sherko Sindy, un ingeniero de Telecomunicaciones graduado en el Reino Unido, es uno de los voluntarios del centro abierto en Zajo para facilitar las relaciones entre el Frente Kurdo —que agrupa a los diversos partidos políticos kurdos iraquíes—, la policía de las Naciones Unidas y los representantes militares de la coalición multinacional. Sindy asegura que todo el noreste de Irak se encuentra bajo dominio de los *peshmergas*, pero teme que de no llegarse pronto a un

acuerdo entre Bagdad y el Frente Kurdo, con garantías internacionales, la dureza del invierno en esta parte del mundo puede acabar con la vida de miles de personas.

En Irán continúan refugiados unos 200.000 kurdos que vivían en Kirkuk, Erbil o sus alrededores y que no vuelven por temor a otra matanza. Toda esa zona del interior kurdo, al igual que la capital, Mósul, está controlada por el Ejército iraquí, y Suleimania se encuentra prácticamente cercada. Los habitantes de Zajo están convencidos de que las tropas de Sadam no volverán a alcanzar esta zona, pero temen que haya un avance del Ejército por el Este, en la frontera con Irán, por donde la policía de la ONU no se aventura.

"¿Dónde están las promesas de Washington de que impondría justicia, democracia y respeto a los derechos humanos en Irak? ¿Dónde el que no volverían a permitir levantar el vuelo a un avión o a un helicóptero? Sadam ha atacado Suleimania, y la coalición no se ha movido. Para colmo, el Ejército turco viene ahora también a bombardearnos con la excusa de que hay bases de la

guerrilla del PKK [Partido de los Trabajadores Kurdos, en pie de guerra contra el Gobierno de Ankara]", afirma Sindy.

Bombardeos turcos

A una treintena de kilómetros de Zajo, tres civiles muertos, 35 heridos y varias casas destruidas son la consecuencia de tres días de bombardeos turcos en la zona. No hay rastro de campamentos del PKK y ningún guerrillero ha muerto, pero el Gobierno de Ankara que se encuentra en plena campaña electoral, en la que el problema kurdo encabeza los programas de todos los partidos, aseguró que actuaba en "legítima defensa". "¿Por qué Turquía no manda sus aviones contra Siria e Irán, donde también hay bases del PKK?", pregunta Abdul Azezy Rajá, otro voluntario de Zajo. Abdulá Ocalan, Apo, el máximo líder del PKK, reside habitualmente en Damasco.

Las conversaciones entre el Gobierno de Bagdad y el Frente Kurdo quedaron interrumpidas hace un mes ante la insistencia del régimen de Sadam de que

cualquier acuerdo de autonomía para el Kurdistán ha de pasar por la vuelta del Ejército iraquí a controlar todo el territorio del Estado, "condición inadmisibles" para Masud Barzani, líder del Frente Democrático Kurdo y el principal defensor de la necesidad de llegar a un acuerdo de paz. "Llevamos 30 años de lucha para defender nuestros derechos dentro del territorio iraquí, y en cuanto nos descuidamos una nueva matanza se cierne sobre nosotros. No buscamos un cambio de fronteras, pero tampoco admitiremos que los soldados que hemos echado vuelvan a entrar en la región kurda", asegura Halaya.

El *peshmerga* señala que Sadam Husein sigue teniendo 3.000 tanques hábiles, centenares de aviones y un ejército que sobrevive con más facilidades que la población. "Nadie puede esperar nada de ese hombre. Sólo la presión internacional puede obligarle a contenerse. De ahí la importancia que tiene el que la ONU y los representantes militares de la coalición internacional se mantengan en Irak. Sin su garantía no hay acuerdo que valga", insiste Sindy.

TEMOIGNAGE CHRETIEN

19 octobre 1991

Ultime manœuvre électorale ou coup de tête des militaires ? Quoiqu'il en soit, les raids de l'aviation turque, les 11 et 12 octobre derniers, contre des bases kurdes en Irak, n'empêcheront probablement pas la défaite du parti de Turgut Ozal aux élections législatives du 20 octobre.

ELECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE LE SYNDROME KURDE

■ Sulayman Demirel, Premier ministre déposé par deux coups d'état militaires en 1974 et 1980 devrait sortir vainqueur du scrutin. Son parti, le DYP (parti de la juste voie) frise les 30 % dans les derniers sondages. Ses deux adversaires directs, l'ANAP (parti de la mère patrie) de Turgut Ozal et le SHP (parti populiste social-démocrate) d'Erdal Inonu convoitent la seconde place, avec 25 % des voix.

Économiquement, Sulayman Demirel a fait un choix habile en désignant à l'avance Tansu Ciller, une jeune femme dynamique professeur d'économie politique, comme futur ministre de l'Économie. Celle-ci a concocté un véritable programme de redressement des affaires du pays qui séduit l'électorat. Même s'il laisse le patronat turc plutôt froid. Sa propagande électorale se résume à une image : les deux clés, celle de la voiture et celle de la maison, dont la victoire de Sulayman Demirel garantirait l'accès à toute famille turque.

La sécurité sociale, la fin de l'inflation galopante et la lutte acharnée contre le chômage font également partie du catalogue. Ces promesses ont d'autant plus de charmes pour les électeurs, que la politique économique et sociale menée par Turgut Ozal ces dernières années a fait des dégâts. Si elle a favorisé les exportations industrielles, accru les importations, favorisé l'essor des banques et du tourisme, elle a également creusé les différenciations sociales et condamné les plus pauvres à le devenir un peu plus encore.

La marche des mineurs de Zonguldak vers Ankara en janvier dernier, et la grève générale suivie par deux millions de salariés, le 3 janvier, en témoignaient. La guerre du Golfe entraînant la rupture des échanges avec l'Irak, second partenaire économique de la Turquie après la RFA, et la chute vertigineuse des voyages touristiques dans la région a encore dégradé l'équilibre de la balance commerciale.

La définition de la place de la Turquie dans la région reste très évasive dans la campagne électorale en cours. La guerre froide avait sacralisé le rôle d'« avant-garde de la Turquie dans la lutte anti communiste ». Celle-ci a gagné son entrée dans l'Otan en participant à la guerre de Corée et soutenait systématiquement depuis les années cinquante la politique des Etats-Unis en général et d'Israël en particulier au Proche et au Moyen-Orient.

EXÉCUTIONS

SOMMAIRES

Les USA, l'Otan, pour ne pas parler de la CEE, accordent toujours un rôle clé à la Turquie entre l'Occident et le monde arabe, mais l'armée turque a perdu une partie de sa raison d'être. La perspective de devenir la gardienne d'une « communauté européenne de seconde zone », encadrant une « région de coopération économique » des pays qui bordent la Mer noire, la Bulgarie, la Roumanie, voire les républiques musulmanes d'URSS

— dont l'Iran convoite également les sympathies — n'est que maigre consolation. Les militaires se consacreront *a fortiori* à la répression de la rébellion kurde. S'opposant à l'ultime mise en question des restes de l'empire ottoman, déjà réduit à peau de chagrin au début de ce siècle, après avoir dominé le monde arabe pendant quatre cents ans.

Au nord-est du pays, le Kurdistan vit en état d'exception. L'Etat turc qui frappe sans cesse à la porte de la CEE déroge en permanence aux obligations de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les villes du Kurdistan de Turquie sont quadrillées par l'armée. A vingt heures c'est un quasi-couvre-feu. Les gendarmes, les militaires, stationnent en armes devant les bâtiments publics, s'abritent derrière des sacs de sable dans les endroits sensibles.

Dans les régions où l'influence du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est la plus forte, les rondes d'automitrailleuse sillonnent les rues la nuit, sans empêcher en quoi que ce soit les attaques surprises des peshmergas du PKK contre les postes militaires turcs. Les « forces spéciales » d'Ankara sont coutumières des exécutions sommaires et des coups tordus. Veydat Aydin, secrétaire du HEP (parti du travail) dont l'influence est croissante au Kurdistan a été retrouvé un matin le corps criblé de balles sur un chemin dans la région de Dyrbakir. Les forces de l'armée turque ont ouvert le feu contre les 100 000 manifestants qui l'accompagnaient en terre quelques jours plus tard, faisant des centaines de victimes, une dizaine de morts au

RÉCIDIVES

■ Des avions turcs ont bombardé des villages kurdes d'Irak les 11 et 12 octobre sous le prétexte de faire la chasse aux combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Selon Massoud Barzani, président du Front du Kurdistan d'Irak, ce sont trois peshmergas (combattants) du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) qui ont été abattus. En août déjà les bombardements turcs avaient fait des centaines de victimes et des dizaines de morts dans les petits villages du Kurdistan d'Irak que les familles venaient tout juste de regagner après des années d'exil, dues à la politique de déplacement des populations kurdes mise en œuvre par Saddam Hussein depuis le début des années quatre-vingt.

Les troupes alliées, censées protéger les Kurdes, n'ont pas levé le petit doigt. Ni en août, ni en octobre ! Et l'on attend toujours les condamnations en bonne et due forme des puissances occidentales, et des instances habilitées de l'Onu. La France en particulier était restée silencieuse lors des bombardements turcs meurtriers du mois d'août. Qu'en sera-t-il cette fois ?

M.V.

Des soldats turcs en faction au Kurdistan turc
 Une région qui vit en état d'exception



Michel Verrier

moins. La Turquie est en guerre civile au Kurdistan.

Le soutien populaire à l'égard des combattants du PKK semble croissant. Les partis dominants à Ankara (l'ANAP et le DYP) ont, à l'aide d'un subterfuge grossier, empêché le HEP de se présenter aux élections (1), craignant son succès probable ! Le HEP a dû passer un accord avec le SHP d'Erdal Inonu pour pouvoir présenter ses candidats. Ce parti n'est pourtant pas particulièrement sensible à la revendication kurde.

PLUS FÉROCE

ENCORE

Plusieurs candidats du HEP sont d'anciens députés du SHP, exclus après avoir participé à une conférence rassemblant des représentants de toutes les régions du Kurdistan, à Paris en 1989. Le SHP est hostile à toute autonomie du Kurdistan, pour ne pas parler d'indépendance. L'accord électoral est donc très limité, réduit au rétablissement des libertés publiques à l'est de la Turquie. Les scores du HEP-SHP ne refléteront donc qu'en partie le poids de la question kurde dans la vie politique en Turquie.

Le parti islamiste (RP) assez influent au Kurdistan jusqu'à présent devrait, quant à lui, connaître un tassement de ses résultats à la suite de son alliance avec des forces d'extrême droite dans l'ensemble du pays. Sulayman Demirel, s'il est élu, aurait promis d'être plus féroce encore que ses prédécesseurs à l'égard des « séparatistes kurdes du PKK ». Ce sera peut-être, hélas, la seule promesse électorale qu'il tiendra.

Michel Verrier

(1) Tout parti devait avoir tenu son congrès six mois avant la date des élections pour pouvoir se présenter.

TURQUIE — KURDES

APRES LE MILITAIRE, L'HUMANITAIRE

Le Croissant rouge turc a acheminé une aide alimentaire et médicale aux populations de l'Irak du nord, annonçant officiellement mercredi le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères. Par une curieuse coïncidence, cette aide intervient alors que l'aide turque était plutôt quantifiable ces derniers jours en tonnes de bombes, que l'aviation turque largait vendredi sur les confins irako-turcs, dans le but de détruire les camps des rebelles du PKK. Les principales victimes de ces bombardements, qui ont été accompagnés samedi d'une intervention terrestre, ont été les Kurdes irakiens installés dans des camps à quelques kilomètres de la frontière turque depuis le printemps dernier.

Le bâton avant la carotte donc, même si d'après les indications officielles, il semble qu'il y ait eu simultanéité entre les opérations militaires et humanitaires : quatre cent tonnes de vivres auraient en effet été envoyées

depuis huit jours dans le nord de l'Irak à bord de poids-lourds, une aide médicale dont le montant s'élève à 100 000 dollars ayant également été envoyée par le ministère turc de la Santé. Enfin, on apprenait que tandis que les raids aveugles de l'aviation turque détruisaient les campements de fortune des réfugiés kurdes, une société turque de construction a fabriqué 3 300 maisons préfabriquées de 40 m² destinées aux Kurdes irakiens réfugiés en Iran. L'expédition de ces maisons serait en cours, selon les responsables du groupe turc TEPE.

Il ne fait pas de doute qu'en faisant état de l'aide humanitaire acheminée en direction de l'Irak du nord, le gouvernement d'Ankara cherche à redresser quelque peu son image, après les interventions en territoire irakien qui avaient soulevé l'indignation de toute la population kurde et suscité quelques réserves en Occident. Pourtant, les options militaire

et humanitaire semblent bien complémentaires dans la stratégie observée par la Turquie à l'égard des Kurdes d'Irak. Hostile à une autonomie kurde qu'elle avait d'abord soutenue durant la guerre du Golfe mais dont elle redoute les effets de contagion dans le Kurdistan turc, la Turquie craint aussi plus concrètement une nouvelle vague de réfugiés kurdes irakiens sur son territoire. Contrairement à l'Iran, elle s'est empressée de les renvoyer en Irak, avec le soutien tacite des Occidentaux, et n'a eu de cesse de mettre en garde qu'elle ne pourrait tolérer de nouveaux réfugiés. Le message, d'abord adressé aux Occidentaux, est parvenu sans ambiguïté aux Kurdes d'Irak sous forme de bombes qui montrent bien que la Turquie ne saurait être une terre d'accueil pour eux, même si elle contribue par une aide humanitaire, dans son intérêt bien compris, au maintien des Kurdes irakiens dans le nord de l'Irak. **G.**

GAMK 18 octobre 19

LE MONDE 19 octobre 1991

La grande misère des réfugiés kurdes

A l'approche de l'hiver 135 000 personnes vivent encore sans abri dans les montagnes de la région de Penjoutine, dans le nord de l'Irak

PENJOUTINE

de notre envoyée spéciale

Des camions immatriculés en Turquie, lourdement chargés de poutres, de portes et de fenêtres, négocient péniblement les virages sur cette route de montagne à proximité de la frontière iranienne. Ces matériaux de construction sont acheminés vers l'Irak par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans le cadre d'un programme qui prévoit la construction d'abris pour 64 000 familles déplacées.

Selon un responsable du HCR, 40 000 de ces abris seront construits dans la région de Penjoutine et le long de la frontière iranienne. Le reste sera réparti entre l'ancienne zone de sécurité et l'Irak, où vivent encore 60 000 réfugiés kurdes irakiens. L'hiver approche à grands pas. Dans la région de Penjoutine où vivent encore 135 000 réfugiés, les nuits sont déjà fraîches et les premières pluies sont tombées il y a deux semaines, provoquant une manifestation de plusieurs milliers de Kurdes paniqués à l'idée de rester sans abri dans ces montagnes où la température peut descendre jusqu'à moins 25 degrés et les chutes de neige peuvent atteindre 150 centimètres. Six mois après la fuite vers la Turquie et l'Irak, au moins 500 000 des 3,5 millions de Kurdes qui vivent en Irak sont encore déplacés.

Les premiers des 2 500 chargements de matériaux de construction prévus n'ont atteint le Kurdistan qu'au début du mois d'octobre et les distributions ne seront terminées qu'à la mi-novembre. « Le retard du programme du HCR, dû à une combinaison d'incapacité bureaucratique aux échelons supérieurs et de mauvaise perception des risques est impardonnable, estime le responsable d'une organisation humanitaire non gouvernementale. Les plans étaient prêts en juillet. »

Les abris, qui sont destinés avant tout aux réfugiés qui s'installent dans leur village d'origine, sont bâtis selon un modèle traditionnel : une pièce unique, de 6 mètres sur 3,5, aux murs de pierre et de boue séchée. Des poutres soutiennent le toit fait de boue, de branchages et de toile plastifiée.

Six cents blessés par mines chaque mois

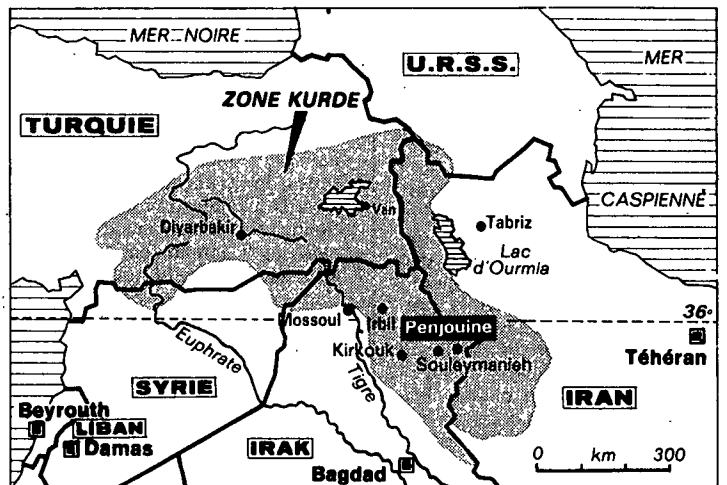
« Si la boue n'a pas le temps de sécher, elle ne tient pas suffisamment les pierres », explique M. Clinton Borchers, responsable de l'organisation américaine IRC dans la région de Diyanah. « La boue humide peut également geler, et transformer la maison en frigidaire, si le climat est très froid. »

Abdullah Ahmad, un homme de soixante-sept ans, est paralysé d'une jambe et d'un bras. Depuis plusieurs mois, il survit, avec son épouse Fahima, grâce à la charité de ses voisins. Des inconnus ont érigé pour eux un abri précaire fait d'une toile de plastique et de branchages. Originaire d'un village de la région de Kirkouk, Abdullah avait été déporté, comme beaucoup de ses compatriotes kurdes, vers l'un de ces tristes « villages collectifs » construits par le gouvernement. « Je suis sûr que je ne pourrai pas survivre ici cet hiver, mais je préfère rester plutôt que d'y retourner », affirme-t-il. Là-bas, il y a des combats, ici au moins il se trouvera quelqu'un pour m'enterrer. »

Abdullah fait partie de ce que le HCR appelle la « population fluide », ces réfugiés en transit qui ne peuvent ni s'installer définitivement dans la région, ni rentrer chez eux. Depuis que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a cessé ses distributions de rations alimentaires le 15 juillet dernier, la population du camp de Penjoutine n'a pas reçu de nourriture. Les réfugiés s'approvisionnent tant bien que mal sur le marché local.

Des enfants, munis de pelles, aplanissent le chemin cahoteux dans l'espoir d'obtenir quelques centimes des chauffeurs de camions. D'autres ramassent du bois ou glanent quelques épis de blé, mais ces occupations sont dangereuses. A Souleymanieh, arrivent chaque mois 600 victimes d'accidents causés par les millions de mines plantées par l'Irak et l'Irak le long de la frontière, au cours de la guerre.

Suheila Farik Kader, trente-neuf



ans, vitote avec ses six enfants grâce à l'argent prêté par un cousin. Sa maigre fortune a disparu avec la destruction de sa maison à Kirkouk. « Nous n'avons plus de maison, mais si nous recevons des garanties de sécurité, nous y retournerons », affirme-t-elle.

Au cours du mois de septembre, fatigués d'attendre de l'aide, 95 000 réfugiés de la région de Penjoutine ont choisi de retourner vers les villes et villages collectifs des plaines où ils pourront bénéficier des services gouvernementaux. Le HCR leur a fourni des rations alimentaires pour leur permettre de se réinstaller chez eux. « On fait descendre les réfugiés et on les expose à des risques » proteste le responsable local d'une organisation non gouvernementale. Mais malgré les encouragements du HCR et l'approche de l'hiver, de nombreux réfugiés, notamment ceux de la région de Kirkouk, où l'ONU n'est pas présente, sont trop effrayés pour quitter les montagnes.

Pour ces récalcitrants, le HCR tente maintenant de trouver une solution d'urgence : des tentes d'hiver pour 20 000 personnes ont été acheminées et la réparation d'immeubles, de villages et de bâtiments militaires détruits est prévue dans la région de Souleymanieh. Des stocks de nourriture, de couvertures et de médicaments sont répartis dans plusieurs endroits de la région pour affronter

les rigueurs de l'hiver. De son côté, le CICR a prévu l'achat d'un bulldozer et d'un chasse-neige pour éviter la fermeture de la route.

Un exercice d'équilibre

Toutes ces mesures ne sont que des solutions temporaires pour un problème qui est plus politique qu'humanitaire. Le HCR, notamment, lié au gouvernement irakien par un accord qui expire le 31 décembre et risque de ne pas être renouvelé, a la tâche délicate d'accomplir sa mission humanitaire sans offenser le gouvernement irakien.

Cet exercice d'équilibre mène parfois à des situations absurdes. Pour toutes ses dépenses en argent liquide - paiement des salaires locaux, achat de matériel de bureau, réparation des véhicules - le HCR est forcé d'échanger ses devises au taux officiel de Bagdad, vingt-huit fois supérieur au cours réel.

« Le gouvernement voudrait que tous les réfugiés retournent dans les villes et les villages collectifs pour que la présence de l'ONU devienne inutile », explique le responsable d'une ONG.

De leur côté, les réfugiés rêvent

de retourner dans leurs villages, même s'ils ne sont plus que des tas de gravats et des noms sur de vieilles cartes de la région. La population kurde n'est pas réfugiée, mais déplacée dans son propre pays, et l'exode d'avril dernier n'était que le plus récent d'une longue série de migrations forcées par la destruction systématique, année après année depuis 1975, de quelque 4 500 villages kurdes.

Grâce à l'action humanitaire des troupes alliées et des organisations de secours, la situation est meilleure dans l'ancienne zone de sécurité. Mais même dans cette région où les survols réguliers des avions de la coalition apportent une certaine sécurité, de nombreux réfugiés construisent leurs nouvelles maisons à proximité des routes, pour pouvoir s'enfuir plus rapidement en cas de nécessité.

Dans le nord de l'Irak, les aspects humanitaires et politiques de la situation sont inextricablement liés, et seule une solution politique pourra améliorer le sort de ces centaines de milliers de réfugiés kurdes. « Cette action est comme une compresse humanitaire sur une plaie infectée », résume le dirigeant d'une organisation humanitaire. « La compresse va tomber et la plaie est toujours ouverte. »

NICOLE POPE

24 HEURES
15 octobre 1991

International Herald Tribune October 21, 1991

Iraq, in Retaliatory Move, Is Now Arming Turkish Kurds

By Chris Hedges

New York Times Service

SILOPI, Turkey — The Iraqi government is arming and supplying the Kurdish separatist movement in southeastern Turkey, apparently in retaliation for Turkey's close cooperation with allied forces during the Gulf war, according to Turkish officials, Western diplomats and Iraqi Kurdish leaders.

There has been an increase in the number of armed clashes in the southeast and a qualitative leap in both the tactics of rebel fighters and the caliber of the weapons they now use, these officials said.

"A year ago they were little more than a rag-tag terrorist band," a Western diplomat said of the Kurds. "Now they have become a viable guerrilla army. Saddam Hussein sees the guerrilla movement as very useful, as a wonderful vehicle for paying Turkey back."

Baghdad's support for the rebels appears to represent the first seri-

ous instance of Iraqi meddling beyond its borders since the end of the Gulf war.

The development also seems to reflect the harshly calculated expediency of the Iraqi president, Saddam Hussein, who remains at odds with the minority Kurds within his own borders even as he is arming those in Turkey.

Mr. Saddam's suppression of a Kurdish revolt after the Gulf war touched off a huge exodus of refugees into neighboring Turkey and Iran, prompting allied forces to set up a security zone in northern Iraq to insure the Kurds' safe return.

A skeletal allied military mission remains in northern Iraq to monitor the security zone and coordinate relief efforts.

The increase in fighting in Turkey resulting from the rebels' newly supplied arms has prompted the Turkish government to step up a counterinsurgency effort in the southeast that has long run afoul of

human-rights groups for reported atrocities, including torture and political assassination.

The seven-year-old rebel organization in Turkey, which operates out of sanctuaries just inside Iraq, is clustered around a Marxist-oriented group called the Kurdish Workers Party.

Before the Gulf war it was more of a nuisance than a security threat. But in the last year, Iraq has allowed the group to honeycomb the razor-backed Cudi Mountains with bases and camps, these officials contend.

The Iraqis have also outfitted rebel bands with heavy weapons, including 120 mortars and anti-aircraft guns, according to Kurdish leaders who have visited the camps, and Turkish officials.

"It is amazing to see what they have now," said the leader of an Iraqi Kurdish group, which is at odds with the Kurdish group in Turkey.

TURQUIE

Colère de Bonn

L'Allemagne prend la défense des Kurdes.

● Le Gouvernement allemand a menacé lundi de suspendre son aide militaire à la Turquie au titre de l'OTAN, si elle continue à violer «aussi massivement les droits de l'homme» en bombardant des camps kurdes dans le nord de l'Irak.

«L'OTAN est une alliance destinée à défendre des valeurs communes, qui doivent être respectées par chacun de ses membres», a affirmé le secrétaire d'Etat à la Défense Ottfried Hennig dans une interview au quotidien *Neue Osnabrücker Zeitung*. Un porte-parole a précisé que l'aide de l'Allemagne consistait surtout à livrer du matériel usagé.

Pour le secrétaire d'Etat allemand, la Turquie complique ainsi la mise en œuvre d'un processus de paix au Moyen-Orient. «On ne peut tout simplement pas accepter qu'un partenaire de l'Alliance atlantique fasse ce que nous reprochons au dictateur irakien, c'est-à-dire le bombardement de villages kurdes», a dit Hennig. Il a déclaré que «la Turquie a enfreint grossièrement» les engagements qu'elle a souscrits dans le cadre de la CSCE. «La CSCE ne peut pas non plus se taire», a-t-il ajouté. — (afp)

LIBERATION 22 octobre 1991

La belle moisson d'automne de Talabani

Le leader de l'Union patriotique kurde (UPK) revient d'une tournée dans les principaux pays de la coalition anti-Saddam. Exceptionnellement bien reçu, il en tire espoir pour l'avenir.

Les Kurdes existent, le monde accepte de les rencontrer. Ainsi pourrait-on résumer le bilan — optimiste — tiré pour *Libération* par Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique kurde (UPK) et coprésident du Front du Kurdistan d'Irak, au terme d'une longue tournée dans les principaux pays membres de la coalition anti-irakienne. Six mois après la tragédie de l'exode des Kurdes d'Irak, Jalal Talabani a été en effet pour la première fois reçu officiellement à Washington à l'occasion de rencontres à un haut niveau avec des responsables du Département d'Etat et du Pentagone. Au cours de son périple, le dirigeant kurde s'est ensuite rendu notamment à New York, Londres, Paris et Bonn. Il devait rencontrer en fin de semaine, Jacques Delors, président de la Commission européenne puis le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher.

L'objectif de ce voyage était double. D'une part, il s'agissait pour le coprésident du Front kurde de rappeler aux principaux Etats de la coalition anti-irakienne les engagements pris à l'égard des réfugiés et des populations kurdes d'Irak au printemps dernier, notamment la nécessité — et l'urgence — d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, dont la fameuse résolution 688 (1). Mais pour Jalal Talabani il s'agissait, de plus, de rentrer au pays avec dans ses bagages la certitude d'une aide occidentale concernant la protection de la population en cas de nouvelle agression irakienne et l'acheminement de l'assistance humanitaire, en dépit du refus de Bagdad de laisser les secours transiter à travers l'Irak.

Enjeu capital à la veille de l'hiver et alors que plus d'un demi-million de réfugiés survivent dans une situation particulièrement précaire dans les régions orientales de l'Irak. Enjeu politique également, puisque le régime de Saddam Hussein continue d'espérer contraindre les Kurdes à signer un accord avec Bagdad qui leur serait particulièrement défavorable au prétexte qu'ils n'auraient en effet d'autre choix que de se soumettre ou de condamner à une mort certaine plusieurs dizaines de milliers de réfugiés. « Le principal argument en faveur de la signature d'un accord, admet Talabani, est l'absence de soutien actif international », obstacle que le chef de l'UPK estime avoir écarté lors de son voyage.



Panjin. L'hiver approche et s'annonce dur pour les Kurdes.

Les assurances de Washington

« Lors de nos rencontres à Washington, affirme-t-il, nos interlocuteurs américains ont été très clairs. Non seulement l'administration américaine n'entend sous aucun prétexte négocier ni traiter avec Saddam Hussein mais elle n'envisage aucun assouplissement des sanctions contre l'Irak tant que Saddam sera au pouvoir. Ils ont dit : "La décision appartient au peuple irakien, mais nous ne nous satisferons pas de voir une dictature remplacée par une autre. Nous souhaitons pour l'Irak un régime démocratique fondé sur des élections libres." Nos interlocuteurs nous ont garanti que les Etats-Unis ne permettraient pas à l'armée irakienne d'attaquer les Kurdes et n'accepteraient pas davantage que la résolution 688 soit violée par Bagdad. »

Or, c'est très précisément le cas. L'aide internationale aux Kurdes, d'un montant de 6 à 7 millions d'euros, financée par la CEE et administrée

par l'ONU sous l'autorité du prince Sadrudin Aga Khan, est à ce jour bloquée par Bagdad qui refuse également le retour de quelque 80000 réfugiés dans la ville et la région de Kirkouk. La solution envisagée consisterait, comme au printemps dernier, à acheminer les secours via la Turquie ou l'Iran.

Interrogé sur l'avenir des négociations avec le régime de Bagdad, pratiquement gelées depuis plusieurs semaines et limitées à des échanges de notes écrites, le responsable kurde se montre plutôt pessimiste. Entre la fin mars et le début de l'été dernier, plusieurs délégations kurdes, présidées alternativement par Jalal Talabani et Massoud Barzani, se sont rendues à Bagdad. Et, tant du côté kurde que du côté irakien, on avait annoncé la signature imminente d'un accord portant à la fois sur la démocratisation de l'Irak, le statut d'autonomie pour la région kurde et les mesures de normalisation immédiate pour les personnes déplacées et réfugiées.

« Tant qu'il s'agissait de généralités, explique Jalal Talabani, la partie irakienne a dans un premier temps au moins dit oui à tout. Par la suite, ils sont revenus sur la plupart des points d'accord, concernant particulièrement la démocratisation de l'Irak. Quant à l'autonomie kurde, ils ne l'acceptaient que sur une moitié du Kurdistan. »

L'autonomie amputée

Kirkouk, la métropole pétrolière, troisième ville d'Irak mais aussi principale ville du Kurdistan, a été ainsi exclue de la région kurde. « N'y pensez plus, n'en rêvez même pas », auraient tranché les dirigeants baasistes. « Durant l'une des discussions, rapporte Jalal Talabani, Tarek Aziz (vice-président irakien et ancien ministre des Affaires étrangères) nous raconta qu'à l'occasion d'un voyage en Espagne il avait pu admirer les vestiges de la conquête arabe et qu'il avait pleuré. "Et, bien, vous pleurez en regardant Kirkouk", nous a-t-il dit. »

Amputée dans sa géographie, l'autonomie promise aux Kurdes a subi également de sérieuses restrictions au fil des versions successives de l'accord. Ainsi sur le plan militaire, les Peshmergas, les combattants kurdes, seraient intégrés dans l'armée sous commandement irakien. Les autorités kurdes mises en place en vertu de l'accord seraient de fait soumises au ministre de l'Intérieur, qui n'est autre que le propre gendre de Saddam Hussein. De plus, les Kurdes verraient leurs compétences réduites en matière économique, les décisions essentielles demeurant entre les mains de Bagdad, souverain pour tout ce qui concerne les ressources énergétiques et hydrauliques. L'agriculture, l'une des principales ressources du Kurdistan, verrait ses moyens limités du fait de la nationalisation des terres.

Mais Bagdad a d'autres exigences encore. La dernière version de l'accord irako-kurde soumis aux instances du Front exige la reconnaissance du « rôle dirigeant du parti Baas et du président Saddam Hussein ». De plus, les Kurdes d'Irak devraient renoncer explicitement à tout contact avec les Kurdes des pays voisins, notamment le Parti démocratique kurde d'Iran, ainsi qu'avec ces pays eux-mêmes, comme ils s'engageraient à combattre « la conspiration impérialiste et sioniste ourdie contre l'Irak ». « En clair, on nous demande de déclarer la guerre au monde entier », ironise Jalal Talabani.

Le Front du Kurdistan devrait se prononcer à la lumière des informa-

Barhan Ozbilici/AP

LE MONDE 22 octobre 1991

La montée du «problème kurde»

tions et des assurances que le chef de l'UPK ramène de sa tournée occidentale sur la poursuite des négociations avec Bagdad et leur éventuelle conclusion. Quasi convaincu qu'elles sont sans objet, Jalal Talabani ne préconise pas pour autant un « non » immédiat. « Il faut continuer à négocier, argumente-t-il, quitte plus tard à constater la rupture. Il n'y a pas de menace de guerre si la coalition nous protège et cette situation de ni guerre ni paix nous est favorable. » Rien ne presse donc de ce côté pour le responsable kurde, visiblement rasséréiné par les « garanties » américaines et l'accueil attentif voire chaleureux qui lui a été réservé à chaque étape de son voyage.

Ses partenaires au sein du Front partageront-ils la même analyse, Massoud Barzani notamment qui récemment encore assurait qu'il fallait signer l'accord en l'état? Tout en affichant confiance et optimisme, Jalal Talabani reste discret sur la question. « Saddam veut nous diviser, souligne-t-il. S'il réussit, ce serait une catastrophe. Notre unité est notre force et notre principal facteur de crédibilité vis-à-vis de l'extérieur. » Entre le risque politique d'un accord avec Bagdad qui laisserait les Kurdes sans défense et le risque humanitaire du *statu quo*, Jalal Talabani estime visiblement que le pire peut être évité si la résistance kurde trouve les appuis qu'elle peut légitimement attendre des alliés. Quand on lui objecte que l'expérience du passé récent pourrait rendre le pari hasardeux, il répond: « La situation n'est plus la même. Le régime irakien est affaibli. Les derniers changements à la tête de l'Etat montrent que la direction baasiste est déstabilisée. Les pays voisins et les Etats-Unis cherchent à aider une opposition chiite irakienne modérée et Washington veut garder des liens permanents avec nous. Contrairement à ce qui s'est passé en avril, la coalition n'est plus disposée à faire de concessions à Saddam Hussein. » Autant de raisons, pour une fois, de ne pas désespérer.

Marc KRAVETZ
Christophe BOLTANSKI

(1) La résolution 688 de l'ONU, adoptée le 5 avril 1991, « condamne la répression des populations civiles irakiennes », « insiste » pour un accès immédiat des organisations humanitaires « à tous ceux qui ont besoin d'assistance » et « exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaurera » entre le gouvernement irakien et les minorités.

Sept soldats turcs détenus depuis le 4 août par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) dans le nord de l'Irak ont été libérés samedi 19 octobre. Ils ont été remis par un officier de la « force alliée » aux autorités turques à Silopi, près de la frontière turco-irakienne. Ils étaient détenus dans un camp ambulant du PKK que l'armée turque n'avait pas réussi à localiser lors de deux opérations aéroterrestres dans le nord de l'Irak, dont la dernière, il y a une semaine, avait selon des témoins fait des victimes civiles. D'autre part, le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani aurait eu samedi, dans le nord de l'Irak, des entretiens avec un émissaire du président Turgut Ozal et un représentant du département d'Etat américain, selon des sources kurdes. - (AFP.)

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Les résultats des élections du 20 octobre ont confirmé la montée en Turquie du «problème kurde», aujourd'hui reconnu par plusieurs formations politiques qui se refusaient jusque-là à le nommer comme tel, et qui s'est considérablement aggravé ces derniers mois. D'une part le Parti fondamentaliste de M. Erbakan, traditionnellement bien implanté dans les régions de l'est du pays à population kurde religieuse, confirme son assise, notamment dans son bastion d'Erzurum où il recueille 36 % des voix.

D'autre part, le Parti social-démocrate (PPSD), dirigé par M. Inonu, améliore considérablement ses scores, jusqu'à devenir la première formation dans les treize départements du Sud-Est qui, onze ans après la prise du pouvoir par les militaires en septembre 1980, restent soumis à l'état d'exception. C'est un phénomène nouveau dans cette région qui votait traditionnellement pour la droite.

Le Parti social-démocrate réclame dans son programme électoral la levée des mesures d'exception et le respect des droits

de l'homme dans cette région et proposait d'autoriser un enseignement en langue kurde. Surtout, il avait fait alliance avec le Parti populaire du travail (PPT), kurde indépendantiste.

Cette alliance n'était sans doute pas dépourvue d'opportunisme électoral, car plusieurs dirigeants du PPT sont en fait issus des rangs du Parti social-démocrate dont ils avaient été exclus l'année dernière pour avoir participé à la conférence sur les Kurdes organisée à Paris sous le patronage de M^{me} Mitterrand. C'est dire que le parti de M. Inonu ne veut pas entendre parler de revendications indépendantistes. En rattrapant ces exclus, il entendait surtout défendre ses positions dans l'abondant électorat kurde des grandes villes de l'Ouest, et n'escomptait peut-être pas un tel succès de cette alliance au Kurdistan même. Reste à savoir si les deux formations pourront rester alliées au Parlement.

Ces résultats confirment en tout cas l'échec patent de la politique expéditive de répression du terrorisme menée dans le Sud-Est. Le maintien du régime d'exception, l'institution des «protecteurs de village», consistant pour le gouvernement d'Ankara à armer des miliciens kurdes, les exactions des forces de l'ordre, n'ont fait que nourrir le terrorisme du PKK, en nette recrudescence depuis quelques mois, et sont de plus en plus mal supportés par la population.

En dépit des grands travaux en cours et qui absorbent une part importante des recettes de l'Etat, le Sud-Est montagneux, difficile à développer, reste plus qu'aucune autre région frappé par le marasme économique, au point que plus de la moitié des Kurdes de Turquie vivent aujourd'hui à Ankara et dans les grandes villes de l'Ouest.

Mais surtout, des revendications d'une autre nature, relatives à «l'identité», se font jour désormais parmi les Kurdes de Turquie. Elles sont plus ou moins articulées, vont de la demande d'une presse et d'un enseignement en kurde à la revendication indépendantiste ou tout simplement à l'esprit de rébellion. Ce phénomène, nouveau en Turquie, paraît être très largement le contre-coup des événements d'Irak, de l'afflux des réfugiés de 1988 et de celui plus dramatique encore de l'année dernière, pen-

dant la guerre. Beaucoup d'observateurs à Ankara craignent qu'il ne s'amplifie, voire qu'il ne dégénère en un problème «turco-kurde», c'est à dire en un affrontement inter-communautaire, ce que jusqu'à présent il n'est pas.

Le dogme ataturkiste

Or, sur cet aspect du problème, les mentalités turques, formées au kémalisme unitaire qui ne reconnaît pas les ethnies, achoppent. Chacun explique le bénéfice que les Kurdes de Turquie en ont tiré : ils ont les mêmes droits que tout le monde, peuvent faire carrière dans la magistrature, dans l'armée ou dans la politique (il y eut même récemment un ministre de l'intérieur kurde) et l'on fait remarquer à juste titre qu'ils n'échangeraient pour rien au monde leur sort contre celui des Kurdes d'Iran ou d'Irak.

Par rapport à ce dogme ataturkiste (et si l'on met de côté le parti fondamentaliste qui prône l'indépendance des ethnies au sein de la grande nation islamiste), c'est M. Turgut Ozal qui a fait preuve du plus d'audace. La langue kurde était certes déjà d'usage courant quand il a légalisé l'année dernière, mais encore fallait-il l'oser. Ses décisions pendant la guerre du Golfe de rencontrer M. Barzani et Talabani puis de les autoriser à s'installer à Ankara ont fait l'effet de bombes.

Les vitrines des librairies d'Ankara et d'Istanbul exposent des ouvrages sur les Kurdes et des recueils de poèmes bilingues, ce qui eut été impensables sous les régimes précédents. M. Ozal s'est plu à répéter ces derniers mois qu'il avait du sang kurde dans les veines. C'est lui qui le premier a nommé le «problème kurde» et même prononcé le 15 octobre le mot sacrilège de «fédération», dans un entretien au journal Hurriyet. «Nous n'accepterons pas la fédération mais nous devons parler de tout, y compris de fédération», a dit M. Ozal, à la suite de quoi il se vit reprocher dans le reste de la presse de «jouer avec le feu». «Je résoudrai le problème kurde, c'est le dernier service que je rendrai à la nation», disait encore M. Ozal. Aura-t-il encore les moyens de le faire, alors qu'il sort très affaibli de ces élections?

CLAIRE TRÉAN

Combats au Kurdistan irakien

Mourir pour Kirkouk

Après l'échec des négociations entre Bagdad et les autonomistes, aucune solution politique ne semble en vue. Les soldats de la force multinationale destinée à protéger les populations civiles ont commencé à plier bagage.

ELISABETH LEVY

Souleymanieh, Kurdistan irakien. Les certitudes flanchent. Les victimes se font bourreaux. Le 7 octobre, les *peshmergas*, les rebelles kurdes qui tiennent la ville depuis la mi-juillet, exécutent sommairement soixante militaires irakiens. Un journaliste de l'agence britannique Reuter assiste à la scène. Six soldats assis à même le sol, les mains sur la tête, sont tués devant lui. Les autres sont poussés à l'intérieur d'un bâtiment et passés à la mitrailleuse. Ceux qui respirent encore sont ensuite jetés dehors et achevés à coups de pierres et de barres de fer.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani condamne sans réserve. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani laisse entendre qu'il s'agit d'une provocation. « On peut comprendre, pas justifier », écrit l'hebdomadaire britannique *The Economist*. On connaît la litanie de massacres et de souffrances qui résume l'histoire des Kurdes d'Irak. Halabja, le village bombardé à l'arme chimique le 16 mars 1988. La fuite éperdue, en mars dernier, de centaines de milliers de civils devant les troupes de Saddam Hussein. Il n'empêche. Le froid massacre de Souleymanieh rappelle d'abord qu'il n'est pas de juste guerre.

La présence à la frontière turque de troupes alliées chargées d'assurer une « zone de sécurité » aux populations civiles n'a pas suffi à mettre

fin à la guerre larvée entre l'armée irakienne et les combattants kurdes. Batailles sporadiques destinées à s'assurer le contrôle des villes, entrecoupées de trêves tacites et de cessez-le-feu immédiatement violés.

Celle de Souleymanieh a eu lieu après une série d'affrontements particulièrement meurtriers. Plus de deux cents personnes avaient, semble-t-il, trouvé la mort dans le bombardement par l'artillerie irakienne de Kifri, dans la partie du Kurdistan que Bagdad conteste aux mouvements autonomistes. L'accord de cessez-le-feu finalement conclu entre Massoud Barzani et le ministre irakien de la Défense, Hussein Kamal al-Takriti, ne parvient pas à faire taire les armées. Ni à empêcher un nouvel exode. D'après l'organisation humanitaire française Médecins sans frontières, cinquante mille civils ont, depuis ce 7 octobre, fui les combats. Allant grossir les rangs des six cent mille réfugiés qui campent de part et d'autre de la frontière iranienne.

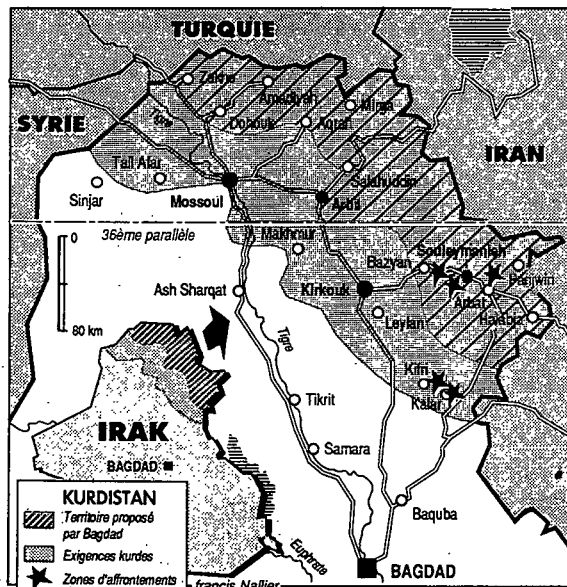
Au Nord, l'armée d'Ankara profite du désordre pour pénétrer en territoire irakien et « nettoyer » les bases des indépendantistes kurdes de Turquie. Les soldats alliés, eux, préparent leur paquetage. Le 31 décembre, le mandat de la force multinationale s'achève.

Désaccord sur les frontières

A Washington, on assure que l'aviation basée à Incirlik en Turquie dissuadera les troupes irakiennes de franchir le 36^e parallèle. Au-delà, il s'agit d'affaires intérieures... Du reste, les Américains n'ont pas caché à Massoud Barzani, lors de son récent passage aux Etats-Unis, qu'il serait bien inspiré de conclure un accord avec Saddam Hussein. Le chef du PDK n'a pas ménagé ses efforts en ce sens. Mais les interminables négociations menées à Bagdad – deux fois quarante-deux jours – n'ont même pas permis de trouver un terrain d'entente sur les frontières d'une éventuelle zone autonome (voir carte). Le pouvoir central refuse obstinément toute concession sur la cité pétrolière de Kirkouk.

Les autonomistes, regroupés sous la bannière unitaire du Front du Kurdistan, n'en demeurent pas moins divisés. Pour Barzani, l'heure est au réalisme. Saddam Hussein semble solidement installé au pouvoir, et la seule issue est de composer avec lui. Talabani, en revanche, est persuadé que les Occidentaux viendront « finir le travail », comme le dit élégamment George Bush. Il faut donc à tout prix éviter de renforcer le régime irakien.

Le bras de fer se poursuit. A l'approche d'un hiver qui risque de décimer les populations réfugiées, les organisations humanitaires tentent de mobiliser la communauté internationale. A tout moment, le Kurdistan menace de sombrer dans la guerre froide. ●



With a Swagger, Saddam Plans Long-Term Survival

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

BAGHDAD — After pinning several pounds of medals, and hanging multiple sashes and honorary swords from the “mother of battles” on his top lieutenants and political cronies, President Saddam Hussein told a nationwide television audience that Iraq was like the woman who chose to be murdered rather than submit to rape.

Iraq’s honor, Mr. Saddam said, was more important than surrendering to the dictates of the allied coalition, which has forced Iraq to submit to one ultimatum after another since Iraqi forces were driven from Kuwait last winter.

The 90-minute program of bravado and political bonding on Monday night between Mr. Saddam and Arab Ba’ath Socialist Party apparatchiks who continue to stand beside him, because there are few other choices for them, was part of a forceful and combative new campaign by Mr. Saddam to pull the country together for a long-term survival strategy against a United Nations trade embargo and political pressure from the United States and its allies.

In other words, the old Saddam Hussein is back. That is the view of many foreign diplomats, Iraqi officials and other political observers here.

Showing greater confidence and promising imminent prosperity to his battered people, the Iraqi leader over the last two months has swept aside the interim government he put in place in March under Saadoun Hammadi, a Ba’ath Party stalwart, and dropped the conciliatory tone with which Iraq sought in the first months after the war to re-establish economic if not diplomatic ties with its neighbors in the Middle East and with key European trading partners.

Talk of moves to institute more democracy

in government has been dropped from official vocabularies.

“Before the war, Saddam was deeply convinced that the other side would never start and he was dancing on a high wire,” a East European diplomat said, “and now, with his tough new talk, he is repeating the same bluff: believing the world will never permit the Iraqi people to suffer so much and thinking that with an open border to Jordan, he can manage to do many things.”

From interviews with political analysts, Iraqi officials and foreign diplomats here, the

key to Mr. Hussein’s new survival strategy is threefold:

First, Iraq is trying to accelerate its compliance with the UN cease-fire resolution to remove the pretext for continued international trade sanctions. Iraq’s decision to admit that it had chosen a site to build and test nuclear weapons, which a UN inspector disclosed Tuesday, is evidence of this strategy.

Second, Iraqi officials are desperately working to maintain subsistence nutrition and key subsidies to the country’s 18 million people to prevent food riots or a military insurrection that could threaten his grip on power in Baghdad. Mr. Hussein is printing money, raising salaries to key military and government personnel, lowering gasoline prices and, this week, literally putting two chickens in every family’s pot.

Third, Mr. Hussein is seeking to build support in the Arab world from the bottom up instead of from the top down. He appears to have given up for the moment on recon-

ciling with key Arab leaders who joined the allied coalition, but he has renewed an active campaign to court Arab opposition parties, intellectuals and other sources of Arab nationalist political influence to plead his case that Western nations are trampling on Arab pride and dignity in Iraq.

With this strategy, Mr. Hussein is betting on the fact that he can feed his economically devastated nation well into next year, or at least long enough to get out from under UN sanctions, which have separated the Iraqi leader from the enormous wealth of crude oil that lies under Iraq.

This certainly will not bring an end to Mr. Hussein’s problems, but re-establishing Iraq’s place in the international oil market will start a powerful dynamo in this moribund economy and lubricate the instruments of Mr. Saddam’s political control.

In the meantime, the critical factor for Mr. Saddam is maintaining domestic tranquility, especially in the capital, while he probes and pokes from the ramparts of his isolation for new angles of maneuver against his enemies.

Also under Mr. Hussein’s sharp tactical focus is the \$3.8 billion in frozen Iraqi accounts in European and other international banks, analysts said. With these funds, Mr. Hussein could feed his people and finance a brisk smuggling trade for other essential industrial goods he needs in the oil, energy and military sectors, until he is reunited with his crude oil wealth.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE 26 octobre 1991

THE FINANCIAL TIMES 26 octobre 1991

Turkish jets raid Kurds in Iraq

By John Murray Brown in Ankara

TURKISH warplanes and helicopters raided Kurdish villages in north Iraq yesterday, in apparent retaliation for a rebel attack on an army post in which at least 17 soldiers were killed.

The incursion occurred in an area which until July was part of the safe haven set up by allied forces for returning Kurdish refugees. The latter had fled to the Turkish border following President Saddam

Hussein’s crushing of the short-lived Kurdish uprising in March.

Turkish President Turgut Ozal last week called for a political solution to Turkey’s Kurdish problem, hinting at possible negotiations with the rebels.

The military’s latest response is a reassertion of Ankara’s traditional hard line towards the PKK, the rebel Kurdish Workers Party. The

PKK has exploited the regional power vacuum to prosecute a seven-year-old campaign for the independence of south-east Turkey.

The raid, the second in three weeks, will make it hard for Mr Suleyman Demirel’s winning True Path party to agree a coalition with the Social Democratic Populists (SHP), currently Mr Demirel’s most likely partner, with its radical Kurdish members.

L'ALSACE 23 octobre 1991

SOLIDARITE

Comité France Kurdistan

Des réfugiés toujours en attente

Créé à l'issue de la grève de la faim des militants kurdes en avril 1991 dans le Pays de Montbéliard, le comité France-Kurdistan poursuit son combat. Quatre ressortissants kurdes résidant à Audincourt et Valentigney, ont été invités à quitter le territoire tandis que la situation au Kurdistan se dégrade toujours.

Réuni pour la première fois à Audincourt depuis sa naissance officielle en septembre dernier, le comité France-Kurdistan souhaite, tout d'abord, mettre fin au silence qui entoure la situation des Kurdes en Turquie. « Quelques mois après la guerre du Golfe, on a révélé le problème kurde au grand public, rappelle la présidente Noëlle Grimme. La menace de génocide ne cesse de peser sur ce peuple. Dans notre région, nous avons interpellé tous les démocrates afin d'organiser un réseau d'aide aux Kurdes menacés d'expul-

sion ». Selon le comité, l'indifférence ne doit pas retomber sur le peuple kurde. Les réfugiés doivent obtenir l'asile politique. « La situation des Kurdes est aussi grave que celle des boat people », poursuit Noëlle Grimme. Nous voulons un décret similaire, une mesure d'exception, dans une France qui se veut terre des droits de l'homme. On ne doit pas nous

accuser de non-assistance à personnes en danger ». Actuellement, quatre ressortissants kurdes d'Audincourt et Valentigney sont sur la sellette. Le comité a pris en charge leurs dossier respectifs avec l'appui de la mairie de Valentigney et de l'association d'aide aux victimes. Un premier courrier a été envoyé à la préfecture soulignant « Les conséquences dramatiques d'un retour au pays natal. Ces personnes courent un grand danger vu leurs antécédents politiques et syndicaux ».

Alerte l'opinion

Le problème kurde se pose depuis 1923 et concerne 30 millions d'individus. Le territoire du Kurdistan est actuellement divisé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. « Le peuple kurde vit une véritable intifada depuis mars 90. Il a besoin de la paix. Il n'y a pas que le problème palestinien



Le comité de soutien aux Kurdes du Pays de Montbéliard est aujourd'hui constitué en association.

(Photo « LE PAYS » - T. B.)

au Proche-Orient », explique un réfugié kurde. Pour Martial Bourquin, « il faut alerter l'opinion française. Si les Kurdes ont émigré vers l'Ouest, c'est parce qu'ils n'avaient pas le choix. Il leur faut des droits politiques pour vivre chez eux. La France et la communauté européenne ont un grand rôle à jouer pour

que la Turquie arrête cette répression et qu'une conférence internationale soit organisée pour faire avancer l'idée d'un Kurdistan libre ».

Le comité France Kurdistan, composé de militants d'organisations diverses, d'élus ou de personnes de tendances différentes, s'est déjà mobilisé

contre l'expulsion d'Aladdin Polat à Pontarlier. Il souhaite étendre son action à tout le département et se donner les moyens de « faire parler du Kurdistan ».

Comité France Kurdistan, 9, rue Saint-Saëns, 25200 Montbéliard.

International Herald Tribune October 24, 1991

UN Approves Plan to Destroy Iraqi Arms

By Paul Lewis
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The Security Council on Wednesday endorsed a plan for destroying all plants and equipment in Iraq associated with President Saddam Hussein's banned weapons programs, thereby setting the stage for the first of two possible new confrontations with the Iraqi leader.

Many diplomats and United Nations officials believe that Iraq will resist the Security Council's plan to destroy millions of dollars worth of machinery and equipment bought for its nuclear, chemical and biological weapons programs as well as for improving its ballistic missiles, arguing that much can be used for civilian purposes. Iraq is estimated to have spent as much as \$10 billion on its nuclear weapons program alone.

The plan, presented by Rolf Ekeus, head of the special commission charged with removing Iraq's weapons of mass destruction, provides for destroying all banned weapons and associated material as

well as the plants and equipment used in their manufacture or preparation.

But exceptions may be made for so-called "dual use" items if Iraq can persuade the United Nations that a banned piece of equipment will be used for peaceful purposes in the future and agrees to place it under international supervision.

At a meeting with Mr. Ekeus in Baghdad earlier this month, Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, appeared to signal the government's strong opposition to any destruction of its industrial capability.

He argued that Iraq had invested its oil wealth in developing an industrial infrastructure rather than wasting it on extravagant living for the few, as other Gulf states had. And he warned that Iraq would not allow the United Nations to push it back into a "preindustrial state."

"We are entering a new problem area because Iraq may test the council's will on destruction," Mr. Ekeus said. "We may see a new crisis with Iraq claiming everything is dual use."

Hans Blix, head of the Vienna-

based International Atomic Energy Agency, also said Iraq may resist the council's destruction plans and provoke a new crisis.

A second potential dispute with the Security Council is simmering as Baghdad continues to ignore demands it renew an agreement under which the United Nations has stationed 500 guards inside Iraq to protect the Kurds and has also provided relief workers.

The agreement allowing these UN personnel to work in Iraq was negotiated in April by Prince Sadruddin Aga Khan, who is coordinating relief activities there, but expires at the end of the year.

The future of the UN personnel in Iraq will also be influenced by whether Baghdad accepts the council's offer to let it sell \$1.6 billion worth of oil to finance food and other humanitarian imports and start paying reparations for its invasion of Kuwait.

Britain, France and the United States, three of the council's five permanent members, have accepted a plan by Prince Sadruddin to use these UN personnel to monitor

the distribution of food and medicine Iraq imports with the oil revenues. The personnel costs would also be paid out of Iraq's oil sales.

But Iraq is still refusing to sell oil, arguing that to do so on the Security Council's terms would violate its sovereignty.

So far Iraq has admitted having a sophisticated uranium enrichment and nuclear-weapons design program. It also has said it has 46,000 chemical weapons, of which about half were destroyed by Gulf war bombing. It has admitted experimenting with biological weapons and modifying its Scud missiles for longer range.

The UN commission has already allowed Iraq to remove some equipment from its chemical weapons base at Al Muthanna, near the central city of Samara, for use in civilian plants producing pesticides and chlorine for water purification.

But Mr. Ekeus said that there will be a presumption that any plant or equipment used for developing weapons of mass destruction is "tainted" and should be destroyed.

SATURDAY-SUNDAY, OCTOBER 26-27, 1991

OPINION

Iraqi Surprise? The Evidence Was All There

By Kenneth R. Timmerman

PARIS — Iraq's nuclear "surprise" is one of the best-known secrets the world has ever chosen to ignore. We should shake our heads sadly when officials like Hans Blix, director general of the International Atomic Energy Agency, claim ignorance of Saddam Hussein's nuclear intentions, as he did only months ago.

The facts suggest a very different record.

Information about the Iraqi bomb has been available for nearly 15 years. More than 450 Western companies helped build Saddam's nuclear machine, sending thousands of technicians into Iraqi weapons facilities on lucrative commercial contracts. But neither the United States, its Western allies nor the atomic energy agency have wanted to hear the truth about Iraq, let alone take the steps to do something about it.

These flash points (among others) were ignored:

In September 1975, Saddam called an agreement he had just signed with France to purchase a plutonium-breeder reactor "the first concrete step toward the production of the Arab atomic weapon."

Neither France nor the United States reacted to the interview, published in a Beirut weekly.

In 1979 the reactor cores for the French bomb plant were sabotaged near the port of Toulon, probably by agents from Mossad, the Israeli intelligence agency. France rebuilt the reactor cores nevertheless.

In the spring of 1981, as the Osirak plant was set to begin operations, an IAEA inspection team

sent to the atomic research center in Tuwaitha certified Iraq's compliance with the Nuclear Nonproliferation Treaty.

But privately, some officials were worried. One inspector, an American, Robert Richter, accused Iraq of circumventing the treaty by maintaining secret facilities at Tuwaitha for uranium enrichment. The agency dismissed him for his candor.

In June 1981, Israeli F-16s took out the Osirak plant in a surgical strike. The world's anger focused on Israel and conveniently neglected the cause of the raid, Iraq's atomic bomb.

Following the Israeli strike, Saddam took his nuclear program underground — literally. In 1982, Belgian and French construction firms began to build underground air bases in Iraq designed to resist a nuclear blast. When the existence of these bases was revealed in 1985, their threat was dismissed by the West.

Starting in 1987, the Iraqis increased efforts to procure embargoed technologies for their uranium-enrichment program. They turned to a group of West German nuclear brokers headed by the H+H Metallform company and a former employee of MAN Technologies. These agents merrily provided technical assistance and shipped vital materials to Iraq, often with the knowledge of the West German government. More recent ef-

forts occurred only months before Iraq's invasion of Kuwait last year, when Iraqi attempts to purchase critical nuclear equipment were thwarted by customs officials in California, Britain, West Germany and Switzerland.

And in July 1990, less than one month before the invasion of Kuwait, Consarc, a New Jersey firm, was on the verge of shipping high-temperature furnaces for use in nuclear-weapons manufacturing to Iraq, when a former Defense Department official, Stephen Bryen, got wind of the deal and alerted the government.

President George Bush had to intervene to block delivery of what one expert has called a "Cadillac production line for atomic-bomb parts."

The New Jersey firm had warned the Commerce Department that its furnaces had nuclear applications but was repeatedly encouraged by the government to pursue the business.

It took an invasion by Iraqi shock troops to alert the West to the danger bred by this informal coalition of bankers, arms salesmen, technology brokers and government officials.

Similar dangers are brewing elsewhere in the Third World — Iran, Syria, Algeria — and for exactly the same reasons. Will we be lucky enough to wake up this time before it is too late?

The writer is author of "The Death Lobby: How the West Armed Iraq." He contributed this comment to *The New York Times*.

24 Heures 26 octobre 1991

AVIATION TURQUE

Des bombes contre les Kurdes

Réagissant à des attaques de rebelles kurdes contre des postes de gendarmerie turcs à la frontière, l'armée de l'air d'Ankara a effectué un nouveau raid de représailles dans le nord de l'Irak.

● L'armée turque a effectué un nouveau raid de représailles hier matin en Irak du nord, en trois vagues successives dont une opération hélicoptère, bombardant des objectifs des rebelles kurdes de Turquie, a annoncé le chef d'état-major des forces armées turques, le général Dogan Gures, cité par l'agence Anadolu.

Le général Gures a indiqué que cette opération avait été effectuée à partir de la région de Cukurca, province turque de Hakkari frontalière avec l'Irak.

Les rebelles kurdes de Turquie ont trouvé refuge dans le nord de l'Irak après la guerre du Golfe.

Cette opération en Irak du nord, comme celles qui se sont déroulées du 5 au 8 août et du 11 au 12 octobre,

intervient après des attaques de rebelles kurdes de Turquie réfugiés en Irak contre des postes de la gendarmerie et de l'armée à la frontière turco-irakienne.

Quatre postes ont été attaqués dans quatre villages frontaliers près de Cukurca dans la nuit de jeudi à vendredi, selon Anadolu qui fait état d'une trentaine de militaires blessés.

Cinq soldats d'une patrouille ont été tués jeudi et deux autres blessés par des «terroristes séparatistes» dans une autre zone frontalière de l'Irak, près de Sirnak, selon l'agence.

Huit soldats turcs capturés par les rebelles ont été relâchés samedi dernier, à la veille des élections législatives en Turquie.

Les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, principale organisation de rebelles kurdes de Turquie, illégale) d'Abdullah Ocalan, dit «Apo», opèrent dans le sud-est anatolien contre le pouvoir central depuis sept ans.

Les accrochages entre militants kurdes et forces de sécurité turques ont fait plus de 3000 morts, civils, militaires et rebelles, depuis août 1984.

D'autre part, des «inconnus» ont mitraillé jeudi soir les logements de la police dans la localité de Bismil, province de Diyarbakir (sud-est), blessant un policier.

Mercredi soir, des militants kurdes présumés ont arrêté le train assurant la liaison Mus-Tatvan (est) entre deux stations et l'ont mitraillé,

tuant un passager et blessant trois autres.

Un haut responsable militaire turc a déclaré récemment que les opérations de l'armée contre les camps et positions de rebelles kurdes de Turquie en Irak se poursuivraient «tant qu'elles seraient nécessaires».

Douze gendarmes turcs du poste de Cayiri près de Cukurca, dans le département de Hakkari (sud-est) et 4 militants armés kurdes ont été tués hier matin lors de l'une des quatre attaques de rebelles kurdes de Turquie, réfugiés en Irak du Nord, contre des postes de gendarmerie turc, a-t-on appris d'un témoin oculaire joint par téléphone depuis Istanbul. — (arfp)

VOIX DU NORD octobre 1991

Nouveaux raids aériens turcs contre les Kurdes du nord de l'Irak

Des avions et hélicoptères de l'aviation turque ont lancé une attaque hier contre des camps et positions de rebelles kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak, au lendemain de la mort de cinq soldats turcs, a annoncé le chef d'état-major des forces armées turques, le général Dogan Gures.

Le général Gures a indiqué que cette opération, la troisième depuis le mois d'août, avait été effectuée à partir de la région de Cukurca, frontalière avec l'Irak, selon l'agence turque Anadolu.

Les rebelles kurdes de Turquie ont trouvé refuge dans le nord de l'Irak après la guerre du Golfe.

Cette nouvelle opération intervient comme les deux précédentes après une attaque de rebelles kurdes contre des soldats turcs en Turquie : cinq soldats en patrouille ont été tués jeudi par des «terroristes séparatistes» dans la province de Sirnak frontalière avec l'Irak.

Les rebelles kurdes ont ouvert le feu sur la patrouille alors qu'elle venait de surveiller les travaux de réparation d'une route.

Un haut responsable militaire turc a déclaré récemment que les opérations de l'armée contre les camps et positions de rebelles kurdes de Turquie en Irak se poursuivraient «tant qu'elles seraient nécessaires».

NICE-MATIN 27 octobre 1991

Véronique Grimaud vient de passer cinq semaines dans un pays ensanglanté. Elle dit pourtant y avoir rencontré des gens heureux. Et pas une seule dépression nerveuse...

Véronique Grimaud avec un enfant kurde blessé à la main par une balle de D.C.A.

(Photo « Nice-Matin »)



Une infirmière monégasque au Kurdistan libre

« On les a oubliés. Pourtant, c'est maintenant qu'ils ont le plus besoin de l'aide humanitaire. » Véronique Grimaud, une jeune infirmière monégasque (elle travaille au centre cardiothoracique, à Monte-Carlo), revient du Kurdistan libre. Pendant cinq semaines, elle a soigné les réfugiés, dans les montagnes qui bordent la frontière iranienne. A Ranya. Une petite ville de 20 000 habitants, submergée par le flot de 100 000 sans-abri. Elle a travaillé avec une équipe de l'Aide médicale internationale et de Médecins du monde. Dans un hôpital vétuste. Avec peu de médicaments. Et sans beaucoup d'hygiène. Avant les interventions, dans le bloc opératoire, il fallait tuer les mouches avec une tapette.

Ce qu'a vu Véronique rappelle un peu les images sanglantes de Mash, le film de Robert Altman. Une foule quotidienne de blessés, des pechmergas ensanglantés en attente dans les couloirs, couchés sur le sol, faute de lits. Malgré la fin des conflits, des hommes et des enfants arrivent chaque jour aux urgences. « Des accidents », explique Véronique. « Ils sont tous armés, là bas. La guerre, les armes, c'est leur vie. On achète une

kalachnikov pour l'équivalent de 180 F.

Les jeunes les utilisent pour des motifs les plus futiles. Ils s'amusent. Par exemple, ils tirent sur les balles de D.C.A. qu'ils découvrent. Dans le seul but de les faire flamber. Et puis, les montagnes sont infestées d'obus et de mines. Les enfants jouent souvent avec. Et cela fait des ravages. »

Dans la plupart des cas, il n'y a qu'une solution : amputer. « On n'arrêtait pas. Toujours une chirurgie de guerre. Des pansages de plaie, des extractions de corps étrangers, des greffes de peau, etc... Le soir on n'en pouvait plus. On ressentait une grande fatigue en même temps qu'un fort dégoût. »

Pleins de courage

Curieusement, les amputés, eux, avaient un meilleur moral. « Je n'ai jamais vu ça. Ce sont des gens étonnants, pleins de vitalité et de courage. Et de bonheur de vivre. Quand vous pénétrez dans la salle où se trouvent assemblés tous les amputés, vous êtes accueillis par des visages hilares. Malgré toutes les misères épouvanta-

bles qu'on rencontre, je n'ai jamais constaté une seule dépression nerveuse. Les gens ne s'apitoient jamais sur leur sort. En fait, l'handicap n'est pas vécu chez eux de la manière tragique que nous connaissons. L'infirmier n'est pas rejeté. Il est intégré totalement. »

Ce peuple heureux est pourtant un peuple maudit. Le régime de Saddam Hussein ne lui fait aucun cadeau. Véronique Grimaud : « Ils ont beaucoup de problèmes pour accéder aux spécialités. L'administration irakienne fait tout pour les décourager. Si bien qu'il n'y a pas beaucoup de cadres. Et ceux-ci gagnent une misère. Par exemple, le chirurgien kurde de notre groupe touche 170 F. par mois. Il est obligé de se transformer, en coiffeur, pendant ses temps libres, pour arrondir ses fins de mois.

Il lui a fallu beaucoup de volonté pour parvenir à exercer. Ainsi, pendant les cinq ans qu'a duré son service militaire, les Irakiens n'ont pas voulu qu'il touche un bistouri ni qu'il se livre à un quelconque acte de médecine. Le résultat de cette politique, c'est qu'il y a là-bas un manque extraordinaire de chirurgiens. »

Alors, les Occidentaux qui

débarquent au Kurdistan pour soigner sont reçus à bras ouverts. Véronique : « J'ai reçu un accueil chaleureux. Nous avons été invités dans les maisons, ou du moins ce qu'il en restait car les troupes de Saddam en avaient fait sauter pour empêcher les Kurdes de rester dans certaines zones. »

Mais les Occidentaux sont toujours aussi peu nombreux. Une des raisons tient à l'attitude de Bagdad. L'infirmière monégasque explique : « J'ai eu personnellement beaucoup de mal pour obtenir un permis de circuler. » Quant à la route obligée pour le Kurdistan libre, elle passe parfois par la Jordanie. « Où nous avons ressenti une certaine hostilité de la part des populations, en majorité palestiniennes. » Puis par Bagdad. « Curieusement, on se sent là-bas davantage en sécurité qu'à Amman. Les Irakiens sont charmants. Comme s'il n'y avait jamais eu de conflit entre nous. Mais peut-être le peuple considère-t-il que cette guerre n'était pas vraiment la sienne. »

Serge BENEDETTI.

1. - Aide médicale internationale, 119 rue des Amandiers 75020 Paris.

TURQUIE : après la mort de dix-sept soldats
dans des attaques de postes-frontières

L'armée reprend ses raids contre les séparatistes kurdes

ANKARA

de notre correspondante

La mort de dix-sept soldats turcs, tués, jeudi 24 octobre, par les combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lors d'attaques contre trois postes-frontières près de Cukurca (province de Hakkari), a incité l'armée turque à effectuer une nouvelle incursion en territoire irakien, la troisième en trois mois, pour détruire les camps des militants kurdes du PKK.

Selon le porte-parole du gouvernement, M^{me} Imren Aykut, quatre cents à cinq cents combattants du PKK ont participé aux attaques, parmi les plus meurtrières qu'ait connues le sud-est de la Turquie depuis le début du conflit armé entre séparatistes kurdes et forces armées turques, en 1984. L'intervention des forces armées, conduite avec des troupes terrestres et le support aérien de chasseurs F-104 et d'hélicoptères, a

causé de lourdes pertes aux rebelles, a déclaré M^{me} Aykut.

D'autres événements sanglants avaient secoué la région dès mercredi. Cinq autres soldats, au moins, ont trouvé la mort dans une embuscade près de Silopi. Le même soir, un train express a été intercepté par une vingtaine de militants du PKK près de Mus. Un homme a été tué et trois autres blessés lorsque les combattants kurdes ont ouvert le feu à l'arme automatique après avoir « sermonné » les passagers.

Avec cette nouvelle escalade de la violence disparaissent les espoirs de voir le prochain gouvernement adopter une politique de compromis à l'égard des douze millions de Kurdes de Turquie. Le président Ozal avait récemment tendu une main hésitante aux Kurdes en suggérant la possibilité de discussions.

L'élection au Parlement, dimanche 20 octobre, de vingt-deux nationalistes kurdes du Parti populiste social-démocrate, aurait

pu permettre un réchauffement des relations entre les deux communautés, avec, notamment, une participation possible des députés kurdes à un gouvernement de coalition. Mais les récents combats risquent de renforcer l'opinion de M. Demirel (dirigeant du Parti de la juste voie) et des militaires, favorables à une attitude inflexible, et donc à une dure répression des séparatistes.

NICOLE POPE

LE MONDE 29 octobre 1991

IRAK

L'armée turque a poursuivi ses opérations contre les Kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Les raids aériens et attaques terrestres des forces armées turques contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) basés dans le nord de l'Irak se sont poursuivis, dimanche 27 octobre, pour la troisième journée consécutive et continueront « jusqu'à l'anéantissement des brigands », a déclaré le chef de l'état-major de l'armée turque, le général Dogan Güres.

Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les avions turcs ont bombardé plusieurs villages kurdes irakiens, tuant deux civils

et en blessant quinze autres. Les ruines de Barzan, le légendaire village d'origine du dirigeant du parti, M. Massoud Barzani, déjà détruit par le régime de Bagdad, ont également été la cible des bombes turques. « Il n'y a pas de bases du PKK, ni dans les villages, bombardés ni aux alentours. De plus, la plupart de ces villages sont situés à plus de 30 km au sud de la frontière turque », souligne le PDK, mouvement qui réclame l'autonomie en Irak, alors que le PKK, agissant en Turquie, réclame l'indépendance. Le commandement des forces turques a démenti avoir frappé des villages habités.

NICOLE POPE

International Herald Tribune October 28, 1991

WORLD BRIEFS

Turkey Pursues Bombing of Kurds

ANKARA (AP) — Turkey bombed northern Iraq for the third day on Sunday, continuing its campaign to wipe out Turkish Kurdish rebel bases. Iraqi Kurds said two civilians had been killed. They threatened to retaliate.

The semiofficial Anatolian News Agency, quoting military officials, said Turkish Air Force F-104 Starfighter jets resumed bombing early Sunday. It said Turkish ground troops were about five kilometers (three miles) inside Iraq. Local officials said their advance was slowed by mines planted by Turkish Kurd rebels. They said helicopters landed some elite troops.

Turkey's third military incursion into Iraq in three months was launched Friday after guerrillas of the illegal Kurdish Labor Party attacked army border outposts, killing at least 17 soldiers and wounding 40. Three soldiers were missing. The guerrillas have been fighting since 1984 for a Kurdish state in southeastern Turkey, home to about half the country's 12 million Kurds.

LES KURDES, L'HIVER ET L'OUBLI

Les Kurdes doivent faire face à de nouvelles difficultés: le harcèlement des Turcs et des Irakiens. Et l'hiver !



KEYSTONE

Depuis le mois de mars dernier, l'association «Monde en Détresse» travaille dans le centre de la France, à l'intention des Kurdes et des Turcs qui y vivent: c'est ainsi qu'«Action Puy de Dôme», sa section régionale, a ouvert une salle («le Vrai Cep») dans la ville de Thiers pour aider les 500 Kurdes irakiens et les 2000 Turcs de la région dans leurs difficultés matérielles. Outre le thé et les jeux, nous offrons aux personnes qui passent au «Vrai Cep» un partage autour des brochures chrétiennes qui sont à leur disposition. Nous visitons également les familles kurdes dans les villages voisins. Ce travail est rendu possible par les bons contacts que nous

avons avec les églises de la région: cette unité pour le nom de Jésus-Christ nous est précieuse! Nous en avons eu la confirmation cet été au cours des réunions que notre équipe (18 personnes de 4 nationalités) a pu tenir dans ces églises. Les relations que nous avons établies avec les Kurdes et les Turcs du centre de la France nous permettent donc de témoigner de notre foi et de répondre en toute liberté à la soif spirituelle de personnes déracinées et souvent choquées par ce qui s'est passé, ces dernières années, dans *leur* pays. Un pays que j'ai visité deux fois cette année et dont je garde quelques images fortes. . .

Passage obligé: la Turquie, qui compte 12 millions de Kurdes, c'est-à-dire plus que l'ensemble des 4 autres pays (Union soviétique, Irak, Iran et Syrie) qui se partagent le territoire du Kurdistan. Le train qui m'emmène d'Istanbul à Diyarbakir est lent, mais c'est le moyen idéal pour voir le pays.

Et en 3 jours, on a tout le temps de faire connaissance avec les Kurdes. Leurs légendes affirment qu'ils sont «nés de la neige et des lions». Cette image exprime bien le style rude qui caractérise la vie quotidienne des Kurdes et qui n'altère en rien leur sens de l'hospitalité: nous partageons la nourriture, dans le train. J'y prends d'ailleurs goût! J'arrive enfin à Diyarbakir, considérée comme la capitale du Kurdistan turc: c'est, dit-on, la plus vieille ville fortifiée du monde. De là je me rends à Silopi; puis je pénètre en Irak, où je me trouve en présence des rebelles kurdes, les Peshmergas.

Les mots me manquent pour exprimer ce que

je ressens en traversant le pont qui me mène à cet endroit: j'ai conscience d'entrer dans une région où l'Évangile n'a pas été propagé récemment. Je sais aussi que je ne serai jamais plus le même après.

Mon impression principale est que Dieu a secouré cette terre. Les Kurdes forment un peuple isolé, caché dans les montagnes depuis des siècles. Il aura fallu le terrible exode du printemps dernier pour qu'il ait la possibilité d'entendre l'Évangile.

Actuellement, en conséquence de leurs souffrances, les Kurdes sont en train de s'éloigner de leur foi islamique. Beaucoup de responsables m'avouent qu'ils n'ont plus de raisons d'être musulmans. Leurs frères musulmans les ont abandonnés et leurs ennemis, tout autour, sont musulmans. Alors ils cherchent la vérité qui conduit à la paix et à une réelle liberté.

A Zakho, assis dans une boutique, entouré d'environ 25 Peshmergas, je dois répondre à leurs questions sur «l'avenir du Kurdistan». Je ne veux pas me laisser entraîner sur le terrain politique. Je prends donc un long temps de réflexion avant de leur répondre: «votre espoir ne peut venir des États-Unis; il ne peut pas venir non plus de ces armes que vous brandissez si fièrement; votre espoir, c'est de rencontrer la vérité que Dieu veut vous révéler à travers Sa parole, la Bible». Pendant que mon interprète traduit, j'observe l'effet produit par mes paroles. Avec soulagement, je constate que les réactions sont positives.

Plus loin, sur la route qui mène à Dahoq, je rencontre, tous les 500 mètres environ, des bases militaires abandonnées, témoignages des divisions entre Arabes et Kurdes. Un chef kurde me dit que les Américains ont repoussé le Diable. Triste à dire, mais le diable est encore là.

Pourtant, Dieu est à l'oeuvre, préparant ce peuple isolé à recevoir l'Évangile. Les besoins sont énormes. Je me sens submergé par tout le travail à faire. Un programme d'aide pour les enfants est en train de se développer. Les dirigeants kurdes que j'ai rencontrés demandent que «Monde en Détresse» achemine des habits, des manteaux, des couvertures, pour que 2000 enfants puissent supporter l'hiver, dans les montagnes. Cette initiative donnera aussi l'occasion de faire passer de la littérature chrétienne. Là-bas ou à Thiers, le combat est le même: exigeant mais exaltant pour répondre aux besoins matériels et spirituels d'un peuple trop longtemps oublié.

Steven Bradley

PEUPLE ÉCARTELÉ

Depuis 25 siècles, les Kurdes vivent dans la soumission

Depuis la guerre du Golfe, le peuple kurde, si longtemps ignoré des médias, s'est trouvé propulsé sous les projecteurs de l'actualité. Lutte armée contre le régime de Saddam Hussein, exode massif vers l'Iran et la Turquie, répression impitoyable menée par Bagdad... Quels forfaits ce peuple de 20 millions d'habitants, partagé entre l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Turquie et l'URSS a-t-il donc commis pour mériter un tel sort?

Notre connaissance de l'histoire ancienne du peuple kurde et de ses origines reste très lacunaire.

On pense toutefois que la nation kurde s'est constituée à partir des Mèdes et des Scythes. L'empire mède fut très puissant

et florissant du 7^e siècle jusqu'au milieu du 6^e siècle avant Jésus-Christ. Il vainquit l'empire assyrien et causa la chute de Ninive avant d'être écrasé par les Perses en 612 avant Jésus-Christ.

Par la suite, les Kurdes ne parvinrent plus jamais à s'unir et ils durent subir la loi des grandes puissances qui se succédèrent dans la région au fil des siècles.

L'expansion de l'islam l'amena, au Moyen Âge, sous la coupe de l'empire arabe. Objet de convoitise, le Kurdistan fut partagé, en 1639, entre l'empire ottoman et l'empire perse.

Au 19^e siècle, les guerres continues menées sur le sol kurde entre la Russie et la Turquie d'une part, entre la Perse et la Turquie d'autre part, réveillèrent leur sentiment national.

Une cinquantaine de soulèvements kurdes éclatèrent entre 1804 et 1878.

Après la première guerre mondiale, les Alliés se partagèrent le Proche-Orient. Les Anglais occupèrent l'Irak, la Jordanie et la Palestine. Les Français prirent la Syrie et le Liban. Le Traité de Sèvres (1920), signé dans ce contexte, prévoyait la création d'un État kurde indépendant. Ce projet resta toutefois lettre morte et fut définitivement enterré par le Traité de Lausanne (1923), qui se limita à garantir les droits des Kurdes à l'intérieur de la



Le turban sur la tête, Massoud Barzani tient un discours devant des villageois. Chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), il a succédé à son père, le défunt général Barzani, dirigeant charismatique du mouvement national kurde.

SIPA-PRESS/UKAS

Turquie.

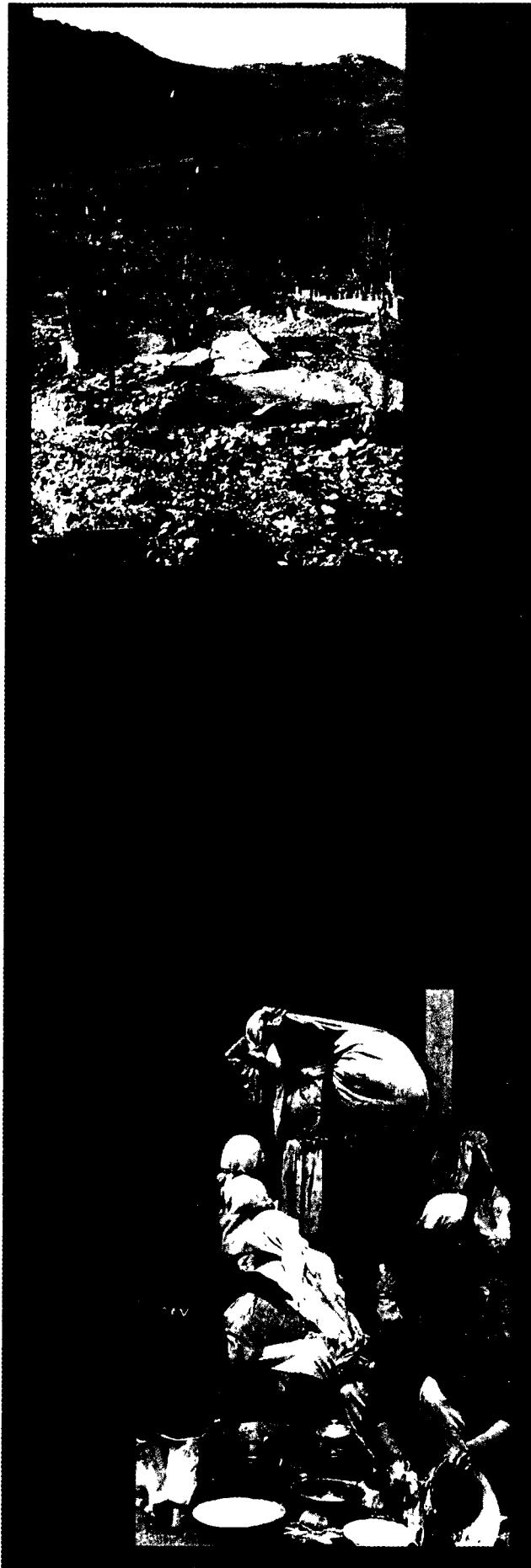
En 1930, la Grande-Bretagne renonça à son mandat sur l'Irak pour lui accorder son indépendance. Les Kurdes se sentirent trahis et se révoltèrent. L'armée irakienne riposta aussitôt.

Ce fut le début d'une succession de guerres, de trêves armées, de promesses non tenues... En 1970 fut officiellement créée la Région Autonome du Kurdistan. Amputée de la moitié de son territoire et dirigée par le gouvernement, prétendument kurde mais tenu en laisse par Bagdad, la Région Autonome du Kurdistan fut loin de soulever l'enthousiasme du côté kurde. Elle fut même plutôt le détonateur de nouveaux mouvements de résistance armés.

Afin de couper la guérilla de son soutien populaire et de toute aide étrangère, Saddam Hussein dépeupla des villages kurdes entiers, situés le long des 1200 km de frontières avec la Turquie et l'Iran. Entre juin 1978 et avril 1979, le gouvernement baas ordonna le transfert de 250 000 villageois kurdes vers de «nouvelles villes» qui ressemblaient plutôt à des camps de détention et dont le seul «avantage» était d'être situées près de garnisons militaires, ce qui facilitait leur contrôle.

Les Kurdes connurent quelques brèves périodes de trêve pendant la Guerre Iran-Irak quand Bagdad se mit à craindre qu'ils ne misent leurs forces au service de Téhéran. Mais quand Saddam Hussein vit que l'Iran allait perdre la guerre, il reprit son programme de répression, provisoirement interrompu pour des raisons purement stratégiques, et son plan d'extermination. Des milliers de villages furent rasés et dynamités; des centaines de milliers de Kurdes sunnites furent déportés vers les «villes nouvelles» ou dans le sud du pays, arabe et chiite, pour accélérer leur assimilation et leur faire perdre leur identité.

Le comble de l'horreur fut atteint quand 5 000 Kurdes furent gazés par l'armée irakienne. Hitler était de retour... Et pour-



tant, ces attaques au gaz n'étaient pas nouvelles et d'autres devaient encore avoir lieu plus tard.

Le sort des Kurdes de Turquie n'est pas plus enviable. Ankara se refuse depuis toujours à reconnaître leur existence et les appelle «Turcs des montagnes». Entre les deux guerres, un million et demi de personnes auraient soit perdu la vie soit été déportées dans diverses opérations de rébellion et de répression. Comme en Irak, on rase des centaines de villages kurdes le long de la frontière et on déplace tous leurs habitants. En outre, un vaste projet de construction de 21 barrages et de 17 centrales hydro-électriques dans le Kurdistan turc a déjà servi de prétexte au déplacement de 200 000 Kurdes, qui seront suivis par 300 000 autres d'ici à la fin du siècle. Et ce ne sont pas les très timides mesures de libéralisation, notamment la levée de l'interdiction pesant sur l'usage de la langue kurde, qui amélioreront d'une façon sensible le sort des Kurdes et qui désarmeront la guérilla.

L'Iran et la Syrie ne leur ont pas réservé un meilleur sort.

Toutefois, ce récit des malheurs du peuple kurde, errant et persécuté depuis des siècles, ne serait pas complet si on passait sous silence le fait que les Kurdes sont malheureusement aussi des persécuteurs. En effet, ces dernières années, les chrétiens, surtout d'origine assyrienne, ont été victimes d'agressions, d'enlèvements, d'assassinats, d'attentats contre leurs églises... uniquement parce qu'ils étaient chrétiens.

Emus de compassion devant la tragédie du peuple kurde, nous ne devons toutefois pas nous limiter à lui apporter une aide matérielle mais il nous incombe d'éveiller en lui la tolérance et le respect à l'égard des non-musulmans et surtout de lui faire connaître le message évangélique.

Willy Fautré

International Herald Tribune October 30, 1991

Party Leader Urges Vote Among Kurds

By Patrick E. Tyler

New York Times Service

D'HOK, Iraq — The Kurdish leader Massoud Barzani has challenged his political rivals to an electoral test of strength to settle the question of whether Iraq's 3.5 million Kurds should reconcile with the government of President Saddam Hussein or take a more confrontational stand against him.

Speaking in an interview after political consultations with Kurdish tribal leaders in D'hok, Mr. Barzani repeated in forceful terms his view that the majority of Kurds want only autonomy on their traditional lands in Iraq and that they believe the only way to achieve this is through successful negotiations with the government in Baghdad.

Those negotiations, which began in March, continue to make progress, he said.

"If there is a peaceful way to reach an agreement," he said, "we will never think of any other way."

Mr. Barzani strongly criticized recent suggestions by Jalal Talabani, another Kurdish leader, that Iraqi opposition groups might consider setting up a provisional government in Kurdistan and use northern Iraqi territory as a base of attack against Mr. Saddam's forces.

"We are not ready to let the Kurdish people be a bridge for others," Mr. Barzani said.

"Nobody can do that, not me, not him," he added, referring to Mr. Talabani. "We won't let him do it."

Mr. Barzani said the United States and other nations in the Gulf war coalition had made it clear in diplomatic contacts with the Kurds that coalition military forces would not support new military operations initiated by the Kurds.

Mr. Barzani also expressed frustra-

tion that U.S. military forces in Turkey were doing too little to stop Turkish Air Force bombing raids 15 kilometers (10 miles) or more inside Iraq against what Mr. Barzani asserts are civilian targets.

Turkey says the raids are against guerrilla bases of the Kurdish Workers Party of Turkey, which uses Iraqi Kurdistan as sanctuary.

Returning to the autonomy negotiations with Baghdad, Mr. Barzani said "hidden forces" were seeking to block a successful conclusion to talks. Kurdish autonomy, which was first accepted by

Baghdad in 1971, would give the Kurds self-rule and control over a major share of the resources of the northern area. The 1971 agreement, however, broke down when Baghdad reneged on key provisions.

Mr. Barzani acknowledged the widening rift between himself and Mr. Talabani. Of the eight Kurdish parties, the two men lead the two largest; Mr. Barzani heads the Kurdistan Democratic Party and Mr. Talabani the Patriotic Union of Kurdistan.

He emphasized that the current

course of negotiations with Baghdad was the only course that has been authorized by the so-called Kurdish front, the convocation of the eight Kurdish parties and local leaders that met in June and approved the current strategy.

If Mr. Talabani's actions are intended as a challenge to this strategy, Mr. Barzani said, then "I am calling for elections, free elections among all of the Kurdish parties in Kurdistan to see which party gets more votes," and to determine the future course of the negotiations with Mr. Saddam's government.

TELEGRAMME DE BREST 30 octobre 1991

Kurdes

Un appel pressant à l'aide humanitaire

La réunion organisée à l'initiative de Paul Guégueniat, samedi soir à Kerveil, au profit des Kurdes, si elle n'a réuni qu'une petite assistance, a permis aux participants de prendre conscience de la gravité du problème kurde et de l'urgence qu'il y a à apporter une aide humanitaire.

Avec la fin de la guerre du Golfe on pouvait penser que les attaques contre ce peuples sans terre était arrêtées et que sa situation s'était améliorée. Mais c'est méconnaître l'étendue et la complexité du problème. M. Kamal, responsable des relations publiques à l'Institut Kurde de Paris, les a mis en lumière.

Répartis sur un territoire de montagnes et de hauts plateaux partagé principalement entre la Turquie, l'Irak et la Syrie, les Kurdes, qui luttent depuis des siècles pour leur indépendance, n'ont pas eu qu'à subir les attaques de l'Irak, la Turquie, elle aussi, cherche à réprimer leur volonté sécessionniste. De même, en Irak, en dépit de l'issue de la guerre du Golfe, si les gaz de combat ne sont plus mis en œuvre, des bombardements avec utilisation de bombes spéciales ou des épandages d'acide sont des procédés courants.

Un hiver inquiétant

Au total, et à l'approche immi-

nente de l'hiver, c'est 800.000 sans-abris qui sont réfugiés dans les montagnes, où l'absence de bois, (il a été entièrement consommé) ne permet même pas d'assurer un minimum de chauffage. Si l'on y joint les difficultés d'approvisionnement et le manque de soutien médical, c'est toute une génération qui va, de l'avis des experts internationaux, disparaître, car les enfants ont peu de chances de survivre dans de telles conditions.

C'est pourquoi l'appel à l'aide humanitaire est pressant. Vivre, médicaments, abris, tout fait défaut.

Si la municipalité de Saint-Yvi, représentée par M. Roze, le maire, Paul Guégueniat et Marcel Tilly, conseillers, est sensibilisée au problème, il serait souhaitable que des bonnes volontés se manifestent pour étoffer une action effective en faveur de ce peuple en danger.

Déjà, au plan international, l'action de la France s'est manifestée, par le vote (sous son impulsion) d'une résolution de l'ONU. Au plan national, l'association France Liberté à, quant à elle, assuré l'hébergement dans des familles ou des organismes français d'enfants kurdes. Action qui gagnerait à être élargie.



MM. Kamal et Dars, entourés de M. Roué, le maire et Paul Guégueniat, adjoint, présentent le problème kurde.

Kurdes

Représailles turques en Irak du Nord

Le torchon brûle entre Ankara et M. Barzani

ANKARA
DE NOTRE CORRESPONDANT

Massoud Barzani est en colère. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) a violemment condamné l'opération déclenchée vendredi matin par l'armée turque dans le nord de l'Irak contre trois postes de gendarmerie frontaliers du département d'Hakkari (extrême Sud-Est) en représailles d'une attaque meurtrière - 17 morts, une quarantaine de blessés - de la guérilla kurde turque du

PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Alors que, selon l'état-major turc, les quelque 6 000 hommes engagés dans l'expédition punitive - la troisième depuis août - se sont avancés jusqu'à 8 km en territoire irakien, Massoud Barzani accuse les F 104 et les hélicoptères Apache utilisés par l'armée turque d'avoir bombardé des cibles jusqu'à 30 km à l'intérieur de l'Irak. Six villes auraient été touchées. Dans son message, M. Barzani recense deux morts à Razga et un blessé dans son village natal, Barzan. Le cimetière où repose son père, Mollah Mustafa Barzani, aurait été endommagé. « Cette attaque de la Turquie est une atteinte à ce que nous croyons et à

tout ce que nous avons de plus sacré. Nous la considérons comme une déclaration d'hostilité », écrit M. Barzani. Si les autorités turques démentent être intervenues aussi loin en Irak, le ministre de l'intérieur annonçait dimanche le succès de l'opération.

Cette brusque montée de la tension entre les autorités d'Ankara et la principale organisation kurde irakienne est d'autant plus surprenante qu'une coopération semblait s'être établie entre elles : en échange d'une aide alimentaire et médicale turque, le Front du Kurdistan, réunissant les principales organisations kurdes irakiennes, avait décidé le 7 octobre lors d'une réunion à Shaqlawa de repeupler la zone frontalière

afin d'en exercer le contrôle. M. Barzani vient de dénoncer tous ces engagements. Ses hommes tireront sur les soldats turcs si des civils sont menacés.

Du coup, certains observateurs à Ankara se demandent qui, du PKK ou de l'armée, va chercher à profiter de la confusion politique semée par les législatives du 20 octobre. Et si la promesse de démocratisation et de dialogue dans le Sud-Est anatolien faite par le président Turgut Özal sera effectivement tenue. On en saura peut-être plus au terme de la réunion du Conseil de sécurité national du 31 octobre, au cours de laquelle de nouvelles mesures pour la région devraient être annoncées.

Bruno RIPOCHE

LA CROIX 30 octobre 1991

Mission de retour de Turquie

La torture au quotidien

Le caractère démocratique du Gouvernement d'un côté et la « violation systématique des droits de l'homme les plus élémentaires » de l'autre font de la Turquie un pays plein de contradictions. Tel est le jugement rendu hier par une mission privée suisse rentrée récemment d'un voyage dans ce pays.

La situation est particulièrement alarmante dans le sud-est de la Turquie où vivent sous état d'urgence quelque neuf millions de Kurdes, a estimé lors d'une conférence de presse François de Vargas, secrétaire général du Comité suisse contre la torture (CSCT).

Bien que la Turquie ait ratifié en 1988 la Convention européenne pour la prévention de la torture, les traitements inhumains comme les viols et la torture sont selon lui monnaie courante. Les méthodes les plus utilisées sont les jets d'eau froide et l'électricité, qui laissent peu de traces. La police souvent ne relâche les personnes arrêtées qu'après disparition des traces de torture, a ajouté M. de Vargas.

Selon le pasteur Daniel Corbaz, représentant de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), les militaires détruisent les villages kurdes situés près de la frontière et déportent les habitants dans les quartiers pauvres des villes turques, a-t-il expliqué. (ATS)

Le Courrier 30 octobre 1991

QUEST FRANCE 30 octobre 1991

Hôtes de l'Union démocratique bretonne Des kurdes en visite

Kamal et Shewki, représentant l'Institut kurde à Paris, sont durant deux jours les hôtes de Robert Pédron, délégué de l'Union démocratique bretonne à Saint-Brieuc. Ces derniers ont rendu visite aux Bretons qui accueillent des familles kurdes, à Ploufragan, Loudéac et Saint-Brieuc. Ils en profitent pour sensibiliser la population au drame de leur peuple, « coïncé entre deux pays totalitaires, l'Irak et la Turquie. Au moment où la Turquie veut entrer dans l'Europe des douze, elle bombarde les villages kurdes installés chez elle ou en Irak. La dernière attaque date d'il y a trois jours » L'Institut fait état de 600 morts et 1 000 blessés dans la région de Suleimanieh, fin septembre. « A cela s'ajoutent les maladies et les épidémies. 800 000 personnes sont sans abri. L'hiver et la neige arrivent. Face à cette situation, personne ne bouge, notamment en Europe, » reprochent Kamal et Shewki.



Robert Pédron, Kamal et Shewki : « La chape de plomb va-t-elle retomber sur la question kurde ? »

Les personnes sensibilisées à la question kurde peuvent contacter

Robert Pédron, 60, rue du Roselier à Plérin.

4000 villages à reconstruire

L'hiver menace 500 000 réfugiés sans abri. Les Kurdes s'organisent pour reconstruire leurs villages et ouvrent un bureau à Genève.

Dans les montagnes du Kurdistan, le froid et la neige sont de retour. Six mois après le tragique exode aux frontières turque et iranienne, quelque 500 000 réfugiés sont toujours sans abri. Eparpillés dans la «zone libre» contrôlée par les pechmergas (combattants kurdes), les uns proviennent de régions occupées par l'armée irakienne et n'osent pas y retourner; les autres ont retrouvé leurs maisons détruites. Plusieurs organisations humanitaires sont lancées dans une course contre la montre pour fournir des abris provisoires ou aider à reconstruire les habitations. Fin septembre, Caritas et l'EPER ont entrepris de bâtir, sous la supervision d'un délégué suisse, 500 maisons en pierre, torchis et tôle dans une vingtaine de villages. Coût: environ un million, provenant principalement de la Chaîne du bonheur. Devant

l'ampleur de l'urgence, le programme va s'étendre.

Il s'agit essentiellement d'une simple assistance. Habités à faire face aux épreuves, les Kurdes sont, à en croire un porte-parole de Caritas, «très bien organisés». Sur le terrain, les délégués occi-

dentaux travaillent avec les ingénieurs, médecins et techniciens de l'Organisation pour la reconstruction du Kurdistan (KRO), fondée en mai pour rétablir les villages, les routes, les canalisations et autres bases d'existence d'une population déracinée. Un événement: ►►►



Alana, dans la vallée de Balisan, bombardée par des armes chimiques en 1987



Caritas a participé au financement de la reconstruction d'Alana

►►► c'est la première fois, dans un Kurdistan déchiré par les rivalités internes, qu'il existe un organisme indépendant des mouvements politiques. Une poignée de villages ont déjà été refaits avec les ressources locales. Pour récolter des fonds, KRO vient d'ouvrir un bureau international de liaison à Genève.

La tâche est immense. Car le drame des quatre millions de Kurdes d'Irak ne date pas de la guerre du Golfe. L'exode d'avril 1991 n'était pas le premier, il n'était que le plus spectaculaire. A la fin des années 1980, le régime irakien a entrepris d'évacuer la population rurale. Plus de 4000 villages et bourgades ont été détruits, les champs brûlés, le bétail abattu. Leurs habitants ont aboué dans les villes ou dans des camps du désert, au sud du pays. Des vallées qui ont subi un bombardement chimique sont sinistrées. Au-delà de l'urgence de trouver un toit aux sans-abri, tout un pays est à reconstruire.

Et après le 31 décembre?

Saddam Hussein laissera-t-il faire? Comme une parenthèse dans le temps, un flou territorial, le sort du Kurdistan paraît suspendu à un fil. Le mandat du HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés) expire le 31 décembre et risque de ne pas être renouvelé par Bagdad. Quant à la dissuasion militaire occidentale, qui a permis aux «pechmégas» de reprendre une partie de la région, elle est désormais réduite au minimum: des avions alliés patrouillent toujours au nord du 36^e parallèle, mais les trente-six derniers soldats américains stationnés à Silopi, à la frontière turque, sont partis le 10 octobre. Expression de la mauvaise humeur américaine à l'égard des dirigeants kurdes (qui négocient avec Saddam Hussein), George Bush et James Baker ont refusé de recevoir une délégation en visite à Washington. Empreintes de méfiance et d'arrière-pensées, ces négociations d'autonomie achoppent sur le sort de Kirkouk, centre de vastes gisements pétroliers. De brefs combats ont éclaté, début octobre, autour de la ville de Suleymanieh. Débordement incontrôlé? Pour la première fois, les Kurdes ont massacré des prisonniers irakiens.

Tant qu'il n'y a pas de solution politique au problème kurde, «notre action est comme une compresse humanitaire sur une plaie infectée», se plaint, dans «Le Monde», le dirigeant d'une organisation humanitaire. A l'approche de l'hiver, la compresse pourrait cependant s'avérer vitale. ■ *Alain Maillard*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, OCTOBER 31, 1991

THE MEETING IN MADRID: 'Future generations will curse these evil people,' the Iraqi leader says

Far From Peace Table, Saddam Assails 'Enemies'

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

BAGHDAD — Isolated and scorned by Arab leaders, President Saddam Hussein of Iraq marked the opening of the Middle East peace conference in Madrid by pinning more medals on his military commanders and calling President George Bush a poisonous snake who along with other Western leaders has become a tool of Zionism.

"It is a great honor to have enemies like those dirty, immoral human beings, led by their worst example, the president of the United States of America," Mr. Saddam told a group of army officers.

The officers received decorations for the roles they had played in what Mr. Saddam continues to call "the mother of battles," referring to the defeat last winter of the Iraqi Army in Kuwait.

The ceremony Tuesday night was the third like it this month. It coincides with a new campaign by Mr. Saddam to buck up national morale for what may be a long siege of suffering for the 18 million people of Iraq if Bagdad fails to submit to the latest UN Security Council resolutions con-

trolling the sale of Iraqi crude oil and the purchase of food and medicines with the proceeds.

Mr. Saddam's remarks were carried in the official Iraqi press Wednesday.

The Iraqi leader accused the United States and its allies of trying "to starve Iraqis to death" with a postwar regime of sanctions that has mostly prevented Iraq from using about \$3.7 billion in frozen accounts in foreign banks to buy food and medicine.

U.S. and allied officials assert that they are not enforcing an embargo on food and medicine, yet Iraqi officials said that their efforts to buy critical food and drug items with these funds had been blocked for months.

With the adoption of UN Resolutions 706 and 712, an intrusive and complex regime has been put in place to supervise the sale of Iraqi crude oil through Turkey. With the proceeds paid into a special UN account, the Iraqis can buy food and medicine, with the deliveries to be supervised by UN officials.

Iraqi cabinet ministers have said in interviews over the last

two weeks that they do not want to submit to the oil-sale regime because they consider it an attempt to undermine Mr. Saddam's control over his economy and because it would put him in the humiliating position of being a supplicant for every cargo of foodstuffs that reached his people.

The Iraqis would rather use their own funds in foreign banks, which could be unfrozen at the discretion of each government.

"Future generations will curse these evil people even in their graves," Mr. Saddam said in his remarks to the army commanders.

"Some people say that had you submitted to their will, you would have eaten a better and fatter morsel," he added, "but we would never have done that."

"I am confident that they will be ashamed of themselves with the passage of every week or month because their history will remain dark for thousands of years to come to their aggression against Iraq," he said, adding, "The Iraqis' harvest is not the little food they get, but their harvest is their victory. This is the meaning of the mother of battles."

崩すような変動は、単にこれら国家群の指導者にとつてのみならず、域外の大国にとつても決して歓迎されるものではない。ここにクルド人問題が決して「中東和平」の問題として提起されず、「国内問題」としてのみ扱われるゆえんがある。

**関係諸国の包囲網形成と
抵抗運動への肩入れと**

この大前提を軸に、クルド人問題の操作の方法はおおざっぱに分けて二つある。一つは、関係諸国間での対クルド包囲網とも言ふべき協力関係の形成である。昨年夏の湾岸危機発生直後から関係諸国間で、イラクからのクルド人の分離や独立は決して認めないとの申し合わせが何度か確認されていたのはこうした措置のひとつであった。

もう一つは、利害の対立する国のクルド人の抵抗運動にてこ入れし、これを通じてその国内側から圧力をかけるといふものである。イラン・イラク戦争中は両国ともに相手側のクルド人を「支援」し、場合によってはクルド人同士が戦わされるといふ場面さえあった。

ここから、自国のクルド人を徹底的に押さえ込むことが他国の干渉と圧力を断固として排するために、つまりは

国家の安全保障上死活的な問題として要請されると同時に、他国におけるクルド人問題の解決は必ずしも好ましくないとはいへない。構造が浮かび上がってくるのである。

以上のように、国内的にも、国際的

にもクルド人問題の維持・管理が巧妙に行われてきた。しかし、このことは、革命であれ、クーデターであれ、この地域におけるいかなる政治変動も、クルド人の上に積み上げられてきた支配秩序を動揺させるものとなり、



イラン・イラク国境付近のテントで暮らすクルド難民。なかにはイラン政府からの支給を受けている家族もある。1991年4月18日=WWP

それは取りも直さず、クルド人問題の表面化を招かざるにはおかないということを意味している。そして、そのたびに関係諸国と大国はもう一度態勢を立て直すべく対応を迫られるのである。この点で、湾岸戦争停戦後の住民蜂起と難民の発生に、アメリカがあわてふためいたのは単なる一例にすぎない。

このように考えてみると、クルド人問題が、単にクルド人へのみかかわる「マイノリティー問題」ではなく、彼らを抱える国家そのものの支配体制のありかた、あるいは中東地域内部の和平の問題、さらにこの地域を包みこみ、管理しようとしてきた大国を含む世界秩序の問題にまで広がっているということが理解できよう。言い換えれば、この地域に長年にわたって歴史的に作り上げられてきた重層的な支配秩序そのものを根底から問い直し、あるいは揺り動かす性格をもった、極めてメジャーな問題なのである。

そのような意味で、先の蜂起と難民の流出は、現在アメリカが中心となって推し進めようとしている「中東和平」や「新国際秩序」なるものの欺瞞性に対する断固たる異議申し立てであり、告発であったと見なければならぬであろう。

が、たとえ独立国の場合であっても、一九世紀以来の半植民地的な経済構造や英仏による中東支配という厳しい条件のもとにおかれ、それを打破すべく、早急な国民統合と経済発展などいわゆる「近代国家」建設を余儀なくされたという事情があった。それゆえに、そこでの政治運営は極めて権威主義的で、独裁的な性格をもつようになるが、そこから生み出されてくる矛盾が支配の末端におかれたクルド人に過酷な運命を強いることになったのである。

しかし逆にまた、クルド人問題が存在するために、すなわち各国の政府がこの問題との対決を強いられるところで、体制そのものの性格が形作られていったという側面も見逃してはならない。クルド人の民族運動が単なる自

PART II * 世界のうねり

治や独立の獲得ではなく、体制そのものの交革を志向し、各国における他の反体制運動との間で、共闘であれ、対立であれ、何らかのかかわりを有することは、クルド人問題のこのような性格をよく示している。

こうして国内レベルにおいてクルド人差別が国家体制そのもののうちに構造化されることになったわけであるが、より深刻なのは国際的レベルにおけるクルド人問題の扱われ方である。そこでの大前提は、大戦後に築き上げられた新興国家群——それが独立国家であるか被委任統治国であるかは問わず——を基本的単位とする地域的秩序の維持と存続である。そしてこれはそのまま大國による中東地域管理の枠組みとしても機能してきた。

したがって、この枠組み自体を突き

TRANSIT ROOM

娘の名前に託すクルド人女性たちの想い

アケメネス王朝のダリウス大王の碑文で有名なビーストゥーンは、バーフタラーン州(旧ケルマーンシャー)の州都バーフタラーン(旧ケルマーンシャー)の郊外にある。名前こそそうではないが、バーフタラーン州は、クルディスタン州と並んで、クルド人の住地である。

碑文のあるところから川を越して二五分、クルド人のパフラーミー一家では、五番目の女の子にアリスという名前を付けた。実によい名前だと思っていたが、役所に届け出たところ、こんな外国人の名前はけしからん、と受け付けてもらえなかった。

外国人の名前だろうと何だろうといのにね、とのことであった。

クルドの独立を目指して命を賭して戦っているクルドの女性もいれば、ささやかに、ヨーロッパ人のようにお金持ちで幸せになつてほしいと願つて、ひそかに自分の娘をアリスと名付けるクルドの女性もいる。

二人とも、まちがいなしに、同じ、特定の言語文化によって歴史的に結ばれ、同一の帰属意識を共有する集団、すなわち、同じクルド民族の成員である。パフラーミー夫人はずした民族論議は、最終的に不毛に思えるのだが……。



イラクの化学爆弾で殺された子どもたちの写真を掲げ、デモ行進するクルド婦人。1989年7月29日、ロンドンで＝ロイター

ルド人やアルメニア人などが多数住んでいたが、ムスタファ・ケマルは、まずイスラムの旗を掲げて同じムスリムであったクルド人をも動員したうえで、キリスト教徒のアルメニア人をアナトリアから放逐し、ついでここにトルコ人国家を打ち立てようとするケマルの真意を察知したクルド人が蜂起すると、矛先を転じてこれを徹底的にたたき潰したのであった。

国家体制に組みこまれるクルド人に対する差別

抵抗が大きかった分だけ、その管理の仕方は一層過酷なものとなり、クルド人地域はほぼ恒常的に軍隊の監視下におかれ、力による封じ込めが図られた。のみならず、政治的には中央政府

から派遣された役人がこの地域における行政を担当し、地元住民の、あるいはクルド人としての政治参加は著しく制限された。経済的にもクルド人地域はもっぱら原料供給地として国民経済の中に組み入れられつつ、その経済発展は相対的に遅れ、生活環境も劣悪な状態が長く続いた。

このような武力をともしなう政治的・経済的中央集権化と並行して、トルコ、イラン、アラブといったそれぞれ民族主義が国家統合を支えるイデオロギーとして強制された。裏を返せばクルド人の民族的権利の制限、あるいは完全な否定である。

例えば、最もシステマティックな同化政策が取られたと言われるトルコでは、言語、音楽、民族衣装など、クル

TRANSIT ROOM

バザールが取り払う民族の垣根、それが中東

昨年の冬から今年の初めにかけて、イランのカスピ海沿岸東部のマザーズラン州において、週市の調査を行った。マザーズラン州の西部ではギーラーン語、中央部ではマザーズラン語、東部ではトルコマン語が使用され、それぞれ独自の週市のネットワークができてい

る。西部と中央部の週市では、時計売りは、クルド人の青年が多い。イラン・イラク戦争でイラン側ペルシャ湾からの密貿易が一時、実質的に途絶えたために、この間隙を縫って、イラク側から密貿易したものを、イラン、イラク両国にわたって住むクルド人が運び込み、カスピ海沿岸地方でも販売したものである。イ

ラン・イラク戦争勃発後の、新しい現象である。

一方、東部の週市のネットワークでは、クルド人の時計売りはまったく見られない。代わりに、ここでは、ジブシーの女性の時計売りがいる。きれいに住み分けがなされている。ちなみに、売っているのは、どちらもNIESS製のクォーツ時計。少々日本製もあるが、高価でこの方の売れ行きはよくない。

バザールさえあれば国家などいらない、とは藤原新也の『全東洋街道』中の言葉である。この言葉になぞらえて言えば、バザールさえあれば民族などいらぬ、のが中東の民族問題の——しばしば見過ごされるが非常に重要な——一面でもある。

ド人としてのアイデンティティーにかかわるものすべてが禁止され、クルド人をトルコ人起源であるとする珍説が捏造され、果ては「母国語を忘れた山岳トルコ人」というレッテルさえ張られるに至った。

クルド人の執拗な抵抗の前に、これだけでは十分な効果が期待できないと

わかると、多数のクルド人部落を潰して住民をクルド人地域から遠く離れたところへ強制的に移住させる一方、トルコ人をクルド人地域へ入植させることによって「クルド色」を薄める政策も実施された。

このような同化政策の背後には、大戦後この地域に新たに誕生した政権

パワー・ポリティクスの網に否応なくからめとられていたということを示している。

もともと、クルド人地域はオスマン・ガージャール両王朝の国境地帯に当たっており、国境紛争などもあってその戦略的重要性は一段と高まっていたうえに、南下をもくろむロシアや、植民地インドへの道を確保しようとするイギリスが相互にしのぎを削る場ともなっていたのである。

このように、一九世紀とは、クルド社会にとって、旧来の政治的・社会的組織が破壊されて、より上位の支配体制の枠組みに次第に取り込まれていくとともに、ヨーロッパ列強とオスマン・ガージャール両王朝との間で繰り広げられるパワー・ポリティクスのただなかに投げ込まれた時期であった。ここでは彼らの民族運動も、それらの国々によってその利害を貫徹するための道具とされる可能性をもたされ、逆に運動側としてもこれらの国家間の対立を巧みにかつ最大限に利用せざるを得ないという、およそ今日に至るまでのクルド人問題の基本的構図がすでに明らかになりつつあった。

今世紀初めの第一次世界大戦はこのプロセスを決定的に推し進める役割を果たした。この地域の政治構造のドラ

PART II  世界のうねり



トルコ軍の陣地に向かって石を投げつけ抵抗する難民キャンプのクルド人たち(WFP)

ステイックな再編、つまり両王朝の滅亡と新たな国家群の誕生をもたらしたからである。その際、ムスタファ・ケマル(後のトルコ共和国初代大統領)など中東地域における新興政治勢力の存在や、ソヴィエト政権の出現は、戦勝国英仏が当初予定していた戦後構想の大幅な修正を余儀なくし、結局それらのあいだでの相克と妥協とによってほぼ現在のような国境線が確定した。そして、その結果として、クルド人はトルコ、イラク、イラン、シリアなどに「分割」されることになったのである。

これに対し、独立を要求する運動がクルド人の間でも見られたが、いずれも暴力的に押し込められてしまった。イランの北西部では、イスマーイール・アーガー・スィムコが諸部族を率いてクルディスタンの独立を目指すが、レザ・ハーン(後のレザ・シャー、イラン・パフラヴィー朝の創始者)によって粉砕された。現在イラク北東部に当たる地域でも、シャイフ・マフムードらがイラク編入に強く抗い、独自の政府を樹立することを試みたが、イラク委任統治国であったイギリスによって厳しい軍事弾圧を受けた。アナトリアではトルコ人のほかにク

クルド

蜂起と難民の流出現象は 歴史的・重層的な支配秩序への異議申し立て

山口 昭彦

やまぐち・あきひこ 東大大学院博士課程・中東現代史
一九六四年兵庫県生まれ

湾岸戦争「後」のクルド人住民の蜂起が、ほどなくフセイン政権の厳しい武力弾圧を受けて挫折し、それが周辺諸国への大量の難民流出となって世界の耳目を集めたことは、今なお記憶に新しい。クウェート侵攻や「人質事件」とどぶらせつつ、多くの人が「独裁者」フセイン大統領の「非人間的行為」にあらためて憤りを覚えたことであろう。

しかし、ことはそう単純ではないようだ。というのも当時の状況を振り返ってみると、いくつか素朴な疑問が浮かんでくるからである。例えば、多国籍軍によって軍事行動を制限されていたはずのイラク政府が、いとも簡単に住民蜂起を制圧することができたのはいったいどういうわけなのか。

また、現在、「ポスト冷戦」の「新

国際秩序」構築の一環として模索され

ている「中東和平」の中で、あれほど深刻な事態を招いたクルド人問題が全く触れられていないのはなぜなのか。

結局のところ、こうした疑問は、クルド人問題とはそもそもどんな問題なのか、という問いかけに帰着する。そこで、以下ではこの問題が歴史的に形成された過程を簡単にたどってみることで、その基本的性格を考えてみたい。

「分割」された過程と 押しこめられた独立運動

一九世紀初頭以来、中東地域は他の非西欧諸地域の多くがそうであったように、ヨーロッパ列強の植民地主義的進出の前に、次第に政治的にも経済的にも従属の度を深めつつあった。これ

に危機感をもったオスマン朝やガーシヤール朝（ベルシヤ）は、こうした新たな事態に対処するために、軍事制度や統治機構の改革など、いわゆる「近代化」による支配体制の再編・強化に着手した。

クルド社会に即して言えば、そこでは、それまでもっぱら部族連合体を核とする、いくつかの世襲の「侯国」が割拠し、それぞれが中央政府の間接的な統治を受け入れつつも、相対的に自立した政治的・社会的システムを形成していた。しかし、中央集権化の波はここにも押し寄せ、かつての「侯国」は廃絶され、より小規模の部族連合や部族に解体されて、これ以降、一層直接的な国家権力の介入にさらされるようになった。

このような過程を通じて徐々に民族

意識に目覚めつつあったクルド人の側でも、自発的に新たな連帯を生み出し、中央権力による直接支配に抵抗し、政治的な自立を確保しようとする動きがゆっくりとではあったが次第に形を取り始めた。一八八〇年代初頭に

クルディスタンの独立を求めてオスマン朝とガーシヤール朝にまたがる地域を舞台に立ち上がったシャイフ・ウバイドゥッラーの反乱はこのような民族運動の発現にほかならない。

しかしながら、この場合でもシャイフ・ウバイドゥッラー自らが意識的にイギリスをはじめとする列強に接近して、そこからの支援を期待していたことや、当初オスマン朝がガーシヤール朝への圧力としてこの反乱を利用することを企図していたことなどは、この運動がすでにこの地域をおおい始めた